



Secrétariat du
Conseil du Trésor



Comptes publics de l'Ontario

États des ministères
et annexes
2020–2021

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vii
Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses	
Détails des recettes	1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement.....	1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations.....	1-24
Fonds ontarien d'initiative	1-26
Section 2 – États financiers des ministères	
Affaires autochtones	2-1
Affaires francophones.....	2-7
Affaires municipales et du Logement.....	2-13
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales.....	2-29
Bureau de la vérificatrice générale	2-43
Bureau de l'Assemblée législative	2-47
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	2-55
Bureau du Conseil des ministres	2-61
Bureau du directeur général des élections	2-67
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-73
Cabinet du Premier ministre	2-77
Collèges et Universités	2-81
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2-93
Éducation.....	2-103
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	2-117
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	2-137
Finances	2-157
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	2-183
Infrastructure.....	2-207
Procureur général	2-219
Richesses naturelles et des Forêts.....	2-245
Santé	2-263
Secrétariat du Conseil du Trésor	2-293
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires.....	2-315
Services aux aînés et Accessibilité.....	2-333
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs.....	2-345
Soins de longue durée	2-375
Solliciteur général	2-383
Transports	2-417
Travail, Formation et Développement des compétences.....	2-439
Compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange.....	2-461

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

	Page
Section 3 – Annexes – Dette	
Dette à long-terme	3-1
Remboursement de la dette à long terme.....	3-5
Variation nette de la dette à court terme.....	3-13
Sommaire de l'encours de la dette	3-14
Encours de la dette.....	3-17
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)	3-39
 Section 4 – Autres annexes supplémentaires	
 Prêts et investissements	 4-1
Fonds et autre passif	4-9
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario	4-15
Créances exigibles de la Couronne	4-18
Pertes radiées des comptes.....	4-23
Remise de revenus.....	4-24

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2020-2021 comprennent le **Rapport annuel et états financiers consolidés** et sont présentés en deux volumes :

Les États des ministères et annexes contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Les Détails des paiements contient les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Les états financiers individuels des principaux conseils, commissions et sociétés de la province qui font partie du périmètre comptable du gouvernement, ainsi que divers autres états financiers sont disponibles à ontario.ca/comptespublics et de cliquer sur le lien menant au site Web des organismes et ils sont aussi disponibles sur demande.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les cinq états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice, pertes radiées des comptes et remise de revenus.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel, les créances exigibles de la Couronne.

3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par *une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits*, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses. Les montants accordés par mandats spéciaux au cours de l'exercice 2017-2018 sont déduits du total correspondant à chaque programme pour déterminer les montants à voter.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2018-2019 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paiements de transfert

Inclut les crédits d'impôt sur le revenu remboursables, les subventions et les soutiens à des personnes; le secteur des entreprises, les institutions non commerciales; et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art

Comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web Secrétariat du Conseil du Trésor à www.ontario.ca/comptespublics.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à <https://www.ontario.ca/fr/page/budget-de-lontario-editions-anterieures> et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le Président du Conseil du Trésor le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez <https://www.ontario.ca/fr/page/budget-des-depenses>.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice.

Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts.

NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais.

Site Web: www.ontario.ca/comptespublics

This publication is available in English and French.

Website: www.ontario.ca/publicaccounts

section 1
annexes –
recettes et dépenses
(non vérifié)

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.¹

RECETTES FISCALES	2021 \$	2020 \$
Impôt sur le revenu des particuliers	40,332,921,073	37 743 092 450
Taxe de vente.....	26,575,706,536	28 618 758 865
Impôts sur les sociétés.....	17,774,878,443	15 414 316 336
Impôt-santé des employeurs.....	6,536,709,496	6 731 084 884
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	6,039,926,257	6 179 154 482
Contribution-santé de l'Ontario	4,329,622,398	4 059 193 559
Droits de cession immobilière	3,697,668,240	3 067 143 373
Taxe sur l'essence	1,898,038,231	2 782 966 579
Taxe sur le tabac.....	1,099,217,702	1 117 575 631
Taxe sur les carburants.....	686,177,611	806 776 278
Taxe sur la bière, le vin et les spiritueux.....	624,179,524	582 196 309
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	563,000,000	505 000 000
Impôt sur l'administration des successions.....	235,796,342	214 507 699
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	228,966,083	289 419 939
Impôt sur les bénéfices miniers.....	107,559,538	71 863 938
Composante ontarienne du droit d'accise fédéral sur la vente du cannabis	106,525,925	47 628 350
Impôt foncier provincial.....	35,590,707	37 166 944
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier.	5,631,445	4 363 048
Taxe sur le pari mutuel.....	3,164,236	3 933 231
Impôt calculé sur la superficie en acres – <i>Loi sur les mines</i> .	2,063,102	1 523 220
Autres Taxe	–	(92 940)
TOTAL DES RECETTES FISCALES.....	110,883,342,889	108 277 572 176

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province en 2020-2021 ont été réduits de 900 900 547 \$ en crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôt passés en charges.

¹ Crédits d'impôt sur le revenu remboursables:

La section 2 porte aussi sur les crédits d'impôt sur le revenu remboursables. Les charges de fonctionnement publiées dans les Comptes publics au titre d'un crédit d'impôt remboursable représentent la valeur estimée des crédits d'impôt pour l'exercice en cours, en sus de tout rajustement lié aux montants des années antérieures publiés.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Pour 2021, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 45 142 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 44 740 \$ jusqu'à 90 287 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 90 287 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2020, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 44 740 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 44 740 \$ jusqu'à 89 482 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 89 482 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2019, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 43 906 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 43 906 \$ jusqu'à 87 813 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 87 813 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 \$), avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Beaucoup de crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario sont indexés annuellement. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario sont calculés après la surtaxe provinciale, mais avant la réduction de l'impôt de l'Ontario. Pour 2021 et 2020, ces crédits ont été versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 2,9863 % dans le cas des dividendes non déterminés. En 2019, ces crédits sont versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 3,2863 % dans le cas des dividendes non déterminés.

Les particuliers qui doivent un montant plus élevé au titre de l'impôt sur le revenu sont assujettis à une surtaxe. En 2021, elle équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 874 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 237 \$. En 2020, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 830 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 182 \$. En 2019, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 740 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 067 \$.

Si l'impôt de l'Ontario d'un contribuable de l'Ontario dépasse le seuil applicable, le Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu peut réduire l'impôt dû à l'Ontario. Pour 2021, le montant déterminant de base est de 251 \$, auquel on ajoute 464 \$ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge. Pour 2020, le montant déterminant de base est de 249 \$, auquel on ajoute 460 \$ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge. Pour 2018, le montant déterminant de base est de 244 \$, auquel on ajoute 452 \$ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente unique sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus. L'Ontario conserve également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers, ces deux taxes étant perçues et administrées par la province. Les montants de la taxe de vente comprennent également les taxes sur les spiritueux qui s'appliquent aux achats lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) n'est ni le détaillant ni le grossiste du produit. Les spiritueux et les panachés de spiritueux achetés sur place dans un magasin exploité par le fabricant de spiritueux sont assujettis aux taxes sur les spiritueux. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 2 006 629 462 \$ en 2020-2021 et de 1 979 389 427 \$ en 2019-2020.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

L'impôt des sociétés comporte trois genres d'impôt à acquitter par les sociétés : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les primes d'assurance et un impôt supplémentaire spécial pour les compagnies d'assurance-vie. Voici les détails de ces impôts.

Impôt sur le revenu : Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 11,5 %. Les revenus des entreprises actives dans les secteurs minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre de 10 %. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 3,2 % pour la première tranche de 500 000 \$ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement (ce taux est passé de 3,5 % à 3,2 % le 1^{er} janvier 2020, et est calculé au prorata pour les années d'imposition chevauchant cette date). Le taux de l'IRS applicable aux petites entreprises est éliminé progressivement dans le cas des grandes SPCC, et des groupes de SPCC associées, dont le capital imposable utilisé au Canada était de plus de 10 millions de dollars l'année précédente. Ce taux était éliminé entièrement lorsque ce montant était de plus de 15 millions de dollars. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 2,7 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à un impôt sur les primes d'assurance de 2 % dans le cas de l'assurance-vie, accident et maladie, de 3,5 % pour l'assurance de biens et de 3 % pour les autres types d'assurance (p. ex, IARD).

Impôt supplémentaire spécial : Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario dépassant une exemption de capital minimum de 10 millions de dollars, l'impôt sur le revenu des sociétés et l'IMS donnant droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 \$ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé, jusqu'à un certain seuil. Le seuil d'exonération de l'impôt-santé des employeurs pour 2021 est de 1 million de dollars. Le gouvernement de l'Ontario a rendu permanente la hausse temporaire de l'exonération qu'il avait accordée en 2020 pour faire passer celle-ci de 490 000 \$ à 1 million de dollars. L'exonération est rajustée pour tenir compte de l'inflation tous les cinq ans en fonction de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario. Le prochain rajustement est prévu pour 2029.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation élémentaire et secondaire. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immeubles. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,153 % pour les biens résidentiels en 2020. Les taux pour les biens commerciaux et industriels, les pipelines et les décharges varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la Loi sur l'éducation. Les montants tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers et de subventions représentant 1 183 784 624 \$ en 2019-2020 et 1 122 103 521 \$ en 2020-2021. Les montants tiennent aussi compte d'un certain nombre de remboursements, de réductions et d'exemptions offerts à l'échelle de la province.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

L'établissement de la Contribution-santé de l'Ontario (CSO) a contribué à donner au gouvernement la capacité de faire des investissements s'imposant dans le système de santé de la province. Tout l'argent provenant de la CSO est affecté à l'amélioration des services de santé de l'Ontario. En 2020-2021, les revenus générés par la CSO ont augmenté de 271 millions de dollars pour passer à 4 330 millions de dollars, soit 4 059 millions de dollars de plus qu'en 2019-2020. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé se sont accrues de 5 762 millions de dollars pour se chiffrer à 69 478 millions de dollars, par rapport aux 63 761 millions de dollars affichés en 2019-2020.

En 2020-2021, les revenus tirés de la CSO se sont élevés à 4 330 millions de dollars, ce qui représente 6,2 % des charges totales de 69 478 millions de dollars consacrées au secteur de la santé. Cela est comparable aux 4 059 millions de dollars ou au 6,4 % des 63 716 millions de dollars de 2019-2020. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les revenus découlant de la CSO soutiennent d'importants investissements dans le secteur de la santé ainsi que le niveau de soutien accordé à chaque secteur si le pourcentage partagé en 2019-2020 et en 2020-2021 était réparti proportionnellement dans chaque secteur.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur de la santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé réparties proportionnellement entre les secteurs		
(En millions de dollars)	2020-2021 6,2%	2019-2020¹ 6,4%
Hôpitaux	1 566	1 217
Assurance-santé de l'Ontario	936	1 005
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	435	406
Foyers de soins de longue durée	370	279
Programmes de médicaments de l'Ontario	317	305
Santé publique, promotion de la santé et autres	706	847
Total	4 330	4 059

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$.

¹ Montants retraités pour tenir compte de l'écriture de journal Adj1-20 qui n'avait pas été prise en compte dans le calcul des renseignements publiés en 2019-2020.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Les droits de cession immobilière sont perçus à la cession de biens immobiliers et sont payables sur la valeur de la contrepartie, qui est généralement le prix d'achat. Les taux de ces droits sont de 0,5 % du montant jusqu'à 55 000 \$ inclusivement; de 1 % du montant de plus de 55 000 \$ jusqu'à 250 000 \$ inclusivement; de 1,5 % du montant de plus de 250 000 \$ jusqu'à 400 000 \$ inclusivement; de 2 % du montant de plus de 400 000 \$. Le taux de ces droits applicable aux biens-fonds qui comportent une ou deux habitations unifamiliales d'une valeur supérieure à 2 000 000 \$ est de 2,5 %. Les acheteurs d'un premier logement admissibles peuvent recevoir une remise des droits de cession immobilière pour un montant maximal de 4 000 \$. Un impôt sur la spéculation pour les non-résidents supplémentaire de 15 % s'applique lors de l'achat ou de l'acquisition d'un intérêt dans un bien résidentiel dans la région élargie du Golden Horseshoe par des personnes qui ne sont pas citoyens ou résidents permanents du Canada, ou par des sociétés étrangères (entités étrangères) et des fiduciaires imposables. Les exonérations et les remises ayant trait à l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents peuvent être assujetties à des critères d'admissibilité précis.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence, le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 6,7 cents le litre; cependant, depuis le 1er janvier 2020, le taux de la taxe sur le carburant aviation pour le Nord de l'Ontario (les régions géographiques d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Thunder Bay et de Timiskaming) est de 2,7 cents le litre. La taxe sur l'essence est pré-perçue par les percepteurs et importateurs enregistrés.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 18,475 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable du cigare. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les carburants à base de pétrole de distillat moyen clairs, tels que ceux qui sont utilisés dans des véhicules à moteur diesel. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf pour le carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. La taxe sur les carburants est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

Les taxes sur la bière, le vin et le spiritueux s'appliquent aux achats lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) n'est ni le détaillant ni le grossiste du produit. Les taxes sur la bière s'appliquent aux bières achetées dans un magasin sur les lieux de fabrication, dans un bistro-brasserie, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sur le vin sont imposées sur le vin et le vin panaché achetés dans un magasin d'un établissement vinicole situé sur les lieux de fabrication ou ailleurs. Les taxes sur les spiritueux s'appliquent sur les achats de spiritueux et de refroidisseurs de spiritueux dans le magasin sur place d'un fabricant de spiritueux.

Ontario Power Generation Inc. et ses filiales ainsi que les services municipaux d'électricité qui sont exonérés de l'impôt sur le revenu des sociétés ordinaire doivent verser à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) les paiements tenant lieu de l'impôt fédéral et provincial sur le revenu des sociétés. Ces paiements sont égaux à l'IRS fédéral et ontarien qui est prélevé en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), de la Loi sur l'imposition des sociétés et de la Loi de 2007 sur les impôts sur le revenu des sociétés qui ne sont pas exonérées.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

La SFIEO, société ayant succédé à Ontario Hydro, est chargée du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres paiements de passif d'Ontario Hydro. Tous les paiements tenant lieu d'impôt que reçoit la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de ses obligations. En raison d'un premier appel public à l'épargne portant sur des actions ordinaires d'Hydro One en 2015, Hydro One n'est plus exonérée des impôts fédéral et provincial sur le revenu des sociétés et n'est plus assujettie au régime de paiements tenant lieu d'impôt sur les sociétés. Le ministre des Finances est tenu par la loi de verser à la SFIEO des paiements équivalents à l'impôt provincial payable par Hydro One Inc. en vertu de la Loi de 2007 sur les impôts.

Ontario Power Generation (OPG), Hydro One et les services municipaux d'électricité versent également à la SFIEO des paiements tenant lieu d'impôts municipaux et scolaires supplémentaires. La portion des redevances sur les revenus bruts (RRB) payable à la SFIEO est aussi constatée sous Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Pour les demandes d'un certificat successoral présentées le 1er janvier 2020 ou par la suite, il n'y a pas d'impôt à payer si la valeur de la succession est de 50 000 \$ ou moins. Pour les successions de plus de 50 000 \$, le montant d'impôt à payer équivaut à 15 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ (ou partie de ce montant) de la valeur de la succession supérieure à 50 000 \$. Pour les demandes présentées avant le 1er janvier 2020, le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 15 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 \$. Les successions d'une valeur de 1 000 \$ ou moins sont exonérées de cette taxe.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ provenant des substances minérales tirées et vendues par les exploitants des mines en Ontario. La déduction annuelle de 500 000 \$ doit être partagée par les sociétés associées. Le taux d'imposition sur les bénéfices assujettis à l'impôt sur l'exploitation minière est de 10 % pour les mines non éloignées et de 5 % pour les mines éloignées. Chaque nouvelle mine a le droit, durant une période prescrite, d'exclure de l'impôt sur l'exploitation minière des bénéfices allant jusqu'à 10 millions de dollars. Cette période d'exemption est de trois ans pour une nouvelle mine qui n'est pas éloignée et de dix ans pour une nouvelle mine éloignée. Cette exonération est aussi applicable à l'agrandissement important d'une mine existante si elle n'est pas éloignée. L'impôt sur l'exploitation minière n'est pas applicable à l'extraction des diamants. L'extraction des diamants est assujettie à des redevances sur la valeur de la production de la mine. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

L'impôt foncier provincial est perçu sur les biens-fonds situés en territoire non municipalisé selon les taux prescrits par règlement. Le taux s'appliquant dépend de la catégorie de biens dans laquelle est classé le bien-fonds et du fait que le bien-fonds soit situé ou non dans une localité définie par la *Loi sur l'évaluation foncière*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Le droit d'accise sur le cannabis est imposé par le gouvernement fédéral sur les produits du cannabis et payable par les titulaires de licence fédérale qui emballent des produits du cannabis (généralement les producteurs) ou, dans le cas des importations, payable par l'importateur, le propriétaire ou toute autre personne assujettie à la Loi sur les douanes (Canada). Le gouvernement fédéral est responsable de la perception et de l'administration de la taxe. Dans le cas de la fleur de cannabis séché, le taux du droit d'accise est le plus élevé des deux montants suivants : 1 \$ le gramme ou 10 % du prix de vente demandé par le titulaire de licence fédérale pour le produit emballé livré à un acheteur, et pour le cannabis comestible, les extraits de cannabis et le cannabis pour usage topique, le taux du droit d'accise est de 0,01 \$ le milligramme de tétrahydrocannabinol (THC). Différents taux s'appliquent selon le type de produit. L'Ontario reçoit 75 % du droit d'accise perçu sur les produits du cannabis destinés à la vente en Ontario ainsi qu'un rajustement supplémentaire de 3,9 % de la taxe de vente sur le prix de vente demandé par un titulaire de licence fédérale.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques.

L'élément impôt foncier payable à la SFIEO est inclus dans les paiements tenant lieu d'impôt en regard de la consolidation avec la province. L'élément impôt foncier payable à la province est constaté à la rubrique Revenus fiscaux. L'élément utilisation d'énergie hydraulique des RRB est inclus à la rubrique Autres revenus – Redevances.

La taxe sur le pari mutuel est de 0,5 % de tous les paris faits en Ontario, et est perçue et remise à la province par les exploitants d'hippodromes.

L'impôt sur les terrains miniers est un impôt prélevé, en vertu de la Loi sur les mines, sur les terrains ou les droits miniers assujettis à la Loi, à un taux de 4 \$ l'hectare par année.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

GOUVERNEMENT DU CANADA	2021 \$	2020 \$
Transfert canadien en matière de santé	16 206 062 095	15 639 873 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	5 814 833 000	5 650 306 000
Cadre de relance sécuritaire	5 094 542 000	–
Fonds de soutien aux travailleurs essentiels de la COVID-19.	1 129 036 821	–
Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire.....	763 340 000	–
Entente sur le développement du marché du travail.....	741 361 740	723 262 341
Programmes d'infrastructure	625 906 179	399 572 160
Convention de développement de la main d'œuvre.....	581 758 588	330 970 601
Soins à domicile et santé mentale.....	484 604 654	426 270 716
Transferts directs aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux collèges.....	458 612 807	413 891 496
Entente sur le logement social	338 188 310	483 899 694
Services de bien-être aux Autochtones	318 070 263	283 336 660
Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	154 364 957	145 159 307
Expansion du bilinguisme.....	115 989 795	94 351 509
Aide juridique – Droit criminel.....	86 188 478	89 764 168
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	53 259 716	53 063 791
Partenariat canadien pour l'agriculture.....	49 032 716	44 745 406
Aide financière aux étudiants	28 740 989	24 467 016
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration..	5 732 345	12 304 307
Autres.....	874 502 772	582 746 738
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	33 924 128 225	25 397 984 908

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Depuis 2014-2015, le TCS est alloué aux provinces et aux territoires selon un montant égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, dont le développement de la petite enfance, l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde d'enfants. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas, lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale, imposer d'exigences en matière de résidence aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, aux personnes ayant un permis de séjour temporaire, aux demandeurs d'asile qui attendent de recevoir leur statut de résident permanent.

En vertu de l'Accord sur la relance sécuritaire (ARS), un financement ponctuel a été versé en 2020-2021 pour la réouverture sécuritaire des économies provinciales et territoriales post-pandémie COVID-19. Les provinces et les territoires ont accepté sept catégories de dépense prioritaires, à savoir : dépistage; recherche de contacts et gestion des données; capacité du système de soins de santé; populations vulnérables; municipalités et transports en commun; EPI; garde d'enfants pour les personnes retournant au travail; congé de maladie pancanadien (fourni par le gouvernement fédéral). L'ARS a été conclu le 16 septembre 2020. L'Ontario a envoyé une lettre d'accord au gouvernement fédéral énonçant ses engagements en matière de dépenses pour ces sept catégories. L'Ontario a reçu le montant qui lui était alloué en vertu de l'ARS pour l'accord de 2020 le 30 septembre 2020.

Le Fonds de soutien aux travailleurs essentiels prévoyait un financement ponctuel en 2020-2021 dans le cadre des mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Ce financement soutenait le programme de primes temporaires aux travailleurs de première ligne de l'Ontario combattant la COVID-19.

Le Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire est un transfert ponctuel du gouvernement fédéral aux provinces et aux territoires pour soutenir différentes initiatives telles que l'adaptation des aires d'apprentissage, l'amélioration des systèmes de ventilation, les mesures d'hygiène accrues, le nettoyage additionnel, l'achat d'équipement de protection individuelle, le soutien à l'apprentissage à distance ainsi que la formation du personnel en matière de santé et de sécurité. Le financement prévu dans cet accord a été versé en deux temps. L'Ontario a reçu le premier paiement en septembre 2020, après avoir reçu une lettre du premier ministre du Canada confirmant l'engagement du gouvernement fédéral. Le second paiement a été reçu en janvier 2021 après que le premier ministre de l'Ontario eut écrit au gouvernement fédéral pour lui faire savoir que les fonds de la première phase avaient été dépensés et lui faire part des dépenses prévues pour la deuxième phase. L'accord de financement a été finalisé le 29 janvier 2021.

Aux termes de l'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT), l'Ontario reçoit du financement pour la conception et la prestation des programmes d'emploi et de formation destinés aux participants (au sens de la Partie II de la Loi sur l'assurance-emploi du Canada) et pour le financement de mesures de soutien destinées à aider les clients à trouver un emploi, à faciliter les partenariats du marché du travail et à soutenir les activités de recherche et d'innovation. L'EDMT est une entente continue. Le financement obtenu après la renégociation de l'entente en 2017-2018 sera versé jusqu'en 2022.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Le financement de l'infrastructure est fourni à l'Ontario par l'entremise du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, de l'entente sur l'investissement dans le logement abordable, du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, du Fonds Chantiers Canada, du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées, du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun et d'autres programmes d'infrastructure fédéraux-provinciaux et de différentes autres ententes qui soutiennent la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion du capital physique de la province, dont les routes, les ponts, les transports en commun, logement abordable et les réseaux hydrographiques.

L'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre finance la formation et le développement des compétences, y compris des compétences essentielles, des Ontariennes et des Ontariens, ainsi que les programmes pour les personnes handicapées, les jeunes, les nouveaux arrivants et les apprenants adultes. En 2020-2021, du financement ponctuel supplémentaire a été versé aux provinces et aux territoires pour offrir aux Canadiennes et aux Canadiens la formation professionnelle et l'aide à l'emploi dont ils ont besoin dans le cadre des initiatives de redressement en riposte à la COVID-19. Le financement est inscrit en 2020-2021 et 2021-2022.

Financement fédéral ciblé pour l'accès aux soins à domicile et en milieu communautaire ainsi que pour les services de santé mentale et de lutte contre les dépendances, étalé sur une période de 10 ans à compter de 2017-2018. Ce financement est fondé sur un énoncé de principes communs sur les priorités partagées en santé que toutes les provinces et les territoires ont entériné.

Les transferts directs aux organismes du secteur parapublic (hôpitaux, conseils scolaires et collèges) représentent le financement versé par le gouvernement fédéral à ces organismes pour la recherche, les soins hospitaliers complexes et à long terme dispensés aux anciens combattants, les soins communautaires bonifiés pour le Nord de l'Ontario, les cours Language Instruction for Newcomers to Canada (LINC) et Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC), l'aide à l'emploi et les programmes d'éducation postsecondaire.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Le Protocole d'entente sur les programmes d'aide sociale pour les Indiens (« Accord de 1965 sur les programmes de bien-être ») est une entente bilatérale de partage des coûts en vertu de laquelle le Canada rembourse l'Ontario pour une partie des dépenses engagées pour la prestation de services sociaux admissibles aux membres des Premières Nations inscrits vivant dans des réserves (ou hors réserve pour une période pouvant atteindre 12 mois). L'entente prévoit un engagement de financement partagé entre l'Ontario et le Canada pour fournir aux membres des Premières Nations inscrits qui vivent dans des réserves, et à ceux qui ne vivent plus dans des réserves, jusqu'à un an après leur départ de la réserve, des services sociaux admissibles qui sont offerts à la population de la province qui ne vit pas dans des réserves. Comme il s'agit d'une entente bilatérale entre le Canada et l'Ontario, les Premières Nations n'en sont pas signataires. L'entente renferme une formule permettant de déterminer la contribution financière du Canada pour des services dans quatre secteurs de programmes énoncés dans l'entente, et fournis et financés par l'Ontario : protection de l'enfance et prévention quant aux services à l'enfance, garde d'enfants, aide financière/à l'emploi (programme Ontario au travail), et services d'entretien ménager et de soins infirmiers.

Dans le cadre de l'Accord Canada-Ontario sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, le gouvernement fédéral accorde des contributions à l'Ontario afin d'améliorer le système d'apprentissage et de garde d'enfants de l'Ontario.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

Les paiements au titre de l'aide juridique représentent la contribution que fait le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes économiquement défavorisées d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont impliquées dans des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de veiller à ce que des normes minimales d'aide juridique soient maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale, la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ainsi que les questions touchant les immigrants et les réfugiés.

Les programmes de justice pour les jeunes sont continus, et fournis en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (fédérale) par le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires ou des partenaires bénéficiaires de paiements de transfert. Comme l'administration de la justice est une responsabilité que se partagent le gouvernement fédéral et les provinces et territoires, une partie des dépenses de l'Ontario peut faire l'objet d'un soutien financier chaque année en vertu d'une entente de contribution conclue avec le ministère fédéral de la Justice.

Le Partenariat canadien pour l'agriculture est un engagement de cinq ans pris par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada pour soutenir les secteurs de l'agroalimentaire et des produits agricoles qui met l'accent sur les secteurs prioritaires que sont le développement économique, la gestion environnementale, ainsi que la protection et l'assurance. Le Partenariat est entré en vigueur le 1er avril 2018 et a remplacé Cultivons l'avenir 2.

L'aide aux étudiantes et aux étudiants comprend la Bourse canadienne servant à l'achat d'équipement et de services pour étudiants ayant une incapacité permanente et l'administration du Programme canadien de prêts aux étudiants.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) Des fonds pour appuyer des services propres à certains secteurs faisant l'objet de différentes ententes, telles que l'entente sur les services policiers des Premières Nations, l'entente sur le programme de contribution pour les analyses biologiques (analyses d'ADN), l'entente sur l'accès prioritaire à des lits pour les vétérans, l'entente sur le contrôle des armes à feu, entente d'échange de services et fonds canadien de justice familiale pour des services en droit familial;
- b) subsides annuels en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*;
- c) des intérêts sur le fonds des écoles publiques.
- d) soutien ponctuel en nature pour l'EPI;

financement ponctuel par l'entremise de l'Accord bilatéral Canada-Ontario sur les priorités pancanadiennes en matière de soins virtuels pour lutter contre la COVID-19.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC)	2021 \$	2020 \$
Hôpitaux	3 510 470 852	4 112 369 788
Conseils scolaires	1 112 960 678	1 507 021 166
Collèges.....	3 166 569 088	3 661 174 309
TOTAL DES DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC)	7 790 000 618	9 280 565 263

Les droits, dons et autres revenus provenant des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges (organismes du secteur parapublic) désignent les revenus tiers que ces organismes reçoivent du public comme les droits payés par les patients, les frais de scolarité, les frais pour services auxiliaires, les dons et les autres revenus provenant de sources non provinciales.

	2021 \$	2020 \$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Régie des alcools de l'Ontario	2 538 395 000	2 401 600 000
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 175 000 000	2 308 932 386
Ontario Power Generation Incorporated	868 417 958	751 271 677
Hydro One Incorporated	358 738 000	415 911 532
Société ontarienne de vente du cannabis.....	68 431 424	18 643 749
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	5 008 982 382	5 896 359 344

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) met sur pied et administre des jeux pour le compte de la province de l'Ontario, notamment les loteries, les casinos, les bingos électroniques et le site de jeu en ligne OLG.ca. Les fournisseurs de services privés prennent en charge l'exploitation courante de la plupart des casinos d'OLG afin d'optimiser les revenus et d'accroître l'efficacité opérationnelle. OLG continue d'intégrer les courses de chevaux à sa stratégie de jeux, y compris l'administration de fonds permanents.

La Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) est chargée de l'importation, de la distribution et de la vente de l'alcool en Ontario d'une manière efficace et socialement responsable. Son réseau de vente au détail compte plus de 660 magasins et près de 400 magasins-agences et comprend les ventes en ligne par l'entremise de LCBO.com. La LCBO est le grossiste exclusif qui approvisionne près de 450 épiceries et services, et approvisionne les bars et les restaurants titulaires d'un permis. Ses profits sont générés par la vente de bière, de vin et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (maintenant une filiale d'Hydro One Limited) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créées dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. La part du revenu net d'Hydro One Limited (et anciennement d'Hydro One Inc.) qui revient à la province et le revenu net tiré d'OPG sont consolidés dans les finances de la province. Les revenus d'OPG proviennent principalement de la vente d'électricité produite par ses centrales. Les revenus d'Hydro One sont tirés principalement du transport et de la distribution de l'électricité.

La Société ontarienne de vente du cannabis, faisant affaire sous le nom de Société ontarienne du cannabis, est le vendeur en ligne de cannabis récréatif en Ontario et le fournisseur exclusif de cannabis récréatif aux détaillants privés autorisés de la province. Son bénéfice net est généré par la vente de cannabis récréatif.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

AUTRES RECETTES	2021 \$	2020 \$
Ventes et locations	679 911 924	1 369 097 202
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	1 951 738 656	2 055 185 890
Autres droits et permis :		
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	60 647 210	63 230 127
Constitutions en société	31 028 045	26 603 214
Greffiers locaux.....	18 627 813	66 682 708
Revenus tirés des jeux	1 817 239	6 366 518
Air pur Ontario	1 191 705	1 397 608
Autres	680 722 636	767 130 666
Total des droits, permis et autorisations	2 745 773 304	2 986 596 732
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique	120 282 161	119 740 738
Droits sur le bois de la Couronne	122 347 149	40 480 789
Teranet – Redevances, FIEF	46 469 882	44 972 220
Autres	70 037 428	77 922 707
Total, redevances	359 136 620	283 116 453
Recouvrement de dépenses des années précédentes.....	887 648 164	553 150 800
Remboursement des dépenses	1 276 812 940	1 005 142 760
Divers :		
Amendes et pénalités.....	48 675 102	68 222 121
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité	116 000 000	122 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	28 000 000	30 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	222 620 154	224 920 197
Autres	921 803 700	600 359 296
Total, divers	1 337 098 956	1 045 501 614
TOTAL DES AUTRES RECETTES	7 286 381 908	7 242 605 561

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les droits actuels varient entre 265.25 \$ et 4 693 \$. Les droits actuels touchant les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 120 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 60 \$ par année dans le Nord. Les droits applicables aux motocyclettes et aux cyclomoteurs sont respectivement de 42 \$ et 12 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 21 \$ et 12 \$ par année dans le Nord. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

Les droits exigés pour les services d'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement des sûretés ou les recherches de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt.

Les droits liés aux constitutions en société sont versés pour l'enregistrement et les recherches liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et à d'autres entités non constituées en personne morale. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les frais liés au jeu perçus par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les frais d'inscription des exploitants, des fournisseurs liés aux jeux et non liés aux jeux, des syndicats et des employés des sites de jeux pour les secteurs caritatifs, commerciaux et iGaming. Sont également inclus les frais de délivrance de licences de loterie aux organisations caritatives et / ou religieuses éligibles.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-6.

Teranet – Redevances, FIEF – La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. En 2010-2011, elle a négocié la prolongation de l'entente initiale avec Teranet, ce qui a donné lieu à une prolongation de 50 ans du calendrier d'amortissement initial. Une somme de 1 milliard de dollars en espèces a été reçue de Teranet en 2010-2011 en vue de conserver les droits exclusifs liés à l'exploitation du système d'enregistrement immobilier électronique. Ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de l'exercice 2011-2012 à l'exercice 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars.

Conformément à l'entente de prolongation entre Teranet et la province, en vigueur pour la période débutant le 1^{er} avril 2017, Teranet a recommencé à verser des redevances à la province. Ces versements établis selon un pourcentage des divers revenus admissibles de Teranet seront effectués chaque trimestre. Les redevances doivent être versées jusqu'à la fin de la licence exclusive de Teranet en 2067.

En 2020-2021, la province a déclaré un total de 46,5 millions de dollars (45,0 millions de dollars en 2019-2020) en revenus tirés de redevances de Teranet.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Un prix de base par mètre cube, rajusté tous les ans, constitue un minimum. Les prix de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2020-2021 étaient de 0,00 \$ (sous-produits seulement), 4,81 \$, ou 0,63 \$ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Le tarif de 0,63 \$ par mètre cube a été imposé sur les essences de bois d'œuvre dont l'offre est excédentaire en raison de leur valeur marchande relativement faible, ou parce qu'elles ont des applications limitées ou sont cultivées principalement pour l'amélioration des forêts. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 47,11 \$ le mètre cube, selon les prix du marché et compte tenu des différents groupes d'essence et des secteurs de production.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2020-2021, les droits à l'IRF étaient de 2,50 \$ ou de 0,63 \$, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des charges de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 \$¹. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité en vertu d'accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

¹ La seule exception à cette règle est le secteur des bioproduits, pour lequel le taux de l'IRF est de 0,59 \$/m³ au cours de l'exercice.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1^{er} avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Le 1^{er} janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels réels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, la décision a été prise d'amortir le passif en l'imputant aux revenus au cours de la période où la plupart des contrats d'achat d'électricité existants expireraient, le passif étant totalement éliminé durant l'exercice 2021-2022.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. La variation représente la déduction des pertes estimées durant l'exercice utilisée dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer le passif lié aux contrats d'achat d'électricité au cours d'une certaine période.

La redevance de liquidation de la dette (RLD) a été éliminée le 1^{er} avril 2018. La RLD a été payée par les particuliers en fonction de leur consommation d'électricité. La *Loi de 1998 sur l'électricité* prévoyait le maintien de la RLD jusqu'à ce que le reliquat de la dette insurmontable soit éliminé. Ce reliquat a découlé de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro et du secteur de l'électricité. La *Loi de 1998 sur l'électricité* a été modifiée par la *Loi de 2015 sur les mesures budgétaires* pour fixer la date de cessation de la RLD au 31 mars 2018 et pour supprimer tout lien avec le reliquat de la dette insurmontable. Par conséquent, à la suite de ces modifications législatives, à compter du 10 décembre 2015, le concept de « reliquat de la dette insurmontable » et les exigences afférentes, notamment celle prévoyant la détermination périodique du reliquat, ont été supprimés de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. L'Ontario a retiré la redevance de liquidation de la dette de la facture d'électricité de tous les consommateurs résidentiels au 1^{er} janvier 2016 et éliminé la RLD pour les consommateurs commerciaux, institutionnels, industriels et autres le 1^{er} avril 2018.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise des ministères de l'Énergie et Développement du Nord et Mines. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE. À la suite de modifications apportées à la *Loi de 1998 sur l'électricité* et conformément à la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir*, l'Office de l'électricité de l'Ontario, constitué pour assurer l'approvisionnement suffisant en électricité à long terme, et la SIERE ont fusionné pour former une nouvelle entité, également appelée SIERE, le 1^{er} janvier 2015. La nouvelle entité ainsi créée continue de s'acquitter du mandat des deux organismes prédécesseurs.

	2021	2020
TOTAL DES RECETTES	164 892 836 021 \$	156 095 087 252 \$

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE
pour l'exercice se terminant

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	6 000 000	-	-	75
Affaires francophones	-	1 400 000	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	1 720 615 345	-	41 421 185	1 572 451
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	50 073 537	-	49 233	467 479
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	-	-	-	-	-
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	5
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	123
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	150 885 282		686 348	1 620 974
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-			333 698
Éducation	-	1 234 464 073	-		759 505
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	2 063 102	8 072 008	299 803 140	83 339 410	4 811 017
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	-	-	-	581 039	19 345 367
Finances	109 939 644 877	25 613 798 782	2 391 711 000	144 157 183	91 208 501
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	38 080 128	-	-	59 035
Infrastructure	-	140 523 516	-	-	-
Procureur général	-	103 673 257	-	48 844 128	101 934 288
Richesses naturelles et Forêts	-	9 314 913	-	5 187 234	9 647 943
Santé	-	505 276 966	-	29 831 138	8 389 657
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	629
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	427 798 794	-	235 008 763	330 281
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	30 521 469	-	1 532 963	132 704 336
Soins de longue durée	-	3 230 167	-	-	63 772
Solliciteur général	-	41 929 643	-	446 853 574	28 840 201
Transports	-	1 669 212 417	-	619 485	2 005 336 197
Travail, Formation et Développement des compétences	-	1 158 439 618	-	239 797 049	18 570 788
Total avant la consolidation	109 941 707 980	32 913 309 914	2 691 514 140	1 277 908 730	2 425 996 320
Redressements de consolidation et autres	941 634 909	1 010 818 312	2 317 734 242	(1 095 791)	319 776 984
Selon les états financiers consolidés	110 883 342 889	33 924 128 225	5 009 248 382	1 276 812 940	2 745 773 304

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2021

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
—	—	1 726 074	52	7 726 201	Affaires autochtones
—	—	73 224	—	1 473 224	Affaires francophones
191 770	—	1 563 590	43 785	1 765 408 125	Affaires municipales et Logement
32 000 000	—	11 455 767	3 988 142	98 034 158	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
—	—	74 644	24 003	98 646	Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
71 811	—	88 604	159 376	319 797	Bureau de l'Assemblée législative
—	—	2 540	—	2 663	Bureau du Conseil des ministres
—	—	—	562 714	562 714	Bureau du directeur général des élections
—	—	84 278 170	1 998 749	239 469 523	Collèges et Universités
—	817 556	15 963 013	12 642 311	29 756 578	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
—	—	190 992 705	229 112	1 426 445 394	Éducation
6 780 330	6 404 626	7 315 407	2 819 443	421 408 484	Énergie, du Développement du Nord et des Mines
—	—	281 594	15 480	20 223 480	Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
—	46 469 882	22 777 324	27 772 733	138 277 540 283	Finances
103 683	—	2 254 063	2 525	40 499 434	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
—	—	49 050 197	471 591	190 045 304	Infrastructure
102 711	—	8 699 152	305 448 463	568 701 989	Procureur général
19 584 095	245 455 031	606 986	1 207 783	291 003 984	Richesses naturelles et Forêts
—	—	259 218 481	579 167	803 295 408	Santé
—	—	83 311 024	—	83 311 653	Secrétariat du Conseil du Trésor
126	—	164 972 038	1 013 158	829 123 159	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
—	—	509 275	211	509 486	Services aux aînés et Accessibilité
98 873 893	—	6 942 955	18 513 716	289 089 331	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
—	—	8 162 842	—	11 456 781	Soins de longue durée
196 378	—	6 201 698	1 205 567	525 227 061	Solliciteur général
10 724 846	—	38 778 467	4 329 166	3 729 000 578	Transports
1 600	—	40 736 884	1 754 791	1 459 300 730	Travail, Formation et Développement des compétences
168 631 234	299 147 095	1 006 036 718	384 782 037	151 109 034 168	Total avant la consolidation
511 280 690	59 989 525	(118 388 554)	8 742 317 536	13 783 801 853	Redressements de consolidation et autres
679 911 924	359 136 620	887 648 164	9 127 099 573	164 892 836 021	Selon les états financiers consolidés

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	14 323 266	1 926 600	145 358	12 128 042	38 065
Affaires francophones	1 926 665	257 746	42 338	1 589 409	3 744
Affaires municipales et Logement	40 665 500	5 959 123	430 015	13 721 761	75 302
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	75 579 749	11 486 361	1 641 282	24 210 102	455 415
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	12 472 927	3 150 418	222 631	4 255 372	2 978 821
Bureau de la vérificatrice générale	15 672 076	3 707 911	177 356	4 579 317	841 944
Bureau de l'Assemblée législative	95 573 223	22 668 688	4 336 322	35 831 428	7 658 175
Bureau du Conseil des ministres	27 574 295	3 426 637	384 956	2 599 195	204 319
Bureau du directeur général des élections	10 689 337	2 507 831	9 570	566 121	578
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 043 529	131 210	30 752	104 777	37 798
Cabinet du Premier ministre	2 103 564	82 136	108 757	(10 928)	8 744
Collèges et Universités	32 189 624	4 716 862	609 873	24 465 379	149 581
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	59 504 936	8 923 256	570 324	26 813 132	214 057
Éducation	159 688 280	23 243 330	1 594 095	90 057 223	2 724 239
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	54 585 089	8 293 846	791 954	46 584 697	913 877
Environnement, Protection de la nature et Parcs	175 160 035	26 898 585	2 238 676	71 592 754	10 918 410
Finances	109 879 595	17 215 173	2 597 800	184 304 347	1 265 823
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	42 168 645	6 711 965	528 186	22 409 024	1 467 514
Infrastructure	13 887 312	1 910 177	67 634	2 421 013	19 501
Procureur général	810 127 523	106 609 446	20 999 398	351 039 677	11 571 381
Richesses naturelles et Forêts	213 069 180	35 406 135	6 850 456	175 950 102	19 860 743
Santé	271 528 310	46 655 109	8 446 767	304 109 672	84 673 938
Secrétariat du Conseil du Trésor	133 016 005	1 546 741 318	1 085 889	41 755 314	291 926
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	463 750 053	85 105 513	13 223 434	187 432 029	5 657 458
Services aux aînés et Accessibilité	14 762 186	2 118 293	145 586	6 056 736	46 948
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	316 989 764	49 632 707	18 395 314	580 642 963	378 682 644
Soins de longue durée	33 759 682	5 051 501	873 118	12 927 270	88 843
Solliciteur général	1 821 628 749	312 065 772	63 949 954	446 595 563	152 015 219
Transports	206 092 929	33 834 876	5 146 725	560 097 914	19 519 174
Travail, Formation et Développement des compétences	214 099 649	35 163 105	3 266 202	70 066 689	1 844 681
	5 443 511 675	2 411 601 629	158 910 720	3 304 896 097	704 228 861
Reclassification des dépenses**	129 751 694	14 758 099	93 636	(144 624 222)	20 792
Total avant la consolidation	5 573 263 370	2 426 359 728	159 004 356	3 160 271 875	704 249 653
Redressements de consolidation et autres	40 948 650 491	10 350 345 624	429 107 720	8,601,051,444	9 864 223 737
Selon les états financiers consolidés	46 521 913 861	12 776 705 352	588 112 076	11,761,323,318	10 568 473 390

* On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétaire du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2021

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
228 975 905	1 016	257 538 253	(1 286 198)	256 252 055	Affaires autochtones
2 532 992	-	6 352 894	-	6 352 894	Affaires francophones
3 711 444 831	106 491 653	3 878 788 186	(148 897 342)	3 729 890 844	Affaires municipales et Logement
486 492 226	145 170	600 010 303	189 694 402	789 704 705	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	-	23 080 167	(1 070 244)	22 009 924	Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
13 500	-	24 992 103	(1 315 015)	23 677 089	Bureau de la vérificatrice générale
312 700	-	166 380 537	(12 896 580)	153 483 957	Bureau de l'Assemblée législative
2 000 000	-	36 189 402	-	36 189 402	Bureau du Conseil des ministres
-	36 074 500	49 847 936	(1 104 964)	48 742 972	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 503 866	-	1 503 866	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	2 292 274	-	2 292 274	Cabinet du Premier ministre
6 439 942 757	61 309 431	6 563 383 508	3 263 137 262	9 826 520 769	Collèges et Universités
3 587 476 472	211 219 223	3 894 721 399	2 046 527	3 896 767 926	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
33 064 695 103	3 514 581	33 345 516 852	(460 904 652)	32 884 612 200	Éducation
6 691 869 104	336 200 872	7 139 239 439	203 939 685	7 343 179 124	Énergie, du Développement du Nord et des Mines
49 418 917	12 905 204	349 132 582	291 239 207	640 371 789	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 086 131 996	11 793 392 103	13 194 786 837	991 251 832	14 186 038 669	Finances
1 240 258 072	146 753	1 313 690 160	103 139 019	1 416 829 179	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
529 762 057	4 000 000	552 067 694	129 698 418	681 766 112	Infrastructure
504 721 953	358 048 043	2 163 117 420	(241 925 753)	1 921 191 667	Procureur général
57 050 442	17 286 793	525 473 852	317 492 349	842 966 202	Richesses naturelles et Forêts
62 235 328 374	16 664 550	62 967 406 720	4 798 120 570	67 765 527 290	Santé
1 155 872	-	1 724 046 325	(44 098 773)	1 679 947 551	Secrétariat du Conseil du Trésor
16 702 084 226	272 267 441	17 729 520 153	(260 279 406)	17 469 240 748	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
183 979 735	21 480	207 130 964	-	207 130 964	Services aux aînés et Accessibilité
13 285 444	48 439 799	1 406 068 634	684 053 642	2 090 122 277	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
6 127 449 911	-	6 180 150 324	(4 467 545 467)	1 712 604 858	Soins de longue durée
295 832 138	102 994 167	3 195 081 560	(261 120 444)	2 933 961 116	Solliciteur général
7 761 629 023	1 135 891 509	9 722 212 149	(2 409 030 615)	7 313 181 534	Transports
1 421 374 459	2 009 706	1 747 824 490	(333 150 403)	1 414 674 088	Travail, Formation et Développement des compétences
152 425 218 210	14 519 179 793	178 967 546 984	2 329 187 058	181 296 734 043	
-	-	-	-	-	Reclassification des dépenses**
152 425 218 210	14 519 179 793	178 967 546 984	-	-	Total avant la consolidation
(75 075 066 937)	7 210 874 980	-	2 329 187 058	-	Redressements de consolidation et autres
77 350 151 273	21 730 054 772	-	-	181 296 734 043	Selon les états financiers consolidés

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2020-2120 a été publié.

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	14 323 266	1 926 600	145 358	12 128 042	38 065
Affaires francophones	1 926 665	257 746	42 338	1 589 409	3 744
Affaires municipales et Logement	40 665 500	5 959 123	430 015	13 721 761	75 302
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	75 579 749	11 486 361	1 641 282	24 210 102	455 415
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	12 472 927	3 150 418	222 631	4 255 372	2 978 821
Bureau de la vérificatrice générale	15 672 076	3 707 911	177 356	4 579 317	841 944
Bureau de l'Assemblée législative	95 573 223	22 668 688	4 336 322	35 831 428	7 658 175
Bureau du Conseil des ministres	27 574 295	3 426 637	384 956	2 599 195	204 319
Bureau du directeur général des élections	10 689 337	2 507 831	9 570	566 121	578
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 043 529	131 210	30 752	104 777	37 798
Cabinet du Premier ministre	2 103 564	82 136	108 757	(10 928)	8 744
Collèges et Universités	32 189 624	4 716 862	609 873	24 465 379	149 581
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	59 504 936	8 923 256	570 324	26 813 132	214 057
Éducation	159 688 280	23 243 330	1 594 095	90 057 223	2 724 239
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	54 585 089	8 293 846	791 202	19 213 376	486 135
Environnement, Protection de la nature et Parcs	175 160 035	26 898 585	2 208 694	67 821 035	8 966 294
Finances	109 879 595	17 215 173	2 597 800	184 304 347	1 265 823
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	42 168 645	6 711 965	528 186	9 697 623	1 126 305
Infrastructure	13 887 312	1 910 177	67 634	2 421 013	19 501
Procureur général	810 127 523	106 609 446	20 999 398	351 039 677	11 571 381
Richesses naturelles et Forêts	213 069 180	35 406 135	6 621 601	163 278 913	16 894 420
Santé	271 528 310	46 655 109	8 446 767	304 109 672	84 673 938
Secrétariat du Conseil du Trésor	133 016 005	1 546 741 318	1 085 889	41 755 314	291 926
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	463 750 053	85 105 513	13 223 434	187 432 029	5 657 458
Services aux aînés et Accessibilité	14 762 186	2 118 293	145 586	6 056 736	46 948
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	316 989 764	49 632 707	18 386 658	474 475 518	378 682 644
Soins de longue durée	33 759 682	5 051 501	873 118	12 927 270	88 843
Solliciteur général	1 821 628 749	312 065 772	63 949 954	425 418 517	151 342 294
Transports	206 092 929	33 834 876	4 966 793	559 568 925	19 345 153
Travail, Formation et Développement des compétences	214 099 649	35 163 105	3 266 202	70 066 689	1 844 681
	5 443 511 675	2 411 601 629	158 462 542	3 120 496 985	697 694 524
Reclassification des dépenses**	129 751 694	14 758 099	93 636	(144 624 222)	20 792
Total avant la consolidation	5 573 263 370	2 426 359 728	158 556 178	2 975 872 763	697 715 316
Redressements de consolidation et autres	40 948 650 491	10 350 345 624	429 107 720	8 718 336 284	9 864 223 737
Selon les états financiers consolidés	46 521 913 861	12 776 705 352	587 663 898	11 694 209 047	10 561 939 053

* On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétaire du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2021

Paielements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
226 014 137	1 016	254 576 485	(1 286 198)	253 290 286	Affaires autochtones
2 532 992	-	6 352 894	-	6 352 894	Affaires francophones
3 447 763 181	67 482 289	3 576 097 171	(98 637 724)	3 477 459 447	Affaires municipales et Logement
478 992 226	145 170	592 510 303	192 525 307	785 035 610	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	-	23 080 167	(1 070 244)	22 009 924	Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
13 500	-	24 992 103	(1 315 015)	23 677 089	Bureau de la vérificatrice générale
312 700	-	166 380 537	(12 896 580)	153 483 957	Bureau de l'Assemblée législative
2 000 000	-	36 189 402	-	36 189 402	Bureau du Conseil des ministres
-	36 074 500	49 847 936	(1 104 964)	48 742 972	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 503 866	-	1 503 866	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	2 292 274	-	2 292 274	Cabinet du Premier ministre
6 205 683 302	54 540 048	6 322 354 669	2 994 101 654	9 316 456 323	Collèges et Universités
3 587 476 472	211 219 223	3 894 721 399	2 046 527	3 896 767 926	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
31 859 103 591	0	32 136 410 759	(817 279 418)	31 511 215 784	Éducation
6 653 249 672	(107 520)	6 736 511 800	206 921 547	6 943 433 347	Énergie, du Développement du Nord et des Mines
34 023 918	0	315 078 560	288 886 440	603 965 001	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 086 131 996	11 793 392 103	13 194 786 837	986 364 451	14 181 288	Finances
1 171 353 276	146 753	1 231 732 752	61 651 367	1 293 384 119	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
671 468	4 000 000	22 977 104	127 441 900	150 419 005	Infrastructure
504 721 953	262 720 255	2 067 789 632	(241 747 406)	1 826 042 226	Procureur général
52 121 966	3 069 048	490 461 264	115 859 135	606 320 399	Richesses naturelles et Forêts
60 531 183 904	90 000	61 246 687 700	4 538 425 683	65 785 113 383	Santé
1 155 872	-	1 724 046 325	(44 098 773)	1 679 947 551	Secrétariat du Conseil du Trésor
16 682 140 410	228 660 346	17 665 969 242	(259 753 284)	17 406 215 959	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
183 979 735	21 480	207 130 964	-	207 130 964	Services aux aînés et Accessibilité
11 801 348	32 770 590	1 282 739 230	518 239 982	1 800 979 212	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
5 939 892 973	-	5 992 593 386	(4 279 988 529)	1 712 604 858	Soins de longue durée
290 248 680	18 722 401	3 083 376 365	(181 476 712)	2 901 899 653	Solliciteur général
3 187 436 965	42 007 021	4 053 252 661	658 077 118	4 711 329 779	Transports
1 406 936 596	611 683	1 731 988 605	(321 274 451)	1 410 714 154	Travail, de la Formation et du Développement des compétences
143 546 942 833	12 755 722 205	168 134 432 392	4 428 611 815	172 826 801 940	
-	-	-	-	-	Reclassification des dépenses**
143 546 942 833	12 755 722 205	168 134 432 392	-	-	Total avant la consolidation
(67 889 140 366)	2 270 846 058	-	4 490 696 258	-	Redressements de consolidation et autres
75 657 802 467	15 026 568 263	-	-	172 826 801 940	Selon les états financiers consolidés

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2020-2120 a été publié.

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel	Paiements de transfert
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	2,961,768
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	263,681,650
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	7,500,000
Collèges et Universités	-	-	-	-	234,259,455
Éducation	-	-	-	-	1,205,591,512
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	-	752	27,371,321	427,742	38,619,432
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	-	29,983	3,771,719	1,952,116	15,395,000
Finances	-	-	-	-	-
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	-	12,711,402	341,210	68,904,796
Infrastructure	-	-	-	-	529,090,590
Procureur général	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	-	228,855	12,671,189	2,966,323	4,928,476
Santé	-	-	-	-	1,704,144,470
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	19,943,815
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	8,656	106,167,445	-	1,484,095
Soins de longue durée	-	-	-	-	187,556,938
Solliciteur général	-	-	21,177,046	672,925	5,583,458
Transports	-	179,932	528,990	174,021	4,574,192,058
Travail, de la Formation et du Développement des compétences	-	-	-	-	14,437,863
Total avant la consolidation	-	448 178	184 399 112	6 534 338	8 878 275 377
Redressements de consolidation et autres	-	-	(117 284 840)	-	(7 185 926 570)
Selon les états financiers consolidés	-	448 178	67 114 271	6 534 338	1 692 348 806

*On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2021

Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	
-	2 961 768	-	2 961 768	Affaires autochtones
39 009 365	302 691 015	(50 259 618)	252 431 397	Affaires municipales et Logement
-	7 500 000	(2 830 906)	4 669 094	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
6 769 383	241 028 838	269 035 608	510 064 446	Collèges et Universités
3 514 581	1 209 106 093	294 290 323	1 503 396 416	Éducation
336 308 392	402 727 639	(2 981 862)	399 745 777	Énergie, du Développement du Nord et des Mines
12 905 204	34 054 021	2 352 767	36 406 788	Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
-	-	4 887 381	4 887 381	Finances
-	81 957 408	41 487 652	123 445 060	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	529 090 590	2 256 518	531 347 108	Infrastructure
95 327 788	95 327 788	(178 347)	95 149 441	Procureur général
14 217 745	35 012 589	(40 075)	34 972 514	Richesses naturelles et Forêts
16 574 550	1 720 719 020	259 694 887	1 980 413 907	Santé
43 607 096	63 550 911	(526 122)	63 024 789	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
15 669 209	123 329 405	165 813 660	289 143 065	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
-	187 556 938	(187 556 938)	-	Soins de longue durée
84 271 766	111 705 195	(79 643 732)	32 061 463	Solliciteur général
1 093 884 488	5 668 959 488	(3 067 107 733)	2 601 851 755	Transports
1 398 022	15 835 886	(11 875 952)	3 959 934	Travail, de la Formation et du Développement des compétences
1 763 457 588	10 883 114 592	-	-	Total avant la consolidation
4 940 028 921	-	(2 363 182 489)	-	Redressements de consolidation et autres
6 703 486 509			8 469 932 102	Selon les états financiers consolidés

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2020-2120 a été publié.

FONDS ONTARIEN D'INITIATIVE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2021	2020
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens ¹	154 389 \$	112 831 \$
	154 389 \$	112 831 \$

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

section 2

États financiers des

ministères

(non vérifié)

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-2
PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....	2-3
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-5
ÉTAT DES RECETTES.....	2-6

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-20		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<u>86 704 711</u>	Programme des affaires autochtones	<u>251 867 314</u>	<u>254 576 484</u>
<u>86 704 711</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>251 867 314</u>	<u>254 576 484</u>
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
<u>0</u>	Programme des affaires autochtones	<u>1 000</u>	<u>0</u>
<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>1 000</u>	<u>0</u>
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
<u>2 972 561</u>	Programme des affaires autochtones	<u>3 001 000</u>	<u>2 961 768</u>
<u>2 972 561</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>3 001 000</u>	<u>2 961 768</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2001				PROGRAMME DES AFFAIRES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				AUTOCHTONES	
4	9 314 200	1 681 100	10 995 300	Administration du ministère.....	10 812 667
1	68 407 200	21 536 500	89 943 700	Affaires autochtones.....	86 992 100
				Revendications territoriales et initiatives	
2	2 000	149 435 300	149 437 300	sur l'autonomie gouvernementale.....	149 435 300
				Traitement versé au ministre en vertu	
L	47 841	0	47 841	de la Loi sur le Conseil exécutif.....	0
				Traitement versé à l'adjoint	
				parlementaire en vertu de la	
L	16 173	0	16 173	Loi sur le Conseil exécutif.....	0
				Fonds pour cas d'invalidité dus au	
				mercure – fiduciaire, bassins des	
				rivières English et Wabigoon,	
				convention de règlement relative	
				à la contamination par le mercure	
				du réseau hydrographique	
L	1 426 000	0	1 426 000	English-Wabigoon, 1986.....	7 335 401
				Créances irrécouvrables, Loi sur	
L	1 000	0	1 000	l'administration financière.....	1 016
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				PROGRAMME DES AFFAIRES	
				AUTOCHTONES.....	254 576 484
	79 214 414	172 652 900	251 867 314		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000	0	1 000	Débiteurs.....	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				PROGRAMME DES AFFAIRES	
				AUTOCHTONES.....	0
	1 000	0	1 000		

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	3 001 000	0	3 001 000	
				Programme d'immobilisations, affaires autochtones..... 2 961 768
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				PROGRAMME DES AFFAIRES
				AUTOCHTONES..... 2 961 768
	<u>3 001 000</u>	<u>0</u>	<u>3 001 000</u>	

Description du programme :

Le mandat du ministère des Affaires autochtones consiste à améliorer la qualité de vie des Autochtones en faisant la promotion des possibilités économiques, en réglant les revendications territoriales, en s'acquittant des obligations juridiques de l'Ontario relativement aux traités et aux droits des Autochtones et en sensibilisant davantage le gouvernement aux questions liées aux Autochtones et aux pratiques exemplaires pour la consultation et la participation des Autochtones.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Administration du ministère (Poste 4)			Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	4 109 826		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	556 660		Règlements des revendications territoriales ...	149 435 300
Transports et communications.....	64 117			<u>149 435 300</u>
Services.....	6 059 229			
Fournitures et matériel.....	22 835		Crédits législatifs	
	<u>10 812 667</u>		Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure – fiduciaire, bassins des rivières English et Wabigoon, convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon, 1986.....	7 335 401
Affaires Autochtones (Item 1)			Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	1 016
Traitements et salaires.....	10 213 441			<u>7 336 417</u>
Avantages sociaux.....	1 369 940		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
Transports et communications.....	81 241		PROGRAMME DES AFFAIRES	
Services.....	9 583 654		AUTOCHTONES.....	<u>254 576 484</u>
Fournitures et matériel.....	15 228			
Paiements de transfert			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Fonds pour les organisations autochtones représentatives de l'Ontario.....	1 675 555		Affaires autochtones (Poste 3)	
Fonds de développement Économique pour les Autochtones.....	23 177 468		Paiements de transfert	
Fonds de participation.....	20 952 738		Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone.....	2 961 768
Soutien au fonds de négociations Communautaires....	4 133 169			<u>2 961 768</u>
Soutien au fonds de négociations avec les Algonquins.....	2 155 000			
Fonds pour les Six Nations.....	80 000		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure - administration.....	146 745		PROGRAMME DES AFFAIRES	
Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques.....	1 526 757		AUTOCHTONES.....	<u>2 961 768</u>
Fonds pour les nouvelles relations.	12 396 004			
Fonds de développement économique des Métis.....	3 000 000			
	<u>69 243 436</u>			
	90 506 940			
Moins : Recouvrements.....	3 514 840			
	<u>86 992 100</u>			

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement de la main-d'œuvre	6 000 000	0
	<u>6 000 000</u>	<u>0</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information.....	75	20
	<u>75</u>	<u>20</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	1 726 074	2 259 632
DIVERS.....	52	46
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>7 726 201</u>	<u>2 259 698</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-8
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	2-9
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-11
ÉTAT DES RECETTES.....	2-12

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<u>5 025 943</u>	Programme des affaires francophones	<u>6 566 173</u>	<u>6 352 894</u>
<u>5 025 943</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>6 566 173</u>	<u>6 352 894</u>
	- PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
<u>0</u>	Programme des affaires francophones	<u>1 000</u>	<u>0</u>
<u>0</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>1 000</u>	<u>0</u>
	- PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
<u>0</u>	Programme des affaires francophones	<u>1 000</u>	<u>0</u>
<u>0</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	<u>1 000</u>	<u>0</u>
	- PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES		

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1301				PROGRAMME DES AFFAIRES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				FRANCOPHONES	
1	6 072 100	477 900	6 550 000	Coordination des affaires francophones	6 336 227
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la	
S	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	6 088 273	477 900	6 566 173	- PROGRAMME DES	
				AFFAIRES FRANCOPHONES....	6 352 894
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000	0	1 000	Débiteurs.....	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	1 000	0	1 000	- PROGRAMME DES	
				AFFAIRES FRANCOPHONES....	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000	0	1 000	Programme des affaires francophones....	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	1 000	0	1 000	- PROGRAMME DES	
				AFFAIRES FRANCOPHONES....	0

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Le ministère des Affaires francophones (MAFO) conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français. Le principal programme du MAFO comprend les activités suivantes : la collaboration avec les ministères, les organismes et le commissaire aux services en français pour assurer une prestation efficace des services en français dans toute la province; la conception d'outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que les services en français soient pris en compte et planifiés dès les premières étapes de l'élaboration des politiques et des programmes; la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la Loi sur les services en français et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées; l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province; la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français; la gestion du Programme d'appui à la francophonie ontarienne; la supervision de la participation de l'Ontario à des organismes nationaux et internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Coordination des affaires francophones (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	1 909 998	
Avantages sociaux.....	257 746	
Transports et communications.....	42 338	
Services.....	1 589 409	
Fournitures et matériel.....	3 744	
Paiements de transfert		
Appui à la francophonie		
ontarienne.....	1 532 992	
Secours pour les organismes		
francophones sans but		
lucratif suite à la COVID-19	1 000 000	
	2 532 992	
	6 336 227	
Crédits législatifs		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
de la Loi sur le Conseil exécutif	16 667	
	16 667	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES AFFAIRES		
FRANCOPHONES	6 352 894	

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
GOVERNEMENT DU CANADA		
<i>Mise en œuvre de la Loi sur les services en français.....</i>	<u>1 400 000</u>	<u>1 437 500</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>73 224</u>	<u>81 085</u>
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	<u><u>1 473 224</u></u>	<u><u>1 518 585</u></u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-14
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-16
SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	2-19
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	2-22
PROGRAMME DE LOGEMENT	2-24
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-18, 2-26
ÉTAT DES RECETTES.....	2-28
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-29

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
21 500 822	Administration du ministère	22 136 287	19 771 983
	Services aux municipalités et		
57 364 094	réglementation du bâtiment	1 918 254 100	1 916 254 611
23 048 374	Administrations locales et politiques d'aménagement	26 605 100	18 421 281
853 273 043	Programme de logement	1 665 677 800	1 621 649 296
955 186 333	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	3 632 673 287	3 576 097 171
	DU MINISTÈRE		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Services aux municipalités et		
0	réglementation du bâtiment	500 000	0
0	Programme de logement	291 800	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)	1 000	0
	DU MINISTÈRE		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Services aux municipalités et		
21 236 032	réglementation du bâtiment	6 952 000	5 985 306
223 692 158	Programme de logement	342 668 600	296 705 710
244 928 190	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	349 621 600	302 691 016
	DU MINISTÈRE		

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	BIENS IMMOBILISÉS		
1 256 032	Programme de logement	0	0
1 256 032	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	0	0

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	22 200 500	(145 400)	22 055 100	Administration du ministère..... 19 689 348
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	32 346	0	32 346	Traitement versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 33 334
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>22 281 687</u>	<u>(145 400)</u>	<u>22 136 287</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 19 771 983
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	FONCTIONNEMENT) D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	Administration du ministère – immobilisations..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements), les programmes organisationnels et les activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	10 380 797		Traitements et salaires.....	1 157 862	
Avantages sociaux.....	1 429 334		Avantages sociaux.....	166 290	
Transports et communications.....	132 622		Transports et communications.....	14 508	
Services.....	7 715 679		Services.....	97 873	
Fournitures et matériel.....	30 916		Fournitures et matériel.....	1 498	
	<u>19 689 348</u>			<u>1 438 031</u>	
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	2 588 112		Transports et communications.....	17 234	
Avantages sociaux.....	348 773		Services.....	4 481 263	
Transports et communications.....	40 583		Fournitures et matériel.....	15 104	
Services.....	118 726			<u>4 513 601</u>	
Fournitures et matériel.....	<u>2 824</u>		<i>Systèmes informatiques</i>		
	<u>3 099 018</u>		Services.....	1 986 329	
<i>Services de communication</i>				<u>1 986 329</u>	
Traitements et salaires.....	2 883 728		<i>Crédits législatifs</i>		
Avantages sociaux.....	447 851		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Transports et communications.....	26 620		<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		
Services.....	460 653			49 301	
Fournitures et matériel.....	<u>3 768</u>		Traitement versé aux adjoints		
	<u>3 822 620</u>		parlementaires en vertu de		
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		
Traitements et salaires.....	3 751 095			<u>33 334</u>	
Avantages sociaux.....	466 420			<u>82 635</u>	
Transports et communications.....	33 677		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services.....	570 835		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Fournitures et matériel.....	<u>7 722</u>			<u><u>19 771 983</u></u>	
	<u>4 829 749</u>				

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Description du programme :

Ce programme a pour objectif de bâtir des administrations locales puissantes, d'encourager des collectivités bien planifiées, sûres et florissantes et d'accroître l'offre de logements par la participation directe des clients municipaux responsables de la prestation des services et de la mise en œuvre des programmes se rattachant aux activités essentielles liées aux services aux municipalités et à la réglementation du bâtiment. Il est aussi le principal point de contact de la province avec le secteur de la construction relativement aux questions liées au Code du bâtiment de l'Ontario. Ses grandes priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la Loi sur les municipalités, de la Loi sur l'aménagement du territoire, de la Loi sur les services de logement, de la Loi sur le code du bâtiment ainsi que de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes connexes; renforcer les capacités municipales afin d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger l'aménagement du territoire à guichet unique de la province et aider les municipalités à exercer tous leurs pouvoirs en matière d'aménagement; protéger la sécurité publique dans les bâtiments. Ce programme comprend les programmes provinciaux d'aide en cas de catastrophe et gère le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère mis sur pied en vertu d'un décret.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 4)			Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	13 218 478		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	1 933 037		Programme d'aide aux municipalités pour la	
Transports et communications.....	147 179		reprise après une catastrophe.....	5 018 000
Services.....	1 698 533		Programme national d'atténuation	
Fournitures et matériel.....	28 423		des catastrophes.....	967 306
Paiements de transfert				<u>5 985 306</u>
Programme d'aide aux sinistrés				
pour la reprise après				
une catastrophe.....	838 604			
Programme d'aide aux				
municipalités pour la reprise				
après une catastrophe.....	801 080			
Paiements en vertu de la Loi				
sur les subventions tenant				
lieu d'impôt aux				
municipalités.....	75 727 174			
Impôts sur les propriétés				
provinciales louées en vertu				
de la Loi sur les				
subventions tenant lieu				
d'impôt aux municipalité	9 149 930			
Aide au Conseil de la zone				
de développement de				
Moosonee.....	1 555 900			
Aide aux conseils				
d'aménagement.....	350 000			
Projets prioritaires pour				
les municipalités et les				
organisations municipales..	4 778 959			
Fonds de fonctionnement				
municipal dans le cadre de ..				
l'Accord sur la relance				
sécuritaire.....	1 390 325 838			
Aide financière supplémentaire				
pendant la pandémie de				
COVID-19 aux municipalités	499 999 988			
Programme national				
d'atténuation des				
catastrophes.....	<u>507 592</u>			
		1 984 035 065		
		2 001 060 715		
Moins : Recouvrements.....		84 877 104		
		<u>1 916 183 611</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS				
ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT		1 916 183 611		

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

L'objectif de ce programme est de garantir que les municipalités urbaines et rurales sont des collectivités sécuritaires et solides jouissant d'économies locales dynamiques, bien planifiées, durables et saines offrant une meilleure qualité de vie, et que ces municipalités fournissent de manière rapide et efficace des services à leurs résidents et leurs entreprises. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre à long terme pour les politiques, les programmes, l'administration et la législation qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques. Ce programme inclut notamment la surveillance de la Loi sur l'aménagement du territoire, de la Déclaration de principes provinciale et de la Loi de 2001 sur les municipalités, ainsi que des politiques de réglementation propres à certaines régions comme le Plan de croissance de la région élargie du Golden Horseshoe, le Plan de la ceinture de verdure et le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges. Le programme fournit le cadre législatif et les outils nécessaires pour les élections municipales et pour des administrations municipales responsables et efficaces. Il soutient les investissements dans l'infrastructure et le développement économique tout en renforçant la protection de l'environnement, la préservation des terres agricoles et la conservation des espaces verts. Il propose également, par la législation et les politiques d'aménagement du territoire, un cadre pour la planification et les approbations des demandes d'aménagement soutenant la résilience dynamique de l'infrastructure, des logements et des emplois. Le programme fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, de réduire les coûts, d'atteindre la viabilité financière et d'améliorer la reddition des comptes aux contribuables. Grâce au programme, des partenariats efficaces avec les municipalités, les entreprises, les organisations non gouvernementales, les Autochtones, d'autres ministères et d'autres administrations sont établis et entretenus. Tout ce travail fondé sur des politiques et des programmes est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une participation, une information et une consultation réelles.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administrations locales et politiques d'aménagement (Poste 7)		
Traitements et salaires.....		7 622 069
Avantages sociaux.....		1 087 172
Transports et communications.....		60 805
Services.....		1 070 091
Fournitures et matériel.....		2 995
Paielements de transfert		
Subvention pour la recherche		
et l'anayse - données sur		
les municipalités.....	100 000	
Programme pour la		
modernisation au niveau		
municipal.....	4 871 335	
		4 971 335
		<u>14 814 467</u>
Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario (Poste 10)		
Traitements et salaires.....		2 559 286
Avantages sociaux.....		391 254
Transports et communications.....		27 996
Services.....		619 037
Fournitures et matériel.....		9 241
		<u>3 606 814</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
ADMINISTRATIONS LOCALES		
ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....		<u>18 421 281</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1904				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DE LOGEMENT	
			Logement communautaire et logement	
2	1 162 784 900	501 073 300	1 663 858 200	à but lucratif..... 1 620 243 264
3	1 818 600	0	1 818 600	Location à usage d'habitation..... 1 406 032
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>1 164 604 500</u>	<u>501 073 300</u>	<u>1 665 677 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LOGEMENT..... 1 621 649 296
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	291 800	0	291,800	Avances et montants récupérables..... 0
	<u>291 800</u>	<u>0</u>	<u>291 800</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
			Logement communautaire et logement	
4	161 109 600	180 921 500	342 031 100	à but lucratif - immobilisations..... 296 114 963
			Logement communautaire et logement	
			à but lucratif - immobilisations, charges liées aux biens	
5	1 000	0	1 000	immobilisés..... 0
L	636 500	0	636 500	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 590 747
	<u>161 747 100</u>	<u>180 921 500</u>	<u>342 668 600</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE LOGEMENT.. 296 705 710

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1904				
BIENS IMMOBILISÉS				
				Logement communautaire et logement
6	0	0	0	à but lucratif - immobilisations.....
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
	0	0	0	PROGRAMME DE LOGEMENT..

Description du programme :

Ce programme a les objectifs suivants : honorer les engagements du gouvernement en matière de logement communautaire, de prévention de l'itinérance et de logement du marché; créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage l'entretien et l'investissement dans le secteur du logement locatif neuf; soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception et exécution de programmes, règlement des plaintes et application des décisions et financement des programmes de logement.

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Logement social et logement à but lucratif (Poste 2)			Logement abordable – immobilisations (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		10 500 193	Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....		1 372 713	Programmes relatifs au		
Transports et communications.....		59 642	logement communautaire.....	15 061 780	
Services.....		4 154 472	Programmes relatifs à		
Fournitures et matériel.....		5 033	l'itinérance.....	122 465 631	
Paiements de transfert			Programmes de la Stratégie		
Programmes relatifs au			nationale sur le logement.....	108 327 934	
logement communautaire.....	313 047 603		Terres provinciales - location	11 841 000	
Programmes relatifs à					257 696 345
l'itinérance.....	1 113 935 668		Autres opérations.....		38 418 618
Initiatives relatives aux					<u>296 114 963</u>
Autochtones et au logement .					
communautaire.....	8 000 000				
Programmes de la Stratégie				Crédits législatifs	
nationale sur le logement.....	79 891 888		Autres opérations		
Paiements à la Société			Amortissement –		
ontarienne d'hypothèques			<i>Loi sur l'administration financière</i>		590 747
et de logement.....	<u>38 758 726</u>				<u>590 747</u>
		<u>1 553 633 885</u>			
Autres opérations.....		67 411 289			
		<u>1 637 137 227</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Moins : Recouvrements.....		16 893 963	PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE.		<u>296 705 710</u>
		<u>1 620 243 264</u>			
Location à usage d'habitation (Poste 3)					
Traitements et salaires.....		1 133 024			
Avantages sociaux.....		210 321			
Transports et communications.....		8 471			
Services.....		53 817			
Fournitures et matériel.....		399			
		<u>1 406 032</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE... 1 621 649 296					

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur la relance sécuritaire.....	1 222 247 000	0
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (S.C.H.L.).....	323 983 931	351 660 137
Financement de la stratégie nationale du logement.....	164 876 800	117 543 500
Programme de sites sûrs d'isolement volontaire.....	8 032 716	0
Programme national d'atténuation des catastrophes.....	1 474 898	18 514 658
	<u>1 720 615 345</u>	<u>487 718 295</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO.....	37 299 688	55 984 008
Intérêt sur la dette publique.....	4 077 509	6 037 943
Rénovation urbaine.....	43 792	51 205
Syndicat/Association.....	196	(1 984)*
Remboursement – SOHL – prêts et intérêts pour logements étudiants.....	0	87 315
	<u>41 421 185</u>	<u>62 158 487</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements.....	1 400 401	1 386 226
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement.....	87 357	145 100
Formation adm. code du bâtiment.....	46 062	60 341
Évaluation de matériaux de construction.....	34 044	100 648
Demande de renseignements – Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.....	4 442	13 476
Application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.....	145	268
Clôtures de bornage - Frais de demande.....	0	1 316
	<u>1 572 451</u>	<u>1 707 375</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>0</u>	<u>35</u>
VENTES ET LOCATIONS		
SOHL – conversion de bail.....	168 071	62 579
SOHL – revenus de location.....	23 699	25 003
	<u>191 770</u>	<u>87 582</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	1 563 590	5 505 836
*Nota : Remboursements de dépenses - Syndicat/Association englobent un redressement de 3 390 \$		
DIVERS		
Pénalités – intérêts.....	42 783	27 911
Autres.....	1 002	1 755
	43 785	29 666
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	1 765 408 126	557 207 276

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
Crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles.....	6 450	4 200
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	6 450	4 200

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-30
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-31
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-33
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....	2-35
ÉLABORATION DES POLITIQUES.....	2-39
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-32, 2-34, 2-37
ÉTAT DES RECETTES.....	2-41
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-41

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
22 294 287	Administration du ministère	21 553 087	19 887 687
77 210 854	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	80 700 600	77 866 549
	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des		
404 774 804	bioproduits et collectivités rurales fortes	491 779 000	480 560 460
16 345 205	Élaboration des politiques	15 151 800	14 195 608
520 625 150	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	609 184 487	592 510 304
	DU MINISTÈRE		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
1 882 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	1 770 800
1 882 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	5 001 000	1 770 800
	DU MINISTÈRE		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Secteurs dynamiques de l'agriculture,		
323 555 330	de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	7 500 000	7 500 000
323 555 330	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	7 500 000	7 500 000
	DU MINISTÈRE		

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	22 623 900	(1 151 000)	21 472 900	Administration du ministère..... 19 805 052
S	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
S	32 346	0	32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 33 334
	<u>22 704 087</u>	<u>(1 151 000)</u>	<u>21 553 087</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) MINISTÈRE 19 887 687
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) MINISTÈRE 0

Description du programme

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitments et salaires.....	12 076 399		Traitments et salaires.....	3 398 155	
Avantages sociaux.....	2 153 173		Avantages sociaux.....	527 857	
Transports et communications.....	185 458		Transports et communications.....	39 346	
Services.....	5 349 414		Services.....	804 151	
Fournitures et matériel.....	40 608		Fournitures et matériel.....	10 166	
	<u>19 805 052</u>			<u>4 779 675</u>	
Bureau principal			Services juridiques		
Traitments et salaires.....	2 401 090		Transports et communications.....	6 216	
Avantages sociaux.....	308 738		Services.....	2 863 327	
Transports et communications.....	65 582		Fournitures et matériel.....	3 050	
Services.....	266 139			<u>2 872 593</u>	
Fournitures et matériel.....	11 173		Crédits législatifs		
	<u>3 052 722</u>		Traitement versé au ministre en vertu		
Services Opérationnels			de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
Traitments et salaires.....	2 018 369		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Avantages sociaux.....	748 554		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	33 334	
Transports et communications.....	57 119			<u>82 635</u>	
Services.....	1 130 569		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel.....	12 176		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
	<u>3 966 787</u>			<u>19 887 687</u>	
Planification des activités et services financiers					
Traitments et salaires.....	2 696 453				
Avantages sociaux.....	346 228				
Transports et communications.....	9 342				
Services.....	166 869				
Fournitures et matériel.....	692				
	<u>3 219 584</u>				
Ressources Humaines					
Traitments et salaires.....	1 562 332				
Avantages sociaux.....	221 796				
Transports et communications.....	7 853				
Services.....	118 359				
Fournitures et matériel.....	3 351				
	<u>1 913 691</u>				

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	77 308 100	3 382 500	80 690 600	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 77 856 975
S	10 000	0	10 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 9 574
	<u>77 318 100</u>	<u>3 382 500</u>	<u>80 700 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'AMÉLIORATION
				DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET
				DE L'ENVIRONNEMENT..... 77 866 549
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	5 000 000	0	5 000 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 1 770 800
	<u>5 000 000</u>	<u>0</u>	<u>5 000 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'AMÉLIORATION
				DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET
				DE L'ENVIRONNEMENT..... 1 770 800

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux, à la gestion des éléments nutritifs et au drainage, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la santé et le bien-être des animaux, l'environnement et l'amélioration de la santé et de la sécurité pour les travailleurs du secteur agroalimentaire.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)			Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	31 028 700		Prêts et investissements	
Avantages sociaux.....	4 445 688		Débitures pour le drainage au	
Transports et communications.....	1 128 134		drainage au moyen de tuyaux.....	1 736 500
Services.....	10 156 635		Prêts pour le drainage au moyen	
Fournitures et matériel.....	273 543		non érigés en municipalités.....	34 300
Paielements de transfert				<u>1 770 800</u>
Programme d'infrastructure				
de drainage agricole.....	16 469 512			
Partenariat canadien pour l'agriculture –			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) -	
contribution environnement	13 606 538		 AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE	<u><u>1 770 800</u></u>
Programme pour la croissance			 ET DE L'ENVIRONNEMENT	
communautaire.....	844 821			
Partenariats				
agro-environnementaux				
pour le lac Simcoe.....	<u>423 404</u>			
	<u>31 344 275</u>			
	<u>78 376 975</u>			
Moins : Recouvrements.....	<u>520 000</u>			
	<u>77 856 975</u>			
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables, Loi				
sur l'administration financière.....	<u>9 574</u>			
	<u>9 574</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -				
 AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET				
 ET DE L'ENVIRONNEMENT	<u><u>77 866 549</u></u>			

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
1	110 059 900	17 254 300	127 314 200	Développement économique..... 119 142 009
3	78 891 500	(923 200)	77 968 300	Recherche..... 77 576 012
				Paielements de transfert liés à la
4	229 489 500	56 000 000	285 489 500	gestion des risques des entreprises 283 706 843
				Paielements au titre des prêts
				bancaires garantis,
S	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière.... 0
				Créances irrécouvrables, Loi
S	5 000	0	5 000	sur l'administration financière..... 0
				Paielements au titre des prêts
				bancaires garantis,
S	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière.... 0
				Créances irrécouvrables, Loi
S	1 000 000	0	1 000 000	sur l'administration financière..... 135 596
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES..... 480 560 460
	419 447 900	72 331 100	491 779 000	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE,
				DE L'ALIMENTATION ET DES
				BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS
				RURALES FORTES
				Charges d'immobilisations liées à
7	121 500 000	0	7 500 000	l'agriculture et aux affaires rurales... 7 500 000
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE,
				L'ALIMENTATION ET DES
				BIOPRODUITS ET
				COLLECTIVITÉS RURALES
	121 500 000	0	7 500 000	FORTES..... 7 500 000

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires, des bioproduits et des courses hippiques de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en encourageant l'adoption de pratiques de gestion exemplaires et de nouvelles technologies; en exécutant des programmes d'aide, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en soutenant l'attraction et le maintien des investissements pour le secteur de la transformation des aliments; en encourageant les ventes de produits agricoles et agroalimentaires de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à bâtir des régions et collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION

ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire.....	500 000	
Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation.....	2 500 000	
Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche...	4 500 000	
		7 500 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTE		7 500 000

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
109				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES
1	16 379 600	(1 227 800)	15 151 800	Élaboration des politiques..... 14 195 608
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	16 379 600	(1 227 800)	15 151 800	– PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES..... 14 195 608

Description du programme :

La Division des politiques est chargée de diriger et de coordonner l'élaboration de conseils et d'analyses novateurs et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales. Cette division accomplit cela en respectant l'objectif général du ministère de favoriser la croissance économique des secteurs agroalimentaires et des collectivités rurales de l'Ontario, tout en fournissant des services d'assurance et de surveillance du système agroalimentaire et en protégeant la capacité de production de nos ressources naturelles. Elle supervise aussi l'administration et la prestation des programmes de gestion des risques des entreprises agricoles et la gestion du partenariat stratégique du ministère avec Agricorp.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Élaboration des politiques (Poste 1)		
Traitments et salaries.....	11 388 214	
Avantages sociaux.....	1 467 820	
Transports et communications.....	61 732	
Services.....	1 252 923	
Fournitures et matériel.....	24 919	
	<u>14 195 608</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME D'ÉLABORATION		
DES POLITIQUES.....	14 195 608	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Partenariat canadien pour l'agriculture.....	49 032 716	44 745 406
Indemnisation des dommages causés par la faune.....	587 521	673 312
AgAgri-Stabilité – Administration.....	453 300	456 000
Nouveau Fonds Chantiers Canada.....	0	15 864 794
Investir dans le Programme infrastructure Canada.....	0	10 668 930
	<u>50 073 537</u>	<u>72 408 442</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>49 233</u>	<u>47 197</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>467 479</u>	<u>483 567</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>32 000 000</u>	<u>29 000 000</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>11 455 767</u>	<u>6 498 121</u>
DIVERS.....	<u>3 988 142</u>	<u>5 096 918</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>98 034 158</u>	<u>113 534 245</u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux.....	2 819 421	3 375 729
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario.....	<u>15 654</u>	<u>14 768</u>
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	<u>2 835 075</u>	<u>3 390 497</u>

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-44
BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE.....	2-45
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-45

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
26 101 091	Bureau de la vérificatrice générale	26 083 800	24 992 104
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
26 101 091	DU MINISTÈRE	26 083 800	24 992 104

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				CHARGES DE FONCTIONNEMENT
				VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE
1	25 561 700	0	25 561 700	Bureau de la vérificatrice générale..... 24 585 416
S	522 100	0	522 100	Loi sur le vérificateur général..... 406 688
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU BUREAU
				DE LA VÉRIFICATRICE
				GÉNÉRALE.....
	26 083 800	0	26 083 800	24 992 104

Description du programme :

La vérificatrice générale, qui est un haut fonctionnaire de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la Loi sur le vérificateur général et à d'autres lois et ouvrages faisant autorité. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau de la vérificatrice générale aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

La vérificatrice générale est également tenue, en vertu de la Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

La vérificatrice doit, aux termes des deux lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

En vertu de la Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières, la vérificatrice générale est aussi tenue d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE
PROGRAMME DU BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE – CRÉDIT 2501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de la vérificatrice générale (Poste 1)		
Traitments et salaires.....	15 288 851	
Avantages sociaux.....	3 707 911	
Transports et communications.....	177 355	
Services.....	4 555 855	
Fournitures et matériel.....	841 944	
Paiements de transfert		
CCAF-FVCI Inc.....	13 500	
		13 500
		<u>24 585 416</u>
Crédits législatifs		
<i>Loi sur le vérificateur général</i>		
Traitments et salaires.....	383 225	
Services.....	23 463	
		<u>406 688</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU BUREAU		
DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE.....	24 992 104	

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-48
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	2-49
COMMISSAIRES.....	2-52
ÉTAT DES RECETTES.....	2-54

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
139 874 701	Bureau de l'Assemblée législative	160 233 000	138 477 812
28 890 471	Commissaires	29 031 000	27 902 724
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE			
168 765 172	BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	189 264 000	166 380 536

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Présidence (Poste 1)		Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Traitments et salaires.....	1 429	Traitments et salaires.....	9 373 758
Avantages sociaux.....	133 485	Avantages sociaux.....	2 100 118
Transports et communications.....	10 094	Transports et communications.....	33 100
	<u>145 008</u>	Services.....	7 533 644
		Fournitures et matériel.....	2 718 429
Bureau du greffier (Poste 2)			<u>21 759 049</u>
Traitments et salaires.....	770 302	Moins : Recouvrements.....	130 116
Avantages sociaux.....	137 066		<u>21 628 933</u>
Transports et communications.....	2 002		
Services.....	67 064	Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
Fournitures et matériel.....	<u>22 371</u>	Traitments et salaires.....	6 367 620
	<u>998 805</u>	Avantages sociaux.....	1 449 853
		Transports et communications.....	97 909
Services parlementaires (Poste 3)		Services.....	2 204 519
Traitments et salaires.....	8 235 315	Fournitures et matériel.....	<u>250 164</u>
Avantages sociaux.....	2 037 794		<u>10 370 065</u>
Transports et communications.....	41 220		
Services.....	1 071 533	Members' Compensation and Travel (Item 9)	
Fournitures et matériel.....	<u>821 474</u>	Traitments et salaires.....	15 068 791
	<u>12 207 336</u>	Avantages sociaux.....	4 519 383
Moins : Recouvrements.....	27 418	Transports et communications.....	654 247
	<u>12 179 918</u>	Services.....	1 869 031
		Fournitures et matériel.....	<u>20 591</u>
Services d'information et de technologie (Poste 4)			<u>22 132 043</u>
Traitments et salaires.....	7 770 521		
Avantages sociaux.....	1 636 300	Indemnités et allocations de déplacement	
Transports et communications.....	52 895	versées aux députés (Poste 9)	
Services.....	2 175 821	Traitments et salaires.....	24 435 190
Fournitures et matériel.....	<u>773 276</u>	Avantages sociaux.....	5 386 989
	<u>12 408 813</u>	Transports et communications.....	2 655 935
		Services.....	11 605 667
Services administratifs (Poste 5)		Fournitures et matériel.....	<u>2 521 298</u>
Traitments et salaires.....	4 897 750		<u>46 605 079</u>
Avantages sociaux.....	1 127 936		
Transports et communications.....	615 755	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Services.....	1 185 596	Paiements de transfert	
Fournitures et matériel.....	<u>105 130</u>	Programme de stages à l'Assemblée	
	<u>7 932 167</u>	législative de l'Ontario.....	<u>312 700</u>
			<u>312 700</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$
Modernisation des installations (Poste 13)	
Services.....	3 647 145
Fournitures et matériel.....	123 251
	3 770 396
Moins : Recouvrements.....	6 115
	3 764 281
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE	
LÉGISLATIVE.....	138 477 812

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1	435 900		435 900	Présidence..... 145 008
2	926 800	302,500	1 229 300	Bureau du greffier..... 998 805
3	14 808 000	(623 900)	14 184 100	Services parlementaires..... 12 179 918
				Services d'information et de
4	13 437 200	490,700	13 927 900	technologie..... 12 408 813
5	8 757 400	159,500	8 916 900	Services administratifs..... 7 932 167
				Sergent d'armes et locaux de
6	31 304 200	(1 204 100)	30 100 100	l'enceinte parlementaire..... 21 628 933
				Services de soutien aux bureaux des
8	11 297 300		11 297 300	députés groupes parlementaires.... 10 370 065
				Indemnités et allocations de
				déplacement versées
9	24 726 300		24 726 300	aux députés..... 22 132 043
				Services de soutien aux bureaux
10	50 384 700	(200 000)	50 184 700	des députés..... 46 605 079
				Programme de stages à l'Assemblée
11	314 700		314 700	législative de l'Ontario..... 312 700
13	3 840 500	1,075,300	4 915 800	Modernisation des installations 3 764 281
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– BUREAU DE L'ASSEMBLÉE
				LÉGISLATIVE..... 138 477 812
	160 233 000	0	160 233 000	

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES COMMISSAIRES
				Bureau du commissaire à l'information
2	20 652 600	0	20 652 600	et à la protection de la vie privée.....
3	4 528 400	(88 000)	4 440 400	Bureau du commissaire à l'intégrité.....
				Directeur de la responsabilité
6	3 850 000	88 000	3 938 000	financière.....
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				PROGRAMME DES
	29 031 000	0	29 031 000	COMMISSAIRES.....
				27 902 724

Nota : Les transferts représentent les coûts associés à la réorganisation des commissions.

Description du programme :

Ce programme englobe le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la Loi de 1994 sur l'intégrité des députés, de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario, de la Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte, de la Loi de 2009 sur l'examen des dépenses publiques ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario; le Bureau du directeur de la responsabilité financière, qui a pour mandat de faire appliquer la Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	13 531 705
Avantages sociaux.....	3 268 132
Transports et communications.....	123 254
Services.....	3 000 591
Fournitures et matériel.....	203 575
	<u>20 127 257</u>
Bureau du commissaire à l'intégrité (Item 3)	
Traitments et salaires.....	2 385 789
Avantages sociaux.....	486 205
Transports et communications.....	49 352
Services.....	856 091
Fournitures et matériel.....	60 411
	<u>3 837 848</u>
Directeur de la responsabilité financière (Poste 6)	
Traitments et salaires.....	2 736 481
Avantages sociaux.....	518 913
Transports et communications.....	9 225
Services.....	644 889
Fournitures et matériel.....	28 111
	<u>3 937 619</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES COMMISSAIRES.....	<u><u>27 902 724</u></u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
FRAIS, LICENCES & PERMIS.....	5	0
VENTES ET LOCATIONS.....	71 811	73 314
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	88 604	218 504
DIVERS.....	159 376	628 466
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	319 796	920 284

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-56
OMBUDSMAN ONTARIO.....	2-57
ÉTAT DES RECETTES.....	2-59

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
23 325 671	Ombudsman Ontario	30 468 600	23 080 167
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
23 325 671	POUR OMBUDSMAN ONTARIO	30 468 600	23 080 167

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2301				ONTARIO
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	30 468 600	0	30 468 600	Ombudsman..... 23 080 167
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME –
	30 468 600	0	30 468 600	OMBUDSMAN ONTARIO..... 23 080 167

Description du programme:

L'ombudsman est un fonctionnaire de l'Assemblée législative dont le mandat est prévu dans la Loi sur l'ombudsman. Il promeut l'équité, la responsabilisation et la transparence dans le secteur public en menant des enquêtes sur les plaintes et sur les problèmes systémiques qui relèvent de son mandat et en faisant des recommandations pour améliorer l'administration de la politique, des programmes et des services publics.

Le 1er mai 2019, le mandat de l'ombudsman a été élargi et comprend maintenant le traitement des plaintes relatives aux enfants et aux jeunes pris en charge (sociétés d'aide à l'enfance, foyers de groupe et familles d'accueil) ainsi qu'aux services en français. Ce changement découle d'une loi adoptée en décembre 2018 qui faisait passer à l'ombudsman les responsabilités de l'ancien Commissariat aux services en français, un organisme indépendant, ainsi que la fonction d'enquête de l'ancien Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, aussi un organisme indépendant.

En 2020-2021, le Bureau de l'Ombudsman a reçu 20 015 plaintes. L'effectif du Bureau était en 2020-2021 de 186 ETP.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	12 472 927
Avantages sociaux.....	3 150 418
Transports et communications.....	222 629
Services.....	4 255 372
Fournitures et matériel.....	2 978 821
	<u>23 080 167</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO.....	<u>23 080 167</u>

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	74 644	41 078
DIVERS.....	24 003	80 095
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO.....	98 647	121 173

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-62
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....	2-63
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-64
ÉTAT DES RECETTES.....	2-65

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
30 203 975	Bureau du conseil des ministres	36 495 314	36 189 402
30 203 975	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	36 495 314	36 189 402

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
1	33 279 700	2 823 600	36 103 300	Bureau principal..... 35 822 628
2	328 000	0	328 000	Leader parlementaire du gouvernement 327 729
				Traitement versé au ministre en vertu
S	47 841	0	47 841	de la Loi sur le Conseil exécutif..... 22 378
				Traitement versé à l'adjoint
S	16 173	0	16 173	parlementaire en vertu de la Loi sur le 16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
	33 671 714	2 823 600	36 495 314	36 189 402

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres agit en qualité d'organisme central chargé de soutenir la réalisation des priorités gouvernementales en élaborant et coordonnant les politiques et les communications stratégiques. De plus, le Bureau soutient et surveille la mise en œuvre et la réalisation du mandat du gouvernement et dirige des initiatives de premier plan comme les services de marketing pour l'ensemble du gouvernement. Le ministère des Affaires intergouvernementales, qui fonctionne au sein du Bureau du Conseil des ministres, dirige les stratégies intergouvernementales ainsi que le protocole et les relations internationales. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du premier ministre, au Bureau du leader parlementaire et à tous les bureaux des ministres.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Bureau principal (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitments et salaires.....	27 240 786		Traitement versé au ministre en vertu de la	
Avantages sociaux.....	3 396 257		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378
Transports et communications.....	384 954		Traitements versés aux adjoints parlementaires	
Services.....	2 596 312		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	16 667
Fournitures et matériel.....	204 319			<u>39 045</u>
Paiements de transfert				
Programme international			Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)	
de secours en cas			Traitments et salaires.....	294 465
de catastrophe.....	<u>2 000 000</u>		Avantages sociaux.....	30 380
		2 000 000	Transports et communications.....	1
		<u>35 822 628</u>	Services.....	2 883
				<u>327 729</u>
Bureau du Conseil des ministres			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -	
Traitments et salaires.....	21 782 006		PROGRAMME DU BUREAU	
Avantages sociaux.....	2 713 205		DU CONSEIL DES MINISTRES	<u><u>36 189 402</u></u>
Transports et communications.....	343 213			
Services.....	1 793 461			
Fournitures et matériel.....	<u>188 831</u>			
		26 820 716		
Affaires intergouvernementales				
Traitments et salaires.....	5 458 780			
Avantages sociaux.....	683 052			
Transports et communications.....	41 741			
Services.....	802 851			
Fournitures et matériel.....	15 488			
Paiements de transfert				
Programme international de				
secours en cas de				
catastrophe.....	<u>2 000 000</u>			
		9 001 912		

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	123	5 653
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	2 540	0
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	0	1 124
DIVERS.....	0	13
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU CONSEIL DES MINISTRES ...	2 663	6 790

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-68
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	2-69
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-70
ÉTAT DES RECETTES.....	2-71

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
54 704 688	Bureau du directeur général des élections	33 814 900	49 847 936
54 704 688	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	33 814 900	49 847 936

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
1	14 572 100	0	14 572 100	Administration des élections..... 11 563 683
				Administration du financement
2	19 242 800	0	19 242 800	des élections..... 17 692 042
S	0	0	0	Loi électorale..... 20 592 211
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
				DU BUREAU DU DIRECTEUR
	33 814 900	0	33 814 900	ÉLECTIONS 49 847 936

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 124 circonscriptions électorales.

Le directeur général des élections veille à l'application de la Loi sur le financement des élections. Plus de 672 associations de circonscription et 23 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la Loi sur le financement des élections.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la Loi de 1999 sur la protection des contribuables.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	9 368 645
Avantages sociaux.....	2 195 038
	<u>11 563 683</u>
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	1 320 692
Avantages sociaux.....	312 793
Transports et communications.....	9 570
Services.....	566 121
Fournitures et matériel.....	577
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales	
en vertu de la Loi sur le financement	
<i>des élections</i>	15 502 365
	<u>17 712 118</u>
Moins : Recouvrements.....	20 076
	<u>17 692 042</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
<i>Loi électorale</i>	20 592 211
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS..	<u>49 847 936</u>

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
DIVERS.....	562 714	436 790
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	562 714	436 790

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE..... 2-74

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR..... 2-75

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1 957 011	Bureau du lieutenant-gouverneur	0	0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR			
1 957 011	LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	0	0

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	1 903 500	0	1 903 500	
				Bureau du lieutenant-gouverneur..... 1 503 866
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
				DU BUREAU DU
				LIEUTENANT-GOUVERNEUR. 1 503 866
	<u>1 903 500</u>	<u>0</u>	<u>1 903 500</u>	

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin la lieutenante-gouverneure pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, représentatives et communautaires. Dans son rôle constitutionnel, la lieutenante-gouverneure représente la Reine, nomme au poste de premier ministre le chef du parti qui a la confiance de l'Assemblée législative, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle représentatif et communautaire, la lieutenante-gouverneure représente la population de l'Ontario; elle est l'hôte officiel de la province et accueille les membres des familles royales, des chefs d'État, des dirigeants mondiaux et des membres des corps diplomatiques. La lieutenante-gouverneure fait la promotion et met en lumière des questions d'intérêt constant devant les titulaires de fonctions vice-royales, notamment les relations entre la Couronne et les Autochtones, les forces canadiennes, le civisme, les arts et le bénévolat. Elle met également de l'avant des questions d'intérêt personnel, actuellement axées sur le développement durable et la place de l'Ontario dans le monde.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1701****Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	1 043 529	
Avantages sociaux.....	131 210	
Transports et communications.....	30 752	
Services.....	104 777	
Fournitures et matériel.....	37 798	
Autres opérations		
Allocation discrétionnaire.....	155 800	
	<u>1 503 866</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU BUREAU DU		
LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	1 503 866	

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-78
CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	2-79
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-80

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2 424 827	Cabinet du Premier ministre	2 432 661	2 292 274
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
2 424 827	POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 432 661	2 292 274

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	2 326 800	0	2 326 800	Cabinet du Premier ministre..... 2 183 183
				Traitement versé au premier ministre
				en vertu de la
L	89 688	0	89 688	Loi sur le Conseil exécutif..... 92 424
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
				TOTAL (CHARGES DE
				PROGRAMME
				DU CABINET DU PREMIER
				MINISTRE..... 2 292 274
	2 432 661	0	2 432 661	

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	1 994 473	
Avantages sociaux.....	82 136	
Transports et communications.....	108 757	
Services.....	(10 928)	
Fournitures et matériel.....	8 745	
	<u>2 183 183</u>	
 Crédits législatifs		
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	92 424	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
	<u>109 091</u>	
 TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	 <u>2 292 274</u>	

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-82
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-83
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....	2-85
RECHERCHE.....	2-88
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-84, 2-87
ÉTAT DES RECETTES.....	2-90
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-91

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
23 945 924	Administration du ministère	18 987 814	15 998 862
6 596 612 922	Éducation postsecondaire	6 354 391 000	6 120 970 510
91 035 656	Recherche	199 841 300	185 385 297
6 711 594 502	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	6 573 220 114	6 322 354 669
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
363 009 836	Éducation postsecondaire	262 000 000	197 638 807
363 009 836	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	262 001 000	197 638 807
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
102 698 472	Éducation postsecondaire	180 082 400	179 790 283
83 400 000	Recherche	80 700 000	61 238 555
186 098 472	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	260 782 400	241 028 838
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Éducation postsecondaire	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	1 000	0

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	16 147 000	2 775 800	18 922 800	Administration du ministère..... 15 932 894
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables - coûts administratifs, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>16 212 014</u>	<u>2 775 800</u>	<u>18 987 814</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 15 998 862
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitments et salaires.....	5 558 790		Transports et communications.....	4 839	
Avantages sociaux.....	818 639		Services.....	1 097 358	
Transports et communications.....	68 150				1 102 197
Services.....	9 460 032				
Fournitures et matériel.....	27 283				
	15 932 894		<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitement versé au ministre en vertu de la		
Traitments et salaires.....	2 467 536		Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Avantages sociaux.....	265 004		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Transports et communications.....	45 736		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
Services.....	113 871				65 968
Fournitures et matériel.....	5 291				
	2 897 438		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
<i>Services financiers et administratifs</i>			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		15 998 862
Traitments et salaires.....	696 560				
Avantages sociaux.....	249 918				
Transports et communications.....	1 447				
Services.....	5 375 105				
Fournitures et matériel.....	15 496				
	6 338 526				
<i>Ressources humaines</i>					
Services.....	1 290 700				
	1 290 700				
<i>Services de communication</i>					
Traitments et salaires.....	2 394 694				
Avantages sociaux.....	303 716				
Transports et communications.....	16 128				
Services.....	366 398				
Fournitures et matériel.....	6 497				
	3 087 433				
<i>Services juridiques</i>					
Services.....	1 216 600				
	1 216 600				

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
1	6 455 038 100	(155 688 100)	6 299 350 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 6 064 174 476
L	54 540 000	0	54 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 54 540 048
L	500 000	0	500 000	Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
L	1 000	0	1 000	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel.....</i> 2 255 986
	<u>6 510 079 100</u>	<u>(155 688 100)</u>	<u>6 354 391 000</u>	FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE..... 6 120 970 510
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	395 100 000	(133 100 000)	262 000 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants 197 638 807
	<u>395 100 000</u>	<u>(133 100 000)</u>	<u>262 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE..... 197 638 807
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	173 021 900	0	173 021 900	Soutien à l'éducation postsecondaire..... 173 020 900
L	7 060 500	0	7 060 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 6 769 383
	<u>180 082 400</u>	<u>0</u>	<u>180 082 400</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE..... 179 790 283

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
6	1 000	0	1 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants
				0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>

Description du programme :

Le programme de l'éducation postsecondaire, appuyé par la Division de l'éducation postsecondaire (DEP) et la Division du soutien aux apprenants au niveau postsecondaire (DSANP), est responsable de soutenir les établissements et les étudiants respectivement afin de créer un système d'éducation postsecondaire novateur, accessible et adapté en Ontario. Le programme établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et stratégiques, et offre un soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario. Il travaille à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement dans le but d'offrir des possibilités d'éducation de qualité, novatrices, adaptées aux besoins et accessibles. Le programme de l'éducation postsecondaire appuie également les Ontariens et Ontariennes qui cherchent à accéder au système d'études postsecondaires en leur offrant un soutien financier et réglementaire ainsi que des canaux de prestation modernes fondés sur la technologie.

Les programmes et activités clés de la DEP sont notamment : l'élaboration de cadres stratégiques, législatifs et de financement pour les collèges, les établissements autochtones et les universités; les politiques et l'évaluation en matière d'immobilisations; l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités pour le fonctionnement et les immobilisations; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements postsecondaires, les organismes et les organisations recevant des paiements de transfert; la gestion des mécanismes de responsabilisation (comme les comptes rendus sur les inscriptions, les programmes et l'information financière, les indicateurs de rendement clés et les rapports annuels relatifs aux ententes de mandat stratégiques); l'apport de mesures de soutien aux apprenants autochtones; la réglementation des collèges publics d'arts appliqués et de technologie conformément aux lois applicables; la fourniture de services d'assurance de la qualité aux collèges publics ainsi qu'aux établissements postsecondaires privés de l'extérieur de la province qui souhaitent proposer en Ontario des programmes menant à un grade; l'établissement de résultats d'apprentissage pour les programmes de formation professionnelle ne menant pas à un grade.

La DSANP exécute le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO), un programme intégré axé sur les besoins avec le gouvernement fédéral. Le RAFEO offre une aide financière, sous forme de bourses ou de prêts, aux étudiants qualifiés inscrits à des programmes d'études postsecondaires. En plus du RAFEO, la DSANP propose différentes bourses et d'autres programmes d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire. Par l'entremise du bureau du surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel, la DSANP réglemente aussi les collèges privés d'enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes. La DSANP administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements de l'Ontario d'accepter des étudiants étrangers. Elle est responsable des politiques qui soutiennent l'apprentissage intégrant la technologie au palier postsecondaire et de l'élaboration d'une stratégie provinciale d'apprentissage numérique, et administre les ententes de paiements de transfert à l'appui de l'apprentissage par des voies numériques.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)			Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)		
Traitments et salaires.....	22 433 206		Prêts et investissements		
Avantages sociaux.....	3 404 559		Prêts aux étudiants.....	197 513 415	
Transports et communications.....	517 031		Prêts aux étudiants - impayés.....	125 392	
Services.....	13 051 785			<u>197 638 807</u>	
Fournitures et matériel.....	42 590				
Paiements de transfert			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des établissements autochtones	36 261 443		PROGRAMME D'ÉDUCATION		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges.....	1 531 860 014		POSTSECONDAIRE.....	197 638 807	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités.....	3 678 870 890				
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).....	758 217		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Renouvellement de l'éducation postsecondaire.....	13 073 800		Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants....	766 458 034		Paiements de transfert		
	<u>6 027 282 398</u>		Subventions d'immobilisations		
	6 066 731 569		– collèges.....	83 030 786	
Moins : Recouvrements.....	2 557 093		Subventions d'immobilisations		
	<u>6 064 174 476</u>		– universités.....	<u>89 990 114</u>	
				<u>173 020 900</u>	
Crédits législatifs					
Autres opérations			Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – Loi sur l'administration financière.....	54 540 048		Autres opérations		
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel.....	2 255 986		Amortissement –		
	<u>56 796 034</u>		Loi sur l'administration financière.....	6 769 383	
				<u>6 769 383</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)		
PROGRAMME D'ÉDUCATION			PROGRAMME D'ÉDUCATION		
POSTSECONDAIRE.....	6 120 970 510		POSTSECONDAIRE.....	179 790 283	

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3005				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE RECHERCHE
1	187 399 200	12 442 100	199 841 300	Soutien à la recherche..... 185 385 297
	<u>187 399 200</u>	<u>12 442 100</u>	<u>199 841 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT
				– PROGRAMME DE RECHERCHE..... 185 385 297
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	90 700 000	(10 000 000)	80 700 000	Soutien à la recherche..... 61 238 555
	<u>90 700 000</u>	<u>(10 000 000)</u>	<u>80 700 000</u>	D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE RECHERCHE..... 61 238 555

Description du programme :

Le programme de recherche œuvre au renforcement de l'écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche du ministère qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et les talents en recherche afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international qui travaillent dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario; il met à profit le financement fédéral; il fait avancer la recherche translationnelle et ciblée dans des domaines précis; il soutient le développement des talents; il soutient les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial par l'établissement de protocoles d'entente avec d'autres administrations.

Le programme de recherche dirige également les initiatives de gestion de l'information et celles relatives aux données, en particulier les mesures liées aux établissements postsecondaires et aux ententes de mandat stratégiques. Il soutient un processus décisionnel fondé sur des éléments probants et l'amélioration continue au sein du ministère.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DE RECHERCHE – CRÉDIT 3005

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Soutien à la recherche (Poste 1)			Soutien à la recherche (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	4 131 659		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	493 664		Fonds pour la recherche en Ontario	
Transports et communications.....	24 692		- infrastructure de recherche.....	61 238 555
Services.....	2 254 668			<u>61 238 555</u>
Fournitures et matériel.....	79 710			
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Subventions de recherche			PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	<u>61 238 555</u>
Coûts de fonctionnement.....	<u>178 400 904</u>			
		<u>178 400 904</u>		
		<u>185 385 297</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
– PROGRAMME DE RECHERCHE.....		<u>185 385 297</u>		

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	82 840 519	246 740 091
Programme canadien de prêts aux étudiants.....	21 986 554	17 601 958
Université de langue française.....	20 963 000	14 784 484
Langues officielles dans l'enseignement	18 340 774	6 865 058
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents.....	6 754 435	4 274 082
Entente sur le développement du marché du travail.....	0	718 988 259
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux.....	0	3 424 000
Fonds d'investissement stratégique*	0	(325 653)
	<u>150 885 282</u>	<u>1 012 352 279</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo.....	<u>686 348</u>	<u>769 507</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Collèges privés d'enseignement professionnel.....	1 559 889	1 446 370
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.....	60 000	389 840
Frais pour chèques refusés.....	1 085	4 515
Droits, permis et autorisations.....	0	483 737
	<u>1 620 974</u>	<u>2 324 462</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>316 495</u>	<u>882 730</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>84 278 170</u>	<u>259 536 472</u>
DIVERS		
Pénalités - intérêt.....	1 437 229	8 809 177
Autres.....	245 025	472 593
	<u>1 682 254</u>	<u>9 281 771</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>239 469 523</u>	<u>1 285 147 220</u>

*le fonds d'investissement stratégique a été sur-accumulé

**Représente un rajustement ponctuel des droits de renouvellement du certificat des gens de métier et des apprentis transférés à l'Ordre des métiers de l'Ontario.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
Remboursement – Principal des emprunts.....	219 906 548	267 378 592
Remboursement – Prêts aux étudiants.....	49 406 446	65 335 484
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail*.....	<u>0</u>	<u>9 540 544</u>
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	<u>269 312 994</u>	<u>342 254 620</u>

*Le Programme de prêts pour l'acquisition d'outils de travail a pris fin le 31 mars 2020.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-94
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-95
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....	2-97
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	
ÉTAT DES RECETTES.....	2-101
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-102

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
21 770 109	Administration du ministère	23 550 765	18 876 213
	Développement économique, de création		
585 706 864	d'emplois et de commerce	4 106 131 600	3 875 845 187
607 476 973	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	4 129 682 365	3 894 721 400
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Développement économique, de création		
8 307 026	d'emplois et de commerce	50 000 000	9 538 923
8 307 026	TOTAL (ACTIF FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	50 001 000	9 538 923
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement économique, de création		
	d'emplois et de commerce	4 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	4 000	0
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Développement économique, de création		
	d'emplois et de commerce	2 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	2 000	0

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	23 447 200	0	23 447 200	Administration du ministère..... 18 771 200
				Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la
L	22 378	0	22 378	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 378
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la
L	32 346	0	32 346	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	23 550 765	0	23 550 765	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 18 876 213
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	1 000	0	1 000	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Ce programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	11 942 990		Traitements et salaires.....	3 043 035	
Avantages sociaux.....	2 041 287		Avantages sociaux.....	484 894	
Transports et communications.....	152 064		Transports et communications.....	16 873	
Services.....	4 530 338		Services.....	814 327	
Fournitures et matériel.....	104 521		Fournitures et matériel.....	17 130	
	<u>18 771 200</u>			<u>4 376 259</u>	
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	3 563 416		Transports et communications.....	25 205	
Avantages sociaux.....	593 984		Services.....	2 501 285	
Transports et communications.....	45 068		Fournitures et matériel.....	3 936	
Services.....	295 146			<u>2 530 426</u>	
Fournitures et matériel.....	7 448				
	<u>4 505 062</u>				
<i>Planification et finances</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	3 902 722		Traitement versé au ministre		
Avantages sociaux.....	600 461		sans portefeuille en vertu de la		
Transports et communications.....	57 727		<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		22 378
Services.....	771 959		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Fournitures et matériel.....	70 557		<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		49 301
	<u>5 403 426</u>		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
			<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		33 334
				<u>105 013</u>	
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	1 433 816				
Avantages sociaux.....	361 947				
Transports et communications.....	7 190				
Services.....	147 620				
Fournitures et matériel.....	5 450				
	<u>1 956 023</u>				
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		18 876 213

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
13	555 384 600	3 550 321 000	4 105 705 600	
L	<u>426 000</u>	<u>0</u>	<u>426 000</u>	
	555 810 600	3 550 321 000	4 106 131 600	
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
				Développement économique, Création d'emplois et Commerce.....
				3 664 625 964
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>
				211 219 223
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
				3 875 845 187
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
14	<u>50 000 000</u>	<u>0</u>	<u>50 000 000</u>	
	50 000 000	0	50 000 000	
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
				Développement économique, Création d'emplois et Commerce.....
				9 538 923
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
				9 538 923
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
21	3 000	0	3 000	
L	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	
	4 000	0	4 000	
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
				Développement économique, Création d'emplois et Commerce.....
				0
				Amortissement – <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>
				0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
				0

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE
LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
22	2 000	0	2 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 0
				TOTAL(BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	<u>0</u>

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux, et exécute et gère les programmes de financement connexes; il collabore avec les ministères partenaires pour élaborer des politiques et des stratégies visant à renforcer la compétitivité des entreprises; il veille à ce que les intérêts de l'Ontario soient bien représentés dans l'ensemble des négociations et des dossiers commerciaux, élabore des stratégies commerciales et d'investissement pour accroître la compétitivité de l'Ontario sur le plan national et international et propose des services d'investissement et des liens utiles aux investisseurs qui cherchent à établir leurs activités en Ontario; il établit des stratégies pour les industries prioritaires en Ontario afin de garantir la viabilité à long terme, la croissance de l'emploi et l'investissement, fait progresser les investissements directs provenant de l'étranger et élabore des stratégies pour étendre et assurer des possibilités, en établissant des partenariats stratégiques avec des intervenants et des entreprises de pointe dans des secteurs essentiels de l'économie ontarienne; il renforce la sensibilisation à l'égard des programmes et des services pour aider les entreprises à se développer et à passer à l'échelle supérieure et fait au pays et à l'étranger la promotion de l'Ontario comme un lieu où les entreprises s'épanouissent et prospèrent afin d'établir des partenariats mondiaux dans les domaines du commerce, de l'investissement et de l'innovation; il stimule les économies régionales, œuvre pour assurer une amélioration de l'emploi dans toute la province par la formation professionnelle et en cours d'emploi, et exécute des programmes d'investissement, de création d'emplois et de développement des talents; il soutient des activités de recherche de calibre mondial dans tout l'Ontario, tisse des liens solides avec les membres de l'écosystème des entreprises pour leur donner accès à du capital et à des services afin qu'ils puissent accélérer la croissance de leurs activités et créer des emplois, et il renforce la capacité de l'Ontario à innover et à améliorer l'avenir économique, scientifique et technologique de la province; il procure des conseils, des services et des soutiens aux entreprises pour réduire les obstacles et optimiser leur réussite en Ontario et dans le reste du monde. Le Bureau de la réduction des formalités administratives et du soutien aux petites entreprises appuie l'élaboration d'initiatives de modernisation ayant trait à la conformité réglementaire, ainsi que des stratégies et des politiques, dans le but de rendre le gouvernement plus efficace pour les entreprises.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE- CRÉDIT 902
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Développement économique, Création d'emplois et Commerce (Poste 13)					
Traitements et salaires.....	47 456 933		Toronto Global.....	2 791 598	
Avantages sociaux.....	6 881 969		Réseau Trillium pour		
Transports et communications.....	418 260		la fabrication de pointe.....	500,000	
Services.....	22 282 795				3 587 476 472
Fournitures et matériel.....	109 535				3 664 625 964
Paiements de transfert					
Développement de réseaux			<i>Développement économique et investissements</i>		
5G et de nouvelle génération.....	30 004 509		Traitements et salaires.....		19 715 479
Consortium de la fabrication			Avantages sociaux.....		2 901 998
de pointe.....	6 999 997		Transports et communications...		137 771
Investissements dans le secteur			Services.....		2 426 748
des assembleurs de			Fournitures et matériel.....		40 421
véhicules automobiles.....	15 100 000		Paiements de transfert		
Plan pour le secteur automobile....	6 412 385		Investissements dans le secteur		
Crédit d'impôt de l'Ontario pour			des assembleurs de		
les entreprises parrainant les			véhicules automobiles.....	15 100 000	
instituts de recherche.....	20 227 500		Plan pour le secteur		
Soutien aux réseaux d'innovation			automobile.....	2 400 000	
et de commercialisation.....	33 526 000		Site certifié – Prêt		
Communité Hub.....	3 900 000		à l'investissement.....	73 780	
Programmes pour			Fonds pour l'emploi et		
l'entrepreneuriat.....	4 692 947		la prospérité.....	191 358 065	
Projet pilote d'accès à du capital			Programme de secours pour les petites		
Fintech.....	50 000		entreprises de l'Ontario.....	10,946,455	
Site certifié – Prêt			Subvention ontarienne pour le soutien		
à l'investissement.....	73 780		aux petites entreprises.....	3 038 299 338	
Fonds pour l'emploi et la prospérité			Crédit d'impôt pour l'investissement		
et autres programmes			dans le développement		
de soutien aux entreprises.....	191 358 065		régional.....	29 516 545	
Société ontarienne de financement de la			Subventions de soutien aux		
croissance - Fonctionnement.....	1 440 000		secteurs.....	7 680 000	
Crédit d'impôt à l'innovation			Toronto Global.....	2 791 598	
de l'Ontario.....	168 185 633		Réseau Trillium pour la		
Programme de secours pour les petites			fabrication de pointe.....	500 000	
entreprises de l'Ontario.....	10 946 455				17 500 000
Subvention ontarienne pour le soutien					25 222 417
aux petites entreprises.....	3 038 299 338				
Crédit d'impôt pour l'investissement			<i>Stratégies et politiques</i>		
dans le développement régional..	29 516 545		Traitements et salaires.....		11 276 428
Subventions de soutien			Avantages sociaux.....		1 451 793
aux secteurs.....	16 760 693		Transports et communications...		56 009
Centres d'encadrement			Services.....		5 067 840
des petits entrepreneurs.....	4 384 516		Fournitures et matériel.....		8 773
Mesures de soutien à					17 860 843
l'entrepreneuriat social.....	106 146				
Expérience d'entrepreneuriat pour les					
étudiants - Entreprise d'été.....	2 200 365				

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE– CRÉDIT 902**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	\$		\$	\$
<i>Démarrage et expansion</i>			<i>Innovation</i>		
Traitements et salaires.....		4 794 176	Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....		924 919	Développement de réseaux		
Transports et communications.....		15 129	5G et de nouvelle		
Services.....		38 883	génération.....	30 004 509	
Fournitures et matériel.....		6 008	Consortium de la fabrication		
Paiements de transfert			de pointe.....	6 999 997	
Plan pour le secteur automobile.....	4 012 385		Crédit d'impôt de l'Ontario pour		
Programmes pour			les entreprises parrainant les		
l'entrepreneuriat.....	4 692 947		instituts de recherche.....	20 227 500	
Projet pilote d'accès à du capital			Soutien aux réseaux d'innovation		
Fintech.....	50 000		et de commercialisation	33 526 000	
Subventions de soutien aux			Communité Hub.....	3 900 000	
secteurs.....	8 476 359		Projet des véhicules connectés		
Centres d'encadrement des			et autonomes.....		
petits entrepreneurs.....	4 384 516		Société ontarienne de		
Mesures de soutien à			financement de la croissance -		
l'entrepreneuriat social.....	106 146		Fonctionnement	1 440 000	
Expérience d'entrepreneuriat			Crédit d'impôt à l'innovation		
pour les étudiants –			de l'Ontario.....	168 185 633	
Entreprise d'été.....	2 200 365				264 283 639
		23 922 718			
		29 701 833			
<i>Commerce International</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....		11 670 850	Autres opérations		
Avantages sociaux.....		1 603 259	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Transports et communications.....		209 351	<i>l'administration financière</i>		211 219 223
Services.....		14 749 324			211 219 223
Fournitures et matériel.....		54 333			
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Subventions de soutien aux			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT		
secteurs.....	604 334		ECONOMIQUE ET DE CROISSANCE...		3 875 845 187
		604 334			
		28 891 451			
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
			Développement économique, Création d'emplois		
			et Commerce (Poste 14)		
			Prêts et investissements		
			Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres		
			activités	9 538 923	
				9 538 923	
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT		
			ECONOMIQUE ET DE CROISSANCE...		9 538 923

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais de mission commerciale.....	331 469	631 431
Programme des candidats des provinces.....	0	13 699 008
Autres.....	2 229	7 780
	<u>333 698</u>	<u>14 338 219</u>
 REDEVANCES		
Bombardier Inc.....	817 556	702 418
Divers.....	0	230 833
	<u>817 556</u>	<u>933 251</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations.....	153 695	119 886
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres.....	15 809 319	44 882 025
	<u>15 963 013</u>	<u>45 001 911</u>
 DIVERS		
Intérêt.....	12 641 462	5 410 719
Autres.....		65 171
	<u>12 641 462</u>	<u>5 475 890</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>29 755 729</u>	<u>65 749 271</u>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	2021	2020
	\$	\$
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe.....	3 009 890	4 240 660
Fonds pour l'emploi et la prospérité.....	1 457 060	0
MaRS Phase 2.....	1 079 359	3 225 112
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe.....	405 128	11 405 991
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	197 938	198 222
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	0	1 073 666
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	6 149 375	20 143 651

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-104
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-105
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	2-107
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	2-111
GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFRANCE.....	2-113
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-106, 2-109, 2-110, 2-115
ÉTAT DES RECETTES.....	2-116

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
24 167 623	Administration du ministère	24 255 714	23 575 655
27 256 077 966	Éducation élémentaire et secondaire	29 952 530 800	29 692 074 196
	Groupement de l'information et de la technologie		
47 451 277	de l'information pour les services à la collectivité	53 653 500	48 436 806
2 423 252 172	Garde d'enfants et la petite enfance	2 409 346 000	2 372 324 101
29 750 949 038	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	32 439 786 014	32 136 410 758
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
1 680 319	Éducation élémentaire et secondaire	1 095 500	584 853
	Groupement de l'information et de la technologie		
0	de l'information pour les services à la collectivité	1 000	0
1 680 319	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	1 097 500	584 853
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 516 697 365	Éducation élémentaire et secondaire	1 457 300 000	1 457 211 509
95 823 923	Garde d'enfants et la petite enfance	7 814 000	7 560 237
1 612 521 288	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	1 465 114 000	1 464 771 746
BIENS IMMOBILISÉS			
1 457 211 509	Éducation élémentaire et secondaire	1 495 556 300	1 207 561 756
7 560 237	Garde d'enfants et la petite enfance	1 798 100	1 544 337
1 464 771 746	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	1 497 354 400	1 209 106 093

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	17 794 500	6 396 200	24 190 700	Administration du ministère..... 23 509 687
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>17 859 514</u>	<u>6 396 200</u>	<u>24 255 714</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 23 575 655
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	FONCTIONNEMENT)
				D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitments et salaires.....	13 276 807		Traitments et salaires.....	2 743 845	
Avantages sociaux.....	2 035 289		Avantages sociaux.....	395 591	
Transports et communications.....	275 279		Transports et communications.....	107 120	
Services.....	13 714 880		Services.....	6 389 900	
Fournitures et matériel.....	29 632		Fournitures et matériel.....	3 590	
	29 331 887				9 640 046
Moins : Recouvrements.....	5 822 200				
	23 509 687				
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitments et salaires.....	3 342 996		Transports et communications.....	18 373	
Avantages sociaux.....	382 733		Services.....	4 629 221	
Transports et communications.....	73 961		Fournitures et matériel.....	7 577	
Services.....	127 300			4 655 171	
Fournitures et matériel.....	5 494		Moins : Recouvrements.....	1 216 600	
	3 932 484				3 438 571
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitments et salaires.....	5 339 300		Transports et communications.....	(28)	
Avantages sociaux.....	1 033 874				(28)
Transports et communications.....	69 788		<i>Crédits législatifs</i>		
Services.....	2 154 325		Traitement versé au ministre en vertu de		
Fournitures et matériel.....	7 725		la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
	8 605 012		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Moins : Recouvrements.....	3 314 900		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
	5 290 112				65 968
<i>Ressources humaines</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
Traitments et salaires.....	1 850 666		POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.		
Avantages sociaux.....	223 091				23 575 655
Transports et communications.....	6 065				
Services.....	414 134				
Fournitures et matériel.....	5 246				
	2 499 202				
Moins : Recouvrements.....	1 290 700				
	1 208 502				

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
				Politiques et prestation
1	26 369 421 400	1 826 062 000	28 195 483 400	des programmes..... 27 955 923 717
2	140 834 300	(4 522 900)	136 311 400	Activités éducatives..... 129 205 301
L	1 620 735 000	0	1 620 735 000	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario..... 1 606 945 178
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	28 130 991 700	1 821 539 100	29 952 530 800	– PROGRAMME D'ÉDUCATION SECONDAIRE 29 692 074 196
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Politiques et prestation
4	1 485 800	(390 300)	1 095 500	des programmes..... 584 853
				FONCTIONNEMENT)
	1 485 800	(390 300)	1 095 500	– PROGRAMME D'ÉDUCATION SECONDAIRE 584 853
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Soutien à l'éducation élémentaire
3	1 551 996 900	(57 613 400)	1 494 383 500	et secondaire..... 1 206 284 599
				Éducation élémentaire et secondaire –
5	1 000	0	1 000	charges liées aux biens
L	1 171 800	0	1 171 800	immobilisations..... 0
				Amortissement –
				<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 1 277 157
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	1 553 169 700	(57 613 400)	1 495 556 300	– PROGRAMME D'ÉDUCATION SECONDAIRE 1 207 561 756

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
6	2 429 500	410 300	2 839 800	Éducation élémentaire et secondaire..... 2 573 671
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION
	2 429 500	410 300	2 839 800	SECONDAIRE 2 573 671

Description du programme :

Fournir une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux conseils scolaires de district, aux écoles et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le renforcement pour tous les élèves de la province d'un système d'éducation de qualité qui les prépare à obtenir leur diplôme avec les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir à l'école, au travail et dans la vie, en particulier dans le contexte d'un marché du travail en pleine évolution. Pendant que le ministère continue de se centrer sur les atouts des élèves et les besoins à combler pour que ceux-ci réalisent leur potentiel, il collabore également avec les parents et ses partenaires pour veiller à ce que les efforts restent ciblés sur l'ensemble des apprenants.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

non vérifié

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
Politiques et prestation des programmes (Poste 4)			Crédits législatifs	
Dépôts et charges payées d'avance.....	584 853		Autres opérations	
	<u>584 853</u>		Amortissement -	
			Loi sur l'administration financière.....	1 277 157
				<u>1 277 157</u>
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME D'ÉDUCATION			PROGRAMME D'ÉDUCATION	
ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	584 853		ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	1 207 561 756
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			BIENS IMMOBILISÉS	
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)			Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)	
Paiements de transfert			Matériel de technologie de l'information.....	505 812
Subventions d'immobilisations –			Logiciels d'application de gestion –	
conseils scolaires.....	1 083 647 540		coûts relatifs aux immobilisations.....	2 067 859
Programme d'apprentissage				<u>2 573 671</u>
des jeunes enfants.....	14 806 604			
Conseils scolaires				
– Financement des				
immobilisations pour les				
services de garde				
d'enfants.....	78 036 518			
Office des télécommunications				
éducatives de langue				
française de l'Ontario.....	1 000 000			
Office de la télécommunication				
éducative de l'Ontario.....	1 536 000			
Fonds d'incitation à				
l'action pour le climat (FIAC)	26 564 850			
	<u>1 205 591 512</u>			
Autres opérations				
Soutien à l'éducation élémentaire				
et secondaire.....	693 087			
	<u>1 206 284 599</u>			

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité.....
1	49 775 400	3 878 100	53 653 500	48 436 806
				FONCTIONNEMENT)
				– GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ...
	<u>49 775 400</u>	<u>3 878 100</u>	<u>53 653 500</u>	<u>48 436 806</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité.....
2	1 000	0	1 000	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ...
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>

Description du programme :

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité est en matière de services stratégiques d'information et de technologie de l'information le partenaire de quatre ministères : Éducation; Formation et Collèges et Universités; Affaires municipales et Logement; Tourisme, Culture et Sport. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour concevoir des modèles opérationnels centrés sur l'utilisateur et veiller à ce que les actifs numériques soient rentables, souples et continuellement optimisés pour une contribution directe aux résultats stratégiques à l'intention du public.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

**GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Groupement de l'information et de la technologie de
l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)

Traitments et salaires.....	30 752 150
Avantages sociaux.....	4 133 773
Transports et communications.....	168 581
Services.....	46 010 463
Fournitures et matériel.....	82 664
	81 147 631
Moins : Recouvrements.....	32 710 825
	48 436 806

**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR
LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ... 48 436 806**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1004				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE
1	2 268 818 100	140 526 900	2 409 345 000	Élaboration des politiques et prestation des programmes..... 2 372 324 101
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 268 819 100</u>	<u>140 526 900</u>	<u>2 409 346 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE..... 2 372 324 101
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	10 001 000	(10 001 000)	0	Immobilisations pour les services de garde d'enfants..... 0
5	1 000	0	1 000	Garde d'enfants – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 797 100	0	1 797 100	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 1 544 337
	<u>11 799 100</u>	<u>(10 001 000)</u>	<u>1 798 100</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE..... 1 544 337
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000	0	1 000	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE..... 0

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme

La vision du gouvernement : veiller à ce que tous les enfants et toutes les familles aient accès à une vaste gamme de programmes et de services de haute qualité, inclusifs et abordables pour la garde d'enfants et la petite enfance, qui sont axés sur les enfants et les familles et qui contribuent à l'apprentissage, au développement et au bien-être des enfants.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE – CRÉDIT 1004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	14 041 817
Avantages sociaux.....	2 209 092
Transports et communications.....	265 276
Services.....	2 200 078
Fournitures et matériel.....	22 607
Paielements de transfert	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'accès aux services de garde d'enfants et l'allègement des dépenses.....	303 095 855
Garde d'enfants et petite enfance	2 050 489 376
	<u>2 372 324 101</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....	<u>2 372 324 101</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 544 337
	<u>1 544 337</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....	<u>1 544 337</u>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Financement pour une rentrée scolaire sécuritaire.....	733 340 000	0
Accord sur la relance sécuritaire.....	234 606 000	0
Apprentissage et garde des jeunes enfants.....	154 364 957	145 159 307
Langues officielles dans l'enseignement.....	73 734 687	72 932 476
Fonds d'incitation à agir pour le climat.....	26 564 850	0
Entente sur le bien-être des Indiens.....	11 253 579	11 473 835
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu.....	600 000	600 000
	<u>1 234 464 073</u>	<u>230 165 618</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis – Garderies.....	705 195	995 600
Avis d'intention de faire fonctionner une école privée (AVI) - Droits à acquitter	51 900	45 600
Demande d'accès à l'information.....	2 018	3 961
Droits d'inspection des écoles privées.....	217	1 408 135
Frais pour chèques refusés.....	175	210
	<u>759 505</u>	<u>2 453 506</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS		
Général.....	2 849	132 250
	<u>2 849</u>	<u>132 250</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs.....	6 110 993	13 808 272
Autres.....	184 881 712	67 417 785
	<u>190 992 705</u>	<u>81 226 057</u>
 DIVERS		
Intérêts bancaires.....	226 262	2 460
	<u>226 262</u>	<u>2 460</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>1 426 445 394</u>	<u>313 979 891</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-118
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-120
DÉVELOPPEMENT DU NORD.....	2-124
MINES ET MINÉRAUX.....	2-128
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	2-131
ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....	2-134
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-122, 2-126, 2-130
ÉTAT DES RECETTES.....	2-136

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
27 585 129	Administration du ministère	27 446 787	26 328 987
271 691 084	Développement du Nord	282 874 000	258 013 008
41 786 881	Mines et minéraux	52 051 400	41 179 119
256 680 630	Développement et gestion des sources d'énergie	67 416 000	52 512 296
4 242 224 720	Atténuation du prix de l'électricité	5 572 872 000	5 448 874 758
4 839 968 444	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	6 002 660 187	5 826 908 168
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
30 000 000	Développement du Nord	30 051 000	30 000 000
0	Mines et minéraux	1 000	0
0	Développement et gestion des sources d'énergie	280 001 000	80,400,000
	Atténuation du prix de l'électricité		
30 000 000	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	310 055 000	110 400 000

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
430 828 896	Développement du Nord	466 468 800	438 102 154
58 900 742	Mines et minéraux	6 003 000	1 713 815
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
489 729 638	DU MINISTÈRE	472 475 800	439 815 969
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	2 000	0
430 828 896	Développement du Nord	466 468 800	438 102 154
58 900 742	Mines et minéraux	6 003 000	1 713 815
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
489 729 638	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	472 475 800	439 815 969

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	12 813 600	(341 000)	12 472 600	Administration du ministère..... 10 802 005
5	12 852 200	(129 500)	12 722 700	Programme d'administration du ministère de l'Énergie..... 12 699 734
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur L'administration financière</i> 0
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu <i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 378
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>25 753 192</u>	<u>(470 500)</u>	<u>25 282 692</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 23 590 085
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Programme d'administration du ministère..... 0
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.. 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

non vérifié

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Analyse et planification</i>		
Traitements et salaires.....	6 442 546		Traitements et salaires.....	1 135 569	
Avantages sociaux.....	925 397		Avantages sociaux.....	156 383	
Transports et communications.....	128 869		Transports et communications.....	5 229	
Services.....	6 658 944		Services.....	18 665	
Fournitures et matériel.....	51 834		Fournitures et matériel.....	279	
	14 207 590				1 316 125
Moins : Recouvrements.....	3 405 585				
	10 802 005		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	14 140	
Traitements et salaires.....	924 565		Services.....	2 315 251	
Avantages sociaux.....	114 180		Fournitures et matériel.....	2 071	
Transports et communications.....	24 963				2 331 462
Services.....	146 784		<i>Systèmes informatiques</i>		
Fournitures et matériel.....	1 328		Services.....	656 361	
	1 211 820			656 361	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Moins : Recouvrements.....	446 797	
Traitements et salaires.....	1 872 046				209 564
Avantages sociaux.....	225 804		<i>Crédits législatifs</i>		
Transports et communications.....	58 753		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Services.....	3 289 358		Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Fournitures et matériel.....	28 996		Traitement versé au ministre		
	5 474 957		sans portefeuille en vertu de la		
Moins : Recouvrements.....	2 958 788		Loi sur le Conseil exécutif.....		22 378
	2 516 169		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de		
<i>Ressources humaines</i>			la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
Traitements et salaires.....	910 980				88 346
Avantages sociaux.....	169 628				
Transports et communications.....	7 344				
Services.....	85 028				
Fournitures et matériel.....	1 936				
	1 174 916				
<i>Services de communications</i>					
Traitements et salaires.....	1 599 385				
Avantages sociaux.....	259 401				
Transports et communications.....	18 440				
Services.....	147 496				
Fournitures et matériel.....	17 225				
	2 041 947				

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
Programme d'administration du ministère de l'Énergie (Poste 5)			Services de communications		
Traitements et salaires.....	6 414 096		Traitements et salaires.....	2 388 258	
Avantages sociaux.....	1 032 055		Avantages sociaux.....	352 866	
Transports et communications.....	83 790		Transports et communications.....	15 356	
Services.....	5 144 891		Services.....	392 803	
Fournitures et matériel.....	24 902		Fournitures et matériel.....	9 088	
	<u>12 699 734</u>			<u>3 158 372</u>	
Moins : Recouvrements.....	0				
	<u>12 699 734</u>		Analyse et planification		
			Traitements et salaires.....	1 180 711	
Bureau principal			Avantages sociaux.....	306 457	
Traitements et salaires.....	2 488 757		Transports et communications.....	9 282	
Avantages sociaux.....	324 541		Services.....	115 554	
Transports et communications.....	49 356		Fournitures et matériel.....	7 788	
Services.....	272 292			<u>1 619 791</u>	
Fournitures et matériel.....	2 597				
	<u>3 137 543</u>		Services juridiques		
			Transports et communications.....	6 978	
Services financiers et administratifs			Services.....	4 302 283	
Transports et communications.....	905		Fournitures et matériel.....	2 958	
Services.....	34 180			<u>4 312 219</u>	
Fournitures et matériel.....	2 311				
	<u>37 396</u>		Systèmes informatiques		
			Services.....	25	
				<u>25</u>	
Ressources humaines					
Traitements et salaires.....	356 370		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux.....	48 191		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>23 590 085</u>	
Transports et communications.....	1 461				
Services.....	27 780				
Fournitures et matériel.....	160				
	<u>433 961</u>				

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
1	222 969 200	11,125,800	234 095 000	Développement économique du Nord..... 216 617 394
S	101 000	0	101 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> (120 061)
	<u>223 070 200</u>	<u>11,125,800</u>	<u>234 196 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE NORD 216 497 333
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	51 000	0	51 000	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord..... 0
	<u>51 000</u>	<u>0</u>	<u>51 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE NORD 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	78 203 000	0	78 203 000	Développement économique du Nord..... 65 335 488
L	341 438 200	0	341 438 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 332 875 534
	<u>419 641 200</u>	<u>0</u>	<u>419 641 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) PROGRAMME DE NORD 398 211 022

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
				Développement du Nord –
4	528 579 900	65 316 100	593 896 000	biens immobilisés..... 578 222 656
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				PROGRAMME DE
	528 579 900	65 316 100	593 896 000	DÉVELOPPEMENT DU NORD.... 578 222 656

Description du programme:

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, de programmes et de services soutenant les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario dynamique, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et de l'investissement et en répondant aux besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le programme dirige la mise en œuvre des stratégies provinciales de stimulation du développement économique dans le Nord.

Le programme apporte un soutien à l'élaboration et à l'exécution des politiques et des programmes sur un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de favoriser le développement économique.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et d'autres pays.

Le secteur de programme fournit en matière de développement économique un soutien aux entreprises et collectivités du Nord de l'Ontario. Dans le cadre de ce programme, le réseau de bureaux du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l'accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes ministériels s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère favorise également la croissance économique des secteurs public et privé, la diversification et la création d'emplois par l'intermédiaire de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et grâce à des initiatives telles que le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

non vérifié

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	
BIENS IMMOBILISÉS	
Développement du Nord – biens immobilisés (Poste 4)	
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	578 222 656
	<u>578 222 656</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....	<u>578 222 656</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	49 152 400	130,200	49 282 600	Compétitivité du secteur des minéraux.... 37 761 078
L	401 000	0	401 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 12 541
	<u>49 553 400</u>	<u>130,200</u>	<u>49 683 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX..... 37 773 619
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	5 636 000	0	5 636 000	Compétitivité du secteur des minéraux.... 4 136 406
5	1 000	0	1 000	Assainissement de l'environnement..... 0
L	366 000	0	366 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 380 211
	<u>6 003 000</u>	<u>0</u>	<u>6 003 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -
				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX..... 4 516 617

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX
				Mines et minéraux –
4	1 251 000		1 251 000	Biens Immobilisés.....
				1 217 469
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				PROGRAMME DES MINES ET
				DES MINÉRAUX.....
	1 251 000		1 251 000	1 217 469

Description du programme :

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minières de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et de l'exploitation minière de l'Ontario. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la Loi sur les mines de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minières. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement.

Le secteur de programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones aux débouchés économiques associés au secteur minier de l'Ontario de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Par ailleurs, ce programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements dans le secteur minier et d'alimenter un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Il administre le règlement de l'Ontario relatif aux redevances sur les diamants, évalue les pierres non taillées destinées à l'exportation et travaille avec les partenaires de l'industrie pour exploiter les possibilités à valeur ajoutée dans toute l'industrie du diamant.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans le Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens, y compris les Autochtones, et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)			Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	21 312 563		Transports et communications.....	752
Avantages sociaux.....	3 265 417		Services.....	3 707 912
Transports et communications.....	419 774		Fournitures et matériel.....	427 742
Services.....	8 314 587			<u>4 136 406</u>
Fournitures et matériel.....	384 479			
Paiements de transfert				
ROF Rapports sur les activités minières en Ontario.....	43 124		Crédits législatifs	
Cartographie des ressources géologiques de l'Ontario.....	50 000		Autres opérations	
IMS Rapports sur les activités minières en Ontario.....	56 000		Amortissement,	
Credit d'impôt pour actions accréditives ciblées.....	<u>3 944 478</u>		<i>Loi sur l'administration financière</i>	380 211
		4 093 602		<u>380 211</u>
Moins : Recouvrements.....		<u>29 344</u>		
		<u>37 761 078</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX.....	<u><u>4 516 617</u></u>
Crédits législatifs			BIENS IMMOBILISÉS	
Autres opérations			Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 4)	
Créances irrécouvrables,			Machines et équipement -	
<i>Loi sur l'administration financière</i>		12 541	coûts relatifs aux immobilisations.....	1 217 469
		<u>12 541</u>		<u>1 217 469</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		<u><u>37 773 619</u></u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX.....	<u><u>1 217 469</u></u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2205				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
1	24 852 000	1 007 792 900	1 032 644 900	Politiques et programmes..... 919 998 849
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>24 853 000</u>	<u>1 007 792 900</u>	<u>1 032 645 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 919 998 849
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	495 000 000	(173 477 100)	321 522 900	Développement et gestion des sources d'énergie - actifs de fonctionnement.. 234 800 000
	<u>495 000 000</u>	<u>(173 477 100)</u>	<u>321 522 900</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 234 800 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie - charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 0

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2205				DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES	
BIENS IMMOBILISÉS				SOURCES D'ÉNERGIE	
				Développement et gestion des	
4	1 000		1 000	sources d'énergie.....	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -	
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION	
	1 000		1 000	DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	0

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, ainsi que la modernisation et la planification du réseau d'électricité. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Premières Nations et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones à ce secteur.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2205

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et Programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		12 354 674
Avantages sociaux.....		1 803 801
Transports et communications.....		72 383
Services.....		2 221 620
Fournitures et matériel.....		3 484
Paiements de transfert		
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie.....	813 282 455	
Intervention contre la COVID-19 - remise pour les coûts d'énergie à l'intention des entreprises.....	90 260 432	
		903 542 887
		919 998 849
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..		919 998 849
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Développement et gestion des sources d'énergie (Poste 3)		
Prêts et investissements.....		234 800 000
		234 800 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..		234 800 000

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2206				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ
1	5 602 561 800	(59 442 600)	5 543 119 200	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité..... 5 538 651 914
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ATTÉNUATION
	5 602 561 800	(59 442 600)	5 543 119 200	DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ..... 5 538 651 914

Description du programme :

Le Programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2206

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit relatif à la livraison	
dans les réserves pour les	
Premières Nations.....	23 495 374
Programme ontarien d'aide	
relative aux frais	
d'électricité.....	305 897 035
Remboursement d'électricité	
de l'Ontario.....	181 739 742
Programme de protection des	
tarifs dans les régions	
rurales ou éloignées.....	243 808 881
Transfert des coûts de l'énergie	
renouvelable.....	774 315 000
Remise de l'Ontario pour les	
consommateurs d'électricité..	3 960 831 281
Crédit pour les coûts d'énergie	
dans le Nord de l'Ontario.....	27 827 301
Atténuation des tarifs	
d'électricité.....	20 737 300
	<u>5 538 651 914</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE	
L'ÉLECTRICITÉ.....	<u>5 538 651 914</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – Loi sur les mines.....	2 063 102	1 523 220
REVENUS DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Dividendes de Hydro One Limited.....	299 803 141	297,919,760
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (Loi sur les mines).....	4 809 020	3 439 820
Droits de demande – Accès à l'information.....	1 858	6 772
Droits liés aux demandes d'accès à l'information.....	70	1 085
Frais pour chèques refusés.....	70	35
	4 811 018	3 447 712
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres.....	310	20
VENTES ET LOCATIONS.....	6 780 330	133 062
REDEVANCES.....	6 404 626	25 209 870
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	7,315,407	(127 295 702)
DIVERS		
Prêts - Intérêts.....	2 815 919	1 642 678
Autres.....	91 414 604	23 168 804
	94 230 523	24 811 482
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	421 408 457	225 749 424

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-138
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-140
POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES.....	2-142
NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-144
CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS.....	2-146
ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	2-149
ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....	2-151
GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	2-153
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-141, 2-145, 2-148, 2-150, 2-154
ÉTAT DES RECETTES.....	2-156

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
78 792 065	Administration du ministère	69 291 914	65 686 364
31 153 144	Politiques environnementales	35 014 800	34 054 305
43 539 752	Normes et sciences de l'environnement	42 943 500	40 491 987
103 334 322	Conformité environnementale et opérations	104 797 200	103 786 860
27 415 762	Évaluations et permissions environnementales	28 468 300	27 521 439
	Action en matière de changement climatique		
16 259 062	et résilience	14 419 600	12 049 070
30 014 944	Gestion des terres et des eaux	35 846 000	31 488 535
2 471 152	Compte de plafonnement et de liquidation	0	0
332 980 203	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	330 781 314	315 078 560
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)	1 000	0

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Politiques environnementales	5 250 000	5 250 000
2 136 074	Normes et sciences de l'environnement	3 606 200	3 348 025
9 711	Évaluations et permissions environnementales	17 500	11 148
3 851 036	Gestion des terres et des eaux	3 852 000	3 851 036
8 027 858	Compte de plafonnement et de liquidation	22 788 700	21 593 812
14 024 679	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	35 514 400	34 054 021
BIENS IMMOBILISÉS			
1 176 138	Normes et sciences de l'environnement	1 550 000	1 542 719
3 734 216	Conformité environnementale et opérations	5 455 900	5 174 567
0	Évaluations et permissions environnementales	1 000	0
3 207 355	Gestion des terres et des eaux	13 437 900	9 911 889
8 117 709	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	20 444 800	16 629 175

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	63 194 000	6 032 900	69 226 900	Administration du ministère..... 65 620 396
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>63 259 014</u>	<u>6 032 900</u>	<u>69 291 914</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 65 686 364
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion de l'information ainsi que les communications ministérielles et publiques, le marketing et les services juridiques.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	18 076 952		Traitements et salaires.....	4 152 069	
Avantages sociaux.....	4 175 499		Avantages sociaux.....	694 293	
Transports et communications.....	253 687		Transports et communications.....	103 610	
Services.....	43 005 882		Services.....	243 877	
Fournitures et matériel.....	142 376		Fournitures et matériel.....	54 027	
	65 654 396				5 247 876
Moins : Recouvrements.....	34 000				
	65 620 396		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	44 585	
Traitements et salaires.....	2 540 868		Services.....	12 040 021	
Avantages sociaux.....	330 639		Fournitures et matériel.....	25 026	
Transports et communications.....	27 212				12 109 632
Services.....	80 307				
Fournitures et matériel.....	627		<i>Systèmes informatiques</i>		
	2,979,653		Traitements et salaires.....	4 148 851	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Avantages sociaux.....	636 089	
Traitements et salaires.....	5 244 807		Transports et communications.....	326 76	
Avantages sociaux.....	1 832 175		Services.....	11 001 174	
Transports et communications.....	34 610		Fournitures et matériel.....	15 569	
Services.....	19 396 948				15 834 359
Fournitures et matériel.....	34 705				
	26 543 245		<i>Crédits législatifs</i>		
Moins : Recouvrements.....	34 000		Traitement versé au ministre en vertu		
	26 509 245		de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
<i>Ressources humaines</i>			Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Traitements et salaires.....	1 990 357		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	16 667	
Avantages sociaux.....	682 303			65 968	
Transports et communications.....	10 994				
Services.....	243 555				
Fournitures et matériel.....	12 422				
	2 939 631				
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	65 686 364	

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1112				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUE ENVIRONNEMENTALES
3	30 064 800	4 950 000	35 014 800	Politiques et programmes environnementaux.....
	<u>30 064 800</u>	<u>4 950 000</u>	<u>35 014 800</u>	<u>34 054 305</u>
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				ENVIRONNEMENTALES
				<u>34 054 305</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	750,000	4,500,000	5,250,000	Politiques et programmes environnementaux.....
	<u>750,000</u>	<u>4,500,000</u>	<u>5,250,000</u>	<u>5,250,000</u>
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				ENVIRONNEMENTALES
				<u>5,250,000</u>

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer des politiques, des règlements et des lois soutenant le mandat de protection de l'environnement du ministère, de concevoir des programmes visant à protéger l'environnement et de veiller à ce que les ressources soient utilisées de manière efficiente, puis récupérées et réutilisées. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

POLITIQUE ET PROGRAMMES ENVIRONNEMENTAUX – CRÉDIT 1112

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	\$		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques et programmes environnementaux (Poste 3)			Politiques et programmes environnementaux — immobilisations (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	11 843 677		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	1 632 033		Planification et action en	
Transports et communications.....	62 318		protection environnementale -	
Services.....	8 347 489		immobilisations.....	5,250,000
Fournitures et matériel.....	8 788			5,250,000
Paiements de transfert				
Planification et action en				
protection environnementale	4 050 000		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Participation des Autochtones			PROGRAMME DU PLANIFICATION ET	
et collaboration.....	210 000		ANALYSES ENVIRONNEMENTALES.....	5,250,000
Centre de Walkerton pour				
l'assainissement de l'eau.....	3 000 000			
Surveillance et rapports				
publics sur les eaux usées.....	4,900,000			
		12 160 000		
		34 054 305		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DU PLANIFICATION ET				
ANALYSES ENVIRONNEMENTALES.....	34 054 305			

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1114				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT
1	43 327 500	(384 000)	42 943 500	Normes et sciences de l'environnement..... 40 491 987
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	43 327 500	43 327 500	43 327 500	NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 40 491 987
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 451 000	832 000	2 283 000	Sciences de l'environnement – immobilisations..... 2 251 737
L	1 323 200	0	1 323 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 096 288
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -
	2 774 200	832 000	3 606 200	NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 3 348 025
BIENS IMMOBILISÉS				
3	14 244 700	(12 694 700)	1 550 000	Sciences de l'environnement et laboratoires - Infrastructure..... 1,542,719
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
	14 244 700	(12 694 700)	1 550 000	NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 1 542 719

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité de fournir des travaux de recherche et de l'expertise scientifique, technique et de laboratoire pour alimenter la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, ainsi que de surveiller l'état de l'environnement en Ontario et de faire rapport à ce sujet.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1114

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			BIENS IMMOBILISÉS	
Normes et sciences de l'environnement (Poste 1)			Sciences de l'environnement et laboratoires - Infrastructure (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	28 792 381		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	1 542 719
Avantages sociaux.....	4 665 118			<u>1 542 719</u>
Transports et communications.....	387 356			
Services.....	4 474 511			
Fournitures et matériel.....	2 080 121			
Sciences de l'environnement et recherche technique.....	92 500	92 500		
		<u>40 491 987</u>		
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....	<u>1 542 719</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....		<u>40 491 987</u>		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Sciences de l'environnement – Immobilisation (Poste 2)				
Autres opérations.....	2 251 737	2 251 737		
		<u>2 251 737</u>		
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Amortissement				
Loi sur l'administration financière.....	1 096 288	1 096 288		
		<u>1 096 288</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....		<u>3 348 025</u>		

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1116				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS
1	40 253 600	(1 859 800)	38 393 800	Conformité environnementale et application des lois..... 38 278 285
2	69 433 200	(3 502 900)	65 930 300	Opérations régionales..... 65 145 016
3	834 500	(363 700)	470 800	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones..... 363 559
L	1 300	0	1 300	Créances irrécouvrables <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	1 000	0	1 000	Fiducie <i>Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement rivières English et Wabigoon</i> 0
	<u>110 523 600</u>	<u>(5 726 400)</u>	<u>104 797 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS..... 103 786 860
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	3 000	0	3 000	Assainissement de l'environnement – immobilisations..... 0
L	14 500	0	14 500	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 11 148
	<u>17 500</u>	<u>0</u>	<u>17 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS..... 11 148

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1116				
BIENS IMMOBILISÉS				
				CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS
				Conformité environnementale et opérations
6	5 409 300	46 600	5 455 900	- Infrastructure..... 5 174 567
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE
	5 409 300	46 600	5 455 900	ET OPÉRATIONS..... 5 174 567

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et d'intégrer des approches novatrices fondées sur les risques afin d'améliorer la conformité et la performance environnementale de la communauté réglementée, d'enquêter sur les infractions environnementales alléguées et d'assurer la conformité avec le droit environnemental, de protéger et soutenir la pureté de l'air, de l'eau et des sols, d'améliorer l'environnement naturel et la santé humaine et de faire respecter l'exigence législative qui incombe à l'inspecteur en chef de l'eau potable, qui continuera de surveiller la salubrité de l'eau potable de la province de l'Ontario, de faire rapport sur l'état des réseaux d'eau potable dans la province.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS – CRÉDIT 1116

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Conformité environnementale et application des lois (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	20 935 867		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	3 055 685		Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i>	
Transports et communications.....	389 250		financière.....	11 148
Services.....	6 295 767			11 148
Fournitures et matériel.....	151 590			
Paielements de transfert				
Grands Lacs.....	7 450 126			
		7 450 126	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
		38 278 285	CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE	
			ET OPÉRATIONS.....	11 148
Opérations régionales (Poste 2)			BIENS IMMOBILISÉS	
Traitements et salaires.....	52 962 094		Conformité environnementale et opérations - Infrastructure	
Avantages sociaux.....	7 264 500		(Poste 6)	
Transports et communications.....	591 801		Barrages et ouvrages d'art – coûts	
Services.....	1 970 618		relatifs aux bien immobilisés.....	550 096
Fournitures et matériel.....	1 222 069		Logiciels d'application de gestion -	
Paielements de transfert			- Traitements et salaires.....	741 074
Lac Simcoe	1,133,934		Logiciels d'application de gestion -	
		1 133 934	- avantages sociaux.....	91 975
		65 145 016	Logiciels d'application de gestion -	
			coûts relatifs aux immobilisations.....	3 791 422
				5 174 567
Programme relatif à l'eau potable pour les communautés			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
autochtones (Poste 3)			CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE	
Traitements et salaires.....	315 950		ET OPÉRATIONS.....	5 174 567
Avantages sociaux.....	41 363			
Transports et communications.....	2 599			
Services.....	2 878			
Fournitures et matériel.....	769			
		363 559		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE				
ET OPÉRATIONS.....	103 786 860			

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1118				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES
1	27 241 500	1 226 800	28 468 300	Évaluations et permissions environnementales..... 27 521 439
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	27 241 500	1 226 800	28 468 300	ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES..... 27 521 439
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Évaluations et des permissions environnementales – immobilisations..... 0
L	3 851 000	0	3 851 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 3 851 036
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
	3 852 000	0	3 852 000	ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES..... 3 851 036
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000	0	1 000	Évaluations et permissions environnementales - Infrastructure..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	1 000	0	1 000	ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES..... 0

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'offrir un point d'accès unique et une direction pour la transformation des permissions ministérielles en s'appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis, des permissions et des certificats. Il veille à la tenue d'un examen exhaustif des évaluations environnementales.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1118

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Évaluations et permissions environnementales (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	21 535 935
Avantages sociaux.....	2 983 250
Transports et communications.....	189 885
Services.....	2 798 807
Fournitures et matériel.....	13 562
	<u>27 521 439</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	<u>27 521 439</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 851 036
	<u>3 851 036</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	<u>3 851 036</u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1119				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE
L	20 813 200	(6 393 600)	14 419 600	Action en matière de changement climatique et résilience..... 12 049 070
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT
	<u>20 813 200</u>	<u>(6 393 600)</u>	<u>14 419 600</u>	CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE..... 12 049 070

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, règlements, lois et programmes d'action en matière de changement climatique, de suivre les initiatives liées au changement climatique réalisées dans le cadre du plan environnemental et de soutenir les mesures de lutte contre le changement climatique et de renforcement de la résilience, notamment par la collaboration avec les intervenants, les collectivités autochtones et d'autres gouvernements.

Ce crédit est aussi responsable du soutien aux mesures liées au changement climatique qui font face à un éventail de défis environnementaux pressants, par exemple les initiatives visant à protéger notre air, nos terres et notre eau, à faire face aux déchets et débris urbains et à protéger et préserver nos parcs et nos espaces verts.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE – CRÉDIT 1119

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Action en matière de changement climatique et résilience (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		9 900 439
Avantages sociaux.....		1 343 463
Transports et communications.....		64 453
Services.....		685 888
Fournitures et matériel.....		4 827
Paielements de transfert		
Changement climatique.....	50 000	
		50 000
		<u>12 049 070</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....		<u>12 049 070</u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1120				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				GESTION DES TERRES ET DES EAUX
1	6 037 700	1 000 000	7 037 700	Parcs Ontario..... 6 512 100
2	29 439 700	(632 400)	28 807 300	Conservation et protection de l'eau..... 24 976 435
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	35 478 400	367 600	35 846 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				GESTION DES TERRES ET DES EAUX.. 31 488 535
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	5 367 700	4 400 000	9 767 700	Parcs Ontario – immobilisations..... 9 767 168
				Conservation et protection de l'eau –
5	6 375 000	(230 000)	6 145 000	<i>immobilisations</i> 6 145 000
				Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i>
L	6 876 000	0	6 876 000	<i>financière</i> 5 681 644
	18 618 700	4 170 000	22 788 700	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				GESTION DES TERRES ET DES EAUX.. 21 593 812
BIENS IMMOBILISÉS				
4	13 484 500	(46 600)	13 437 900	Infrastructure de Parcs Ontario..... 9 911 889
	13 484 500	(46 600)	13 437 900	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				GESTION DES TERRES ET DES EAUX.. 9 911 889

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'assurer la surveillance, l'exécution et le leadership des politiques et des programmes consacrés aux espèces en péril, aux réserves de conservation, aux Offices de protection de la nature, à la protection de l'eau de source et à la santé écologique des Grands Lacs et des eaux intérieures.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

GESTION DES TERRES ET DES EAUX – CRÉDIT 1120

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Parcs Ontario (Poste 1)			Parcs Ontario – Immobilisations (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	54 621 699		Transports et communications.....	29 982
Avantages sociaux.....	7 713 197		Services.....	3 771 719
Transports et communications.....	1 476 137		Fournitures et matériel.....	1 952 116
Services.....	23 331 991		Paiements de transfert	
Fournitures et matériel.....	17 450 405		Partenariat pour la protection	
Paiements de transfert			des espaces verts -	
Parcs Ontario - intendance des			immobilisations.....	4 000 000
ressources.....	50 000			4 000 000
Partenariat pour la			Autres opérations.....	13 351
protection des				9 767 168
espaces verts.....	1 000 000			
		1 050 000		
		105 643 429		
Moins : Recouvrements.....		99 131 329		
		6 512 100		
Conservation et protection de l'eau (Poste 2)				
Traitements et salaires.....	10 730 773			6,000,000
Avantages sociaux.....	1 737 672		Initiatives Innovatrices.....	145,000
Transports et communications.....	114 009			6,145,000
Services.....	302 054			
Fournitures et matériel.....	4 569			
Paiements de transfert				
Intendance des espèces en				
péril en Ontario.....	4 535 714			
Initiative pour le bassin				
versant de la rivière				
Muskoka.....	2 500 000			
Protection des sources d'eau....	5 051 644			
		12 087 358		
		24 976 435		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
GESTION DES TERRES ET DES EAUX		31 488 535	GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	11 826 644

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

GESTION DES TERRES ET DES EAUX – CRÉDIT 1120

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
Infrastructure de Parcs Ontario (Poste 4)			
Immeubles - traitements et salaires.....	168 192		
Immeubles - avantages sociaux.....	24 051		
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	4 801 705		
Infrastructure des transports -			
traitements et salaires.....	7 152		
Infrastructure des transports -			
- avantages sociaux.....	1 068		
Infrastructure des transports - coûts relatifs			
aux immobilisations.....	314 508		
Barrages et ouvrages d'art -			
traitements et salaires	93 923		
Barrages et ouvrages d'art - avantages sociaux.....	13 444		
Barrages et ouvrages d'art - coûts			
- relatifs aux immobilisations.....	1 712 838		
Machines et équipement - coûts			
relatifs aux biens immobilisés.....	621 665		
Parc automobile et flotte de bateaux -			
coûts relatifs aux immobilisations.....	2 153 343		
	<u>9 911 889</u>		
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –			
GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	9,911,889		

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Autres.....	0	168 797 200
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	581 039	91 860
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais liés aux déchets dangereux.....	9 692 824	9 387 985
Programme Air pur.....	2 831 497	3 991 690
Autorisation environnementale.....	1 191 705	1 397 608
Autres.....	5 629 341	6 538 516
	19 345 367	21 315 799
VENTES ET LOCATIONS.....	0	2 674
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	281 594	3 881 731
DIVERS.....	15 480	28 457
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	20 223 480	194 117 721

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-158
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-160
ENTREPRISES PUBLIQUES, POLITIQUES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DU	
REVENU ET DE RÉGIMES DE RETRAITE.....	2-162
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....	2-166
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....	2-170
ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS	
ET DE RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....	2-175
TRÉSOR.....	2-177
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)....	2,-164, 2-161, 2-165, 2-169, 2-174, 2-178
ÉTAT DES RECETTES.....	2-179
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-181

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
39 641 316	Administration du ministère	63 300 814	53 947 772
	Politiques de réglementation et relations		
17 171 929	avec les organismes	19 123 700	16 504 263
	Politiques économiques, budgétaires		
173 791 923	et financières	443 278 000	469 621 388
995 597 642	Administration des taxes et des avantages	1 411 645 500	1 108 296 889
0	Programme de soutien à la population et à l'emploi	241 200 000	241 200 000
11 610 130 672	Trésor	12 407 133 000	11 305 216 526
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
12 836 333 482	DU MINISTÈRE	14 585 681 014	13 194 786 838
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Politiques de réglementation et relations		
6 853 000	avec les organismes	23 300 000	4 500 000
	Programme des taxes, des avantages fiscaux et des		
30 236 248	relations municipales en matière de finances	34 550 000	31 228 877
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
37 089 248	DU MINISTÈRE	57 851 000	35 728 877

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	Politiques économiques, budgétaires		
0	et financières	2 000	0
	Programme des taxes, des avantages fiscaux et des		
2 637 609	relations municipales en matière de finances	1 000	0
	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)		
2 637 609	DU MINISTÈRE	3 000	0

BIENS IMMOBILISÉS			
	Politiques économiques, budgétaires		
0	et financières	1 000	0
	Programme des taxes, des avantages fiscaux et des		
0	relations municipales en matière de finances	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	2 000	0

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	36 820 200	26,415,600	63,235,800	Administration du ministère..... 53,894,262
L	47,841	0	47,841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 36 843
L	16 173	0	16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16,667
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>36 885 214</u>	<u>26 415 600</u>	<u>63 300 814</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 53 947 772
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère les relations avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et les autres organismes centraux; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	13 651 474		Transports et communications.....	37 359	
Avantages sociaux.....	2 264 113		Services.....	8 830 348	
Transports et communications.....	217 609		Fournitures et matériel.....	13 176	
Services.....	37 615 328				8 880 883
Fournitures et matériel.....	145 738				
	<u>53 894 262</u>				
<i>Bureau principal</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	3 029 497		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	354 152		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		36 843
Transports et communications.....	72 137		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Services.....	259 421		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
Fournitures et matériel.....	16 479				<u>53 510</u>
	<u>3 731 686</u>				
<i>Services financiers et administratifs</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	5 764 092		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux.....	1 182 644			53 947 772	
Transports et communications.....	32 627				
Services.....	3 304 997				
Fournitures et matériel.....	27 244				
	<u>10 311 604</u>				
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	1 358 989				
Avantages sociaux.....	246 543				
Transports et communications.....	6 546				
Services.....	164 852				
Fournitures et matériel.....	195				
	<u>1 777 125</u>				
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	3 498 896				
Avantages sociaux.....	480 774				
Transports et communications.....	68 940				
Services.....	25 055 710				
Fournitures et matériel.....	88 644				
	<u>29 192 964</u>				

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES
				Politiques en matière de sécurité
6	7 855 500	(1 776 500)	6 079 000	du revenu et de régimes de retraite..... 4 969 512
7	9 380 200	(793 000)	8 587 200	Entreprises publiques 4 613 344
				Politiques en matière de
8	5 268 800	0	5 268 800	services financiers..... 4 412 033
12	1 000	0	1 000	Tribunal des services financiers..... 0
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 2 509 374
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....
	22 506 500	(2 569 500)	19 937 000	16 504 263
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Biens stratégiques –
9	20 000 000	(1 200 000)	18 800 000	Prêts et investissements..... 0
				Prêts et investissements – Loi de 2016
				sur l'Office ontarien de réglementation
S	4 500 000	0	4 500 000	des services financiers..... 4 500 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....
	24 500 000	(1 200 000)	23 300 000	4 500 000

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Le Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s'y rattachant.

Le Programme assure l'analyse des politiques dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu et dirige l'élaboration de la législation et la réglementation connexes. Il suit l'évolution et les nouvelles tendances et établit les répercussions sociales, économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et il aide le gouvernement à préparer des projets de loi et des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique. Le programme gère également la relation du gouvernement avec la Société ontarienne de gestion des placements.

Ce programme veille à l'efficacité de la réglementation dans le secteur provincial des services financiers, notamment les assurances, les institutions de dépôts, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux. Cela inclut la surveillance de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la collaboration avec d'autres autorités législatives pour faciliter le travail du régime coopératif en matière de réglementation des marchés des capitaux. Le programme supervise également l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers et gère les activités résiduelles découlant de la transition et de la dissolution de la Commission des services financiers de l'Ontario et de la Société ontarienne d'assurance-dépôts.

Ce programme soutient la coordination de l'élaboration horizontale de politiques liées à plusieurs initiatives de transformation s'étendant à plusieurs ministères, notamment la mise en œuvre de la modernisation des secteurs des boissons alcoolisées et des jeux ainsi que la vente au détail et la distribution du cannabis. Ce programme facilite la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société ontarienne de vente du cannabis et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, de même que la reddition des comptes qui s'y rattache, et gère le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

Le ministère procure du soutien administratif au Tribunal des services financiers, un tribunal décisionnel qui, à la demande des personnes touchées, entend des appels et tient des audiences concernant des décisions rendues ou proposées du directeur général de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers ou de l'ancienne Commission des services financiers de l'Ontario et de la Société ontarienne d'assurance-dépôts.

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite (Poste 6)			Politiques en matière de services financiers (Poste 8)		
Traitements et salaires.....	4 139 049		Traitements et salaires.....	3 945 342	
Avantages sociaux.....	545 911		Avantages sociaux.....	636 408	
Transports et communications.....	17 291		Transports et communications.....	172 994	
Services.....	266 710		Services.....	709 956	
Fournitures et matériel.....	551		Fournitures et matériel.....	189	
	<u>4 969 512</u>			<u>5 464 889</u>	
Entreprises publiques (Poste 7)			Moins : Recouvrements.....		
Traitements et salaires.....	3 283 578			<u>1 052 856</u>	
Avantages sociaux.....	489 161			<u>4 412 033</u>	
Transports et communications.....	13 483		Tribunal des services financiers (Poste 12)		
Services.....	1 068 167		Traitements et salaires.....	125 609	
Fournitures et matériel.....	401		Avantages sociaux.....	20 271	
	<u>4 854 790</u>		Transports et communications.....	2 416	
Moins : Recouvrements.....	241 446		Services.....	714 955	
	<u>4 613 344</u>		Fournitures et matériel.....	163	
				<u>863 414</u>	
			Moins : Recouvrements.....	<u>863 414</u>	
				<u>0</u>	
			Crédits législatifs		
<i>Politiques en matière d'alcool</i>			Créances irrécouvrables,		
Traitements et salaires.....	1 422 895		<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		
Avantages sociaux.....	195 699		<u>2,509,374</u>		
Transports et communications.....	4 990		<u>2,509,374</u>		
Services.....	425 520				
Fournitures et matériel.....	89		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	<u>2 049 193</u>		POLITIQUE DE RÉGLEMENTATION ET		
			RELATIONS AVEC LES ORGANISMES..		
			<u><u>16 504 263</u></u>		
<i>Politiques en matière de cannabis</i>					
Traitements et salaires.....	1 860 683				
Avantages sociaux.....	293 462				
Transports et communications.....	8 493				
Services.....	642 647				
Fournitures et matériel.....	312				
	<u>2 805 597</u>				
Moins : Recouvrements.....	241 446				
	<u>2 564 151</u>				

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES,

À LA SÉCURITÉ DU REVENU ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Prêts et investissements - <i>Loi de</i>		
2016 sur l'Office ontarien de réglementation		
des services financiers.....	4 500 000	
	<u>4 500 000</u>	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET		
RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....	<u>4 500 000</u>	

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
1	11 975 400	(808 400)	11 167 000	Politiques économiques..... 10 569 738
8	4 454 400	(474 400)	3 980 000	Bureau du budget..... 3 829 940
				Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario..... 428 121 710
12	245 129 000	183 000 000	428 129 000	Garanties et indemnités, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
L	1 000	0	1 000	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, <i>Loi de 1998 sur l'électricité</i> 27 100 000
L	1 000	0	1 000	
	<u>261 560 800</u>	<u>181 717 200</u>	<u>443 278 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES..... 469 621 388

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
14	1 000	0	1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
13	1 000	0	1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Le Programme des politiques économiques, budgétaires et financières aide le gouvernement à formuler le plan budgétaire. De plus, il surveille la performance économique de l'Ontario et en rend compte par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Il dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et contribue à l'élaboration du Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario. Ce programme soutient, élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il offre son expertise financière et économique et des conseils à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'effet des politiques et programmes gouvernementaux sur la population ontarienne; il réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources et prépare des prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement.

Ce programme aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies budgétaires de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire. Le programme facilite la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques fiscales et budgétaires et pour le soutien à l'élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l'information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l'Ontario.

Le programme reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques économiques (Poste 1)		Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)	
Traitements et salaires.....	8 468 024	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	1 171 667	Revenu réservé au secteur de l'électricité.....	428 121 710
Transports et communications.....	31 904		<u>428 121 710</u>
Services.....	691 927		
Fournitures et matériel.....	206 216	Crédits législatifs	
	<u>10 569 738</u>		
		Autres opérations	
Bureau du budget (Poste 8)		Hydro One Inc – provision pour l'impôt provincial sur les sociétés.....	27 100 000
Traitements et salaires.....	3 172 350		<u>27 100 000</u>
Avantages sociaux.....	457 566		
Transports et communications.....	14 650	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Services.....	183 159	PROGRAMME DES POLITIQUES	
Fournitures et matériel.....	2 215	ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES	
	<u>3 829 940</u>	ET FINANCIÈRES.....	<u>469 621 388</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES
				Administration des taxes, des avantages
1	407 038 700	388 791 600	795 830 300	fiscaux et des prestations..... 515 098 821
5	9 627 400	(1 724 800)	7 902 600	Tribunal des services financiers..... 7 627 298
6	25 148 800	(820 200)	24 328 600	Politiques fiscales..... 23 697 142
				Relations provinciales-municipales
7	542,868,100	(10 000 000)	532,868,100	en matière de finances 526 848 358
				Créances irrécouvrables, Loi
L	45 215 900	0	45 215 900	sur l'administration financière..... 30 444 493
				Paielements versés à des agences de
				recouvrement du secteur privé en
				vertu de la Loi sur
L	5 500 000	0	5 500 000	l'administration financière..... 4 580 777
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....
	1 035 398 900	376 246 600	1 411 645 500	1 108 296 889

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209 ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES
2	650 000	1 200 000	1 850 000	Actifs..... 1 199 976
L	20 300 000	0	20 300 000	Avances, Loi sur l'éducation..... 18 606 392
				Avances, <i>Loi sur les régies</i>
L	6 200 000	0	6 200 000	<i>des services publics du Nord</i> 5 449 043
				Avances, <i>Loi sur les régies des</i>
L	6 200 000	0	6 200 000	<i>routes locales</i> 5 973 466
	33 350 000	1 200 000	34 550 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES..... 31 228 877
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES..... 0
	1 000		1 000	

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	
				PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES
				Taxes, avantages fiscaux et prestations... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....
	1 000		1 000	0

Description du programme :

Le Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations de l'Ontario, administre les lois fiscales de l'Ontario, les programmes liés aux revenus fiscaux et non fiscaux et divers programmes d'avantages fiscaux, préserve l'intégrité du régime fiscal de l'Ontario et gère les liens budgétaires qu'entretient la province avec les municipalités.

Le programme a pour objectif de maintenir un régime fiscal concurrentiel et transparent pour les entreprises afin de soutenir la croissance économique, tout en veillant à ce que les mesures de soutien fiscal soient équitables et efficaces pour les personnes célibataires et les familles en Ontario. À cette fin, le programme fournit des conseils et des analyses stratégiques sur la conception et les politiques fiscales touchant les particuliers, les entreprises, le secteur minier, le secteur de l'électricité, les produits de consommation, le tabac, les ventes, l'administration des successions et les cotisations sociales.

Dans le cadre de ce travail, le programme offre un service à la clientèle de première ligne dans toute la province, avec notamment de l'éducation, de la sensibilisation et des conseils concernant les programmes, ainsi que de l'aide tout au long du processus d'inscription et de gestion des comptes. De plus, le programme mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification, inspection, enquête et recouvrement, etc.), exécute des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'intention des particuliers et des familles à faible revenu, ainsi que des services de vérification du revenu et des améliorations au service à la clientèle pour d'autres programmes d'avantages fiscaux, et réalise des recherches et des analyses de l'observation fiscale. Le programme gère également les relations de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le programme fournit des conseils en matière d'élaboration des politiques et de textes législatifs régissant les impôts fonciers municipaux en Ontario, gère les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et l'impôt foncier provincial, établit le cadre stratégique et législatif pour le système d'évaluation foncière de l'Ontario et assure la surveillance de la Société d'évaluation foncière des municipalités. Le programme assure aussi la surveillance du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, qui est le principal programme de paiements de transfert de la province aux municipalités.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES
RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES– CRÉDIT 1209
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (Poste 1)			<i>Observation fiscale et avantages fiscaux</i>	
Traitements et salaires.....	62 992 365		Traitements et salaires.....	54 042 977
Avantages sociaux.....	10 410 638		Avantages sociaux.....	9 192 268
Transports et communications.....	2 324 926		Transports et communications.....	2 273 622
Services.....	123 606 610		Services.....	14 149 082
Fournitures et matériel.....	840 057		Fournitures et matériel.....	793 583
Paiements de transfert			Paiements de transfert	
Régime de revenu			Régime de revenu	
annuel garanti.....	221 594 918		annuel garanti.....	221 594 918
Intervention contre la COVID-19 -			Intervention contre la COVID-19 -	
remise pour les impôts fonciers à			remise pour les impôts fonciers à	
l'intention des entreprises.....	96 434 083		l'intention des entreprises	96 434 083
Accords de partenariat relatifs			Accords de partenariat relatifs	54 637
à l'observation fiscale.....	54 637			398 535 170
		318 083 638	Moins : Recouvrements.....	3 159 413
		518 258 234		395 375 757
Moins : Recouvrements.....	3 159 413			
		515 098 821	Tribunal des services financiers (Poste 5)	
<i>Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes</i>			Traitements et salaires.....	5 604 028
Traitements et salaires.....	8 949 388		Avantages sociaux.....	780 123
Avantages sociaux.....	1 218 370		Transports et communications.....	29 031
Transports et communications.....	51 304		Services.....	1 150 105
Services.....	109 457 528		Fournitures et matériel.....	64 011
Fournitures et matériel.....	46 474			7 627 298
		119 723 064	Politiques fiscales (Poste 6)	
			Traitements et salaires.....	7 140 855
			Avantages sociaux.....	920 349
			Transports et communications.....	46 610
			Services.....	15 582 882
			Fournitures et matériel.....	6 446
				23 697 142
			Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 7)	
			Paiements de transfert	
			Fonds de partenariat avec les municipalités	
			de l'Ontario.....	501 850 000
			Paiements spéciaux aux municipalités.....	16 692 996
			Paiement d'atténuation transitoire.....	4 314 272
			Fonds ontarien de préparation à la	
			légalisation du cannabis.....	3 991 090
				526 848 358

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES
RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES– CRÉDIT 1209
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	\$
Crédits législatifs	ACTIF DE FONCTIONNEMENT
Autres opérations	Actifs (Poste 2)
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	
<i>l'administration financière</i>	Avances et montants récupérables
30 444 493	Régime de revenu annuel garanti.....
Services	<u>1 199 976</u>
Paievements versés à des agences de	<u>1 199 976</u>
recouvrement du secteur privé en vertu de la	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	Crédits législatifs
4 580 777	
<u>35 025 270</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	Avances et montants récupérables
PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>
FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES	18 606 392
EN MATIÈRE DE FINANCES	Avances, <i>Loi sur les régies</i>
<u><u>1 108 296 889</u></u>	<i>des services publics du Nord</i>
	5 449 043
	Avances, <i>Loi sur les régies</i>
	<i>des routes locales</i>
	5 973 466
	<u>30 028 901</u>
	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
	PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES
	FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES
	EN MATIÈRE DE FINANCES
	<u><u>31 228 877</u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA POPULATION ET À LA EMPLOI - CRÉDIT 12

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1212				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE SOUTIEN À LA POPULATION ET À L'EMPLOI
				Intervention contre la COVID-19 :
				Fonds de soutien à la population
1	4 965 600 000	(4 724 400 000)	241 200 000	et à l'emploi..... 241 200 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -
				PROGRAMME DE SOUTIEN À LA
	4 965 600 000	(4 724 400 000)	241 200 000	POPULATION ET À L'EMPLOI 241 200 000

Description du programme :

Le Fonds de soutien à la population et à l'emploi – un fonds d'intervention contre la COVID-19 –, a été mis en place le 25 mars 2020 pour soutenir les efforts de rétablissement immédiats et à moyen terme déployés en réaction à la COVID-19. Le Fonds, détenu de manière centralisée par le ministère des Finances, vise à soutenir la population en apportant une aide directe aux communautés, aux familles et aux groupes vulnérables touchés financièrement par la COVID-19. Il a également pour objet de protéger l'emploi en soutenant la viabilité économique des employeurs ainsi que le rétablissement économique et la croissance après que la propagation de la COVID-19 aura été enrayée.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA POPULATION ET À L'EMPLOI - CRÉDIT 1212

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Intervention contre la COVID-19 :

Fonds de soutien à la population et à l'emploi (Poste 1)

Paiements de transfert

L'Aide d'urgence du Canada pour le loyer

commercial destinée aux petites entreprises 241 200 000

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA

POPULATION ET A L'EMPLOI

241 200 000

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
L				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU TRÉSOR
L	12 407 133 000	0	12 407 133 000	Intérêts sur la dette,
				<i>Loi sur l'administration financière</i>
				11 305 216 526
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DU TRÉSOR
	12 407 133 000	0	12 407 133 000	11 305 216 526

Description du programme :

Le programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités; il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il est responsable de l'analyse financière du secteur de l'électricité, du soutien de tout passif réel et éventuel de la province ainsi que de la surveillance des retombées budgétaires; il gère conjointement avec l'Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il aide les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette, Loi sur l'administration financière		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales.....	11 211 819 767	
Office d'investissement		
du régime de pensions du		
Canada.....	414 849 703	
Société canadienne		
d'hypothèques et de logement	106 249	
Société ontarienne de		
gestion des fonds des		
investisseurs immigrants.....	89 776	
		11 626 865 495
Moins: Autres paiements à titre d'intérêts,		
de déports, d'escomptes et de commissions.....	85 751 083	
Moins: Intérêts capitalisés dans		
les crédits des ministériels.....	40 670 387	
Moins: Intérêts sur les investissements.....	592 410 898	
		<u>10 908 033 127</u>
Intérêts sur la dette payable à		
la Société financière de l'industrie		
de l'électricité de l'Ontario.....	397 183 399	
		<u>11 305 216 526</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU TRÉSOR.....	11 305 216 526	

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	41 233 946 973	37 744 707 534
Taxe de vente harmonisée.....	23 490 505 555	25 642 961 453
Impôt sur les sociétés.....	17 774 878 443	15 414 316 336
Impôt-santé des employeurs.....	6 536 709 496	6 731 084 884
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	6 039 926 257	6 179 154 482
Contributions – santé de l'Ontario.....	4 329 622 398	4 059 193 559
Droits de cession immobilière.....	3 697 668 240	3 067 143 373
Taxe de vente au détail.....	3 085 200 981	2 975 797 412
Taxe sur l'essence.....	1 519 403 322	2 414 474 097
Taxe sur le tabac.....	1 099 217 702	1 117 575 631
Taxe sur les carburants.....	686 177 611	806 776 278
Taxe sur la bière et le vin.....	617 098 614	577 911 641
Impôt sur l'administration des successions.....	235 796 342	214 507 699
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	228 966 083	289 419 939
Impôt sur les bénéfices miniers.....	107 559 538	71 863 938
Taxe sur le cannabis.....	106 525 925	47 628 350
Impôt foncier provincial.....	35 590 707	37 166 944
Revenus tirés de la taxe sur les spiritueux	7 080 910	4 284 668
Redevance sur le revenu brut – composante de l'impôt foncier.....	5 631 445	4 363 048
Taxe sur le pari mutuel.....	3 164 236	3 933 231
Crédits d'impôt de l'Ontario.....	3 092	17 665
Crédits d'impôt administrés par le gouvernement fédéral.....	(901 028 993)	(1 632 748)
	<u>109 939 644 877</u>	<u>107 402 649 414</u>
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	16 206 062 095	15 639 873 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	5 814 833 000	5 650 306 000
Revenus pour l'Accord sur la relance sécuritaire.....	2 454 959 000	0
Fonds de riposte à la COVID-19	1 129 036 821	193 721 000
Subvention annuelle par personne – Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique.....	8 824 387	8 824 387
Intérêts sur les Fonds des écoles communes.....	83 479	83 479
	<u>25 613 798 782</u>	<u>21 492 807 866</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries.....	2 390 000 000	2 375 000 000
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices.....	1 711 000	2 640 309 723
	<u>2 391 711 000</u>	<u>2 640 309 723</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de		
l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario.....	142 372 115	142 040 163
Évaluations – de base et recouvrements.....	(373)	0
Généraux.....	1 785 441	1 959 541
	<u>144 157 183</u>	<u>143 999 704</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	90 020 510	94 376 415
Droits de garantie – autres.....	234 397	260 808
Droits d'administration.....	11 829	56 997
Autres.....	941 765	1 204 584
	<u>91 208 501</u>	<u>95 898 804</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>1 200 402</u>	<u>6 091 968</u>
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris.....	46 469 882	44 972 220
	<u>46 469 882</u>	<u>44 972 220</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres.....	22 777 324	18 674 537
	<u>22 777 324</u>	<u>18 674 537</u>
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa.....	23 651 521	23 907 625
Autre revenu – Toronto.....	2	742
Réserve pour le transfert des chèques en circulation.....	2 766 420	13 539 180
Dons – Fonds ontarien d'initiative.....	154 389	112 831
	<u>26 572 332</u>	<u>37 560 378</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>138 277 540 283</u>	<u>131 882 964 614</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier-		
Facilité de crédit renouvelable à court terme.....	1 357 000 000	1 155 000 000
Office ontarien de financement – Prêts.....	862 283 375	410 085 258
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Prêts à long terme.....	375 000 000	100 000 000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Prêts amortissables.....	135 526 134	115 389 581
Fonds de garantie des prestations de retraite.....	11 000 000	11 000 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2 740 809 509	1 791 474 839

MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME ET DE LA CULTURE

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-184
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-186
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....	2-190
IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....	2-193
PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE.....	2-195
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	2-198
CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....	2-200
PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES.....	2-202
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-189, 2-197, 2-204
ÉTAT DES RECETTES.....	2-205

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
30 029 541	Administration du ministère	26 338 260	25 278 678
57 803 918	Sports, loisirs et programmes communautaires	69 174 100	66 796 501
102 838 237	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	139 970 700	108 946 353
103 497 000	Fondation Trillium de l'Ontario	133 497 000	133 497 000
735 832 907	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	576 152 000	576 151 935
235 782 138	Organismes	321 745 300	321 062 285
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
1 265 783 741	DU MINISTÈRE	1 266 877 360	1 231 732 752
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)			
0	DU MINISTÈRE	1 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	6 000	0
0	Sports, loisirs, et communautaires	1 000	0
65 074 374	Immobilsations touristiques et culturelles	83 257 800	81 957 408
0	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	2 000	0
0	Organismes	2,000	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
65 074 374	DU MINISTÈRE	83 268 800	81 957 408

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	3 000	0
	Programmes du patrimoine, du tourisme et		
0	de la culture	1 000	0
0	Organismes	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	5 000	0

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	24 653 400	1 588 500	26 241 900	Administration du ministère..... 25 179 376
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	48 519		48 519	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 50 001
	<u>24 749 760</u>	<u>1 588 500</u>	<u>26 338 260</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 25 278 678
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	4 000		4 000	Administration du ministère..... 0
L	2 000		2 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>6 000</u>		<u>6 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS				
2	3 000		3 000	
				Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				D'ADMINISTRATION
	3 000		3 000	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme:

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre ainsi que la Division des services régionaux et ministériels et la Direction des communications. Le programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, services juridiques, ressources humaines, soutien aux programmes régionaux, politiques stratégiques, planification générale et budgétaire, activités de contrôle financier, solutions technologiques et opérationnelles, etc.). Certains secteurs offrent du soutien à plusieurs ministères et à leurs organismes.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services régionaux et soutien ministériel</i>		
Traitements et salaires.....	16 938 334		Traitements et salaires.....	6 081 380	
Avantages sociaux.....	2 534 270		Avantages sociaux.....	1 078 731	
Transports et communications.....	268 652		Transports et communications...	64 758	
Services.....	5 166 017		Services.....	340 741	
Fournitures et matériel.....	99 081		Fournitures et matériel.....	76 645	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Programme Expérience Été.....	173 022		Programme Expérience Été.....	173,022	
		173 022			
		25 179 376			7 815 277
<i>Bureau principal</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	2 743 105		Traitements et salaires.....	1 661 256	
Avantages sociaux.....	335 751		Avantages sociaux.....	211 315	
Transports et communications.....	159 375		Transports et communications...	5 191	
Services.....	297 587		Services.....	58 792	
Fournitures et matériel.....	8 028		Fournitures et matériel.....	13	
		3 543 846			1 936 567
<i>Services de communication</i>			<i>Services financiers et de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	2 309 832		Traitements et salaires.....	2 318 798	
Avantages sociaux.....	311 851		Avantages sociaux.....	339 601	
Transports et communications.....	13 381		Transports et communications...	7 272	
Services.....	1 350 897		Services.....	(1,557,656)*	
Fournitures et matériel.....	4 359		Fournitures et matériel.....	4 743	
		3 990 320			1 112 758
<i>Technologie de l'information</i>					
Services.....	2 608 210		Traitements et salaires.....	1 823 963	
		2 608 210	Avantages sociaux.....	257 021	
<i>Services juridiques</i>			Transports et communications...	5 975	
Transports et communications.....	12 700		Services.....	17 624	
Services.....	2 049 822				2 104 583
Fournitures et matériel.....	5 293				
		2 067 815			

*Le solde est négatif en raison des journaux pour les recouvrements ayant trait aux services communs dispensés par la Division des services régionaux et ministériels et les Services juridiques au ministère des Services aux aînés et de l'Accessibilité.

non vérifié

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
Crédits législatifs					
Traitements versés aux ministres en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301			
Traitements versés aux l'adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		50 001			
		<u>99 302</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u>25 278 678</u>			

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3803				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES
1	61 136 300	8 036 800	69 173 100	Sports, loisirs et programmes communautaires..... 66 796 501
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	61 137 300	8 036 800	69 174 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES..... 66 796 501
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Sports, loisirs et programmes communautaires..... 0
	1 000		1 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES..... 0

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme:

Les programmes des sports et des loisirs et les programmes communautaires du ministère œuvrent à améliorer les expériences de la population ontarienne dans la pratique des sports et l'activité physique et à soutenir la formation d'athlètes de haut niveau dont les réalisations sont une source d'inspiration pour les gens de tout l'Ontario et du Canada.

Le soutien du ministère au « sport amateur » est axé sur la participation, la formation et l'excellence d'athlètes de tous âges et de tous niveaux.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs par les activités suivantes : financer des partenaires clés pour l'exécution de projets qui améliorent la pratique de l'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, et qui offrent des programmes après l'école aux enfants et aux jeunes; coordonner les intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat amateurs et professionnels et travaille pour faire de l'Ontario un chef de file de la sécurité dans le sport.

Par l'entremise du Secrétariat des distinctions et prix de l'Ontario, le ministère reconnaît également les contributions et les réalisations exceptionnelles des Ontariennes et des Ontariens.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 3803

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 1)		
Traitments et salaires.....		5 572 918
Avantages sociaux.....		1 034 334
Transports et communications.....		93 208
Services.....		1 106 833
Fournitures et matériel.....		15 612
Paielements de transfert		
Sport.....	39 663 947	
Loisirs actifs.....	19 249 649	
Reconnaissance.....	60 000	
		<u>58 973 596</u>
		<u>66 796 501</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....		<u><u>66 796 501</u></u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3804				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES
1	101 677 800	(18 420 000)	83 257 800	Immobilisations touristiques et culturelles..... 81 957 408
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES..... 81 957 408
	<u>101 677 800</u>	<u>(18 420 000)</u>	<u>83 257 800</u>	

Description du programme:

Le ministère réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de rénovations, stimulent la compétitivité et la durabilité et aident l'Ontario à améliorer l'expérience des visiteurs et le caractère attrayant de la province comme destination auprès des voyageurs de la région, du pays et de l'étranger.

Le ministère dirige l'aménagement du site de la Place de l'Ontario pour en faire une destination de classe mondiale accessible à l'année qui attirera les visiteurs régionaux, provinciaux et de l'étranger – grâce à de possibles incontournables comme des attractions dans les domaines du sport et du divertissement ainsi que des commerces.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services.....		12 711 402
Fournitures et matériel.....		341 210
Paiements de transfert		
Réparations et rénovations - immobilisations.....	17 679 798	
Soutien au secteur des organismes et des attractions	4 099 998	
Subventions à l'appui des sports et des loisirs.....	34 800 000	
Subventions pour la culture.....	12 325 000	
		68 904 796
		81 957 408
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....		81 957 408

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3805				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	94 833 100	45 136 600	139 969 700	
L	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	
	<u>94 834 100</u>	<u>45,136,600</u>	<u>139 970 700</u>	
				PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE
				Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture.....
				108 875 437
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>
				<u>70,916</u>
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE
				<u>108 946 353</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	
L	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	
				Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture.....
				0
				Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>
				<u>0</u>
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATION PROGRAMME DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE
				<u>0</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
2	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	
				Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture.....
				0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE
				<u>0</u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme:

Le ministère est responsable des politiques stratégiques, des programmes et des services ainsi que des initiatives de recherche liées aux arts, aux industries culturelles, à l'archéologie, aux musées, au patrimoine, aux bibliothèques publiques et au tourisme en Ontario. Le ministère travaille avec des partenaires aux fins suivantes : stimuler les capacités communautaires en matière de conservation du patrimoine ontarien; mieux faire connaître l'Ontario comme une province riche en attractions et en ressources culturelles, patrimoniales et archéologiques; encourager et promouvoir les produits de tourisme culturel de l'Ontario; alimenter la croissance dans les industries créatives comme la production cinématographique et télévisuelle, l'édition de livres et de revues, l'enregistrement musical et les médias numériques pour faire de l'Ontario un chef de file dans l'économie du savoir; donner aux collectivités un accès élargi à l'information par l'entremise de leurs bibliothèques publiques; attirer des investissements du secteur privé; soutenir la planification et le développement économique dans les régions par l'intermédiaire des organismes touristiques régionaux afin de bâtir une industrie touristique plus solide et concurrentielle.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture(Poste 1)		
Traitements et salaires.....		11 016 779
Avantages sociaux.....		1 806 982
Transports et communications.....		93 630
Services.....		1 356 668
Fournitures et matériel.....		24 199
Paiements de transfert		
Subventions pour les		
.....	25 102 997	
Les événements et les festivals	20 261 678	
Subvention à l'appui du		
développement des		
investissements touristiques	1 470 987	
Soutien au secteur des		
arts.....	3 625 000	
Soutien au secteur		
du patrimoine.....	7 891 830	
Soutien au secteur		
des bibliothèques.....	29 224 687	
Fonds ontarien de promotion		
de la musique.....	7 000 000	
		94 577 179
		<u>108 875 437</u>
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables –		
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		70 916
		<u>70 916</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA CULTURE.....		<u><u>108 946 353</u></u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
3806				PROGRAMME DE LA FONDATION	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				TRILLIUM DE L'ONTARIO	
1	103 497 000	30 000 000	133 497 000	Fondation Trillium de l'Ontario	103 497 000
				TOTAL (CHARGES DE	
				FONCTIONNEMENT) -	
				PROGRAMME DE LA	
				FONDATION TRILLIUM DE	
	<u>103 497 000</u>	<u>30 000 000</u>	<u>133 497 000</u>	L'ONTARIO	<u>103 497 000</u>

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Sa mission est de bâtir des collectivités saines et dynamiques dans tout l'Ontario en renforçant la capacité du secteur bénévole, par des investissements dans des initiatives communautaires.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	133 497 000
	<u>133 497 000</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	<u><u>133 497 000</u></u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3808				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS
1	704 341 500	(128 189 500)	576 152 000	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels..... 576 151 935
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....
	<u>704 341 500</u>	<u>(128 189 500)</u>	<u>576 152 000</u>	<u>576 151 935</u>

Description du programme

Les crédits d'impôt pour les médias culturels de l'Ontario procurent des incitatifs et du soutien aux entreprises établies en Ontario pour la production de films, de programmes télévisuels et de produits multimédias interactifs numériques ou de livres en Ontario. Ces crédits d'impôt aident à stimuler la création et l'investissement dans les industries créatives de la province.

L'Agence du revenu du Canada administre le programme au nom de l'Ontario par l'entremise du système d'imposition fédéral.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS – CRÉDIT 3808

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition.....	4 192 178	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques....	68 070 662	
Crédits d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne....	222 081 500	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques.....	62 001 300	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les services de production.....	219 778 595	
Crédits d'impôt de l'Ontario enregistrement sonore.....	27 700	
		576 151 935
		<u>576 151 935</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....		<u>576 151 935</u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMMES RELATIFS
				AUX ORGANISMES
1	240 270 500	81 473 800	321 744 300	Programmes relatifs
				aux organismes
				320 986 448
S	1 000		1 000	Créances irrécouvrables,
				<i>Loi sur l'administration financière</i>
				75 837
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -
				PROGRAMMES RELATIFS
				AUX ORGANISMES
	<u>240 271 500</u>	<u>81 473 800</u>	<u>321 745 300</u>	<u>321 062 285</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Programmes relatifs
3	1 000		1 000	aux organismes
				0
S	1 000		1 000	Créances irrécouvrables,
				<i>Loi sur l'administration financière</i>
				0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				PROGRAMMES RELATIFS
				AUX ORGANISMES
	<u>2 000</u>	<u></u>	<u>2 000</u>	<u>0</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
				Programmes relatifs
2	39 273 000	(39 272 000)	1 000	aux organismes
				0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				PROGRAMMES RELATIFS
				AUX ORGANISMES
	<u>39 273 000</u>	<u>(39 272 000)</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Les attractions et les organismes du ministère font la promotion du tissu culturel de l'Ontario et favorisent la croissance économique et la création d'emplois grâce à une gamme de programmes éducatifs, récréatifs et culturels et de programmes de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs. Le programme relatif aux organismes est responsable de la gouvernance, des nominations, de la reddition des comptes et de la surveillance du financement de fonctionnement des organismes et des attractions relevant du portefeuille du ministère, y compris les deux attractions exploitées directement.

Le programme relatif aux organismes est chargé de mener les initiatives ministérielles de modernisation et de transformation des organismes.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES – VOTE 3811

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Programmes relatifs aux organismes (Item 1)		Relations avec les organismes et responsabilité	
Traitements et salaires	8 541 311	Traitements et salaires	6 776 290
Avantages sociaux	1 336 379	Avantages sociaux	1 103 220
Transports et communications	72 696	Transports et communications	62 433
Services	2 068 105	Services	1 661 529
Fournitures et matériel	987 413	Fournitures et matériel	987 388
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Collection McMichael d'art		Collection McMichael d'art	
canadien.....	3 328 800	canadien.....	3 328 800
Conseil des arts de l'Ontario...	84 937 400	Conseil des arts de l'Ontario...	84 937 400
Société de développement de		Société de développement de	
l'industrie des médias de		l'industrie des médias de	
l'Ontario.....	28 450 300	l'Ontario.....	28 450 300
Fiducie du patrimoine ontarien	3 829 300	Fiducie du patrimoine ontarien	3 829 300
Centre des sciences de.....	19 364 100	Centre des sciences de.....	19 364 100
l'Ontario		l'Ontario	
Jardins botaniques royaux.....	4 036 000	Jardins botaniques royaux.....	4 036 000
Musée royal de l'Ontario.....	27 280 900	Musée royal de l'Ontario.....	27 280 900
Science Nord.....	6 828 900	Science Nord.....	6 828 900
Service des bibliothèques		Service des bibliothèques	
de l'Ontario - Sud.....	1 500 000	de l'Ontario - Sud.....	1 500 000
Service des bibliothèques		Service des bibliothèques	
de l'Ontario - Nord.....	1 000 000	de l'Ontario - Nord.....	1 000 000
Commission des parcs		Commission des parcs	
du Saint- Laurent.....	7 122 800	du Saint- Laurent.....	7 122 800
Société d'exploitation de la		Société d'exploitation de la	
Place de l'Ontario.....	2 070 000	Place de l'Ontario.....	2 070 000
Société du Partenariat ontarien		Société du Partenariat ontarien	
de marketing touristique.....	32 967 500	de marketing touristique.....	32 967 500
Soutien au secteur des		Soutien au secteur des	
organismes et des attractions	64 192 244	organismes et des attractions	64 192 244
Musée des beaux-arts de		Musée des beaux-arts de	
l'Ontario.....	21 072 300	l'Ontario.....	21 072 300
	<u>307 980 544</u>		<u>318 571 404</u>
	<u>320 986 448</u>		
Bureau du renouvellement et de la mise en œuvre		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	1 765 022	Créances irrécouvrables,	
Avantages sociaux	233 159	Loi sur l'administration financière	75 837
Transports et communications	10 262		<u>75 837</u>
Services	406 576		
Fournitures et matériel	25		
	<u>2 415 044</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -	
		PROGRAMMES RELATIFS	
		AUX ORGANISMES	<u><u>321 062 285</u></u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral.....	23 200 000	0
L'Accord Canada-Ontario relative au programme d'infrastructure - part fédérale.....	9 380 128	1,201,128
	<u>32 580 128</u>	<u>1 201 128</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Vieux Fort William.....	50 847	353 256
Autre.....	8 188	145 644
	<u>59 035</u>	<u>498 900</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Parcs historiques de la Huronia.....	71 297	850 713
Vieux Fort William.....	32 386	243 663
	<u>103 683</u>	<u>1 094 376</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>2 254 063</u>	<u>4 890 244</u>
DIVERS.....	<u>2 525</u>	<u>15 983</u>
AUTRE.....	<u>5,500,000</u>	<u>0</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>40 499 434</u></u>	<u><u>7 700 631</u></u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-208
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-209
POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES.....	2-211
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-210
ÉTAT DES RECETTES.....	2-216
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-217

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
6 740 962	Administration du ministère	6 114 314	5 765 486
11 930 440	Politiques et planification infrastructurelles	16 810 100	17 211 618
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
18 671 402	DU MINISTÈRE.....	22 924 414	22 977 104
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification infrastructurelles	1 000	0
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
0	DU MINISTÈRE.....	2 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
285 607 442	Politiques et planification infrastructurelles	539 842 700	529 090 590
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
285 607 442	DU MINISTÈRE.....	539 842 700	529 090 590
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Politiques et planification infrastructurelles	1 000	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)			
0	DU MINISTÈRE.....	1 000	0

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	6 179 500	(129 200)	6 050 300	Administration du ministère..... 5 699 518
				Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le</i>
L	47 841	0	47 841	<i>Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
				D'ADMINISTRATION DU
				MINISTÈRE 5 765 486
	6 243 514	(129 200)	6 114 314	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
				FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
	1 000	0	1 000	

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère procure des conseils stratégiques et des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement.

Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, communications et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	3 632 452		Traitements et salaires.....	1 088 190	
Avantages sociaux.....	417 117		Avantages sociaux.....	121 086	
Transports et communications.....	25 119		Transports et communications.....	5 871	
Services.....	1 607 087		Services.....	216 771	
Fournitures et matériel.....	17 743		Fournitures et matériel.....	7 554	
	<u>5 699 518</u>				<u>1 439 472</u>
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	1 851 315		Transports et communications.....	1 269	
Avantages sociaux.....	208 934		Services.....	768 901	
Transports et communications.....	13 357		Fournitures et matériel.....	1 362	
Services.....	55 083				<u>771 531</u>
Fournitures et matériel.....	664				
	<u>2 129 352</u>		<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Services Ministériels</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitements et salaires.....	692 946		de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
Avantages sociaux.....	87 097		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Transports et communications.....	4 623		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	16 667	
Services.....	566 332			<u>65 968</u>	
Fournitures et matériel.....	8 164				
	<u>1 359 162</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
			DU MINISTÈRE		
					<u><u>5 765 486</u></u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES
1	14 384 100	2425 000	16 809 100	Politiques et planification infrastructurelles..... 13 211 618
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 4 000 000
	14 385 100	2425 000	16 810 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES. 17 211 618
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
7	1 000	0	1 000	Infrastructure communautaire..... 0
	1 000	0	1 000	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	706 940 700	(167 098 000)	539 842 700	Programmes d'infrastructure..... 529 090 590
	706 940 700	(167 098 000)	539 842 700	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES..... 529 090 590

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4003				
BIENS IMMOBILISÉS				
8	1 000	0	1 000	
				Programmes d'infrastructure..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION
				INFRASTRUCTURELLES..... 0
	1 000	0	1 000	

Description du programme :

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles est responsable du soutien de l'orientation et des politiques globales afin de moderniser l'infrastructure de la province (routes, chemins, ponts, transport en commun, hôpitaux, collèges, écoles, tribunaux, établissements correctionnels, autres édifices gouvernementaux et infrastructure à large bande).

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles est responsable de l'élaboration d'une approche stratégique en matière de planification de l'infrastructure à partir de données probantes. Dans ce contexte, il gère la mise en œuvre de la Loi de 2015 sur l'infrastructure au service de l'emploi et de la prospérité, qui impose l'élaboration du plan d'infrastructure à long terme du gouvernement, l'établissement d'un inventaire des actifs, la définition des besoins en infrastructure ainsi que l'élaboration d'une stratégie pour prioriser ces besoins.

Le secteur assume la responsabilité de la planification de la gestion des actifs provinciaux, notamment en élaborant des outils et des analyses pour suivre de manière uniforme les biens d'infrastructure actuels et les investissements prévus dans tout le gouvernement. De plus, en vertu de la Loi, le secteur a également pour responsabilité l'élaboration de règlements concernant les plans de gestion des biens pour les municipalités et certaines entités du secteur parapublic.

Ce secteur dirige des initiatives de recherche sur les infrastructures, avec notamment la coordination, la commande ou l'exécution d'études visant à comprendre et élaborer des pratiques exemplaires dans la planification infrastructurelle, et le soutien aux améliorations des pratiques gouvernementales dans les domaines connexes, comme la gestion des actifs et la productivité de l'infrastructure. Le secteur assure également la promotion et le soutien de l'intégration des considérations liées au changement climatique (p. ex., l'évaluation de la durée de vie) à la planification infrastructurelle et au processus décisionnel.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme (suite):

Le secteur gère les relations du gouvernement avec le gouvernement fédéral en collaborant avec les administrations fédérales et municipales pour négocier et mettre en œuvre des programmes fédéraux de financement de l'infrastructure. De plus, le secteur élabore et conçoit des politiques et programmes d'infrastructure municipale, en surveillant leur mise en œuvre pour s'assurer de leur conformité avec les politiques d'infrastructure à l'échelle de la province. Il surveille également la réussite soutenue d'Infrastructure Ontario et de Waterfront Toronto, qui sont deux des principaux partenaires de l'Ontario en matière d'exécution de projets d'infrastructure.

Le secteur élabore également des politiques et surveille des programmes pour le financement de l'infrastructure, notamment des partenariats publics-privés, un programme de prêts, des projets commerciaux et des services immobiliers pour des biens ne relevant pas du portefeuille immobilier du gouvernement, et il soutient une transparence accrue par la présentation au public de données et de profils sur les investissements dans l'infrastructure.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES – CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques et planification infrastructurelles (Poste 1)			Programmes d'infrastructure (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	10 188 893		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	1 493 060		Revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	103 400 000
Transports et communications.....	42 514		Infrastructure des réseaux cellulaire et à large	
Services.....	813 927		bande.....	626 150
Fournitures et matériel.....	1 756		Infrastructure des collectivités rurales et	
Paiements de transfert			nordiques - contribution fédérale.....	66 386 339
Gestion des biens.....	671 468		Infrastructure des collectivités rurales et	
		671 468	nordiques - contribution provinciale.....	52 226 644
		<u>13 211 618</u>	Infrastructures communautaires, culturelles et	
			récréatives (contributions provinciales).....	1 601 488
			Infrastructures communautaires, culturelles et	
			récréatives (contributions fédérale).....	2 044 447
			Infrastructure verte (contributions provinciales)...	1 400 000
			Infrastructure verte (contributions fédérale).....	3 800 000
			Fonds pour l'eau potable et le traitement des	
			eaux usées – contributions fédérales.....	14 336 770
			Fonds pour l'eau potable et le traitement des	
			eaux usées – contributions provinciaux.....	3 087 333
			Programmes fédéraux-provinciaux d'infrastructure	
			– contributions provinciales.....	56 233 873
			Programmes fédéraux-provinciaux d'infrastructure	
			– contributions fédérales.....	26 187 893
			Infrastructure municipale.....	196 603 121
			Accès au gaz naturel.....	1 156 532
				<u>529 090 590</u>
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
			 PROGRAMME DES POLITIQUES	
			 ET DE LA PLANIFICATION	
			 INFRASTRUCTURELLES.....	<u>529 090 590</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
 PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA				
 PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES.		<u>13 211 618</u>		

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
GOVERNEMENT DU CANADA		
Infrastructure.....	98 943 375	0
Autre gouvernement du Canada.....	41 580 141	127 412 745
	<u>140 523 516</u>	<u>127 412 745</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>0</u>	<u>375</u>
REMBOURSEMENT ET DÉPENSES.....	<u>0</u>	<u>0</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes, locations – Projet Prov.....	0	0
Ventes, locations – biens locatifs et autres	0	0
Gain.....	0	0
Ventes - autres.....	0	0
	<u>0</u>	<u>0</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Traitements et Salaires - Recouvrements De Dépenses Des Années		
Précédentes.....	21 271	23 236
Ventes et locations: Recouvrements De Dépenses Des Années		
Précédentes.....	161 144	75 825
Paiements de transfert - Recouvrements De Dépenses Des Années		
Précédentes.....	48 867 290	398 627
Transports et Communications: Recouvrements De Dépenses Des		
Années Précédentes.....	492	0
Recouvrement lié aux radiations.....	0	0
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres.....	0	0
	<u>49 050 197</u>	<u>497 688</u>
DIVERS		
Les intérêts sur les prêts.....	360 001	361 174
Intérêt - Solde bancaire.....	111 590	101 209
Paiements pour services rendus.....	0	0
Dons – Fonds ontarien d'initiative.....	0	0
	<u>471 591</u>	<u>462 383</u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>190 045 304</u>	<u>128 373 191</u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
Société foncière de l'Ontario.....	636 500	0
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	636 500	0

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-220
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-222
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-225
POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF	
AUX ORGANISMES.....	2-227
SERVICES JURIDIQUES.....	2-232
SERVICES AUX TRIBUNAUX.....	2-234
SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....	2-237
CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	2-240
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-224, 2-226, 2-231, 2-233, 2-236
ÉTAT DES RECETTES.....	2-47

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
219 415 076	Administration du ministère	257 670 914	252 786 574
285 409 689	Poursuites contre les criminels	294 646 100	293 596 070
	Politiques, programmes de justice et programme relatif		
616 159 123	aux organismes	606 828 600	606 374 519
222 793 207	Services juridiques	28 357 400	87 912 033
472 035 305	Services aux tribunaux	447 488 900	637 802 843
183 731 330	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	185 822 300	180 353 418
11 641 200	Crédit d'impôt pour contributions politiques	9 203 500	8 964 172
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
2 011 184 930	DU MINISTÈRE	1 830 017 714	2 067 789 629
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
15 979	Administration du ministère	14 800	7 024
1 404 885	Poursuites contre les criminels	1 302 900	1 302 900
	Politiques, programmes de justice et programme relatif		
96 133	aux organismes	89 200	89 200
234 827	Services juridiques	217 800	199 711
79 537	Services aux tribunaux	73 800	73 800
94 956	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	89 500	83 583
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
1 926 317	DU MINISTÈRE	1 788 000	1 756 218

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
58 494 160	Administration du ministère	50 728 400	42 359 551
	Politiques, programmes de justice et programme relatif		
369 576	aux organismes	2 022 600	1 831 556
44 468 207	Services aux tribunaux	52 025 300	51 136 680
103 331 943	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	104 776 300	95 327 787
BIENS IMMOBILISÉS			
2 457 349	Administration du ministère	16 579 900	15 204 681
	Politiques, programmes de justice et programme relatif		
3 977 919	aux organismes	1 827 000	1 802 574
90 733 967	Services aux tribunaux	247 201 200	191 892 799
0	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	11 640 000	0
97 169 235	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	277 248 100	208 900 054

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	205 741 400	51 865 500	257 606 900	Administration du ministère..... 252 720 606
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif 16 667
	<u>205 805 414</u>	<u>51 865 500</u>	<u>257 670 914</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 252 786 574
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000	13 800	14 800	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 7 024
10	1 000	(1 000)	0	Débiteurs..... 0
	<u>2 000</u>	<u>12 800</u>	<u>14 800</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 7 024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	45 312 500	4 317 600	49 630 100	Renouvellement des installations..... 42 359 551
8	1 000	(1 000)	0	Projet de modernisation..... 0
L	1 098 300	0	1 098 300	Amortissement - Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>46 411 800</u>	<u>4 316 600</u>	<u>50 728 400</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 42 359 551

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
BIENS IMMOBILISÉS				
7	7 724 700	8 855 200	16 579 900	
				Projet de modernisation..... 15 204 681
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	7 724 700	8 855 200	16 579 900	DU MINISTÈRE..... 15 204 681

Description du programme

Le programme d'administration du ministère inclut le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et la Direction des communications.

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère. La Division de la gestion des services ministériels (DGSM) offre son appui et ses conseils stratégiques dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, diversité, inclusion et accessibilité, gestion des urgences, gestions des projets, données et analytique, gestion des installations et surveillance du portefeuille d'immobilisations, de locaux et de baux du ministère. La DGSM fournit aussi au secteur de la justice des services communs, notamment en matière de soutien à la sécurité, d'accès à l'information et de services en français.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Crédits législatifs		
Traitments et salaires.....	23 674 320		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	3 106 220		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Transports et communications.....	449 589		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services.....	224 361 467		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	16 667	
Fournitures et matériel.....	969 010			<u>65 968</u>	
Paiements de transfert					
Projets liés à l'innovation.....	240 000		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	<u>252 800 606</u>		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u>252 786 574</u>
Moins : Recouvrements.....	80 000				
	<u>252 720 606</u>				
Bureau principal			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Traitments et salaires.....	2 995 143		Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 5)		
Avantages sociaux.....	290 496		Dépôts et charges payées d'avance.....	7 024	
Transports et communications.....	13 352			<u>7 024</u>	
Services.....	186 456		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel.....	1 816		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u>7 024</u>
	<u>3 487 263</u>				
Services de communication			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Traitments et salaires.....	2 604 939		Renouvellement des installations (Poste 2)		
Avantages sociaux.....	351 445		Autres opérations		
Transports et communications.....	23 161		Investissements dans les immobilisations –		
Services.....	271 734		renouvellement des actifs.....	6 888 159	
	<u>3 251 279</u>		Investissements dans les		
Locaux - Frais de location			immobilisations – charges de		
Transports et communications.....	6 361		renouvellement.....	35 471 392	
Services.....	211 762 542			<u>42 359 551</u>	
	<u>211 768 903</u>		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Services ministériels			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u>42 359 551</u>
Traitments et salaires.....	18 074 238				
Avantages sociaux.....	2 464 279		BIENS IMMOBILISÉS		
Transports et communications.....	406 715		Projet de modernisation (Poste 7)		
Services.....	12 140 735		Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs		
Fournitures et matériel.....	967 194		aux immobilisations.....	15 204 681	
Paiements de transfert				<u>15 204 681</u>	
Projets liés à l'innovation.....	240 000		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
	<u>34 293 161</u>		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u>15 204 681</u>
Moins : Recouvrements.....	80 000				
	<u>34 213 161</u>				

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés		Total		Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil			
	\$	\$	\$		\$
PROGRAMME DE POURSUITES					
CONTRE LES CRIMINELS					
302					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	293 782 100	863 000	294 645 100	Droit criminel.....	293 140 782
				Paiements effectués en vertu de la	
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière....	455 288
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE POURSUITES	
	293 783 100	863 000	294 646 100	CONTRE LES CRIMINELS.....	293 596 070
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
				Paiement anticipé des cotisations	
7	1 000	1 301 900	1 302 900	au Barreau.....	1 302 900
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE POURSUITES	
	1 000	1 301 900	1 302 900	CONTRE LES CRIMINELS.....	1 302 900

Description du programme:

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du Code criminel et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au procureur général adjoint dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Droit criminel (Poste 2)			Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)	
Traitments et salaires.....	235 208 491		Dépôts et charges payées d'avance.....	1 302 900
Avantages sociaux.....	25 444 250			1 302 900
Transports et communications.....	2 558 159			
Services.....	17 870 713		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Fournitures et matériel.....	3 024 044		PROGRAMME DE POURSUITES	
Paiements de transfert			CONTRE LES CRIMINELS.....	1 302 900
Programme de sécurité en				
matière de mise en liberté				
sous caution.....	1 332 639			
Comités de justice pour la				
jeunesse.....	3 930 033			
Programmes de				
responsabilisation directe.....	3 573 095			
Indemnisation des victimes				
à partir de la confiscation				
des actifs criminels.....	199 358			
		9 035 125		
		293 140 782		
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Paiements effectués en vertu de la				
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		455 288		
		455 288		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE POURSUITES				
CONTRE LES CRIMINELS.....	293 596 070			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
CHARGES DE FONCTIONNE				
				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
2	326 864 300	26 770 500	353 634 800	Aide juridique Ontario..... 353 628 511
4	171 473 800	36 311 800	207 785 600	Relations avec les organismes et les tribunaux 207 157 352
8	6 701 300	834 400	7 535 700	Politiques..... 7 479 228
13	39 059 500	(1 189 000)	37 870 500	Justice pour les Autochtones..... 36 961 090
				Créances irrécouvrable, <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière</i> 68 234
				Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>les services policiers</i> 1 080 104
	<u>544 100 900</u>	<u>62 727 700</u>	<u>606 828 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... 606 374 519
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Paiement anticipé des
12	3 000	86 200	89 200	cotisations au Barreau..... 89 200
	<u>3 000</u>	<u>86 200</u>	<u>89 200</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... 89 200

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés		Total		Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil			
	\$	\$	\$		\$
303				PROGRAMME DES POLITIQUES,	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMMES DE JUSTICE ET	
				PROGRAMME RELATIF AUX	
				ORGANISMES	
5	1 000	0	1 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes...	0
				Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>	
L	2 021 600	0	2 021 600	financière.....	1 831 556
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME DES POLITIQUES,	
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET	
				PROGRAMME RELATIF AUX	
				ORGANISMES.....	1 831 556
	<u>2 022 600</u>	<u>0</u>	<u>2 022 600</u>		
BIENS IMMOBILISÉS					
6	2 085 400	(258 400)	1 827 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes...	1 802 574
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
				– PROGRAMME DES POLITIQUES,	
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME	
				ORGANISMES	1 802 574
	<u>2 085 400</u>	<u>(258 400)</u>	<u>1 827 000</u>		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Ce programme inclut la Division des politiques et la Division de la justice pour les Autochtones.

La Division des politiques est responsable de l'élaboration de lois, de règlements et de politiques en réponse à des questions diverses dans des domaines comme le droit civil, le droit de la famille, les droits de la personne, le droit administratif et le droit commercial, ainsi que de la réglementation des secteurs des alcools, du jeu, des courses de chevaux et de la vente au détail de cannabis. La Division est également responsable de la surveillance des politiques et de l'établissement de partenariats liés aux organismes réglementaires et opérationnels, aux tribunaux décisionnels et aux programmes du ministère, notamment Tribunaux décisionnels Ontario, Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario, Aide juridique Ontario, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, l'Unité des enquêtes spéciales, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, le Conseil des experts-comptables et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution.

La Division des politiques dirige également l'élaboration et la mise en œuvre de la politique et du cadre ontariens applicable à la réglementation du cannabis récréatif. Par ailleurs, elle administre les nominations ministérielles à l'ensemble des organismes et des tribunaux décisionnels et gère les nominations juridiques, en assurant la prestation directe de services aux candidats aux fonctions de notaires non juristes et de commissaires. La Division fournit également du soutien administratif et autre à deux comités sur les nominations à la magistrature, qui recommandent au procureur général des nominations pour les juges et juges de paix en Ontario.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine, en se concentrant sur la réduction des taux de récidive et sur la surreprésentation des Autochtones, en tant que victimes, accusés et contrevenants, dans le système de justice. La Division est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. À l'heure actuelle, la Division travaille notamment à la supervision des programmes de justice pour les Autochtones, à l'animation de formations en compétence culturelle autochtone, à la réforme législative, à l'élaboration de politiques et aux enquêtes de coroners. La Division fournit également au procureur général et au sous-procureur général des conseils stratégiques sur des questions relatives à la justice pour les Autochtones. Elle collabore étroitement avec d'autres divisions du ministère du Procureur général, d'autres ministères ontariens comme ceux du Solliciteur général et des Affaires autochtones, la Police provinciale de l'Ontario et les services de police des Premières Nations dans la province, et soutient ou alimente leur travail. De plus, la Division soutient le Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et le Conseil des aînés, ces instances offrant des conseils spécialisés essentiels au procureur général et à d'autres ministères sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Aide juridique Ontario (Poste 2)			<i>Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Aide juridique Ontario.....	353 628 511		Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne.....	5 236 200	
		353 628 511			5 236 200
Relations avec les organismes et les tribunaux (Poste 4)			Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police		
Traitments et salaires.....	134 894 524		Traitments et salaires.....	4 738 128	
Avantages sociaux.....	25 590 991		Avantages sociaux.....	676 751	
Transports et communications.....	3 038 502		Transports et communications.....	27 077	
Services.....	31 741 181		Services.....	559 845	
Fournitures et matériel.....	1 061 932		Fournitures et matériel.....	14 772	
Paiements de transfert					6 016 573
Indemnisation des victimes d'actes criminels.....	12 863 168		Unité des enquêtes spéciales		
Vérification et supervision des libérations sous caution.....	12 369 692		Traitments et salaires.....	6 795 302	
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne.....	5 236 200		Avantages sociaux.....	827 487	
		30 469 060	Transports et communications.....	200 001	
		226 796 190	Services.....	930 890	
Moins : Recouvrements.....	19 638 838		Fournitures et matériel.....	82 248	
		207 157 352			8 835 928
Relations avec les organismes et gestion des programmes			Commission des alcools et des jeux de l'Ontario		
Traitments et salaires.....	2 566 762		Traitments et salaires.....	60 716 019	
Avantages sociaux.....	439 698		Avantages sociaux.....	14 981 727	
Transports et communications.....	30 331		Transports et communications.....	1 114 837	
Services.....	797 766		Services.....	12 060 982	
Fournitures et matériel.....	565		Fournitures et matériel.....	505 040	
		3 835 122		89 378 605	
Moins : Recouvrements.....	180 001		Moins : Recouvrements.....	19 063 031	
		3 655 121			70 315 574
Vérification et supervision des libérations sous caution			Tribunaux décisionnels Ontario		
Paiements de transfert			Traitments et salaires.....	55 913 912	
Vérification et supervision des libérés.....	12 369 692		Avantages sociaux.....	8 173 465	
		12 369 692	Transports et communications.....	1 582 358	
<i>Commission ontarienne des droits de la personne</i>			Services.....	16 967 922	
Traitments et salaires.....	4 164 401		Fournitures et matériel.....	447 767	
Avantages sociaux.....	491 863		Paiements de transfert		
Transports et communications.....	83 898		Indemnisation des victimes d'actes criminels.....	12 863 168	
Services.....	423 776			95 948 592	
Fournitures et matériel.....	11 540		Moins : Recouvrements.....	395 806	
		5 175 478			95 552 786

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Politiques (Poste 8)			Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 12)	
Traitements et salaires.....	5 682 864		Dépôts et charges payées d'avance.....	89 200
Avantages sociaux.....	668 609			<u>89 200</u>
Transports et communications.....	32 800			
Services.....	1 026 708		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Fournitures et matériel.....	68 247		PROGRAMME DES POLITIQUES	
	<u>7 479 228</u>		PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME	
			RELATIF AUX ORGANISMES.....	<u>89 200</u>
Division de la justice pour les Autochtones (Poste 13)			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	3 159 897		Crédits législatifs	
Avantages sociaux.....	365 342			
Transports et communications.....	39 229		Autres opérations	
Services.....	323 031		Amortissement –	
Fournitures et matériel.....	31 707		<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	<i>1 831 556</i>
Paiements de transfert				<u>1 831 556</u>
Programme d'assistance				
parajudiciaire aux Autochtones			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
de l'Ontario.....	4 393 026		PROGRAMME DES POLITIQUES	
Projets de la justice applicable			PROGRAMME DE JUSTICE ET PROGRAMME	
aux Autochtones.....	16 830 615		RELATIF AUX ORGANISMES.....	<u>1 831 556</u>
Services aux victimes autochtones	11 728 243			
Liste des jurés.....	90 000			
	<u>33 041 884</u>			
	<u>36 961 090</u>			
			BIENS IMMOBILISÉS	
Crédits législatifs			Politiques, programmes de justice et	
Autres opérations			programme relatif aux organismes (Poste 6)	
Créances irrécouvrables,			Matériel de technologie de l'information.....	1 802 574
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	<i>68 234</i>			<u>1 802 574</u>
Audiences tenues en vertu de la			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
<i>Loi sur les services policiers.....</i>	<i>1 080 104</i>		PROGRAMME DES POLITIQUES	
	<u>1 148 338</u>		PROGRAMME DE JUSTICE ET PROGRAMME	
			RELATIF AUX ORGANISMES	<u>1 802 574</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES POLITIQUES				
PROGRAMMES DE JUSTICE ET				
PROGRAMME RELATIF AUX				
ORGANISMES.....	<u>606 374 519</u>			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés		Total		Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil			
	\$	\$	\$		\$
304				PROGRAMME DES SERVICES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				JURIDIQUES	
2	28 053 400	(4 364 700)	23 688 700	Droit civil.....	23 496 162
3	5 391 300	(723 600)	4 667 700	Services des conseillers législatifs.....	4 140 732
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	60 275 139
	<u>33 445 700</u>	<u>(5 088 300)</u>	<u>28 357 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES	
				SERVICES JURIDIQUES.....	87 912 033
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	1 000	216 800	217 800	Paiement anticipé des cotisations au Barreau.....	199 711
	<u>1 000</u>	<u>216 800</u>	<u>217 800</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES	
				SERVICES JURIDIQUES.....	199 711

Description du programme:

Ce programme comprend la Division du droit civil et le Bureau des conseillers législatifs.

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministères et à de nombreux organismes de la fonction publique de l'Ontario des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, notamment le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que la primauté du droit soit respectée et à ce que les décisions du Conseil des ministres soient valides des points de vue juridique et constitutionnel, et en fournissant des conseils sur les questions de droit liées aux activités et priorités du gouvernement.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Droit civil (Poste 2)			Services des conseillers législatifs (Poste 3)		
Traitments et salaires.....	138 299 632		Traitments et salaires.....	5 450 416	
Avantages sociaux.....	14 722 662		Avantages sociaux.....	743 414	
Transports et communications.....	194 030		Transports et communications.....	19 371	
Services.....	6 607 345		Services.....	303 556	
Fournitures et matériel.....	670 207		Fournitures et matériel.....	17 128	
	<u>160 493 876</u>			<u>6 533 885</u>	
Moins : Recouvrements.....	136 997 714		Moins : Recouvrements.....	2 393 153	
	<u>23 496 162</u>			<u>4 140 732</u>	
Droit civil et constitutionnel			Crédits législatifs		
Traitments et salaires.....	32 184 596		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	3 786 535		Loi sur les actions contre la Couronne.....	60 275 139	
Transports et communications.....	194 030			<u>60 275 139</u>	
Services.....	6 607 345				
Fournitures et matériel.....	670 207				
	<u>43 442 713</u>				
Moins : Recouvrements.....	19 947 551				
	<u>23 495 162</u>				
Directions des services juridiques détachés					
Traitments et salaires.....	106 115 036				
Avantages sociaux.....	10 936 127				
	<u>117 051 163</u>				
Moins : Recouvrements.....	117 050 163				
	<u>1 000</u>				
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
			Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)		
			Dépôts et charges payées d'avance.....	199 711	
				<u>199 711</u>	
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES....	87 912 033	
				<u><u>87 912 033</u></u>	
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES	199 711	
				<u><u>199 711</u></u>	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX
1	246 534 300	15 241 400	261 775 700	Administration de la justice..... 256 852 552
2	197 137 700	(16 724 500)	180 413 200	Services judiciaires..... 180 108 801
				Créances irrécouvrable, <i>Loi sur</i>
L	5 300 000	0	5 300 000	<i>l'administration financière</i> 200 841 490
	<u>448 972 000</u>	<u>(1 483 100)</u>	<u>447 488 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX..... 637 802 843
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Paiement anticipé des
6	1 000	72 800	73 800	cotisations au Barreau..... 73 800
	<u>1 000</u>	<u>72 800</u>	<u>73 800</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX..... 73 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	42 038 600	9 041 300	51 079 900	Construction de tribunaux..... 50 598 104
4	1 000	(1 000)	0	Services aux tribunaux..... 0
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	945 400	0	945 400	<i>l'administration financière</i> 538 576
	<u>42 985 000</u>	<u>9 040 300</u>	<u>52 025 300</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX..... 51 136 680

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientèle et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Administration de la justice (Poste 1)			Construction de tribunaux (Poste 3)		
Traitments et salaires.....	158 751 299		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	28 577 825		Projets d'infrastructure de grande		
Transports et communications.....	12 956 816		envergure- paiements.....	50 598 104	
Services.....	50 244 317			<u>50 598 104</u>	
Fournitures et matériel.....	5 118 381				
Paiements de transfert			Crédits législatifs		
Loi fédérale sur les contraventions -			Autres opérations		
soutien aux services en français.....	1 203 914		Amortissement –	538 576	
	<u>256 852 552</u>		Loi sur l'administration financière.....	<u>538 576</u>	
Services judiciaires (Poste 2)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Traitments et salaires.....	155 134 208		PROGRAMME DES SERVICES		
Avantages sociaux.....	12 083 927		AUX TRIBUNAUX.....		
Transports et communications.....	728 944			<u><u>51 136 680</u></u>	
Services.....	11 483 405				
Fournitures et matériel.....	446 366		BIENS IMMOBILISÉS		
Paiements de transfert			Services aux tribunaux (Poste 5)		
Subventions - Institut national de la			Immeubles - partenariats publics-privés.....	191 892 799	
magistrature/Conférence des juges.....	231 951			<u>191 892 799</u>	
	<u>180 108 801</u>				
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
Crédits législatifs			PROGRAMME DES SERVICES		
Autres opérations			AUX TRIBUNAUX.....		
Créances irrécouvrables				<u><u>191 892 799</u></u>	
Loi sur l'administration financière.....	200 841 490				
	<u>200 841 490</u>				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DES SERVICES					
AUX TRIBUNAUX.....					
	<u><u>637 802 843</u></u>				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)					
Dépôts et charges payées d'avance.....	73 800				
	<u>73 800</u>				
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DES SERVICES					
AUX TRIBUNAUX.....					
	<u><u>73 800</u></u>				

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
306				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	82 908 200	(1 035 100)	81 873 100	Services aux victimes..... 81 452 053
				Programme d'aide aux victimes
2	21 844 800	888 800	22 733 600	et aux témoins..... 22 454 628
6	87 970 600	(6 755 000)	81 215 600	Personnes vulnérables..... 76 446 737
	<u>192 723 600</u>	<u>(6 901 300)</u>	<u>185 822 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES
				SERVICES AUX VICTIMES ET AUX
				PERSONNES VULNÉRABLES..... 180 353 418
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	1 000	88 500	89 500	Paiement anticipé des
				cotisations au Barreau..... 83 583
	<u>1 000</u>	<u>88 500</u>	<u>89 500</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				PROGRAMME DES SERVICES AUX
				VICTIMES ET AUX PERSONNES
				VULNERABLES..... 83 583
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
9	1 000	(1 000)	0	Projet de modernisation..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	TOTAL - CHARGES D'IMMOBILISATIONS
				PROGRAMME DES SERVICES AUX
				VICTIMES ET AUX PERSONNES
				VULNERABLES..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
8	11 640 000	0	11 640 000	Projet de modernisation..... 0
	<u>11 640 000</u>	<u>0</u>	<u>11 640 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				PROGRAMME DES SERVICES AUX
				VICTIMES ET AUX PERSONNES
				VULNERABLES..... 0

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme:

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par la direction des Services aux victimes – Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle à la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public, et le Bureau de l'avocat des enfants protège les droits d'ordre personnel et patrimonial des enfants devant les cours et les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services aux victimes (Poste 1)			Avocat des enfants		
Traitments et salaires.....	6 821 693		Traitments et salaires.....	8 947 798	
Avantages sociaux.....	951 328		Avantages sociaux.....	1 001 518	
Transports et communications.....	91 576		Transports et communications....	113 831	
Services.....	5 657 079		Services.....	19 833 173	
Fournitures et matériel.....	23 042		Fournitures et matériel.....	58 220	
Paiements de transfert				29 954 540	
Tribunaux de traitement de			Moins : Recouvrements.....	81 903	
la toxicomanie.....	1 000 000				29 872 637
Subventions pour les			Tuteur et curateur public/Comptable de la		
Programmes d'intervention			Cour de l'Ontario (Division générale)		
auprès des partenaires					
violents.....	11 493 718		Traitments et salaires.....	34 529 749	
Projets spéciaux d'aide			Avantages sociaux.....	5 000 263	
aux victimes.....	3 966 650		Transports et communications....	657 109	
Subventions pour les			Services.....	6 165 318	
initiatives de lutte contre			Fournitures et matériel.....	221 661	
l'agression sexuelle.....	14 824 291				46 574 100
Programme d'aide aux			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
enfants victimes.....	1 620 857		PROGRAMME DES SERVICES		
Services spécialisés.....	663 000		AUX VICTIMES ET AUX		
Programme d'aide			PERSONNES VULNÉRABLES.....		
immédiate aux victimes.....	22 310 844				180 353 418
Visites surveillées.....	9 377 833		ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Recours civils à l'égard d'activités illicites			Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)		
<i>Loi sur les recours civils</i>					
<i>Subventions.....</i>	2 650 142		Dépôts et charges payées d'avance.....	83 583	
		67 907 335		83 583	
		81 452 053	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)		
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)			PROGRAMME DES SERVICES		
Traitments et salaires.....	17 609 238		AUX VICTIMES ET AUX		
Avantages sociaux.....	3 127 656		PERSONNES VULNÉRABLES.....		
Transports et communications.....	365 476				83 583
Services.....	1 257 374				
Fournitures et matériel.....	94 884				
		22 454 628			
Personnes vulnérables (Poste 6)					
Traitments et salaires.....	43 477 547				
Avantages sociaux.....	6 001 781				
Transports et communications.....	770 940				
Services.....	25 998 491				
Fournitures et matériel.....	279 881				
		76 528 640			
Moins : Recouvrements.....	81 903				
		76 446 737			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
307				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES
1	9 987 600	(784 100)	9 203 500	Crédit d'impôt pour contributions politiques..... 8 964 172
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES..... 8 964 172
	<u>9 987 600</u>	<u>(784 100)</u>	<u>9 203 500</u>	

Description du programme:

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la Loi sur le financement des élections de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédit d'impôt pour contributions politiques (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	8 964 172
	<u>8 964 172</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT	
POUR CONTRIBUTIONS	
POLITIQUES.....	<u>8 964 172</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel.....	86 188 478	89 764 168
Bandes criminalisées et armes à feu.....	6 389 540	3 905 898
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles.....	4 115 429	4 115 429
Travailleurs judiciaires autochtones.....	1 901 976	1 837 909
Financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie.....	1 550 000	1 000 000
<i>Loi sur les contraventions fédérale</i>	1 351 320	1 541 130
Langue française.....	200 014	231 919
Autres.....	1 976 500	1 727 910
	<u>103 673 257</u>	<u>104 124 363</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario.....	26 492 520	24 806 098
Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile.....	14 365 229	15 563 023
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la Loi sur les infractions provinciales.....	7 925 327	17 603 658
Avocat des enfants.....	58 443	74 000
Autres.....	2 610	0
	<u>48 844 128</u>	<u>58 046 779</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais judiciaires.....	71 294 855	94 618 600
Droits liés à la Commission de la location immobilière.....	8 221 689	13 005 098
Jeux – Droits d'inscription.....	4 006 027	8 203 807
Cannabis.....	3 645 906	915 138
Permis de vente d'alcool.....	3 300 242	4 168 476
Procédure/Recherche/Shérifs.....	3 093 959	8 043 894
Jeux – Licences des loterie.....	1 817 239	3 816 900
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis.....	1 730 464	1 478 910
Autorisations relatives à l'alcool – épicerie.....	1 718 905	2 590 457
Droits liés à la Commission de révision de l'évaluation foncière.....	943 873	382 712
Droits de cession de permis.....	803 505	1 263 015
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis.....	616 148	326 992
Tribunal d'appel de l'aménagement local - Droits.....	471 319	623 319

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
Permis – Brasseurs provinciaux.....	236 807	263 066
Permis – Vineries ontariennes.....	120 750	111 615
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants.....	14 121	12 308
Frais pour chèques refusés.....	11 515	5 380
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres.....	0	1 485 614
Permis pour occasions spéciales.....	(118 385)	5 728 150
Autres.....	5 348	5 386
	<u>101 934 288</u>	<u>147 048 836</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration.....	25 147 960	36 445 772
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution.....	283 975	116 846
Amendes – Paiements en trop.....	3 475	193
	<u>25 435 409</u>	<u>36 562 811</u>
 VENTES ET LOCATIONS.....	<u>102 701</u>	<u>351 956</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>8 699 152</u>	<u>2 217 814</u>
 DIVERS		
Suramendes compensatoires non spécifiées.....	216 117 697	0
Fonds d'aide aux victimes.....	51 192 900	52 439 530
Confiscations – Produits de la criminalité.....	3 970 898	3 134 221
CRIA – Loi sur les recours civils.....	3 274 733	5 297 540
Tuteur et curateur public de l'Ontario – biens en déshérence.....	2 849 599	4 256 677
Division du droit civil – Règlements.....	1 422 337	382 276
Autres.....	1 184 890	229 074
	<u>280 013 054</u>	<u>65 739 319</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>568 701 989</u>	<u>414 091 878</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-246
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-247
GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	2-249
PROTECTION DU PUBLIC.....	2-255
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION –	
GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	2-258
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-248, 2-252, 2-253, 2-257
ÉTAT DES RECETTES.....	2-261

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
41 489 881	Administration du ministère	40 286 514	39 122 502
280 530 098	Gestion des richesses naturelles	280 040 400	273 074 132
166 483 719	Protection du public	151 776 400	148 840 160
	Information et technologie de l'information –		
27 546 998	Groupement pour les terres et les ressources	29 766 600	29 424 469
516 050 696	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	501 869 914	490 461 263
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
2 912 000	Gestion des richesses naturelles	4 819 500	0
49 557	Protection du public	54 000	53 950
	Information et technologie de l'information –		
0	Groupement pour les terres et les ressources	1 000	0
2 961 557	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	4 873 500	53 950
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
31 499 344	Gestion des richesses naturelles	35 070 700	30 332 744
5 387 050	Protection du public	9 123 500	4 679 846
36 886 394	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	44 194 200	35 012 590
BIENS IMMOBILISÉS			
25 918 606	Gestion des richesses naturelles	527 905 600	227 758 388
12 635 850	Protection du public	13 062 700	12 010 012
38 554 456	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	540 968 300	239 768 400

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2101				PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DU MINISTÈRE	
1	33 447 200	6 774 300	40 221 500	Administration du ministère.....	39 056 534
				Créances irrécouvrables,	
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	0
				Traitement versé au ministre en vertu de	
L	47 841	0	47 841	<i>la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	49 301
				Traitement versé à l'adjoint	
				parlementaire en vertu de la	
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	33 512 214	6 774 300	40 286 514	D'ADMINISTRATION	
				DU MINISTÈRE.....	39 122 502
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	1 000	0	1 000	Débiteurs.....	0
				FONCTIONNEMENT)	
	1 000	0	1 000	D'ADMINISTRATION	
				DU MINISTÈRE.....	0

Description du programme:

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	15 684 260		Traitements et salaires.....	2 761 269	
Avantages sociaux.....	5 017 348		Avantages sociaux.....	474 328	
Transports et communications.....	291 526		Transports et communications.....	23 919	
Services.....	18 224 030		Services.....	732 291	
Fournitures et matériel.....	89 913		Fournitures et matériel.....	15 208	
Paiements de transfert					4 007 015
Programmes d'emploi					
des jeunes.....	73 404				
		73 404			
		39 380 481			
Moins : Recouvrements.....		323 947			
		39 056 534			
					7 962 708
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	3 970 341		Transports et communications.....	29 029	
Avantages sociaux.....	533 344		Services.....	7 917 270	
Transports et communications.....	164 507		Fournitures et matériel.....	16 409	
Services.....	815 044				
Fournitures et matériel.....	27 605				
		5 510 841			2 384 726
<i>Finances et administration</i>			<i>Commission de l'escarpement du Niagara</i>		
Traitements et salaires.....	3 580 927		Traitements et salaires.....	1 749 275	
Avantages sociaux.....	548 037		Avantages sociaux.....	361 893	
Transports et communications.....	23 243		Transports et communications.....	29 507	
Services.....	8 128 908		Services.....	225 026	
Fournitures et matériel.....	2 598		Fournitures et matériel.....	19 025	
		12 283 713			
<i>Ressources humaines</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	3 622 448		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	3 099 746		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications.....	21 321		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Services.....	405 491		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Fournitures et matériel.....	9 068				65 968
Paiements de transfert					
Programmes d'emploi					
des jeunes.....	73 404				
		7 231 478			
Moins : Recouvrements.....		323 947			
		6 907 531			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		39 122 502

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	277 494 600	(2 546 200)	274 948 400	Gestion durable des ressources..... 270 005 084
L	5 091 000	0	5 091 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 3 069 048
L	1 000	0	1 000	Fonds de reboisement, Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne..... 0
	<u>282 586 600</u>	<u>(2 546 200)</u>	<u>280 040 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES... 273 074 132
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	4 824 000	(4 500)	4 819 500	Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement..... 0
	<u>4 824 000</u>	<u>(4 500)</u>	<u>4 819 500</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	16 858 600	6 102 000	22 960 600	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles..... 19 848 657
6	1 000	(1 000)	0	Assainissement de l'environnement..... 0
L	12 110 100	0	12 110 100	Amortissement, Loi sur l'administration financière..... 10 484 087
	<u>28 969 700</u>	<u>6 101 000</u>	<u>35 070 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES... 30 332 744

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
4	534 255 300	(6 349 700)	527 905 600	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – biens immobilisés..... 227 758 388
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	534 255 300	(6 349 700)	527 905 600	DES RICHESSES NATURELLES... 227 758 388

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et halieutiques de l'Ontario afin de promouvoir un environnement sain et durable, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des actifs d'infrastructure tels les installations piscicoles, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
OPERATING EXPENSE					
Gestion durable des ressources (Poste 1)			<i>Politiques et planification</i>		
Traitements et salaires.....	150 002 297		Traitements et salaires.....	14 317 288	
Avantages sociaux.....	24 568 889		Avantages sociaux.....	1 962 546	
Transports et communications.....	4 389 126		Transports et communications.....	193 006	
Services.....	110 823 632		Services.....	1 457 840	
Fournitures et matériel.....	10 195 178		Fournitures et matériel.....	36 620	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Politiques relatives aux			Politiques relatives aux		
richesses naturelles et			richesses naturelles et		
intendance des			intendance des ressources..	2 484 825	
ressources.....	2 484 825			20 452 125	
Initiatives pour le			Moins : Recouvrements.....	75 000	
secteur forestier.....	13 747 989				20 377 125
Partage des recettes liées à			<i>Industrie forestière</i>		
l'exploitation des ressources			Traitements et salaires.....	7 729 135	
forestières.....	25 757 633		Avantages sociaux.....	1 164 123	
Soutien à l'exploitation de la			Transports et communications.....	118 446	
région des lacs expérimentaux	2 000 000		Services.....	50 236 067	
Services provinciaux –			Fournitures et matériel.....	249 980	
intendance des ressources....	370 000		Paiements de transfert		
Programmes de soutien aux			Initiatives pour le secteur forestier	13 747 989	
opérations régionales.....	7 306 394		Partage des recettes liées à		
Programme du Grand Nord.....	426 721		l'exploitation des ressources		
Protection du poisson et de la			forestières.....	25 757 633	
faune – intendance des					99 003 373
ressources.....	202 500		<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>		
	52 296 062		Traitements et salaires.....	27 252 746	
	352 275 184		Avantages sociaux.....	4 338 091	
Moins : Recouvrements.....	82 270 100		Transports et communications.....	740 262	
	270 005 084		Services.....	11 544 318	
			Fournitures et matériel.....	5 019 246	
<i>Cartographie et information géographique</i>			Paiements de transfert		
Traitements et salaires.....	7 871 053		Soutien à l'exploitation de		
Avantages sociaux.....	1 167 630		la région des lacs		
Transports et communications.....	49 553		expérimentaux.....	2 000 000	
Services.....	4 861 783		Services provinciaux –		
Fournitures et matériel.....	162 541		intendance des		
	14 112 560		ressources.....	370 000	
Moins : Recouvrements.....	5 248 160			51 264 663	
	8 864 400		Moins : Recouvrements.....	9 905 079	
					41 359 584

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
<i>Opérations régionales</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	55 244 692		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	9 765 319		Créances irrécouvrables		
Transports et communications.....	1 459 102		Loi sur l'administration financière.....		3 069 048
Services.....	18 715 913		Paiements de transfert		
Fournitures et matériel.....	907 550		Fonds de reboisement, Loi de		
Paiements de transfert			1994 sur la durabilité des		
Programmes de soutien aux			forêts de la Couronne.....	75 864 959	
opérations régionales.....	7 306 394		Moins : Recouvrements.....	75 864 959	
Programme du Grand Nord.....	426 721				0
	93 825 691				3 069 048
Moins : Recouvrements.....	3 853 062				
		89 972 629			
<i>Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....		273 074 132
Traitements et salaires.....	37 587 383				
Avantages sociaux.....	6 171 180		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Transports et communications.....	1 828 757		Infrastructure pour la gestion		
Services.....	13 579 738		des richesses naturelles (Poste 3)		
Fournitures et matériel.....	3 819 241		Transports et communications.....		49 022
Paiements de transfert			Services.....		14 522 558
Protection du poisson et de la			Fournitures et matériel.....		2 924 321
faune – intendance des			Paiements de transfert		
ressources.....	202 500		Infrastructure des offices de		
	63 188 799		protection de la nature.....	4 928 476	
Moins : Recouvrements.....	63 188 799				4 928 476
		0			22 424 377
<i>Administration du programme</i>			Moins : Recouvrements.....		2 575 720
Services.....	10 427 973				19 848 657
		10 427 973			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			BIENS IMMOBILISÉS		
Transports et communications.....	26 074		Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations (Poste 4)		
Services.....	841 728		Bien-fonds - Coûts d'immobilisations.....	201,673,289	
Fournitures et matériel.....	2 068 738		Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	7 181 275	
		2 936 540	Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	6 083 765	
<i>Opérations régionales</i>			Améliorations locatives.....	1 022 079	
Transports et communications.....	18 831		Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	8 614 704	
Services.....	11 823 832		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	572 982	
Fournitures et matériel.....	842 521		Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations.....	2 610 294	
Paiements de transfert				227 758 388	
Infrastructure des offices de protection de la nature.....	4 928 476				
	17 613 660		<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>		
Moins : Recouvrements.....	2 575 720		Immeubles – coûts relatifs aux immobilisations.....	406 286	
		15 037 940	Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	276 962	
<i>Industrie forestière</i>			Machines et équipement - coûts relatifs aux immobilisations.....	140 466	
Transports et communications.....	306		Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux immobilisations.....	2 610 294	
Services.....	104 581			3 434 008	
		104 887	<i>Opérations régionales</i>		
<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>			Bien-fonds - Coûts d'immobilisations	201 673 289	
Transports et communications.....	3 811		Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	83 765	
Services.....	1 752 417		Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	8 337 742	
Fournitures et matériel.....	13 062			210 094 796	
		1 769 290	<i>Industrie forestière</i>		
<i>Crédits législatifs</i>			Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	6 000 000	
Autres opérations			Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	247 525	
Amortissement, Loi sur l'administration financière.....	10 484 087			6 247 525	
	10 484 087				
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....		30 332 744			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		
Immeubles - coûts relatifs		
relatifs aux immobilisations.....	6 774 989	
Améliorations locatives.....	1 022 079	
Machines et équipement – coûts		
relatifs aux immobilisations.....	184 991	
		<u>7 982 059</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
PROGRAMME DE GESTION DES		
RICHESSSES NATURELLES.....		<u>227 758 388</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC
1	130 679 400	21 087 000	151 766 400	Protection du public..... 148 840 160
L	10 000	0	10 000	Créances irrécouvrables Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>130 689 400</u>	<u>21 087 000</u>	<u>151 776 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC 148 840 160
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	49 500	4 500	54 000	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement..... 53 950
	<u>49 500</u>	<u>4 500</u>	<u>54 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC 53 950
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1,236,500	0	1,236,500	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence..... 946 188
L	7 887 000	0	7 887 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 3 733 658
	<u>9 123 500</u>	<u>0</u>	<u>9 123 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC 4 679 846

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS				PUBLIC
4	15 608 400	(2 545 700)	13 062 700	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – biens immobilisés..... 12 010 012
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE PROTECTION DU
				PUBLIC
	<u>15 608 400</u>	<u>(2 545 700)</u>	<u>13 062 700</u>	<u>12 010 012</u>

Description du programme :

Le programme de protection du public guide les activités du Programme de gestion des situations d'urgence du ministère en matière de protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : feux de végétation; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres situations d'urgence importantes à l'échelle provinciale pour lesquelles de l'aide est nécessaire.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Protection du public (Poste 1)			Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	65 911 974		Dépôts et charges payées d'avance.....	53 950
Avantages sociaux.....	9 364 047			53 950
Transports et communications.....	3 121 976			
Services.....	91 382 554		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Fournitures et matériel.....	10 667 624		PROGRAMME DE PROTECTION DU	
Palements de transfert			PUBLIC.....	53 950
Initiative ontarienne Collectivés Intelli-feu.....	30 000			
	180 478 175			
Moins : Recouvrements.....	31 638 015			
	148 840 160			
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
<i>Sécurité publique et intervention en cas d'urgence</i>			Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	28 935 087		Transports et communications.....	179 833
Avantages sociaux.....	4 815 489		Services.....	634 317
Transports et communications.....	1 163 833		Fournitures et matériel.....	132 038
Services.....	22 191 522			946 188
Fournitures et matériel.....	1 587 303			
Palements de transfert			Crédits législatifs	
Initiative ontarienne Collectivés				
Intelli-feu.....	30 000		Autres opérations	
	58 723 234		Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>	
Moins : Recouvrements.....	30 953 954		<i>financière.....</i>	3 733 658
	27 769 279			3 733 658
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
<i>Lutte d'urgence contre les incendies</i>			PROGRAMME DE PROTECTION DU	
Traitements et salaires.....	36 976 887		PUBLIC.....	4 679 846
Avantages sociaux.....	4 548 558			
Transports et communications.....	1 958 143			
Services.....	69 191 032			
Fournitures et matériel.....	9 080 321			
	121 754 941		BIENS IMMOBILISÉS	
Moins : Recouvrements.....	684 061		Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations (Poste 4)	
	121 070 880		Immeubles - traitements et salaires.....	69 830
			Immeubles - avantages sociaux.....	11 447
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	9 458 747
PROGRAMME DE PROTECTION DU			Machines et équipement - coûts relatifs	
PUBLIC.....	148 840 160		relatifs aux immobilisations.....	338 112
			Avions – coûts relatifs aux immobilisations.....	2 131 876
				12 010 012
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			PROGRAMME DE PROTECTION DU	
			PUBLIC.....	12 010 012

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2105				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRE ET LES RESSOURCES
				Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources.....
1	28 185 600	1 581 000	29 766 600	29 424 469
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....
	<u>28 185 600</u>	<u>1 581 000</u>	<u>29 766 600</u>	<u>29 424 469</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Groupement ITI pour les terres et les ressources.....
2	1 000	0	1 000	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles et Forêts, Affaires autochtones, Environnement, de la Protection de la nature et Parcs, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Énergie, Développement du Nord et Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION

– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Information et technologie de l'information

– Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)

Traitements et salaires.....	20 933 708
Avantages sociaux.....	2 814 088
Transports et communications.....	716 189
Services.....	53 040 508
Fournitures et matériel.....	58 079
	<u>77 562 572</u>
Moins : Recouvrements.....	48 138 103
	<u>29 424 469</u>

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

– GROUPEMENT POUR LES

TERRES ET LES RESSOURCES..... 29 424 469

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	4 381 040	2 457 221
Programme d'infrastructures Canada-Ontario.....	40 884	40 884
Autres.....	4 892 989	0
	<u>9 314 913</u>	<u>2 498 105</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	 <u>5 187 234</u>	 <u>10 612 849</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis - Agréats.....	8 951 195	8 801 992
Autres.....	696 748	640 463
	<u>9 647 943</u>	<u>9 442 455</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS.....	 <u>320 069</u>	 <u>574 493</u>
 VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations.....	3 457 163	302 116
Autres.....	16 126 932	14 372 103
	<u>19 584 095</u>	<u>14 674 219</u>
 REDEVANCES		
Énergie hydraulique.....	120 282 161	119 740 737
Droits de la Couronne.....	122 347 149	40 480 789
Ressources pétrolières en mer.....	1 230 607	1 604 678
Agrégats.....	1 594 297	1 591 177
Autres.....	817	1 754
	<u>245 455 031</u>	<u>163 419 135</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	 <u>606 986</u>	 <u>674 511</u>
 DIVERS.....	 <u>887 714</u>	 <u>5 903 360</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	 <u>291 003 985</u>	 <u>207 799 127</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-264
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-266
POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE.....	2-269
PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION.....	2-271
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....	2-273
SANTÉ DE LA POPULATION ET SANTÉ PUBLIQUE.....	2-276
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2-279
SYSTÈMES INFORMATIQUES.....	2-282
SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ.....	2-284
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	2-288
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-269, 2-281, 2-283, 2-287
ÉTAT DES RECETTES.....	2-281

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
94 342 445	Administration du ministère	101 079 892	97 710 280
754 341 518	Politiques de santé et recherche	761 022 900	752 022 072
	Programme des solutions numériques pour la		
204 867 978	santé et de gestion de l'information	260 942 100	249 118 915
21 543 763 184	Assurance-santé de l'Ontario	21 057 001 500	20 972 384 043
1 315 163 881	Santé de la Population et santé publique	2 108 034 400	1 739 498 950
2 210 949 206	Programmes provinciaux et intendance	2 563 039 200	2 473 886 933
129 990 104	Systèmes informatiques	164 657 300	162 616 992
27 645 985 990	Services et programmes de santé	35 131 628 600	34 799 449 516
53 899 404 306	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	62 147 405 892	61 246 687 701
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
1 000 000	Politiques de santé et recherche	2 500 000	0
13 000 000	Assurance-santé de l'Ontario	781 900 000	779 710 854
0	Santé de la Population et santé publique	10 750 000	10 750 000
5 729 400	Programmes provinciaux et intendance	5 729 400	5 729 400
38 106 600	Services et programmes de santé	40 107 600	38 106 600
57 836 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	840 989 000	834 296 854

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
14 687 861	Systèmes informatiques	16 988 700	15 370 032
1 489 685 201	Services et programmes de santé	1 708 831 500	1 695 770 630
	Programme d'immobilisations dans le		
16 292 915	domaine de la santé	11 155 100	9 578 358
1 520 665 977	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	1 736 975 300	1 720 719 020
BIENS IMMOBILISÉS			
7 919 090	Systèmes informatiques	29 283 900	9 484 170
0	Services et programmes de santé	1 000	0
7 919 090	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	29 284 900	9 484 170

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1401				PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DU MINISTÈRE	
1	99 698 900	(4 713 100)	94 985 800	Administration du ministère.....	91 620 157
2	7 137 000	(1 129 300)	6 007 700	Commission ontarienne d'examen.....	6 001 777
				Traitement versé au ministre en vertu	
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
				Traitement versé au ministre sans portefeuille en	
L	22 378	0	22 378	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378
				Traitements versés aux adjoints	
				parlementaires en Vertu de la	
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	106 922 292	(5 842 400)	101 079 892	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
				DU MINISTÈRE.....	97 710 280
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
				Service d'approvisionnement médicopharmaceutique	
6	1 000	0	1 000	du gouvernement de l'Ontario.....	0
10	1 000		1 000	Débiteurs.....	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	2 000	0	2 000	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
				DU MINISTÈRE.....	0

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et au ministre des Soins de longue durée pour leur permettre de remplir les exigences de leurs portefeuilles et des cadres ministériels de gestion, de reddition des comptes, de contrôle financier et de gestion du risque de manière à assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités et du budget; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; approvisionnement; installations; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; subrogation; ressources humaines stratégiques, y compris les stratégies de changement organisationnel et leur mise en œuvre; gestion du talent, du rendement et de la relève; planification de l'effectif et gestion des ressources; participation et inclusion; stratégies de santé, de sécurité et de mieux-être; relations de travail stratégiques et planification d'urgence; gestion des documents, accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; processus de nominations; liaison avec les organismes et supervision; services juridiques; communications, gestion de projet et refonte des programmes en vue d'une amélioration de la qualité, de l'efficience et de l'efficacité; gestion financière, notamment la prestation de services, de soutien et de conseils financiers à d'autres intervenants pour contribuer à l'atteinte des buts et objectifs ministériels en appliquant des pratiques modernes de contrôle financier s'appuyant sur des prévisions, des rapports et le contrôle des dépenses de gestion pour l'année en cours.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	43 561 568		Transports et communications.....	29 124	
Avantages sociaux.....	10 528 040		Services.....	2 468 255	
Transports et communications.....	1 559 646		Fournitures et matériel.....	15 684	
Services.....	35 880 693				2 513 063
Fournitures et matériel.....	149 686				
	91 679 633				
Moins : Recouvrements.....	59 476		<i>Crédits législatifs</i>		
	91 620 157		Traitement versé au ministre en vertu de la		
			Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
<i>Bureau principal</i>			Traitement versé au ministre sans portefeuille en		
Traitements et salaires.....	5 996 939		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	22 378	
Avantages sociaux.....	762 845		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Transports et communications.....	107 927		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	16 667	
Services.....	9 699 241			88 346	
Fournitures et matériel.....	6 882				
	16 573 834				
			<i>Commission ontarienne d'examen (Poste 2)</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Traitements et salaires.....	1 258 517	
Traitements et salaires.....	28 464 021		Avantages sociaux.....	179 621	
Avantages sociaux.....	8 359 386		Transports et communications.....	114 572	
Transports et communications.....	900 116		Services.....	4 435 383	
Services.....	20 383 830		Fournitures et matériel.....	13 684	
Fournitures et matériel.....	92 101			6 001 777	
	58 199 454				
Moins : Recouvrements.....	59 476				
	58 139 978				
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
<i>Ressources humaines</i>			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Traitements et salaires.....	2 324 719			97 710 280	
Avantages sociaux.....	344 385				
Transports et communications.....	13 327				
Services.....	805 912				
Fournitures et matériel.....	2 577				
	3 490 920				
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	6 775 889				
Avantages sociaux.....	1 061 424				
Transports et communications.....	509 152				
Services.....	2 523 455				
Fournitures et matériel.....	32 442				
	10 902 362				

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1402				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE
1	792 248 900	(31 226 000)	761 022 900	Politiques de santé et recherche..... 752 022 072
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	792 248 900	(31 226 000)	761 022 900	– PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE. 752 022 072
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	2 500 000	0	2 500 000	Politiques de santé et recherche..... 0
				FONCTIONNEMENT)
	2 500 000	0	2 500 000	– PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE. 0

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, l'innovation, la stratégie et les politiques relatives aux programmes à l'appui des priorités stratégiques et de planification dans l'ensemble du ministère, y compris la surveillance réglementaire et la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé en Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques, de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs et les priorités dans tout le ministère, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre du système de santé de l'Ontario et le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre (les professions réglementées de la santé et les autres fournisseurs du système). Ce travail comprend l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, le soutien à la recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, l'innovation dans le système de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé. Le travail englobe également le fonds pour la participation des Autochtones en matière de santé, qui vise à améliorer les résultats relatifs à la santé des Premières Nations, des Inuits, des Métis et des peuples autochtones vivant en milieu urbain en Ontario, et inclut un soutien continu à la participation du ministère avec les partenaires autochtones, de même que des services renforcés de promotion de la vie et de soutien dans des situations d'urgence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		12 512 342
Avantages sociaux.....		1 857 458
Transports et communications.....		100 709
Services.....		4 268 905
Fournitures et matériel.....		22 753
Paiements de transfert		
Formation clinique.....	702 281 558	
Programme de recherche appliquée fondée sur des données probant sur la santé.....	30 978 347	
		<u>733 259 905</u>
		<u>752 022 072</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....		<u>752 022 072</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUÉS				
POUR LA SANTÉ ET DE GESTION				
DE L'INFORMATION				
1403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				Programme des solutions numériques.....
				pour la santé et de gestion
1	194 601 200	66 340 900	260 942 100	de l'information..... 249 118 915
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUÉS
				POUR LA SANTÉ ET DE GESTION
				DE L'INFORMATION
	<u>194 601 200</u>	<u>66 340 900</u>	<u>260 942 100</u>	<u>249 118 915</u>

Description du programme:

Le programme des solutions numériques pour la santé et de la gestion de l'information s'appuie sur la technologie numérique de l'Ontario en matière de santé pour donner aux patients accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques.

Le programme des solutions numériques pour la santé rationalisera l'approche de l'Ontario en matière de prestation de services de santé par des solutions numériques en s'orientant vers des soutiens de nature normative pour améliorer l'interopérabilité des systèmes et réduire la fragmentation et les doublons. Le programme établira les fondements numériques de l'Ontario en matière de santé et mettra à profit la technologie connexe pour offrir plus de choix aux patients et plus d'outils aux fournisseurs afin de prodiguer les meilleurs soins possible. Par la centralisation administrative, le ministère fait en sorte que les ressources soient dépensées de manière responsable et donnent des résultats tangibles.

La Division de la planification de la capacité et de l'analytique soutient la planification des systèmes, l'élaboration des politiques, la conception des programmes, le rendement, l'amélioration de la qualité et la responsabilisation en régissant et recueillant les données pour les transformer en perspectives, et les perspectives en orientation stratégique afin de préserver notre système de santé et d'assurer la santé des plus de 14 millions d'Ontariennes et d'Ontariens.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION –
CRÉDIT 1403
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme des solutions numériques pour la santé et de gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		16 907 485
Avantages sociaux.....		2 258 794
Transports et communications.....		125 780
Services.....		7 335 754
Fournitures et matériel.....		4 592
Paievements de transfert		
Stratégie des solutions numériques pour la santé et programmes connexes.....	197 821 100	
Gestion de l'information sur le système de santé.....	24 665 410	
		<u>222 486 510</u>
		<u>249 118 915</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUÉS POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION		<u><u>249 118 915</u></u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSURANCE - SANTÉ DE L'ONTARIO
1	16 788 371 300	(1 262 809 100)	15 525 562 200	Assurance-santé de l'Ontario..... 15 450 764 511
2	4 879 397 500	227 607 700	5 107 005 200	Programmes de médicaments..... 5 106 154 720
4	508 903 100	(84 471 000)	424 432 100	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels..... 415 464 812
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	<u>22 176 673 900</u>	<u>(1119 672 400)</u>	<u>21 057 001 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO..... 20 972 384 043
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	<u>781 900 000</u>	<u>0</u>	<u>781 900 000</u>	Programme d'assurance- santé de l'Ontario..... 779 710 854
	<u>781 900 000</u>	<u>0</u>	<u>781 900 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO..... 779 710 854

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme:

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes Santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la Loi sur l'assurance santé, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, les Équipes de santé familiale, les centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages-femmes, les services aux régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, les services de télétriage, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires (y compris les tests génétiques), l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile) ainsi que la protection contre la fraude et la gestion des risques connexes, tant pour les fournisseurs que pour les abonnés.

L'examen du Programme de médicaments de l'Ontario se poursuit en vue de créer un programme plus facile à comprendre, plus uniforme et durable.

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale, où sont offerts des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)			Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	46 957 389		Traitements et salaires.....	2 868 686	
Avantages sociaux.....	7 463 270		Avantages sociaux.....	493 861	
Transports et communications.....	1 446 043		Transports et communications.....	201 745	
Services.....	14 937 259		Services.....	1 846 909	
Fournitures et matériel.....	107 321		Fournitures et matériel.....	4 080	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre			Programme de fournitures et d'appareils		
des services et soins			et accessoires fonctionnels.....	410 049 531	
fournis par des médecins				415 464 812	
et autres praticiens.....	15 020 176 808				
Établissements de			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
santé autonomes.....	56 042 326		PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ		
Programme des services			DE L'ONTARIO.....	20 972 384 043	
aux régions insuffisamment					
desservies.....	33 649 378				
Programme de subventions			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
aux résidents du Nord					
de l'Ontario pour frais de			Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
transport à des fins					
médicales.....	27 741 076		Avances et montants récupérables		
Services de télétriage.....	31 275 451		Paiements effectués au		
Programme de gestion de			titre des services et soins		
la qualité – Services			fournis par les médecins		
de laboratoire.....	5 685 900		et autres praticiens....	700 000 000	
Services de sages-femmes...	190 478 007		Services de sages-femmes....	3 000 000	
Stratégie de prévention			Programme de fournitures et		
des maladies.....	2 707 953		d'appareils et accessoires		
Qualité des services			fonctionnels.....	76 710 854	
de santé Ontario.....	12 096 330			779 710 854	
	15 379 853 229			779 710 854	
	15 450 764 511		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ		
			DE L'ONTARIO.....	779 710 854	
Programmes de médicaments (Poste 2)					
Traitements et salaires.....	11 552 675				
Avantages sociaux.....	1 718 847				
Transports et communications.....	630 519				
Services.....	7 540 289				
Fournitures et matériel.....	19 607				
Paiements de transfert					
Programmes de médicaments de l'Ontario.....	5 084 692 783				
	5 106 154 720				

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1406				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE
4	1 518 893 800	589 140 600	2 108 034 400	Santé de la population et santé publique..... 1 739 498 950
7	6 166 900 000	(6 166 900 000)	0	Intervention contre la COVID-19: fonds pour le secteur de la santé.... 0
	<u>7 685 793 800</u>	<u>(5 577 759 400)</u>	<u>2 108 034 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE..... 1 739 498 950
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	750 000	10 000 000	750 000	Santé de la population et santé publique..... 10 750 000
	<u>750 000</u>	<u>10 000 000</u>	<u>750 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE..... 10 750 000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Le médecin hygiéniste en chef (MHC) a un rôle unique en matière de protection de la santé de la population ontarienne. Il joue un rôle essentiel dans la direction de l'ensemble du système de santé publique par le rôle et les pouvoirs législatifs que lui confère la Loi sur la protection et la promotion de la santé, en procurant des conseils liés à la santé publique au sein du gouvernement et au-delà et en soulevant des questions de santé publique qui ont des effets notables sur la santé de la population ontarienne.

La Division de la santé de la population et de la santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan du ministère en matière de santé publique, qui comprend la Modernisation du système de santé publique (en collaboration avec la Division de l'intervention contre la pandémie et de la modernisation du système de santé publique), et son engagement d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de qualité par une coordination efficiente et efficace dans l'ensemble du secteur de la santé publique de l'Ontario et des secteurs connexes.

Les programmes et services visent à améliorer les résultats en matière de santé à toutes les étapes de la vie en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt à répondre aux incidents et aux situations d'urgence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Santé de la population et santé publique (Poste 4)			Santé de la population et santé publique (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	15 093 408		Avances et montants récupérables	
Avantages sociaux.....	2 112 840		Organismes de santé locaux officiels.....	750,000
Transports et communications.....	447 335		Agence ontarienne de protection et	
Services.....	106 567 172		de promotion de la santé.....	10,000,000
Fournitures et matériel.....	82 382 866			<u>10,750,000</u>
Paiements de transfert				
Organismes de santé			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
locaux officiels.....	932 295 865		PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA	
Épidémies.....	184 220 059		POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE...	<u>10,750,000</u>
Prévention de la tuberculose.	6 876 271			
Lutte contre les maladies				
transmissibles sexuellement	32 135 431			
Prévention des infections.....	13 920 970			
Agence ontarienne de				
protection et de promotion				
de la santé.....	300 561 384			
Nutrition et alimentation				
santé.....	9 111 912			
Prévention des maladies, des				
traumatismes et des				
dépendances.....	23 003 185			
Ontario sans fumée.....	30 770 252			
		1 532 895 329		
		<u>1 739 498 950</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA				
POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	<u>1 739 498 950</u>			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1412				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE
1	991 031 900	230 245 600	1 221 277 500	Programmes provinciaux..... 1 157 884 476
2	1 154 007 800	149 048 100	1 303 055 900	Services de santé d'urgence..... 1 281 176 185
4	40 821 100	(2 116 300)	38 704 800	Intendance..... 34 736 272
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière.... 90 000
	<u>2 185 861 800</u>	<u>377 177 400</u>	<u>2 563 039 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 2 473 886 933
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	5 729 400	0	5 729 400	Programmes provinciaux et intendance 5 729 400
	<u>5 729 400</u>	<u>0</u>	<u>5 729 400</u>	FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 5 729 400

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C et les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario. Ce crédit inclut également les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances gérées par le ministère, qui assurent le soutien à la mise en œuvre, l'échange des connaissances et la formation, l'amélioration de la qualité et la gestion de l'information à l'appui des fournisseurs de services directs en matière de santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes pour la planification des immobilisations dans le domaine de la santé, pour la gestion et la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit et pour l'administration de la supervision (l'intendance) de l'agence Santé Ontario et des programmes connexes.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, huit bases hospitalières assurant une surveillance médicale et les services de répartition d'ambulances. Par l'entremise des services de santé d'urgence, le ministère encadre, accrédite et réglemente les auxiliaires médicaux de l'Ontario, ainsi que les services d'ambulance terrestre et aérienne en vertu de la Loi sur les ambulances. Les services de santé d'urgence gèrent l'exécution à l'échelle de la province des opérations dans onze Centres de répartition d'ambulances exploités directement, assument les fonctions de surveillance et de paiement de transfert pour les onze Centres de répartition d'ambulances financés par des paiements de transfert et veillent à une stricte harmonisation opérationnelle entre tous les fournisseurs de services d'ambulance terrestre et aérienne, les fournisseurs de soins de santé, les partenaires municipaux et les collectivités des Premières Nations.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Programmes provinciaux (Poste 1)			Crédits législatifs		
Paiements de transfert			Autres opérations		
Fonctionnement des établissements connexes....	27 317 644		Créances irrécouvrables,		
Société canadienne du sang.....	578 466 029		Loi sur l'administration financière.....	90 000	
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	90 461 863			90 000	
Services communautaires et prioritaires.....	461 558 440				
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement					
axé sur le bien-être.....	80 500				
	<u>1 157 884 476</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMMES PROVINCIAUX		
			ET INTENDANCE.....	2 473 886 933	
Services de santé d'urgence (Poste 2)			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et salaires.....	48 461 125		Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)		
Avantages sociaux.....	10 306 341		Avances et montants récupérables		
Transports et communications.....	2 161 966		Services d'ambulance		
Services.....	9 354 365		municipaux.....	500 000	
Fournitures et matériel.....	279 764		Programmes de lutte contre le sida et		
Paiements de transfert			l'hépatite C.....	375 000	
Services d'ambulance			Services communautaires et prioritaires.....	4 393 400	
municipaux.....	905 405 073		Autres services d'ambulance.....	461 000	
Autres services d'ambulance....	77 388 544			5 729 400	
Ambulances aériennes.....	227 819 007				
	<u>1 210 612 624</u>				
	<u>1 281 176 185</u>		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMMES PROVINCIAUX		
			ET INTENDANCE.....	5 729 400	
Intendance (Poste 4)					
Traitements et salaires.....	24 338 607				
Avantages sociaux.....	3 260 981				
Transports et communications.....	185 810				
Services.....	6 903 520				
Fournitures et matériel.....	47 354				
	<u>34 736 272</u>				

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1413				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES
				Services de technologie de
				l'information – Groupement pour
1	145 592 200	19 065 100	164 657 300	les services de santé..... 162 616 992
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES
	145 592 200	19 065 100	164 657 300	INFORMATIQUES..... 162 616 992
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Systèmes informatiques..... 0
				Amortissement -
L	16 987 700	0	16 987 700	Loi sur l'administration financière..... 15 370 032
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES
	16 988 700		16 988 700	INFORMATIQUES..... 15 370 032
BIENS IMMOBILISÉS				
4	29 283 900	0	29 283 900	Systèmes informatiques..... 9 484 170
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES
	29 283 900	0	29 283 900	INFORMATIQUES..... 9 484 170

Description du programme :

Systèmes informatiques permet la réalisation des résultats opérationnels du ministère de la Santé et du ministère des Soins de longue durée en proposant des solutions et des services numériques et d'ITI économiques et efficaces.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)		Systèmes informatiques (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	47 928 163	Logiciels d'application de gestion	
Avantages sociaux.....	6 475 057	coûts relatifs aux biens immobilisés.....	9 484 170
Transports et communications.....	1 532 118		<u>9 484 170</u>
Services.....	105 039 423		
Fournitures et matériel.....	1 642 231	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
	<u>162 616 992</u>	– PROGRAMME DE SYSTÈMES	
		INFORMATION SYSTEMS PROGRAM....	<u>9 484 170</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
– PROGRAMME DE SYSTÈMES			
INFORMATIQUES.....	<u>162 616 992</u>		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement –			
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	<i>15 370 032</i>		
	<u>15 370 032</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
– PROGRAMME DE SYSTÈMES			
INFORMATION SYSTEMS PROGRAM.....	<u>15 370 032</u>		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1416				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ
1	28 128 613 400	3 596 446 900	31 725 060 300	Services de santé..... 31 646 535 574
2	2 519 417 800	887 150 500	3 406 568 300	Programmes et administration..... 3 152 913 942
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -
				SERVICES ET PROGRAMMES
	30 648 031 200	4 483 597 400	35 131 628 600	DE SANTÉ..... 34 799 449 516
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	40 107 600	0	40 107 600	Avances et montants récupérables... 38 106 600
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) -
				SERVICES ET PROGRAMMES
	40 107 600	0	40 107 600	DE SANTÉ..... 38 106 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	26 716 100	(15 974 000)	10 742 100	Solutions numériques pour la santé — immobilisations 9 548 498
S	413 000	0	413 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 29 860
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				SERVICES ET PROGRAMMES
	27 129 100	(15 974 000)	11 155 100	DE SANTÉ..... 9 578 358
BIEN IMMOBILISÉS				
4	1 000	0	1 000	Solutions numériques pour la santé..... 0
				TOTAL (BIEN IMMOBILISÉS) -
				SERVICES ET PROGRAMMES
	1 000	0	1 000	DE SANTÉ..... 0

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme

Le ministère de la Santé collabore avec Santé Ontario pour mettre en œuvre les stratégies liées au système de santé élaborées par le ministère. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que Santé Ontario assume la responsabilité de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé.

Santé Ontario exerce les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de la Loi de 2019 pour des soins interconnectés. Des responsabilités administratives supplémentaires sont énoncées dans le protocole d'entente, tandis que les attentes en matière de financement opérationnel et de rendement sont définies dans la lettre du mandat de Santé Ontario émise par le ministère et dans l'entente de responsabilité conclue entre Santé Ontario et le ministère.

Santé Ontario gère les services offerts par les hôpitaux publics, privés et psychiatriques spécialisés, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale.

De plus, dans le cadre de ses programmes (cancer et dépistage du cancer, traitement des troubles rénaux, Services numériques, qualité des services de santé, services de dons et de greffes d'organes et de tissus, programmes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé et soutien aux activités de coordination régionale), Santé Ontario est responsable des activités suivantes :

- fournir du soutien d'arrière-guichet aux organismes qui gèrent et exécutent les soins à domicile (TI, services financiers, ressources humaines, approvisionnement, base de données sur les soins à domicile, etc.);
- superviser les soins hautement spécialisés (p. ex., cancer, troubles rénaux, dons d'organes);
- gérer les programmes provinciaux de santé de la population (p. ex., dépistage du cancer);
- élaborer des normes cliniques et de qualité renforçant la prise en charge et la sécurité des patients;
- faciliter l'engagement des patients et les relations avec les patients;
- promouvoir et soutenir la mise en œuvre de la stratégie Priorité au numérique en matière de santé du ministère pour offrir aux patients accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques;
- soutenir le recrutement et le maintien en poste des professionnels de la santé;
- planifier, coordonner, réaliser et soutenir les activités liées aux dons et aux greffes d'organes et de tissus;
- soutenir le Bureau de l'ombudsman des patients dans l'exercice de ses fonctions conformément à la Loi de 2010 sur l'excellence des soins pour tous;
- soutenir ou fournir des services de gestion de la chaîne d'approvisionnement aux fournisseurs de services de santé et aux organisations connexes;
- promouvoir l'intégration des services de santé et les équipes Santé Ontario pour permettre la prestation de services de santé appropriés, coordonnés et efficaces.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

		\$	\$			\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT							
Services de santé (Poste 1)				Services communautaires			
Paiements de transfert				Paiements de transfert			
Exploitation des hôpitaux.....	24 270 213 946			Soins à domicile.....	3 080 825 472		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux.....	3 601 725			Services communautaires de soutien.....	756 998 980		
Hôpitaux psychiatriques spécialisés.....	805 247 122			Logement avec services de soutien.....	388 571 864		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux psychiatriques spécialisés...	126 750			Centres de santé communautaire.....	509 715 999		
Soins à domicile.....	3 080 825 472			Traumatismes crâniens	69 827 274		
Services communautaires de soutien.....	756 998 980						4 805 939 589
Logements avec services de soutien.....	388 571 864			Santé mentale et Lutte contre les dépendances			
Centres de santé communautaire.....	509 715 999			Paiements de transfert			
Traumatismes crâniens.....	69 827 274			Services communautaires de santé mentale.....	995 168 151		
Services communautaires de santé mentale.....	995 168 151			Programme de lutte contre les dépendances.....	280 044 710		
Programme de lutte contre les dépendances.....	280 044 710			Santé mentale des enfants et des jeunes.....	486 193 581		
Santé mentale des enfants et des jeunes	486 193 581						1 761 406 442
			31 646 535 574	Programmes et administration (Poste 2)			
Hôpitaux				Paiements de transfert			
Paiements de transfert				Solutions numériques pour la santé.....			
Exploitation des hôpitaux.....	24 270 213 946			301 488 499			
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux.....	3 601 725			Programmes pour la qualité des services de santé.....			
Hôpitaux psychiatriques spécialisés.....	805 247 122			29 693 100			
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux psychiatriques spécialisés...	126 750			Soutien aux activités de coordination régionale.....			
			25 079 189 543	693 070 693			
				Services de traitement du cancer.....			
				1 992 964 700			
				Services de dons et de greffes d'organes et de tissus.....			
				52 489 000			
				Programmes de dépistage du cancer.....			
				75 225 900			
				Programmes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé.....			
				7 982 050			
				3 152 913 942			
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ			
				34 799 449 516			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ – CRÉDIT 1416

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Avances et montants récupérables (Poste 10)			Solutions numériques pour la santé — immobilisations (Poste 3)		
Avances et montants récupérables			Paiements de transfert		
Exploitation des hôpitaux.....	24 000 000		Solutions numériques pour la santé -		
Soins à domicile.....	700 000		immobilisations.....	9 548 498	
Logements avec services				<u>9 548 498</u>	
de soutien.....	793 500				
Centres de santé					
communautaire.....	3 000 000		Crédits législatifs		
Traumatismes crâniens	246 300		Amortissement,		
Services communautaires			Loi sur l'administration financière	29 860	
de santé mentale.....	5 500 000			<u>29 860</u>	
Programme de lutte contre					
les dépendances.....	900 000		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS -		
Services de traitement			SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ	9 578 358	
du cancer.....	<u>2 966 800</u>				
		38 106 600			
		<u>38 106 600</u>			
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –					
SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ	38 106 600				

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les		
grands hôpitaux.....	1 010 677 098	
Fonds pour le réaménagement		
de l'infrastructure du		
système de santé.....	175 589 164	
Projets visant les petits hôpitaux	340 182 279	
Fonds pour l'équipement		
médical et diagnostique.....	34 500 000	
Programmes de santé		
communautaire.....	41 771 893	
Laboratoires de santé publique.	18 082 950	
Programmes des		
établissements de services		
de santé intégrés.....	73 792 588	
		1 694 595 972
Autres opérations		
Dessaisissement des hôpitaux		
psychiatriques provinciaux.....	349 969	
Systèmes informatiques pour		
l'infrastructure du système		
de santé.....	824 689	
		1 174 658
		<u>1 695 770 630</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....		<u><u>1 695 770 630</u></u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour les services de soins à domicile et les services de santé mentale.....	484 604 654	426 270 716
Priorités pancanadiennes en matière de soins virtuels.....	8 588 000	0
Services sociaux dispensés aux Indiens.....	6 313 900	7 629 390
Logement en milieu de soutien.....	5 152 987	5 269 789
Ontario sans fumée - Ligne sans frais pour arrêter de fumer.....	617 425	506 732
Fonds de traitement d'urgence - Fonds pour le traitement de la dépendance aux opioïdes.....	0	24 100 000
Soutien aux services de santé d'urgence - COVID 19.....	0	1 206 434
	<u>505 276 966</u>	<u>464 983 061</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Subrogation - Médecine / Hôpitaux.....	29 831 138	28 262 338
	<u>29 831 138</u>	<u>28 262 338</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes.....	3 770 262	4 074 965
Quote-part des usagers des services d'ambulance.....	1 757 122	2 003 465
Vérification de la qualité des services des laboratoires.....	1 167 041	1 056 708
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail.....	400 000	400 000
Inspection des installations radiologiques.....	346 000	437 765
Octroi de permis aux laboratoires.....	281 046	263 491
Droits de permis – Centres de prélèvement.....	243 361	264 738
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence.....	160 208	234 130
Droits pour effectuer le paiement des réclamations.....	76 267	107 590
Droits de permis – maisons de soins infirmiers.....	51 500	22 840
Autres.....	136 850	151 114
	<u>8 389 657</u>	<u>9 016 806</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>0</u>	<u>18 702 564</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>700</u>	<u>1 400</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>259 218 481</u>	<u>288 628 142</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	177 582	684 360
Autres.....	400 885	113 048
	<u>578 467</u>	<u>797 408</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>803 295 409</u>	<u>810 391 719</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-294
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-296
RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION.....	2-299
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE	
(PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	2-301
SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....	2-304
BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	2-306
GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....	2-308
ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATQUES.....	2-310
BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL.....	2-312
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-302, 2-298, 2-312
ÉTAT DES RECETTES.....	2-306

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
22 449 158	Administration du ministère	75 968 387	26 504 181
22 777 493	Relations de travail et rémunération	25 063 500	25 050 473
	Avantages sociaux et prestations de retraite		
1 707 405 728	(Part prise en charge par l'employeur)	1 655 007 000	1 528 858 015
27 515 652	Soutien au conseil du trésor	3 323 857 500	28 094 311
31 996 518	Bureau de la Commission de la fonction publique	25 914 900	24 960 265
45 113 361	Groupement des organismes centraux	43 928 700	43 785 062
136 538	Organismes, conseils et commissions		
0	Achat groupé de services médiatiques	36 223 300	
46 357 644	Bureau du contrôleur général	67 236 200	46 794 018
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU			
1 903 752 092	MINISTÈRE	5 253 199 487	1 724 046 325
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
719 051 609	Bureau du contrôleur général	1 000	862 803 658
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU			
719 051 609	MINISTÈRE	2 000	862 803 658

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
294 489	Administration du ministère	2 000	0
0	Soutien au conseil du trésor	143 515 900	0
0	Groupement des organismes centraux	2 000	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU			
294 489	MINISTÈRE	143 519 900	0
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Groupement des organismes centraux	1 000	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE		2 000	0

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	22 731 800	53 155 400	75 887 200	Administration du ministère..... 26 421 546
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	32 346	0	32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 33 334
	<u>22 812 987</u>	<u>53 155 400</u>	<u>75 968 387</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 26 504 181
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	515 700	-514,700	1 000	Administration du ministère.....
L	1 000	0	1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>516 700</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3401				
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				D'ADMINISTRATION
	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministère d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines ainsi que la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....		15 054 697	Traitements et salaires.....	3 513 192	
Avantages sociaux.....		1 971 950	Avantages sociaux.....	514 727	
Transports et communications.....		180 326	Transports et communications.....	23 704	
Services.....		11 378 899	Services.....	1 773 680	
Fournitures et matériel.....		78 651	Fournitures et matériel.....	9 702	
		28 664 523		5 835 005	
Moins: Recouvrements.....		2 242 977	Moins: Recouvrements.....	2 242 977	
		26 421 546			3 592 028
<i>Bureau principal</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	3 289 374		Traitements et salaires.....	2 102 190	
Avantages sociaux.....	521 444		Avantages sociaux.....	185 547	
Transports et communications.....	64 504		Transports et communications.....	5 605	
Services.....	183 137		Services.....	203 704	
Fournitures et matériel.....	4 848		Fournitures et matériel.....	268	
		4 063 307			2 497 314
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	6 139 041		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	748 988		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Transports et communications.....	55 377		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Services.....	4 266 564		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		33 334
Fournitures et matériel.....	40 288				82 635
		11 250 258			
<i>Services juridiques</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	10 900		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux.....	1 244				26 504 181
Transports et communications.....	31 136				
Services.....	4 951 814				
Fournitures et matériel.....	23 545				
		5 018 639			

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3402				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES RELATIONS RÉMUNÉRATION
1	53 063 500	(28 000 000)	25 063 500	Relations de travail et rémunération..... 25 050 473
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION..... 25 050 473
	53 063 500	(28 000 000)	25 063 500	

Le Programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement à l'égard de relations de travail constructif au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic. Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières et gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO. Il assure également la gouvernance budgétaire de tous les régimes d'avantages sociaux et de retraite pour le compte des employés et des retraités de la FPO et du système judiciaire. Le programme analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. Le programme fournit aussi un soutien et des conseils stratégiques concernant les initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la rémunération des cadres de direction dans le secteur parapublic.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Relations de travail et rémunération (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	15 846 699	
Avantages sociaux.....	2 268 028	
Transports et communications.....	83 471	
Services.....	7 658 149	
Fournitures et matériel.....	55 488	
	<u>25 911 835</u>	
Moins: Recouvrements.....	861 362	
	<u>25 050 473</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
- PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL		
ET DE LA RÉMUNÉRATION.....	<u>25 050 473</u>	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)
1	1 294 000 000	0	1 294 000 000	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)..... 1 141 790 376
S	361 007 000	0	361 007 000	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i> 387 067 639
	1 655 007 000		1 655 007 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)..... 1 528 858 015

Description du programme:

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE
PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)			Crédits législatifs		
			Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Avantages sociaux			Avantages sociaux		
Régime de retraite agréé			Régime de retraite agréé		
des juges provinciaux.....	5 065 320		des juges provinciaux.....	16 517 581	
Convention de retraite			Convention de retraite		
des juges provinciaux.....	34 897 500		des juges provinciaux.....	3 913 435	
Régime de retraite complémentaire			Régime de retraite complémentaire		
des juges provinciaux.....	18 895 492		des juges provinciaux*.....	(29 105 762)	
Régime de pensions			Régime de retraite		
du Canada.....	195 568 105		complémentaire des		
Régime de retraite			juges de paix.....	5 652 443	
complémentaire des			Continuation des prestations		
juges de paix.....	637 432		pour la CSPAAT et la		
Régime de			protection du revenu à long		
soins dentaires.....	58 666 413		terme.....	8 500 000	
Impôt-santé			Assurance-vie collective*.....	(65 100 000)	
des employeurs.....	118 498 669		Régime de retraite		
Assurance-emploi.....	69 557 860		complémentaire des juges de		
Assurance-vie collective.....	7 110 964		paix.....	1 890 910	
Régime de retraite complémentaire			Indemnités légales		
des juges de paix.....	1 290 868		de cessation d'emploi*.....	(14 016 692)	
Indemnités légales			Protection du revenu		
de cessation d'emploi.....	54 466 187		à long terme.....	30 700 000	
Protection du revenu			Régime de retraite du Syndicat		
à long terme.....	139 660 802		des employés de la fonction		
Avantages sociaux - Association			publique de l'Ontario.....	31 805 844	
de la Police provinciale			Régime de retraite		
de l'Ontario.....	37 253 550		des fonctionnaires*.....	(77 104 904)	
Régime de retraite du Syndicat			Compte des avantages sociaux		
des employés de la fonction			supplémentaires des		
publique de l'Ontario.....	220 414 533		fonctionnaires.....	2 480 237	
Régime de retraite			Prestations aux		
des fonctionnaires.....	541 906 527		employés retraités.....	253 813 084	
Compte des avantages sociaux			Absences et		
supplémentaires des			congés rémunérés.....	95 466 063	
fonctionnaires.....	17 112 822		Commission de la sécurité		
Prestations aux			professionnelle et de		
employés retraités.....	217 281 672		l'assurance contre les		
Régime d'assurance			accidents du travail		
complémentaire maladie et			(CSPAAT)	133 600 000	
hospitalisation.....	154 608 086		Autre avantages.....	(11 944 600)	
Autres avantages sociaux.....	15 978 446				
		1 908 871 248			387 067 639
Moins : Recouvrements.....		767 080 872			387 067 639
		<u>1 141 790 376</u>			

*Le crédit est attribuable au rajustement de fin d'exercice découlant d'une nouvelle évaluation actuarielle, qui a révélé une hausse moins importante que prévu du passif non capitalisé par rapport aux projections antérieures.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE
PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)	<u>1 528 858 015</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3404				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				Conseil du Trésor – Soutien et
1	48 268 900	(16 735 400)	31 533 500	planification financière.....
2	8 537 490 600	(5 245 166 600)	3 292 324 000	Fonds de prévoyance.....
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
				DE SOUTIEN AU CONSEIL
				DU TRÉSOR.....
	8 585 759 500	(5 261 902 000)	3 323 857 500	28 094 311
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Fonds de prévoyance pour
4	145 000 000	(1 484 100)	143 515 900	les immobilisations.....
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) -
				PROGRAMME DE SOUTIEN AU
				CONSEIL DU TRÉSOR.....
	145 000 000	(1 484 100)	143 515 900	0

Description du programme:

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui étayent une prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique, notamment en dirigeant et en soutenant l'examen des organismes provinciaux de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels préparés chaque année, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de reddition des comptes et de surveillance.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Conseil du Trésor – Soutien et planification financière (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		20 120 434
Avantages sociaux.....		2 744 378
Transports et communications.....		147 396
Services.....		
Autres services.....	5 120 631	
		5 120 631
Fournitures et matériel.....		2 521
		28 135 360
Moins : recouvrements.....		41 049
		28 094 311
<i>Gestion des dépenses</i>		
Traitements et salaires.....	13 290 963	
Avantages sociaux.....	1 788 052	
Transports et communications.....	125 207	
Services.....		
Autres services.....	785 318	
Fournitures et matériel.....	872	
		15 990 412
<i>Planification et performance</i>		
Traitements et salaires.....	6 829 471	
Avantages sociaux.....	956 326	
Transports et communications.....	22 189	
Services.....		
Autres services.....	4 335 313	
Fournitures et matériel.....	1 649	
	12 144 948	
Moins : recouvrements.....	41 049	
		12 103 899
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL		
DU TRÉSOR.....		28 094 311

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
1	25 194 900	720 000	25 914 900	Bureau de la Commission de la fonction publique..... 24 960 265
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU BUREAU DE LA COMMISSIO PUBLIQUE
	<u>25 194 900</u>	<u>720 000</u>	<u>25 914 900</u>	<u>24 960 265</u>

Description du programme:

Le Bureau de la Commission de la fonction publique élabore des stratégies et des politiques gouvernementales de ressources humaines afin de bâtir une culture saine, inclusive et productive dans les lieux de travail. Il rend la transformation possible, gère les risques en matière de personnel, stimule l'excellence en gestion des RH et favorise l'efficacité de la fonction publique. Le Bureau dirige également les efforts de la FPO pour constituer un bon vivier de talents en leadership et une culture de leadership efficace et d'apprentissage continu.

Le programme gouvernemental de ressources humaines est chargé d'assumer le leadership dans l'atteinte des objectifs de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario, en particulier pour garantir que la FPO soit une organisation impartiale, professionnelle, éthique et compétente.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DU BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE- CRÉDIT 3405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de la Commission de la fonction publique (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		18 147 564
Avantages sociaux.....		2 515 399
Transports et communications.....		210 570
Services.....		3 883 307
Fournitures et matériel.....		47 553
Paiements de transfert		
Club du quart de siècle.....	155 872	
		155 872
		<u>24 960 265</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
– PROGRAMME DU BUREAU DE LA		
COMMISSION DE LA FONCTION		
PUBLIQUE.....		<u><u>24 960 265</u></u>

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles					
	Prévisions	par le Conseil	Total						
	\$	\$	\$	\$					
3409 CHARGES DE FONCTIONNEMENT					PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX				
1	44 039 600	(110 900)	43 928 700	Groupement des organismes centraux.....	43 785 062				
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMM DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX..	43 785 062				
	<u>44 039 600</u>	<u>(110 900)</u>	<u>43 928 700</u>						
CHARGES D'IMMOBILISATIONS									
3	1 000	0	1 000	Groupement des organismes centraux.....	0				
L	1 000	0	1 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière.....</i>	0				
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATION – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX	0				
	<u>2 000</u>	<u></u>	<u>2 000</u>						
BIENS IMMOBILISÉS									
4	1 000	0	1 000	Groupement des organismes centraux.....	0				
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX	0				
	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>						

Le programme du Groupement des organismes centraux fournit à ses clients du leadership et un soutien efficace en technologie de l'information (TI) afin de renforcer la capacité du gouvernement à offrir des services centrés sur le citoyen. Le Groupement élabore et maintient les solutions sous-jacentes en TI nécessaires au soutien d'un gouvernement plus moderne, ouvert, transparent et accessible numériquement et aide ses clients de toute la FPO à optimiser la valeur de leurs services aux contribuables.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement des organismes centraux (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	55 687 782
Avantages sociaux.....	7 395 366
Transports et communications.....	389 262
Services.....	217 508 014
Fournitures et matériel.....	76 863
	<u>281 057 287</u>
Moins: Recouvrements.....	<u>237 272 225</u>
	43 785 062
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
– PROGRAMME DU GROUPEMENT DES	
ORGANISMES CENTRAUX.....	<u><u>43 785 062</u></u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3412				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL	
1	54 122 100	13 114 100	67 236 200	Bureau du contrôleur général..... 46 794 018
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -
				BUREAU DU CONTRÔLEUR
	<u>54 122 100</u>	<u>13 114 100</u>	<u>67 236 200</u>	GÉNÉRAL..... 46 794 018
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
S	1 000		1 000	Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 862 803 658
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) -
				BUREAU DU CONTRÔLEUR
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	GÉNÉRAL..... 862 803 658

Description du programme:

Le programme du Bureau du contrôleur général est responsable de l'orientation et du leadership, à l'échelle du gouvernement, du contrôle financier provincial, de la gestion du risque d'entreprise et de la surveillance administrative à l'égard de la fonction de vérification interne. Ce programme assure la supervision des fonctions garantissant une responsabilité financière solide, la transparence en matière de rapports, un cadre moderne de contrôle financier du secteur public et des capacités dans les domaines de la gestion financière, du risque et de la vérification.

Le programme aide la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic à atteindre leurs objectifs opérationnels en assumant une fonction de remise en question à l'appui de la planification et de la prise de décisions, tout en réalisant des évaluations et en présentant des recommandations pour renforcer les processus de gouvernance, de gestion du risque, de contrôle, de reddition des comptes et de conformité ainsi que pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie des activités des ministères et des organismes provinciaux.

De plus, le programme soutient le président du Conseil du Trésor et le gouvernement dans la présentation à la population des Comptes publics, du Rapport annuel et des états financiers consolidés. Il assure pour la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic une surveillance interne renforcée, notamment en ce qui concerne la reddition des comptes, les politiques de gestion financière et les principales pratiques de gestion du risque à l'échelle du gouvernement.

Par ailleurs, le programme offre des conseils, de l'orientation et des activités d'élaboration d'un cadre stratégique pour bâtir et renforcer les communautés de gestion financière, de gestion du risque et de vérification interne.

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 3412

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

non vérifié

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.....</i>	<u>629</u>	<u>88</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de la taxe de vente harmonisée.....	83 129 417	8 470 667
Autre.....	<u>181 607</u>	<u>229 600</u>
	<u>83 311 024</u>	<u>8 700 267</u>
DIVERS.....	<u>0</u>	<u>15</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>83 311 653</u>	<u>8 700 370</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-316
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-318
SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES.....	2-321
STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.....	2-327
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES.....	2-329
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-320, 2-323, 2-331
ÉTAT DES RECETTES.....	2-332

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
122 869 517	Administration du ministère	110 467 087	104 499 683
17 195 053 751	Services aux enfants et aux adultes	17 847 676 900	17 560 021 036
	Programme de la Stratégie de réduction		
7 300 000	de la pauvreté	1 701 000	1 448 525
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
17 325 223 268	DU MINISTÈRE	17 959 844 987	17 665 969 244
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
38 740 114	Services aux enfants et aux adultes	72 107 000	72 107 000
	Programme de la Stratégie de réduction		
0	de la pauvreté	1 000	0
	Services à l'enfance et Services sociaux		
0	et communautaires	1 000	0
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
38 740 114	DU MINISTÈRE	72 110 000	72 107 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Services à l'enfance et Services sociaux		
67 274 421	et communautaires	65 940 900	63 550 911
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
67 274 421	DU MINISTÈRE	65 940 900	63 550 911

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET
COMMUNAUTAIRES**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
	Services à l'enfance et Services sociaux		
15 094 733	et communautaires	22 807 400	17 114 041
15 094 733	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	22 807 400	17 114 041

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	79 767 800	2 477 200	82 245 000	Administration du ministère..... 81 634 669
2	28 408 100	(267 200)	28 140 900	Politiques stratégiques..... 22 760 001
				Traitement versé au ministre en vertu de
L	47 841	0	47 841	<i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> 71 679
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	32 346	0	32 346	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>108 257 087</u>	<u>2 210 000</u>	<u>110 467 087</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE <u>104 499 683</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE <u>0</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, une planification et une gestion stratégiques des ressources et des finances, des services juridiques et de communication et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Le programme des politiques stratégiques stimule l'exécution du mandat du ministère en offrant du leadership, des analyses stratégiques et de l'expertise concernant les questions et les groupes démographiques qui sous-tendent les programmes ministériels (que ce soit un seul programme ou plusieurs d'entre eux) ou qui concernent plusieurs ministères, ordres de gouvernements, partenariats et engagements.

Le programme de la veille stratégique et du fonctionnement organisationnel impulse l'innovation dans l'application et l'intégration des données, la veille stratégique, la gestion de l'information et les mesures fondées sur des données probantes avec le concours des partenaires du ministère afin de soutenir l'efficacité organisationnelle et de démontrer l'amélioration des résultats aux Ontariennes et Ontariens.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	26 184 415		Avantages sociaux.....	4 773	
Avantages sociaux.....	4 290 821		Transports et communications.....	22 899	
Transports et communications.....	379 032		Services.....	8 593 365	
Services.....	50 566 708		Fournitures et matériel.....	13 281	
Fournitures et matériel.....	213 693				8 634 318
	81 634 669				
<i>Bureau de la direction</i>			<i>Gestion des locaux</i>		
Traitements et salaires.....	4 312 263		Traitements et salaires.....	900 803	
Avantages sociaux.....	555 220		Avantages sociaux.....	130 984	
Transports et communications.....	77 376		Transports et communications.....	33 090	
Services.....	234 020		Services.....	35 649 277	
Fournitures et matériel.....	3 591		Fournitures et matériel.....	168 421	
		5 182 470			36 882 575
<i>Services opérationnels</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	13 093 273		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	2 326 893		<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		71 679
Transports et communications.....	174 246		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Services.....	4 319 939		<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		33 334
Fournitures et matériel.....	21 136				105 013
		19 935 487			
<i>Ressources humaines</i>			<i>Politiques stratégiques (Poste 2)</i>		
Traitements et salaires.....	2 267 528		Traitements et salaires.....	17 638 735	
Avantages sociaux.....	477 639		Avantages sociaux.....	2 446 514	
Transports et communications.....	49 753		Transports et communications.....	107 492	
Services.....	500 671		Services.....	2 554 573	
Fournitures et matériel.....	1 008		Fournitures et matériel.....	12 687	
		3 296 599			22 760 001
<i>Services de communication</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	5,610,548		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Avantages sociaux.....	795,312		DU MINISTÈRE		
Transports et communications.....	21,668				104 499 683
Services.....	1,269,436				
Fournitures et matériel.....	6,256				
		7 703 220			

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
702				PROGRAMME DES SERVICES AUX	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ENFANTS ET AUX ADULTES	
3	9 879 597 400	(246 705 500)	9 632 891 900	Soutien financier et soutien à l'emploi.....	9 394 666 896
7	45 325 900	0	45 325 900	Bureau des obligations familiales.....	41 470 160
20	2 064 942 600	90 670 700	2 155 613 300	Enfants et jeunes à risque.....	2 127 165 744
				Soutiens aux particuliers	
21	4 468 463 600	78 798 600	4 547 262 200	et aux familles	4 402 858 786
22	1 179 194 700	(2 500 000)	1 176 694 700	Prestation ontarienne pour enfants.....	1 159 011 204
				Groupement de l'information et de la	
				technologie de l'information pour	
				les services sociaux et les	
				services à l'enfance et à	
26	93 830 600	12 030 000	105 860 600	la jeunesse.....	104 494 494
28	21 431 100	1 500 000	22 931 100	Condition féminine.....	21 156 554
				Soutiens à la formation linguistique et	
29	73 738 800	6 800 000	80 538 800	aux services d'établissement.....	80 536 896
				Créances irrécouvrables,	
L	80 558 400	0	80 558 400	Loi sur l'administration financière.....	228 660 302
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES SERVICES	
				ADULTES	
	17 907 083 100	(59 406 200)	17 847 676 900		17 560 021 036
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	43 707 000	28 400 000	72 107 000	Services aux enfants et aux adultes.....	72 107 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES SERVICES	
				ADULTES	
	43 707 000	28 400 000	72 107 000		72 107 000

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Description du programme :

Le programme des services aux enfants et aux adultes offre des services communautaires efficaces et responsables aux personnes nécessitant des aides financières et en matière d'emploi, aux personnes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques ou des besoins particuliers, aux enfants et aux jeunes à risque, aux jeunes en conflit avec la loi, aux nouveaux arrivants et aux victimes de violence.

Les programmes d'aide sociale aident les gens à retrouver un travail en fournissant des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées, et leurs familles. Le Bureau des obligations familiales améliore la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint en vertu des ordonnances judiciaires et des contrats familiaux déposés auprès des tribunaux.

Le programme destiné aux enfants et aux jeunes à risque comprend des services de protection de l'enfance, de justice pour les jeunes et d'autres services à l'intention des enfants et des jeunes. Les services de protection de l'enfance fournis par les sociétés d'aide à l'enfance et les sociétés autochtones de bien-être de l'enfance protègent les enfants et les jeunes qui risquent d'être victimes de mauvais traitements ou de négligence. Les services de justice pour les jeunes réduisent le taux de récidive, contribuent à la sécurité communautaire et responsabilisent les jeunes par la prévention, la rééducation et la réinsertion. Le programme propose également des services adaptés sur le plan culturel à l'intention des enfants et des jeunes francophones et autochtones et de leurs familles, ainsi que des services de divulgation de l'information relativement aux adoptions.

Le programme de soutiens aux particuliers et aux familles comprend des services aux enfants, aux jeunes et aux adultes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques, des programmes de santé et de mieux-être adaptés sur le plan culturel à l'intention des Autochtones, des soutiens communautaires aux jeunes à risque et aux femmes et aux enfants victimes de violence, ainsi que des services spécialisés pour les enfants et les jeunes, notamment des services en autisme, des services de réadaptation et des soutiens à ceux ayant des besoins particuliers complexes. La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants offre aux enfants et des jeunes pris en charge par les sociétés d'aide à l'enfance accès à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge.

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse propose des conseils stratégiques et exploite des solutions de technologie de l'information pour soutenir les activités et le mandat du ministère.

L'Office de la condition féminine travaille avec l'ensemble du gouvernement pour promouvoir la sécurité et l'autonomie économique et sociale des femmes et pour prévenir la violence contre les femmes. Les programmes d'établissement et d'intégration favorisent la bonne intégration économique et sociale des immigrants et des réfugiés.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)			Enfants et jeunes à risque (Poste 20)	
Traitements et salaires.....	151 007 443		Traitements et salaires.....	114 586 452
Avantages sociaux.....	27 931 953		Avantages sociaux.....	22 980 304
Transports et communications.....	8 829 506		Transports et communications.....	1 353 210
Services.....	28 566 503		Services.....	22 993 721
Fournitures et matériel.....	739 688		Fournitures et matériel.....	3 161 620
Paiements de transfert			Paiements de transfert	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées			Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention.....	59 069 121
– Soutien financier.....	5 429 747 293		Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention.....	103 956 014
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées			Services de justice pour la jeunesse.....	150 275 254
– Soutien à l'emploi.....	39 644 943		Services de protection de l'enfance.....	1 648 790 009
Programme Ontario au travail				1 962 090 398
– Soutien financier.....	2 639 850 736		Autres opérations.....	39
Programme Ontario au travail				2 127 165 744
– Soutien à l'emploi.....	200 786 741			
Programme de médicaments de l'Ontario.....	867 562 090			
	9 177 591 803			
	9 394 666 896			
Crédits législatifs			Services de protection de l'enfance	
Autres opérations			Traitements et salaires.....	12 064 962
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	228 660 302		Avantages sociaux.....	1 900 825
	228 660 302		Transports et communications....	119 677
			Services.....	6 467 165
			Fournitures et matériel.....	10 074
			Paiements de transfert	
Bureau des obligations familiales (Poste 7)			Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention.....	59 069 121
Traitements et salaires.....	26 297 705		Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention.....	103 956 014
Avantages sociaux.....	4 741 046		Services de protection de l'enfance.....	1 648 790 009
Transports et communications.....	893 939			1 832 377 847
Services.....	9 388 190			
Fournitures et matériel.....	149 280			
	41 470 160			

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
<i>Services de justice pour la jeunesse</i>			<i>Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle</i>		
Traitements et salaires.....	102 521 490		Traitements et salaires.....	8 931 195	
Avantages sociaux.....	21 079 479		Avantages sociaux.....	1 230 246	
Transports et communications.....	1 233 533		Transports et communications.....	215 172	
Services.....	16 526 556		Services.....	1 712 179	
Fournitures et matériel.....	3 151 546		Fournitures et matériel.....	13 559	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Services de justice pour la			Services de soutien.....	862 254 125	
jeunesse.....	150,275,254		Services en établissement....	1 933 492 199	
Autres opérations.....	39				2795 746 324
		294 787 897	Autres opérations.....		5
					2 807 848 680
<i>Soutiens aux particuliers et aux familles (Poste 21)</i>			<i>Populations vulnérables</i>		
Traitements et salaires.....	84 790 404		Traitements et salaires.....	2 848 600	
Avantages sociaux.....	16 515 339		Avantages sociaux.....	481 138	
Transports et communications.....	1 159 581		Transports et communications.....	25 971	
Services.....	10 932 510		Services.....	774 401	
Fournitures et matériel.....	1 311 740		Fournitures et matériel.....	2 470	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Services de soutien.....	862 254 125		Soutiens pour l'intégration		
Initiatives jeunesse.....	37 004 386		communautaire.....	54 134 099	
Soutiens pour l'intégration			Soutien aux victimes		
communautaire.....	54 134 099		de violence.....	190 016 723	
Soutien aux victimes			Stratégie de ressourcement		
de violence.....	190 016 723		pour le mieux - être des		
Stratégie de ressourcement			Autochtones.....	38 882 425	
pour le mieux - être des			Initiatives jeunesse.....	37 004 386	
Autochtones.....	38 882 425				320 037 633
Bébés en santé, enfants					324 170 213
en santé.....	82 671 136				
Soutien communautaire aux					
enfants et aux jeunes.....	180 331 730				
Autisme.....	580 078 756				
Services de traitement et de					
réadaptation pour enfants.....	210 088 160				
Besoins particuliers complexes.	118 970 399				
Crédit d'impôt pour les activités					
des enfants.....	225 069				
Services en établissement.....	1 933 492 199				
		4 288 149 207			
Autres opérations.....		5			
		4 402 858 786			

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Services aux enfants et aux adultes (Poste 9)		
Avances et montants récupérables		
Soutien financier et soutien à l'emploi.....	72 107 000	
	<u>72 107 000</u>	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES SERVICES AUX		
ENFANTS ET AUX ADULTES.....	<u>72 107 000</u>	

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
703				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ
1	1 700 000	0	1 700 000	Bureau de La Stratégie de réduction de la pauvreté..... 1 448 525
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>1 701 000</u>	<u>0</u>	<u>1 701 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRE 1 448 525
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Stratégie de réduction de la pauvreté..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ 0

Description du programme

Le Programme de réduction de la pauvreté s'acquitte des responsabilités découlant de la Loi de 2009 sur la réduction de la pauvreté.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
PROGRAMME DE LA STRATEGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ – CRÉDIT 703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de la Stratégie de réduction de la pauvreté (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Fonds pour la réduction de la pauvreté.....	1 448 525	
		1 448 525
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE		
RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.....		1 448 525

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
704				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATION
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - programme d'immobilisations dans l'infrastructure - actifs
9	1 000	0	1 000	fonctionnement..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICE
				SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -
				PROGRAMME D'IMMOBILISATION
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1	22 977 200	3 330 000	26 307 200	- infrastructure..... 23 254 922
L	39 632 700	0	39 632 700	Amortissement, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 40 295 989
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICE
				SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -
				PROGRAMME D'IMMOBILISATION
	<u>62 610 900</u>	<u>3 330 000</u>	<u>65 940 900</u>	<u>63 550 911</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
704				
BIENS IMMOBILISÉS				
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATION
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
				- biens immobilisés liés
3	510 500	(509 500)	1 000	à l'infrastructure..... 0
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
				- logiciels et applications de
4	22 296 900	509 500	22 806 400	gestion - biens immobilisés..... 17 114 041
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICE SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATION
	22 807 400	0	22 807 400	17 114 041

Description du programme

Le programme d'immobilisations du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires finance les projets d'infrastructure de toutes tailles du ministère ainsi que les logiciels d'application de gestion.

Le financement de l'infrastructure est fourni aux bénéficiaires des paiements de transfert dans les collectivités et aux installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

Les logiciels d'application de gestion acquis, construits ou développés sont capitalisés et portés aux charges sur la durée de vie utile de l'actif.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME
D'IMMOBILISATION – CRÉDIT 704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			BIENS IMMOBILISÉS	
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires infrastructure (Poste 1)			Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires logiciels et applications de gestion biens immobilisés (Poste 4)	
Paiements de transfert			Logiciels d'application de gestion -	
Renouvellement des installations des partenaires.....	8 741 791		traitements et salaires.....	2 830 000
Subventions d'immobilisations...	11 202 024		Logiciels d'application de gestion -	
		19 943 815	avantages sociaux.....	255 000
			Logiciels d'application de gestion -	
Autres opérations			coûts relatifs aux immobilisations.....	14 029 041
Investissements dans les immobilisations.....	3 311 107			17 114 041
		3 311 107		
		23 254 922	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES	
			SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -	
			PROGRAMME D'IMMOBILISATION.	17 114 041
Crédits législatifs				
Amortissement, Loi sur l'administration financière.....	40 295 989			
		40 295 989		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –				
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES				
SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -				
PROGRAMME D'IMMOBILISATION.....		63 550 911		

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens.....	300 502 784	264 233 435
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	70 371 565	84 230 510
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.....	53 259 716	53 063 792
Logement en milieu de soutien.....	2 157 429	2 226 129
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale.....	1 028 858	1 028 858
Autres.....	478 442	226 641
	<u>427 798 794</u>	<u>405 009 365</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres.....	235 008 763	39 951 761
	<u>235 008 763</u>	<u>39 951 761</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – BOF.....	298 917	1 468 123
Accès à l'information - Droits.....	25 464	45 770
Maison pour groupe d'enfants.....	5 100	10 000
Justice pour les jeunes – Droits de permis.....	800	0
	<u>330 281</u>	<u>1 523 893</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>126</u>	<u>111</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement.....	153 604 402	92 276 861
Frais de fonctionnement.....	10 624 357	7 962 373
Subventions.....	743 279	804 487
	<u>164 972 038</u>	<u>101 043 721</u>
DIVERS		
Autres.....	529 865	911 880
Comptes de subrogation.....	476 561	466 692
Pénalités – intérêt.....	6 732	25 335
Indemnités de service judiciaire et de témoin.....	0	59
	<u>1 013 158</u>	<u>1 403 966</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>829 123 160</u></u>	<u><u>548 932 817</u></u>

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-334
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-335
PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES.....	2-338
ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO.....	2-341
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-337, 2-340
ÉTAT DES RECETTES.....	2-343

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
5 442 757	Administration du ministère	6 075 614	5 674 756
	Programme relatif aux Affaires		
33 549 902	des personnes âgées	191 935 000	189 723 144
	Accessibilité pour les personnes		
14 685 302	handicapées de l'Ontario	12 081 400	11 733 064
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
53 677 961	DU MINISTÈRE	210 092 014	207 130 964
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)			
0	DU MINISTÈRE	1 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
	Programme relatif aux Affaires		
1 991 019	des personnes âgées	3 000	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
1 991 019	DU MINISTÈRE	5 000	0
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Programme relatif aux Affaires		
0	des personnes âgées	1 000	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE		2 000	0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	4 210 800	1 800 800	6 011 600	Administration du ministère..... 5 608 788
L	47 841	0	47 841	Traitement versé à ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16,667
	<u>4 274 814</u>	<u>1 800 800</u>	<u>6 075 614</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D' ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 5 674 756
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère - Immobilisations..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3501				
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000	0	1 000	
				Administration du ministère -
				Immobilisations.....
				0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE.....
	1 000	0	1 000	0

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre et offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de communication, de technologie de l'information, d'administration et de gestion des locaux à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	4 227 484	
Avantages sociaux.....	537 708	
Transports et communications.....	33 693	
Services.....	795 906	
Fournitures et matériel.....	13 997	
	<u>5 608 788</u>	
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la		
<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
	<u>65 968</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>5 674 756</u>	

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3502				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES
1	137 566 700	54 367 300	191 934 000	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées..... 189 701 664
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 21 480
	<u>137 567 700</u>	<u>54 367 300</u>	<u>191 935 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES..... 189 723 144
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 000	0	2 000	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>3 000</u>	<u>0</u>	<u>3 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000	0	1 000	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES..... 0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Le ministère élabore et met en œuvre des politiques, des programmes et des partenariats stratégiques dans tout le gouvernement pour aider les adultes et les personnes handicapées à rester autonomes, en santé, actifs et intégrés socialement dans leur communauté et l'économie. Cela comprend des initiatives aux objectifs divers : favoriser les collectivités-amies des aînés et exemptes d'obstacles; aider les résidents vieillissants à rester en santé, actifs, intégrés et en sécurité, tout en optimisant leur apprentissage continu, leur emploi, leur autonomie et leur dignité (p. ex., Programme de subventions aux projets communautaires pour l'inclusion des personnes âgées, programmes des centres de vie active pour personnes âgées); s'associer avec les collectivités pour éviter les mauvais traitements à l'égard des personnes âgées et y remédier; superviser l'Office de réglementation des maisons de retraite, qui veille à ce que les personnes âgées qui résident dans des maisons de retraite soient en sécurité et reçoivent des soins de qualité; favoriser l'accessibilité et aider les personnes handicapées à s'épanouir pleinement; soutenir financièrement les organismes sans but lucratif qui servent les personnes âgées et les personnes handicapées; collaborer avec tous les ministères pour mettre en œuvre le plan pluriannuel d'accessibilité de la fonction publique et éliminer les obstacles au niveau des politiques, des programmes et des services de première ligne du gouvernement.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES– CRÉDIT 3502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Programme relatif aux Affaires des personnes âgées (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	5 001 378
Avantages sociaux.....	807 716
Transports et communications.....	31 915
Services.....	537 251
Fournitures et matériel.....	14 209
Paiements de transfert	
Paiement de transfert, Affaires des personnes âgées.....	173 309 195
Crédit d'impôt aux aînés pour la sécurité à domicile..	10 000 000
	183 309 195
	189 701 664
Crédits législatifs	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	21 480
	21 480
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES.....	189 723 144

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3503				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE L'ACCESSIBILITÉ
1	16 054 400	(3 974 000)	12 080 400	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario..... 11 733 064
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	16 055 400	(3 974 000)	12 081 400	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE L'ACCESSIBILITÉ..... 11 733 064

Description du programme :

Le ministère encadre l'élaboration et la mise en œuvre de la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (LAPHO) et du règlement 191/11 (Normes d'accessibilité intégrées) s'y rattachant. Cela comprend l'examen et l'élaboration des normes et de la réglementation en vertu de la LAPHO ainsi que la gestion de la conformité avec cette même loi et son application.

Le ministère mène un certain nombre d'activités de sensibilisation et d'éducation du public et propose de la formation et du soutien pratique – p. ex., des webinaires et des ressources pédagogiques à l'intention des organismes œuvrant pour les personnes handicapées et des organisations des secteurs privé, sans but lucratif et parapublic – pour les aider à supprimer les obstacles à l'accessibilité et à se conformer à la LAPHO.

Le ministère administre également le programme de paiements de transfert InterActions pour le changement, qui verse des fonds à des associations sans but lucratif, œuvrant pour les personnes handicapées, de l'industrie et professionnelles pour élaborer des ressources visant à éduquer les intervenants sur la LAPHO et l'accessibilité en général.

Le ministère fait la promotion de l'emploi des personnes handicapées en travaillant avec les employeurs et les organismes œuvrant pour les personnes handicapées pour mettre de l'avant l'intérêt commercial et les avantages économiques de l'emploi de personnes handicapées.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

PROGRAMME DE L'ACCESSIBILITÉ – CRÉDIT 3503

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	5 467 356	
Avantages sociaux.....	772 868	
Transports et communications.....	79 977	
Services.....	4 723 580	
Fournitures et matériel.....	18 743	
Paiements de transfert		
Programme de certification en		
matière d'accessibilité de la		
Fondation Rick Hansen.....	406 000	
Accessibilité - paiement de		
transfert.....	264 540	
	670 540	
	11 733 064	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE L'ACCESSIBILITÉ.....	11 733 064	

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	0	32 000
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	509 275	854 038
DIVERS.....	211	45 273
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	509 486	931 311

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-346
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-348
INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES.....	2-351
SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....	2-353
COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ.....	2-357
SERVICEONTARIO.....	2-359
SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	2-361
GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	2-364
PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT.....	2-367
SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	2-370
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-350, 2-355, 2-360, 2-366, 2-372
ÉTAT DES RECETTES.....	2-373

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
36 227 180	Administration du ministère	31 233 714	30 514 996
	Information, protection de la vie privée et		
15 733 663	archives publiques	16 914 900	15 405 141
174 080 515	Services communs de l'Ontario	604 548 600	561 264 119
978 391	Commission de révision de la publicité	490 600	490 537
253 819 744	ServiceOntario	240 241 100	224 599 173
34 537 402	Services aux consommateurs	42 213 400	42 211 091
	Groupement pour l'intégration des		
65 744 836	services gouvernementaux	65 151 700	65 151 340
102 650 738	Projets d'infrastructure du gouvernement	333 275 900	327 537 270
	Services organisationnels de technologie		
17 573 833	de l'information	18 643 800	15 565 563
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
701 346 302	DU MINISTÈRE	1 352 713 714	1 282 739 230
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	0	0
3 774 682	Services communs de l'Ontario	0	0
0	Services aux consommateurs	0	0
	Groupement pour l'intégration des		
750 000	services gouvernementaux	1 150 000	837 005
	Services organisationnels de technologie		
27 403 141	de l'information	30 000 000	29 901 589
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
31 927 823	DU MINISTÈRE	31 150 000	30 738 594

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2020-2021	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Information, protection de la vie privée et		
3 245 613	archives publiques	3 155 100	3 155 089
6 192 678	Services communs de l'Ontario	2 643 200	6 446 246
7 427 678	ServiceOntario	7 487 300	6 544 576
0	Services aux consommateurs	1 000	0
	Groupement pour l'intégration des		
1 750 629	services gouvernementaux	2 487 500	2 160 967
87 752 096	Projets d'infrastructure du gouvernement	96 686 600	95 467 229
	Services organisationnels de technologie		
10 015 823	de l'information	9 742 800	9 555 298
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
116 384 517	DU MINISTÈRE	122 204 500	123 329 405
BIENS IMMOBILISÉS			
2 937 659	Services communs de l'Ontario	11 581 000	3 830 642
8 078 535	ServiceOntario	12 690 800	7 813 762
0	Services aux consommateurs	0	0
	Groupement pour l'intégration des		
4 060 852	services gouvernementaux	0	0
175 198 357	Projets d'infrastructure du gouvernement	299 572 100	219 598 426
	Services organisationnels de technologie		
44 918 989	de l'information	54 147 400	54 010 201
235 194 392	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	377 991 300	285 253 031

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	34 253 000	(3 083 300)	31 169 700	Administration du ministère..... 32 816 412
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
	<u>34 317 014</u>	<u>(3 083 300)</u>	<u>31 233 714</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 32 882 380
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	(1 000)	0	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION..... DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION..... DU MINISTÈRE..... 0

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines, la coordination des initiatives de politiques et ministérielles et la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels et de développement organisationnel.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$		\$		\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT							
Administration du ministère (Poste 1)				Services de communication			
Traitements et salaires.....	19 049 894			Traitements et salaires.....	3 418 515		
Avantages sociaux.....	2 543 029			Avantages sociaux.....	445 998		
Transports et communications.....	151 763			Transports et communications.....	51 673		
Services.....	37 155 208			Services.....	213 232		
Fournitures et matériel.....	55 472			Fournitures et matériel.....	3 169		
	58 955 366				4 132 587		
Moins: Recouvrements.....	28 506 338			Moins: Recouvrements.....	16,845		
	30 449 028						4 115 742
Bureau principal				Ressources humaines			
Traitements et salaires.....	2 831 069			Traitements et salaires.....	2 570 316		
Avantages sociaux.....	388 288			Avantages sociaux.....	380 605		
Transports et communications.....	28 401			Transports et communications.....	7 140		
Services.....	182 759			Services.....	147 199		
Fournitures et matériel.....	5 943						3 105 260
	3 436 459						
Services financiers et administratifs				Crédits législatifs			
Traitements et salaires.....	10 229 994			Traitement versé au ministre en vertu			
Avantages sociaux.....	1 328 138			de la Loi sur le Conseil exécutif.....			49 301
Transports et communications.....	42 419			Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu			
Services.....	29 359 385			de la Loi sur le Conseil exécutif.....			16 667
Fournitures et matériel.....	27 387						65 968
	40 987 323						
Moins: Recouvrements.....	28 489 493						
	12 497 830						
Services juridiques				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
Transports et communications.....	22 130			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....			
Services.....	7 252 633			30 514 996			
Fournitures et matériel.....	18 974						
	7 293 737						

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES – CRÉDIT 18C

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMOBILISATIONS	
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)		Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 8)	
Traitements et salaires.....	8 516 259	Services.....	3 155 089
Avantages sociaux.....	1 348 120		<u>3 155 089</u>
Transports et communications.....	359 818		
Services.....	14 134 844		
Fournitures et matériel.....	34 296		
Paiements de transfert			
Subventions à l'appui des			
archives publiques de			
l'Ontario.....	<u>20 000</u>		
	20 000		
	<u>24 413 337</u>		
Moins: Recouvrements.....	9 008 196		
	<u>15 405 141</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES	
	<u>15 405 141</u>		<u>3 155 089</u>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
5	169 950 700	421 095 900	591 046 600	Services communs de l'Ontario..... 175 045 624
				Services centralisés de la FPO –
				Commission de la sécurité
				professionnelle et de l'assurance
27	1 000	0	1,000	contre les accidents du travail 0
				Fonds d'indemnisation des victimes
				d'accidents de véhicules
31	1 000	0	1 000	automobiles..... 0
L	13 500 000	0	13 500 000	Loi sur les actions contre la Couronne.... 7 266 561
	<u>183 452 700</u>	<u>421 095 900</u>	<u>604 548 600</u>	TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
				DES SERVICES
				COMMUNS DE L'ONTARIO... 182 312 185
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	(1 000)	0	Services communs de l'Ontario..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	COMMUNS DE L'ONTARIO..... 0

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
12	2 000	(2 000)	0	
				Services communs de l'Ontario..... 0
				Amortissement – Services
				communs de l'Ontario, <i>Loi sur</i>
L	2 643 200	0	2 643 200	<i>l'administration financière</i> 6 446 246
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) -
				PROGRAMME DES SERVICES
				COMMUNS DE L'ONTARIO... 6 446 246
	<u>2 645 200</u>	<u>(2 000)</u>	<u>2 643 200</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
14	23 476 000	(11 895 000)	11 581 000	Services communs de l'Ontario..... 3 830 642
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				COMMUNS DE L'ONTARIO..... 3 830 642
	<u>23 476 000</u>	<u>(11 895 000)</u>	<u>11 581 000</u>	

Description du programme:

Les Services communs de l'Ontario sont un organisme de services communs qui offre à tous les ministères, aux fonctionnaires, à certains organismes et à certaines entités du secteur parapublic des services internes centralisés. Le programme organise et exécute les activités internes essentielles du gouvernement, notamment l'approvisionnement à l'échelle du gouvernement, le traitement des opérations financières, l'administration des paiements de transfert, les ressources humaines, la paie et les avantages sociaux ainsi que des services opérationnels à l'échelle de la FPO, et ce, par divers canaux, en particulier numériques.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Services communs de l'Ontario (Poste 5)			Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 31)	
Traitements et salaires.....	119 924 912		Traitements et salaires.....	2 421 644
Avantages sociaux.....	18 301 417		Avantages sociaux.....	349 648
Transports et communications.....	9 648 770		Transports et communications.....	8 660
Services.....	71 723 953		Services.....	6 528 789
Fournitures et matériel.....	368 167 014		Fournitures et matériel.....	93 203
Paiements de transfert				9 401 944
Gestion centralisée de la chaîne d'approvisionnement	357 048		Moins: Recouvrements.....	9 401 944
		357 048		0
Autres opérations				
Autres opérations.....	196 229			
Emplois d'été.....	9 718 910			
		9 915 139		
		598 038 253	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....	561 264 119
Moins: Recouvrements.....	53 930 835			
		544 107 418		
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (Poste 27)			Crédits législatifs	
Services.....	58 965 064		Autre opérations	
	58 965 064		Amortissement – Services communs de l'Ontario, Loi sur l'administration financière..	7 389 377
Moins: Recouvrements.....	58 965 064		Moins: Recouvrements.....	943 131
		0		6 446 246
Crédits législatifs			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....	6 446 246
Autre opérations				
Loi sur les actions contre la Couronne.....	17 156 701			
		17 156 701		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS
PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
Services communs de l'Ontario (Poste 14)			
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires.....		1 241 529	
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux.....		74 573	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....		2 514 540	
		<u>3 830 642</u>	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)			
PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....		<u>3 830 642</u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1812				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ
4	1 063 600	(573 000)	490 600	Comission de révision de la publicité..... 490 537
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ..... 490 537
	<u>1 063 600</u>	<u>(573 000)</u>	<u>490 600</u>	<u>490 537</u>

Description du programme:

La Commission de révision de la publicité est désignée comme un service central obligatoire pour l'achat de publicité, les relations avec le public et les médias et les services de communications créatives au nom de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et des organismes gouvernementaux. Cela garantit que les ministères et ces organismes acquièrent ces services de manière équitable, ouverte, transparente et accessible aux fournisseurs qualifiés.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ – CRÉDIT 1812

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Révision de la Publicité (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	358 198	
Avantages sociaux.....	42 639	
Transports et communications.....	2 600	
Services.....	87 098	
Fournitures et matériel.....	2	
	<u>490 537</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ.....	<u><u>490 537</u></u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1814				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME SERVICEONTARIO
1	226 783 600	8 155 500	234 939 100	ServiceOntario..... 224 594 622
				Demandes d'indemnisation adressées
				à la Caisse d'assurance des droits
				immobiliers, <i>Loi sur</i>
				<i>l'enregistrement des droits</i>
L	5 001 000	0	5 001 000	<i>immobiliers..... 0</i>
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
L	301 000	0	301 000	<i>l'administration financière..... 4 551</i>
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME
				SERVICEONTARIO..... 224 599 173
	232 085 600	8 155 500	240 241 100	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	2 000 000	(1 288 800)	711 200	ServiceOntario..... 553 686
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	6 776 100	0	6 776 100	<i>l'administration financière..... 5 990 890</i>
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS
				PROGRAMME SERVICEONTARIO.... 6 544 576
	8 776 100	(1 288 800)	7 487 300	
BIENS IMMOBILISÉS				
3	9 207 400	3483 400	12 690 800	ServiceOntario..... 7 813 762
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				PROGRAMME SERVICEONTARIO.... 7 813 762
	9 207 400	3483 400	12 690 800	

Description du programme:

ServiceOntario est pour les particuliers et les entreprises de l'Ontario la voie d'accès aux services du gouvernement – carte Santé, services liés aux conducteurs et aux véhicules, permis d'activités de plein air (pêche et chasse), événements de la vie, enregistrement des biens fonciers et mobiliers personnels, service aux entreprises, information et réception des demandes – par divers canaux (en personne, par téléphone, par courrier, en ligne, etc.).

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAM SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
ServiceOntario (Poste 1)		ServiceOntario (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	109 372 553	Logiciels d'application de gestion –	
Avantages sociaux.....	19 690 276	traitements et salaires.....	902 390
Transports et communications.....	7 681 131	Logiciels d'application de gestion –	
Services.....	89 812 235	avantages sociaux.....	109 246
Fournitures et matériel.....	10 390 695	Logiciels d'application de gestion – coûts	
	236 946 890	relatifs aux immobilisations.....	6 802 126
Moins: Recouvrements.....	12 352 268		7 813 762
	<u>224 594 622</u>		
		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Crédits législatifs		PROGRAMME SERVICEONTARIO.....	<u>7 813 762</u>
Autres opérations			
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>			
<i>L'administration financière</i>	4 551		
	<u>4 551</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME SERVICEONTARIO.....	<u>224 599 173</u>		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
ServiceOntario (Poste 2)			
Services.....	553 686		
	<u>553 686</u>		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement, <i>Loi sur</i>			
<i>L'administration financière</i>	5 990 890		
	<u>5 990 890</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME SERVICEONTARIO.....	<u>6 544 576</u>		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1816				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	29 752 800	12 458 600	42 211 400	Services aux consommateurs..... 42 211 091
L	2 000	0	2 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
	<u>29 754 800</u>	<u>12 458 600</u>	<u>42 213 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 42 211 091
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000	(1 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	2 000	(2 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
	<u>3 000</u>	<u>(2 000)</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
6	1 000	(1 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 0

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Description du programme:

Les Services aux consommateurs sont responsables de politiques, de programmes et de services adaptés aux besoins de la population et des entreprises de l'Ontario. En tant qu'autorité de réglementation moderne, les Services aux consommateurs offrent des services liés à la protection des consommateurs, à la sécurité du public et au droit des entreprises. Dans leur rôle de leader de la transformation numérique au sein du gouvernement, ils conçoivent et fournissent de l'information et des services en ligne, et établissent des politiques et des normes numériques.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 1816

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux consommateurs (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	25 538 047	
Avantages sociaux.....	3 543 782	
Transports et communications.....	240 041	
Services.....	4 438 662	
Fournitures et matériel.....	133 330	
Paielements de transfert		
Subventions pour les services aux		
consommateurs.....	8 317 229	
	<u>42 211 091</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
PROGRAMME DES SERVICES AUX		
CONSOMMATEURS.....	<u>42 211 091</u>	

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

non vérifié

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX – CRÉDIT 1817

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	CHARGES D'IMMOBLISATIONS
Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 1)	Crédits législatifs
Traitements et salaires..... 31 693 735	Autres opérations
Avantages sociaux..... 4 027 784	Amortissement – <i>Loi sur</i>
Transports et communications..... 1 286 196	<i>l'administration financière</i> 3 346 367
Services..... 92 049 195	Moins: Recouvrements..... 1 185 400
Fournitures et matériel..... 29 443	2 160 967
129 086 353	
Moins: Recouvrements..... 63 935 013	
65 151 340	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –
– GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION	– GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION
DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX..... 65 151 340	DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX. 2 160 967
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Dépôts et charges payées d'avance..... 837 005	
837 005	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
– GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION	
DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX..... 837 005	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Description du programme:

Le programme des projets d'infrastructure du gouvernement est responsable de la gestion du portefeuille immobilier général du gouvernement. Pour ce faire, il prépare les politiques, les lois et l'exécution des programmes. Le programme supervise les activités de gestion immobilière de la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) pour mettre en œuvre des stratégies immobilières, la planification du portefeuille, l'acquisition et l'aliénation des biens excédentaires ainsi que la planification des immobilisations. Le Plan de gestion des sites contaminés, le programme des biens sociaux confisqués et le Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité du ministère sont gérés par ce programme.

Il est aussi responsable de l'optimisation des immeubles de bureaux de la province et de la direction de la transformation des lieux de travail en vue de réduire les coûts et de renforcer l'efficacité de la main-d'œuvre au sein du gouvernement, des organismes et du secteur parapublic. Pour ce faire, le programme assure une meilleure gestion des biens immobiliers en éliminant les espaces de bureau aux loyers élevés loués à des tiers et en refaçonnant les lieux et les processus de travail de la fonction publique de l'Ontario (FPO) afin d'offrir les meilleurs résultats et services à la population ontarienne. Il exécute de grands projets immobiliers, notamment la reconstruction de l'édifice Macdonald et la rénovation de l'édifice Whitney.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT – CRÉDIT 1820

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Biens immobiliers (Poste 1)		Biens immobiliers (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	8 259 598	Terrains.....	17 194 573
Avantages sociaux.....	1 150 298	Immeubles – diversification des modes	
Transports et communications.....	41 558	financement et de l'approvisionnement.....	202 403 853
Services.....	309 265 344		<u>219 598 426</u>
Fournitures et matériel.....	19 202		
Paiements de transfert.....			
Parc fédéral de la Rouge.....	3 107 071		
	3 107 071	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
Autres opérations.....	5 694 199	– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU	
	<u>327 537 270</u>	GOUVERNEMENT.....	<u>219 598 426</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU			
GOUVERNEMENT.....	<u>327 537 270</u>		
CHARGES D'IMMOBLISATIONS			
Biens immobiliers (Poste 2)			
Transports et communications.....	8,656		
Services.....	93,847,503		
Paiements de transferts			
Transactions immobilières.....	1,484,095		
Autres opérations.....	126,975		
	<u>95 467 229</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –			
– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU			
GOUVERNEMENT.....	<u>95 467 229</u>		

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Prévisions	Crédits autorisés par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	\$	\$	\$		\$
1821				PROGRAMME DES SERVICES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	
				DE L'INFORMATION	
1	36 515 600	(17 872 800)	18 642 800	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information.....	15 565 563
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
	<u>36 516 600</u>	<u>(17 872 800)</u>	<u>18 643 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.	<u>15 565 563</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	25 000 000	5 000 000	30 000 000	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information.....	29 901 589
	<u>25 000 000</u>	<u>5 000 000</u>	<u>30 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	<u>29 901 589</u>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1821				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
2	9 741 800	0	9 741 800	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information..... 9 554 298
L	1 000	0	1 000	Amortissement, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 1 000
	<u>9 742 800</u>	<u>0</u>	<u>9 742 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION. 9 555 298
BIENS IMMOBILISÉS				
3	62 537 400	(8 390 000)	54 147 400	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information..... 54 010 201
	<u>62 537 400</u>	<u>(8 390 000)</u>	<u>54 147 400</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION..... 54 010 201

Description du programme:

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI) en vue de moderniser les services publics de l'Ontario et de répondre aux besoins changeants de la population ontarienne, de la fonction publique de l'Ontario (FPO), des organismes et du secteur parapublic. Cela comprend l'élaboration d'un plan axé sur l'évolution des capacités en ITI afin de transformer la prestation des services au public et l'apport de solutions numériques axées sur les utilisateurs et d'une valeur accrue pour les contribuables. Le programme veille à la sécurité permanente des systèmes et des données, à la mise en œuvre d'une infrastructure, d'une gouvernance et d'une responsabilité commune et à la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que les services d'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1821

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	CHARGES D'IMMOBLISATIONS
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 2)
Traitements et salaires..... 110 591 627	Services..... 9 554 298
Avantages sociaux..... 15 205 298	<u>9 554 298</u>
Transports et communications..... 27 770 538	
Services..... 258 611 456	Crédits législatifs
Fournitures et matériel..... 10 227 260	
<u>422 406 179</u>	Autres opérations
Moins : Recouvrements..... 406 840 616	Amortissement – <i>Loi sur</i>
<u>15 565 563</u>	<i>l'administration financière</i> 44 410 298
	<u>44 410 298</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	Moins: Recouvrements..... 44 409 298
– PROGRAMME DES SERVICES	<u>1 000</u>
ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	
DE L'INFORMATION..... 15 565 563	TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –
	– PROGRAMME DES SERVICES
	ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
	DE L'INFORMATION..... 9 555 298
	<u>9 555 298</u>
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	BIENS IMMOBILISÉS
Services organisationnels de technologie de l'information (Poste 4)	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 3)
Dépôts et charges payées d'avance..... 29 901 589	
<u>29 901 589</u>	Matériel de technologie de l'information..... 28 797 030
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	Logiciels d'application de gestion - coûts
– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU	relatifs aux immobilisations..... 25 213 172
GOUVERNEMENT..... 29 901 589	<u>54 010 201</u>
	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	– PROGRAMME DES SERVICES
	ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
	DE L'INFORMATION..... 54 010 201
	<u>54 010 201</u>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Travaux statistiques.....	513 164	424 847
	<u>513 164</u>	<u>424 847</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	1 532 963	2 192 442
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les sûretés mobilières.....	60 647 210	63 230 127
Constitutions en sociétés.....	31 028 045	26 603 214
Loi sur les statistiques de l'état civil.....	14 112 020	18 296 204
Loi sur les noms commerciaux.....	9 579 968	9 571 051
Recherches et certificats.....	8 558 686	8 637 966
Loi sur le mariage.....	1 958 380	3 007 581
Loi sur les organismes d'application délégués.....	1 706 301	2 828 709
Loi sur le changement de nom.....	1 411 281	1 746 114
Loi sur les sociétés en commandite.....	798 808	847 216
Certificat d'authenticité.....	694 167	830 449
Loi de concernant les prêts sur salaire.....	669 205	682 218
Commissaire aux affidavits.....	266 586	499 417
Permis extraprovinciaux.....	138 773	129 847
Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette.....	25 332	19 797
Déclarations annuelles obligatoires.....	1 700	1 745
Autres.....	1 107 875	968 994
	<u>132 704 336</u>	<u>137 900 649</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....		25 680
REDEVANCES.....		43
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – Ventes.....	97 452 137	1 474 893
Autres.....	1 421 756	104 490 061
	<u>98 873 893</u>	<u>105 964 954</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	6 942 955	20 013 176
DIVERS		
Intérêt.....	3 387	12 390
Autres.....	18 510 329	5 343 848
	<u>18 513 716</u>	<u>5 356 238</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>259 081 027</u>	<u>271 878 029</u>

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-376
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-377
FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE.....	2-378
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-379
ÉTAT DES RECETTES.....	2-382

PUBLIC ACCOUNTS, 2020-2021
MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2 218 103	Administration du ministère	5 756 514	5 213 776
4 419 631 820	Foyers de soins de longue durée	6 083 020 500	5 987 379 610
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)			
4 421 849 923	DU MINISTÈRE	6 088 777 014	5 992 593 386
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
20 430 959	Foyers de soins de longue durée	20 430 000	20 429 959
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)			
20 430 959	DU MINISTÈRE	20 431 000	20 429 959
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 167 200	Foyers de soins de longue durée	187 676 900	187 556 938
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
1 167 200	DU MINISTÈRE	187 676 900	187 556 938

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	5 692 500	0	5 692 500	Administration du ministère..... 5 147 808
				Traitement versé au ministre en vertu
S	47 841	0	47 841	de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
S	16 173	0	16 173	Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				D'ADMINISTRATION
	5 756 514	0	5 756 514	DU MINISTÈRE..... 5 213 776
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	1 000	0	1 000	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Il assure l'orientation générale du ministère.

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	4 034 514	
Avantages sociaux.....	470 301	
Transports et communications.....	34 609	
Services.....	603 934	
Fournitures et matériel.....	4 450	
	<u>5 147 808</u>	
Bureau principal		
Traitements et salaires.....	2 469 600	
Avantages sociaux.....	287 056	
Transports et communications.....	28 073	
Services.....	186 106	
Fournitures et matériel.....	3 390	
	<u>2 974 225</u>	
Services de communication		
Traitements et salaires.....	1 564 914	
Avantages sociaux.....	183 245	
Transports et communications.....	6 536	
Services.....	417 828	
Fournitures et matériel.....	1 060	
	<u>2 173 583</u>	
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en <i>vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
	<u>65 968</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>5 213 776</u>	

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4502				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE
1	4 875 933 300	1 206 837 200	6 082 770 500	Programme de foyers de soins de longue durée..... 5 987 379 610
S	250 000	0	250 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>4 876 183 300</u>	<u>1 206 837 200</u>	<u>6 083 020 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE..... 5 987 379 610
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	20 430 000	0	20 430 000	Programme de foyers de soins de longue durée..... 20 429 959
	<u>20 430 000</u>	<u>0</u>	<u>20 430 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE..... 20 429 959
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	187,675,900	187 676 900	Programme de foyers de soins de longue durée..... 187 556 938
	<u>1 000</u>	<u>187 675 900</u>	<u>187 676 900</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE..... 187 556 938

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Le gouvernement bâtit des collectivités plus saines et plus sûres en créant un secteur des soins de longue durée du 21^e siècle axé sur les résidents et sur des lieux que les personnes les plus vulnérables de notre province peuvent considérer comme leur foyer. À l'appui de cette vision, le ministère des Soins de longue durée (le « ministère ») se concentrera sur la création de 15 000 places et le réaménagement de 15 000 places supplémentaires qui répondront aux normes de conception modernes.

Notre gouvernement dispose d'un plan novateur et souple visant à stimuler de manière responsable l'aménagement de places pour que notre population vieillissante puisse recevoir les soins qu'elle nécessite et mérite. Ce plan inclut des réponses aux diverses expériences régionales que connaissent les exploitants et définit plusieurs obstacles auxquels l'ensemble du secteur est confronté à l'échelle de la province. Le gouvernement de l'Ontario investit dans le développement des soins de longue durée pour que nous puissions commencer les travaux et veiller à ce que les Ontariennes et Ontariens les plus vulnérables passent plus rapidement des listes d'attente aux lits.

Le ministère dirige également la réponse, en collaboration avec les partenaires du secteur, aux recommandations formulées dans le rapport de l'Enquête publique sur la sécurité des résidents des foyers de soins de longue durée.

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 1)			Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	29 659 200		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	4 581 200		Foyers de soins de longue durée –		
Transports et communications.....	838 509		immobilisations.....	187 556 938	
Services.....	12 323 336			<u>187 556 938</u>	
Fournitures et matériel.....	84 392				
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Foyers de soins de longue			PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE		
durée – fonctionnement.....	<u>5 939 892 973</u>		LONGUE DURÉE	<u>187 556 938</u>	
	5 939 892 973				
	<u>5 987 379 610</u>				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE					
LONGUE DURÉE.....	<u>5 987 379 610</u>				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 10)					
Avances et montants récupérables					
Foyers de soins de longue durée –					
fonctionnement.....	20 429 959				
	<u>20 429 959</u>				
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE					
LONGUE DURÉE.....	<u>20 429 959</u>				

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA.....	3 230 167	5 105 448
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	63 772	91 875
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	8 162 842	6 554 440
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	11 456 781	11 751 763

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-384
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-386
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	2-389
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	2-393
SERVICES CORRECTIONNELS.....	2-397
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	2-401
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-404
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	2-406
POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.....	2-409
SERVICE D'INSPECTION.....	2-411
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME.....	2-413
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-388, 2-392, 2-395, 2-400, 2-403, 2-408
ÉTAT DES RECETTES.....	2-415

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
177 098 272	Administration du ministère	182 468 187	183 666 304
316 964 661	Division de la sécurité publique	315 935 300	315 142 832
1 159 148 610	Police provinciale de l'Ontario	1 167 666 900	1 167 600 398
986 038 712	Services correctionnels	1 023 509 900	1 022 865 549
78 652 236	Services technologiques pour la justice	95 748 200	95 598 903
815 398	Organismes, conseils et commissions	881 800	756 867
82 847 269	Planification et gestion des situations d'urgence	83 458 500	83 366 835
7 996 509	Politiques stratégiques, recherche et innovation	7 698 900	7 486 397
0	Service d'inspection	1 000	0
3 553 800	Direction générale de l'action contre le racisme	3 587 000	3 581 053
2 813 115 467	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 880 955 687	2 880 065 140
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
0	Service d'inspection	2 000	0
0	Direction générale de l'action contre le racisme	2 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	19 000	0

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2 149 100	Administration du ministère	2 245 500	2 181 135
18 678 658	Division de la sécurité publique	22 094 900	21 962 082
37 893 032	Police provinciale de l'Ontario	37 704 700	37 165 651
63 205 748	Services correctionnels	52 143 500	50 392 669
1 838 481	Services technologiques pour la justice	1 837 700	1 838 481
99 389	Planification et gestion des situations d'urgence	244 800	133 832
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
123 864 408	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	116 273 100	113 673 850
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
383 504	Division de la sécurité publique	1 000 400	923 739
40 548 015	Police provinciale de l'Ontario	122 689 400	118 484 329
13 617 782	Services correctionnels	14 392 500	4 914 233
0	Services technologiques pour la justice	156 428 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	5 700 000	5 494 166
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	0
54 549 301	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	300 212 300	129 816 467

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	147 184 700	33 217 400	180 402 100	Administration du ministère..... 175 910 480
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	32 346	0	32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 21 819
L	1 000	0	1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 18 272 737
L	50 000	0	50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 50 000
	<u>147 315 887</u>	<u>33 217 400</u>	<u>180 533 287</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 194 304 336
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
2	5 943 100	(4 565 600)	1 377 500	Renouvellement des installations..... 1 175 065
5	1 000	0	1 000	Administration du ministère – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>5 945 100</u>	<u>(4 565 600)</u>	<u>1 379 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 1 175 065
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS D'IMMOBILISATIONS)
				– ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Le programme offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement et amélioration opérationnelle, communications, services juridiques et gestion des installations. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification interne.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Locaux – Frais de location		
Traitements et salaires.....	26 770 823		Services.....	129 150 187	
Avantages sociaux.....	4 169 598				129 150 187
Transports et communications.....	828 837		Modernisation		
Services.....	144 039 159		Traitements et salaires.....	6 529 421	
Fournitures et matériel.....	102 063		Avantages sociaux.....	838 178	
	<u>175 910 480</u>		Transports et communications.....	42 843	
Bureau principal			Services.....	1 546 894	
Traitements et salaires.....	3 462 960		Fournitures et matériel.....	6 217	
Avantages sociaux.....	519 331				8 963 552
Transports et communications.....	72 880		Crédits législatifs		
Services.....	460 661		Traitement versé au ministre en vertu		
Fournitures et matériel.....	5 374		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
	<u>4 521 205</u>		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Services ministériels			de la Loi sur le Conseil exécutif.....		21 819
Traitements et salaires.....	13 447 165		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	2 168 421		Paiements effectués en vertu de la		
Transports et communications.....	644 999		Loi sur l'administration financière.....		18 272 737
Services.....	4 733 307		Créances irrécouvrables, Loi sur		
Fournitures et matériel.....	58 928		l'administration financière		50 000
	<u>21 052 820</u>				<u>18 393 857</u>
Services de communication			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	3 311 192		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux.....	641 556			194 304 338	
Transports et communications.....	24 886		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services.....	473 418		Renouvellement des installations (Poste 2)		
Fournitures et matériel.....	25 148		Services.....	782 024	
	<u>4 476 200</u>		Fournitures et matériel.....	22 793	
Services juridiques			Autres opérations		
Traitements et salaires.....	20 085		Investissements dans les immobilisations.....	370 248	
Avantages sociaux.....	2 113			<u>1 175 065</u>	
Transports et communications.....	43 229		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -		
Services.....	7 674 692		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Fournitures et matériel.....	6 397			1 175 065	
	<u>7 746 516</u>				

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
1	593 500	62 900	656 400	Division de la sécurité publique –
5	284 279 700	5 318 300	289 598 000	Bureau du sous-ministre adjoint..... 601 697
6	18 899 500	(1 264 300)	17 635 200	Direction des relations extérieures..... 288 358 813
7	31 180 700	(2 521 600)	28 659 100	Services privés de sécurité et d'enquête 16 718 947
10	25 251 500	(451 400)	24 800 100	Centre des sciences judiciaires..... 28 555 935
				Collège de police de l'Ontario..... 24 390 106
	360 204 900	1 143 900	361 348 800	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– DIVISION DE LA SÉCURITÉ
				PUBLIQUE..... 358 625 498
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			Division des programmes de sécurité	
4	4 000	0	4 000	publique et des politiques..... 0
	4 000		4 000	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				– DIVISION DE LA SÉCURITÉ
				PUBLIQUE..... 0

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
9	24 274 100	(1 658 600)	22 615 500	Division de la sécurité publique..... 22 408 814
L	621 200	0	621 200	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 599 069
	<u>24 895 300</u>	<u>(1 658 600)</u>	<u>23 236 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– DIVISION DE LA SÉCURITÉ
				PUBLIQUE..... 23 007 883
BIENS IMMOBILISÉS				
8	1 292 000	(248 400)	1 043 600	Division de la sécurité publique..... 942 606
	<u>1 292 000</u>	<u>(248 400)</u>	<u>1 043 600</u>	TOTAL (BIENS D'IMMOBILISATIONS)
				– DIVISION DE LA SÉCURITÉ
				PUBLIQUE..... 942 606

Description du programme :

La Division de la sécurité publique collabore avec ses partenaires des services policiers et communautaires à la promotion de la sécurité et du bien-être communautaires. Elle exerce notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie de la sécurité privée; élaboration de normes et de lignes directrices de services policiers; surveillance et inspection des services policiers; administration des subventions pour la sécurité communautaire; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des systèmes provinciaux de nomination et du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre du Système de gestion des cas graves; administration de la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario (SPA0), y compris promotion du bien-être des animaux et soutien aux services policiers des Premières Nations, notamment représenter la province à la table des négociations des ententes de services policiers des Premières Nations avec le gouvernement fédéral et les communautés des Premières Nations.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)			Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	498 173		Traitements et salaires.....	9 238 010
Avantages sociaux.....	58 626		Avantages sociaux.....	1 460 505
Transports et communications.....	12 310		Transports et communications.....	144 400
Services.....	30 971		Services.....	4 324 278
Fournitures et matériel.....	1 617		Fournitures et matériel.....	1 551 754
	<u>601 697</u>			<u>16 718 947</u>
Direction des relations extérieures (Poste 5)			Centre des sciences judiciaires (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	5 359 739		Traitements et salaires.....	19 258 668
Avantages sociaux.....	840 711		Avantages sociaux.....	3 417 207
Transports et communications.....	259 716		Transports et communications.....	307 694
Services.....	11 980 693		Services.....	2 729 767
Fournitures et matériel.....	578 483		Fournitures et matériel.....	2 842 599
Paiements de transfert				<u>28 555 935</u>
Subventions pour les services			Collège de police de l'Ontario (Poste 10)	
bien-être dans les collectivités	67 329 661		Traitements et salaires.....	10,829,060
Subventions pour les			Avantages sociaux.....	1,274,409
programmes municipaux RIDE	2 400 000		Transports et communications.....	772,384
Subventions diverses –			Services.....	8,506,539
Services policiers.....	22 633 674		Fournitures et matériel.....	3,007,714
Subvention pour des				<u>24,390,106</u>
collectivités sûres et				
dynamiques.....	1 299 078			
Entente fédérale-provinciale sur				
les services policiers des				
Premières nations.....	54 516 374			
Financement des enquêtes				
municipales sur les crimes				
haineux et l'extrémisme.....	214 511			
Ontario Association of Crime				
Stoppers.....	225 000			
Sécurité des tribunaux.....	124 836 446			
	<u>273 454 744</u>			
	<u>292 474 086</u>			
Moins : Recouvrements.....	4 115 273			
	<u>288 358 813</u>			
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
			Division de la sécurité publique (Poste 9)	
			Services.....	459 570
			Paiements de transfert	
			Ententes fédérales-provinciales sur les	
			services policiers des Premières nations	3 914 009
			Équipement des services policiers	1 669 449
			Autres opérations	
			Investissements dans les immobilisations.....	16 365 786
				<u>22 408 814</u>

**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 358 625 498**

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>		
<i>financière</i>		599 069
		<u>599 069</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
 DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....		<u>23 007 883</u>
 BIENS IMMOBILISÉS		
Division de la sécurité publique (Poste 8)		
Machines et équipement- coûts		
relatifs aux immobilisations		942 606
		<u>942 606</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -		
 DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....		<u>942 606</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
1	166 535 700	37 502 100	204 037 800	Services ministériels et stratégiques..... 203 565 384
2	7 167 300	(1 161 600)	6 005 700	Bureau du contrôleur des armes à feu..... 5 998 093
3	167 282 500	(6 384 000)	160 898 500	Enquêtes et crime organisé..... 160 787 336
4	823 387 900	(24 636 900)	798 751 000	Services régionaux et circulation..... 798 555 276
5	66 036 200	(5 907 200)	60 129 000	Gestion du parc automobile..... 59 997 733
				Paielements en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>les services policiers</i> 399 664
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – POLICE
	1 230 410 600	(587 600)	1 229 823 000	PROVINCIALE DE L'ONTARIO.... 1 229 303 486
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –
				POLICE PROVINCIALE DE
	2 000		2 000	L'ONTARIO..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
8	25 868 100	(9 304 400)	16 563 700	Police provinciale de l'Ontario..... 14 805 361
				Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>
L	10 876 000	0	10 876 000	<i>financière</i> 11 817 439
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) – POLICE
	36 744 100	(9 304 400)	27 439 700	PROVINCIALE DE L'ONTARIO.... 26 622 800

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
BIENS IMMOBILISÉS				
7	48 935 800	(643 400)	48 292 400	Police provinciale de l'Ontario..... 47 195 172
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				POLICE PROVINCIALE DE
				L'ONTARIO..... 47 195 172
	<u>48 935 800</u>	<u>(643 400)</u>	<u>48 292 400</u>	

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre directement des services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières Nations de toute la province, en appliquant le Modèle ontarien de mobilisation et de participation. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV), la lutte contre la traite des personnes et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge également de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants, les cas de fraudes graves et la lutte contre les bandes de motards. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale réalise des enquêtes dans le domaine de la lutte anti-terrorisme et de la cybercriminalité, fournit un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)			Gestion du parc automobile (Poste 5)		
Traitements et salaires.....	126 274 218		Transports et communications.....	28,866	
Avantages sociaux.....	12 369 549		Services.....	25,912,779	
Transports et communications.....	13 153 763		Fournitures et matériel.....	35,649,048	
Services.....	37 316 114			61,590,693	
Fournitures et matériel.....	14 874 664		Moins : Recouvrements.....	1,592,960	
	203 988 308			59,997,733	
Moins : Recouvrements.....	422 924				
	203 565 384				
			Crédits législatifs		
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)			Autres opérations		
Traitements et salaires.....	3 582 510		Paielements en vertu de la		
Avantages sociaux.....	351 520		Loi sur les services policiers.....	399 664	
Transports et communications.....	43 719			399 664	
Services.....	1 997 891				
Fournitures et matériel.....	22 453				
	5 998 093				
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....		
				1 229 303 485	
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)			Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)		
Traitements et salaires.....	128 370 415		Services.....	3 940 937	
Avantages sociaux.....	9 869 830		Fournitures et matériel.....	279 461	
Transports et communications.....	3 523 364		Autres opérations.....	10 584 963	
Services.....	19 784 218			14 805 361	
Fournitures et matériel.....	2 348 175				
	163 896 002				
Moins : Recouvrements.....	3 108 666				
	160 787 336				
			Crédits législatifs		
Services régionaux et circulation (Poste 4)			Autres opérations		
Traitements et salaires.....	680 427 099		Amortissement – Loi sur l'administration		
Avantages sociaux.....	120 935 510		financière.....	11 817 439	
Transports et communications.....	6 086 382			11 817 439	
Services.....	17 134 531				
Fournitures et matériel.....	5 200 062				
	829 783 584				
Moins : Recouvrements.....	31 228 308				
	798 555 276				
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....		
				26 622 800	

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	
BIENS IMMOBILISÉS	
Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)	
Avions - coûts relatifs aux immobilisations.....	1 521 651
Immeubles – partenariats publics-privés.....	30 025 786
Machines et équipement – coûts	
relatifs aux immobilisations.....	5 648 011
Matériel de technologie de l'information.....	1 593 224
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts	
relatifs aux immobilisations.....	8 406 500
	<u>47 195 172</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	<u>47 195 172</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	
1	19 471 600	7 416 900	26 888 500	Soutien opérationnel..... 26 659 000
2	12 736 300	1 246 300	13 982 600	Formation du personnel..... 13 693 973
3	872 037 700	65 356 900	937 394 600	Services en établissement..... 927 818 282
4	132 431 100	(3 315 000)	129 116 100	Services communautaires..... 128 628 209
5	5 194 900	(111 800)	5 083 100	Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels..... 4 935 303
	<u>1 041 871 600</u>	<u>70 593 300</u>	<u>1 112 464 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 1 101 734 767
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
7	2 000	0	2 000	Services correctionnels..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 0

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2605				PROGRAMME DES SERVICES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				CORRECTIONNELS	
6	83 679 700	(35 383 300)	48 296 400	Établissements correctionnels.....	46 609 234
				Services en établissement – charges	
10	1 000	1 262 000	1 263 000	liées aux biens immobilisés.....	1 261 345
				Services communautaires – charges	
11	1 000	0	1 000	liées aux biens immobilisés.....	0
				Amortissement – Services en	
				établissement – <i>Loi sur</i>	
L	2 213 900	369 200	2 583 100	<i>l'administration financière.....</i>	2 522 091
				TOTAL (CHARGES	
				D'IMMOBILISATIONS) –	
				PROGRAMME DES SERVICES	
	85 895 600	(33 752 100)	52 143 500	CORRECTIONNELS.....	50 392 669
BIENS IMMOBILISÉS					
8	14 392 500	0	14 392 500	Services en établissement.....	4 914 233
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
				PROGRAMME DES SERVICES –	
	14 392 500	0	14 392 500	CORRECTIONNELS.....	4 914 233

Description du programme:

Le ministère du Solliciteur général est déterminé à réformer le système correctionnel pour adultes de l'Ontario de manière à accroître l'efficacité, à renforcer les résultats à long terme et à améliorer l'expérience du personnel de première ligne. Ces objectifs seront atteints par l'utilisation de la technologie pour automatiser et numériser les processus opérationnels, la mise en place de solutions de remplacement à l'incarcération, l'élaboration de ressources pour mieux soutenir le personnel et la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance et d'examen. La réforme des services correctionnels de l'Ontario contribuera à créer un système de justice pénale intégré, efficace et durable soutenant la prévention et une réinsertion réussie, tout en protégeant la sécurité publique.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien opérationnel (Poste 1)			Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	17 614 028		Traitements et salaires.....	93 801 799	
Avantages sociaux.....	2 714 274		Avantages sociaux.....	17 523 587	
Transports et communications.....	632 447		Transports et communications.....	1 327 314	
Services.....	2 832 604		Services.....	10 841 781	
Fournitures et matériel.....	7 842 357		Fournitures et matériel.....	638 888	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Programme de travail			Services à la clientèle en		
communautaire.....	884 254		résidences communautaires		
		884 254	ou résidences externes.....	4 494 840	
		32 519 964			4 494 840
Moins: Recouvrements.....		5 860 964			128 628 209
		26 659 000			
Formation du personnel (Poste 2)			Surveillance et enquêtes pour les services		
Traitements et salaires.....	9 266 532		correctionnels (Poste 5)		
Avantages sociaux.....	1 678 234		Traitements et salaires.....	3 952 120	
Transports et communications.....	229 231		Avantages sociaux.....	534 388	
Services.....	1 967 471		Transports et communications.....	55 737	
Fournitures et matériel.....	552 505		Services.....	383 539	
		13 693 973	Fournitures et matériel.....	9 519	
					4 935 303
Services en établissement (Poste 3)					
Traitements et salaires.....	632 472 306		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux.....	126 644 756		PROGRAMME DES SERVICES		
Transports et communications.....	8 744 496		CORRECTIONNELS.....	1 101 734 767	
Services.....	75 581 689				
Fournitures et matériel.....	81 295 724				
Paiements de transfert					
Subventions tenant lieu					
d'impôt aux municipalités.....	625 613				
Allocation exceptionnelle aux					
détenus atteints d'un					
handicap permanent.....	8 061				
Programme de sensibilisation					
à la violence.....	68 632				
Programmes de réadaptation					
des délinquants.....	2 377 005				
		3 079 311			
		927 818 282			

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Établissements correctionnels (Poste 6)	
Services.....	15 994 516
Fournitures et matériel.....	370 670
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations.....	39 780 586
	<u>56 145 772</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – Services en établissement –	
Loi sur l'administration financière.....	2 485 899
	<u>2 485 899</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
CORRECTIONNELS.....	<u>58 631 671</u>
BIENS IMMOBILISÉS	
Services en établissement (Poste 8)	
Immeubles – partenariats publics-privés.....	10 024 436
Machines et équipement –	
coûts relatifs aux immobilisations.....	5 054 042
	<u>15 078 478</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
CORRECTIONNELS.....	<u>15 078 478</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2606				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE
1	123 338 200	(30 098 100)	93 240 100	Services technologiques pour la justice..... 91 363 741
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA
				JUSTICE..... 91 363 741
	<u>123 338 200</u>	<u>(30 098 100)</u>	<u>93 240 100</u>	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3	6 002 000	0	6 002 000	Services technologiques pour la justice..... 5 435 502
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA
				JUSTICE..... 5 435 502
	<u>6 002 000</u>	<u>0</u>	<u>6 002 000</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	3 051 000	0	3 051 000	Services technologiques pour la justice – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	6 515 800	0	6 515 800	Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i> <i>financière</i> 1 838 481
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA
				JUSTICE..... 1 838 481
	<u>9 566 800</u>	<u>0</u>	<u>9 566 800</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
4	75 446 800	(38 954 100)	36 492 700	Services technologiques pour la justice..... 36 469 244
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA
				JUSTICE..... 36 469 244
	<u>75 446 800</u>	<u>(38 954 100)</u>	<u>36 492 700</u>	

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme:

Le programme des Services technologiques pour la justice (STJ) assure le leadership et prodigue des conseils à ses partenaires ministériels en matière de technologie de l'information. Les STJ offrent des solutions et des services technologiques hautement intégrés et complexes, ainsi qu'un soutien opérationnel fiable et efficace. Il agit ainsi conformément à la stratégie générale pour l'information et la technologie de l'information et au Plan stratégique 2020 des STJ, qui concrétisent et soutiennent les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité, à la gestion des projets et aux services de communications mobiles gouvernementaux.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	33 424 841		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	4 741 900		Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>	
Transports et communications.....	48 661 633		financière.....	1 838 481
Services.....	115 630 849			<u>1 838 481</u>
Fournitures et matériel.....	81 553			
	<u>202 540 776</u>			
Moins: Recouvrements.....	111 177 035		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	<u>91 363 741</u>		PROGRAMME DES SERVICES	
			TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	<u>1 838 481</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES SERVICES				
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	<u>91 363 741</u>			
			BIENS IMMOBILISÉS	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			Services technologiques pour la justice (Poste 4)	
Services technologiques pour la justice (Poste 3)			Technologie de l'information.....	36 469 244
Dépôts et charges payées d'avance				<u>36 469 244</u>
Avances et montants récupérables	5 435 502		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
	<u>5 435 502</u>		PROGRAMME DES SERVICES	
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –			TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	<u>36 469 244</u>
PROGRAMME DES SERVICES				
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	<u>5 435 502</u>			

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2607				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1	905 800	(83 600)	822 200	
				Organismes, conseils et commissions..... 789 979
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES ORGANISMES,
				CONSEILS ET COMMISSIONS.. 789,979
	905 800	(24 000)	881 800	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2	2 000	0	2 000	
				Organismes, conseils et commissions..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES ORGANISMES,
				CONSEILS ET COMMISSIONS.. 0
	2 000	0	2 000	

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		390 003
Avantages sociaux.....		77 039
Transports et communications.....		7 480
Services.....		314 588
Fournitures et matériel.....		869
		<u>789 979</u>
 <i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires.....	119 390	
Avantages sociaux.....	17 780	
Transports et communications.....	3 645	
Services.....	221 823	
Fournitures et matériel.....	837	
		<u>363 475</u>
 <i>Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès</i>		
Traitements et salaires.....	270 613	
Avantages sociaux.....	59 259	
Transports et communications.....	3 835	
Services.....	92 765	
Fournitures et matériel.....	32	
		<u>426 504</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES ORGANISMES,		
CONSEILS ET COMMISSIONS.....		<u>789 979</u>

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
5	45 634 900	8 048 400	53 683 300	
				Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario..... 53 682 649
8	38 275 800	4 603 500	42 879 300	
				Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence..... 41 051 371
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
	83 910 700	12 651 900	96 562 600	DES SITUATIONS D'URGENCE.... 94 734 020
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	
				Planification et gestion des situations d'urgence..... 0
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
	2 000		2 000	DES SITUATIONS D'URGENCE.... 0

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
				Planification et gestion des situations d'urgence – charges liées aux biens immobilisés..... 0
7	1 000	0	1 000	
				Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 429 295
L	512 500	0	512 500	
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE.... 429 295
	513 500	0	513 500	
BIENS IMMOBILISÉS				
				Planification et gestion des situations d'urgence..... 2 943 098
6	5 281 000	(1 142 900)	4 138 100	
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE.... 2 943 098
	5 281 000		4 138 100	

Description du programme:

Planification et gestion des situations d'urgence se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, à la sécurité publique et aux enquêtes sur les décès. Ces activités sont menées par l'entremise du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et des bureaux du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. Ces sections s'attachent à être à la pointe des efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, ce qui aide le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	20 569 693		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	2 598 248		Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>	
Transports et communications.....	539 681		financière.....	429 295
Services.....	26 767 067			<u>429 295</u>
Fournitures et matériel.....	865 460			
Paielements de transfert				
Subventions pour les services judiciaires.....	2 342 500		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	<u>53 682 649</u>		PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
			ET GESTION DES SITUATIONS	
			D'URGENCE.....	<u>429 295</u>
Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence (Poste 8)				
Traitements et salaires.....	20 611 411		BIENS IMMOBILISÉS	
Avantages sociaux.....	3 900 483		Planification et gestion des situations d'urgence (Poste 6)	
Transports et communications.....	893 870			
Services.....	6 746 257		Planification et gestion des situations d'urgence.	2 943 098
Fournitures et matériel.....	1 459 850			<u>2 943 098</u>
Paielements de transfert				
Subventions pour la			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
sécurité-incendie.....	7 439 500		PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
	<u>7 439 500</u>		ET GESTION DES SITUATIONS	
	<u>41 051 371</u>		D'URGENCE.....	<u>2 943 098</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION				
ET GESTION DES SITUATIONS				
D'URGENCE.....	<u>94 734 020</u>			

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIKES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION
1	4 550 800	542 200	5 093 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation..... 5 563 884
	<u>4 550 800</u>	<u>542 200</u>	<u>5 093 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- POLITIKES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.. 5 563 884
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2	2 000	0	2 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)
				POLITIKES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.. 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	0	1 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement – <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- POLITIKES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.. 0
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000		1 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				POLITIKES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.. 0

Description du programme:

Cette division est chargée de diriger l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, des règlements et des lois, et de la recherche, ainsi que la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL
POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION – CRÉDIT 2610
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques, recherche et innovation (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	4 687 209
Avantages sociaux.....	613 498
Transports et communications.....	28 727
Services.....	224 120
Fournitures et matériel.....	10 330
	5 563 884
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.....	5 563 884

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2612				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			SERVICE D'INSPECTION	
2	3 644 200	(1 756 000)	1 888 200	Service d'inspection..... 1 746 407
	TOTAL (CHARGES DE			
	FONCTIONNEMENT) DU SERVICE			
	D'INSPECTION.....			1 746 407
	<u>3 644 200</u>	<u>(1 756 000)</u>	<u>1 888 200</u>	<u>1 746 407</u>
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
5	2 000	0	2 000	Service d'inspection..... 0
	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –			
	DU SERVICE D'INSPECTION			0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	<u>0</u>

Description du programme:

La Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers qui a reçu la sanction royale, mais qui n'est toujours pas en vigueur, prescrit un inspecteur général des services policiers provincial qui travaillera au ministère du Solliciteur général. L'inspecteur général et le Service d'inspection qui l'appuie doivent surveiller et mener les inspections associées à la conformité à la Loi et traiter certaines plaintes à l'égard des services policiers et des membres de conseils. L'inspecteur général peut émettre des directives et imposer certaines mesures pour régler les problèmes de non-conformité, ainsi que pour assurer la prestation de services policiers adéquats et efficaces. Le Service d'inspection améliorera la capacité du ministère d'assurer la conformité à la Loi et à ses règlements d'application, y compris la prestation de services policiers adéquats et efficaces dans l'ensemble de la province et rendra compte chaque année de ses activités.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

SERVICE D'INSPECTION – CRÉDIT 2612

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Service d'inspection (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	1,186,081	
Avantages sociaux.....	152,476	
Transports et communications.....	48,449	
Services.....	314,921	
Fournitures et matériel.....	44,480	
	<u>1,746,407</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
SERVICE D'INSPECTION.....	1,746,407	

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2613				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	4 920 000	818 100	5 738 100	
	<u>4 920 000</u>	<u>818 100</u>	<u>5 738 100</u>	
	<u>4 920 000</u>	<u>818 100</u>	<u>5 738 100</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	2 000	0	2 000	
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	

**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION
CONTRE LE RACISME**

Direction générale de l'action contre le racisme.....	5 210 245
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME.....	5 210 245

Direction générale de l'action contre le racisme.....	0
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME.....	0

Description du programme:

La Direction générale de l'action contre le racisme (DGAR) est à la tête des initiatives gouvernementales de lutte contre le racisme qui visent l'atteinte d'une société plus inclusive. Elle travaille à déceler le racisme systémique dans les politiques, les lois, les programmes et les services gouvernementaux, ainsi qu'à s'y attaquer et à le prévenir en élaborant et en mettant en œuvre des outils de lutte contre le racisme. Conformément à la Loi de 2017 contre le racisme, la DGAR appuie le ministre dans la mise en œuvre de la stratégie provinciale pluriannuelle d'action contre le racisme et de ses initiatives afin de faire progresser l'équité et l'inclusivité raciales.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Direction générale de l'action contre le racisme (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 401 998
Avantages sociaux.....	310 371
Transports et communications.....	9 030
Services.....	1 107 309
Fournitures et matériel.....	2 604
Paiements de transfert	
Initiatives contre le racisme.....	1 378 933
	<u>5 210 245</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
 DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION	
 CONTRE LE RACISME.....	<u>5 210 245</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants.....	5 732 345	12 035 869
Contrôle des armes à feu.....	6 150 000	6 150 000
Les services policiers des Premières nations.....	7 215 611	6 737 968
Entente de placement dans un établissement pénitencier.....	7 745 878	7 848 459
Formation sur la détection des conducteurs dont les facultés sont affaiblies par la drogue et matériel de dépistage de drogues approuvé.....	975 321	2 772 964
Entente relative aux services de biologie – SCF.....	3 450 000	3 450 000
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones.....	1 489 507	1 587 240
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu.....	5 641 711	2 863 660
Autres.....	3 529 269	643 232
	<u>41 929 643</u>	<u>44 089 393</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités.....	297 338 962	300 220 365
Remaniement des services locaux.....	142 600 476	127 338 537
Acquittement – Compte Bell.....	1 255 862	4 882 082
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario.....	1 952 105	3 215 479
Programme d'intervention en cas d'urgence nucléaire.....	1 125 000	1 125 000
Autres.....	2 581 169	2 252 201
	<u>446 853 574</u>	<u>439 033 663</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations.....	28 839 961	26 918 833
Frais pour chèques refusés.....	240	245
	<u>28 840 201</u>	<u>26 919 078</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>346 886</u>	<u>23 454</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations.....	100 965	305 179
Les Industries Trilcor.....	95 413	92 125
	<u>196 378</u>	<u>397 304</u>
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario.....	0	121 449
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>6 201 698</u>	<u>8 785 721</u>
DIVERS.....	<u>858 681</u>	<u>334 122</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>525 227 061</u></u>	<u><u>519 704 184</u></u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-418
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-420
POLITIQUES ET PLANIFICATION.....	2-424
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....	2-427
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	2-430
GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS.....	2-434
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-422, 2-426, 2-429, 2-432, 2-433
ÉTAT DES RECETTES.....	2-437

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
53 995 748	Administration du ministère	40 446 892	37 310 353
438 361 944	Politiques et planification	3 459 436 200	3 199 149 837
129 569 826	Sécurité des usagers de la route	136 811 900	161 620 276
564 751 495	Gestion des routes provinciales	608 674 900	588 311 381
60 791 136	Groupement du travail et des transports	68 172 600	66 860 815
1 247 470 149	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	4 313 542 492	4 053 252 662
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	6 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
203 352	Administration du ministère	601 000	245 772
3 744 367 374	Politiques et planification	4 921 554 600	4 525 667 845
20 567 827	Sécurité des usagers de la route	27 688 200	21 147 292
1 058 824 105	Gestion des routes provinciales	1 230 172 800	1 121 898 579
4 823 962 658	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	6 180 016 600	5 668 959 488

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
15 838 309	Administration du ministère	16 979 300	10 752 845
0	Politiques et planification	1 000	0
18 382 461	Sécurité des usagers de la route	43 823 000	37 510 403
1 825 734 723	Gestion des routes provinciales	2 306 293 600	2 117 606 122
1 859 955 493	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	2 367 096 900	2 165 869 370

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	36 545 100	3814 400	40 359 500	Soutien opérationnel..... 37 222 007
L	86 392	0	86 392	Traitement versé au ministre en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> 71 679
L	0	0	0	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>36 632 492</u>	<u>3814 400</u>	<u>40 446 892</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 37 310 353
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel..... 0
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
L	600 000		600 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 245 772
	<u>601 000</u>		<u>601 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 245 772

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
BIENS IMMOBILISÉS				
3	16 979 300	0	16 979 300	
				Administration du ministère..... 10 752 845
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	16 979 300		16 979 300	DU MINISTÈRE..... 10 752 845

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre de l'orientation et aide le ministère dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels. De l'apport de connaissances spécialisées sur la gestion des dépenses à l'appui visant à garantir l'optimisation des ressources humaines, ce programme procure au ministère le soutien professionnel nécessaire à la réalisation de ses objectifs généraux.

Le programme fournit un éventail complet de services, notamment dans les domaines suivants : ressources financières et humaines, gestion et planification opérationnelles, contrôle financier, surveillance, gestion des risques opérationnels, approvisionnement, communications, gestion des locaux, planification de l'accessibilité et de la diversité, programme du parc de véhicules de la fonction publique de l'Ontario et autres fonctions ministérielles.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien opérationnel (Poste 1)			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	20 640 217		Traitements et salaires.....	4 587 730	
Avantages sociaux.....	3 251 245		Avantages sociaux.....	572 654	
Transports et communications.....	229 483		Transports et communications.....	26 337	
Services.....	22 379 456		Services.....	116 244	
Fournitures et matériel.....	5 988 522		Fournitures et matériel.....	9 337	
	52 488 923				5 312 302
Moins : Recouvrements.....	15 266 916				
	37 222 007		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	7 767	
Traitements et salaires.....	4 599 001		Services.....	2 486 884	
Avantages sociaux.....	534 245		Fournitures et matériel.....	5 196	
Transports et communications.....	67 045				2 499 847
Services.....	408 057		<i>Crédits législatifs</i>		
Fournitures et matériel.....	22 131		Traitement versé au ministre en vertu de la		
	5 630 479		Loi sur le Conseil exécutif.....		71 679
<i>Services financiers et administratifs</i>			Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Traitements et salaires.....	3 708 573		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
Avantages sociaux.....	750 055				88 346
Transports et communications.....	66 223		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services.....	2 316 070		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Fournitures et matériel.....	16 459				37 310 353
	6 857 380		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
<i>Installations et services opérationnels</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	4 075 057		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	893 672		Amortissement – Loi sur l'administration		14 650 787
Transports et communications.....	38 977		Moins : Recouvrements.....		14 405 015
Services.....	16 638 450				245 772
Fournitures et matériel.....	5 907 482		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
	27 553 638		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Moins : Recouvrements.....	15 266 916				245 772
	12 286 722				
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	3 669 856				
Avantages sociaux.....	500 619				
Transports et communications.....	23 134				
Services.....	413 751				
Fournitures et matériel.....	27 917				
	4 635 277				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	
BIENS IMMOBILISÉS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Parc automobile et flotte de bateaux –	
coûts relatifs aux immobilisations.....	10 752 845
	<u>10 752 845</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>10 752 845</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION
1	36 517 300	(3 000 000)	33 517 300	Politiques et planification..... 30 195 114
2	2 165 221 200	1 260 695 700	3 425 916 900	Transports urbains et régionaux..... 3 168 954 723
				Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux</i> <i>transports en commun</i> 0
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	1 000	0	1 000	
	<u>2 201 740 500</u>	<u>1 257 695 700</u>	<u>3 459 436 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION..... 3 199 149 837
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	1 000	0	1 000	Transports urbains et régionaux..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	4 955 854 600	(34 300 000)	4 921 554 600	Transports urbains et régionaux..... 4 525 667 845
	<u>4 955 854 600</u>	<u>(34 300 000)</u>	<u>4 921 554 600</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION..... 4 525 667 845

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
BIENS IMMOBILISÉS				
7	1 000	0	1 000	
				Transports urbains et régionaux..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
	1 000	0	1 000	ET DE LA PLANIFICATION..... 0

Description du programme:

Le Programme des politiques et de la planification a la responsabilité d'établir les intérêts stratégiques à long terme de la province relativement aux réseaux de transport de l'Ontario, y compris pour le transport en commun. Il élabore des politiques, des plans et des programmes pour soutenir un réseau de transport multimodal efficient et intégré en Ontario.

En vertu de ce mandat, il dirige l'élaboration de stratégies et de politiques d'investissement qui améliorent la circulation et réduisent les embouteillages tout en soutenant l'innovation dans le secteur des transports par la planification et l'élaboration de politiques touchant des tendances émergentes comme les véhicules connectés ou automatisés

Le Programme est également responsable de gérer les relations de la province avec des organismes de la Couronne comme Metrolinx, qui inclut le Réseau GO.

De plus, le Programme s'attache à faire avancer les objectifs stratégiques de l'Ontario en matière de transport avec d'autres ministères, le gouvernement fédéral, d'autres provinces, les municipalités et les collectivités autochtones.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Politiques et planification (Poste 1)			Transports urbains et régionaux (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	22 816 500		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	2 594 304		Metrolinx.....	3 904 806 850	
Transports et communications.....	148 265		Transports en commun des		
Services.....	4 627 505		municipalités.....	561 109 130	
Fournitures et matériel.....	8 540		Commission de transport		
	<u>30 195 114</u>		Ontario Northland.....	59 751 865	
				<u>4 525 667 845</u>	
Transports urbains et régionaux (Poste 2)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Transports et communications.....	590		PROGRAMME DES POLITIQUES		
Services.....	(582)		ET DE LA PLANIFICATION		
Paiements de transfert				<u><u>4 525 667 845</u></u>	
Subventions de fonctionnement					
de Metrolinx.....	961 559 830				
Commission de transport					
Ontario Northland.....	44 800 002				
Crédit d'impôt de l'Ontario aux					
personnes âgées pour le					
transport en commun.....	1 459 809				
Transports en commun					
des municipalités.....	<u>2 161 135 074</u>				
		3 168 954 715			
		<u>3 168 954 723</u>			
Crédits législatifs					
Financement des transports en commun municipaux,					
<i>Loi réservant des fonds aux</i>					
<i>transports en commun.....</i>	381 692 119				
Paiements de transfert					
Moins : Recouvrements.....	381 692 119				
	<u>0</u>				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DES POLITIQUES					
ET DE LA PLANIFICATION.....					
	<u><u>3 199 149 837</u></u>				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	127 486 900	9 025 000	136 511 900	Sécurité des usagers de la route..... 120 062 055
L	300 000	0	300 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 41 558 221
	<u>127 786 900</u>	<u>9 025 000</u>	<u>136 811 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE... 161 620 276
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Sécurité des usagers de la route..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE. 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	0	1 000	Sécurité des usagers de la route..... 0
L	27 687 200	0	27 687 200	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 21 147 292
	<u>27 688 200</u>	<u>0</u>	<u>27 688 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE. 21 147 292

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE
3	7 523 000	36 300 000	43 823 000	Sécurité des usagers de la route..... 37 510 403
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.
	<u>7 523 000</u>	<u>36 300 000</u>	<u>43 823 000</u>	<u>37 510 403</u>

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore et met en œuvre des stratégies destinées à renforcer la sécurité routière et la circulation par la promotion d'un comportement responsable des conducteurs et de la sécurité des véhicules.

L'Ontario a un excellent bilan à long terme en matière de sécurité routière et est l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord année après année. Le Programme de la sécurité des usagers de la route du ministère des Transports collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) avec d'autres administrations au Canada et aux États-Unis pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi, groupes communautaires, organismes voués à la sécurité, milieu médical, établissements de recherche et chercheurs de renommée internationale, bureaux de santé publique, professionnels de la prévention des blessures, industrie des assurances, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes, lois et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs commerciaux et les véhicules automobiles; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter les programmes d'amélioration de la conduite et de sécurité des véhicules commerciaux; réaliser des recherches de pointe pour alimenter l'élaboration de politiques et orienter les campagnes d'éducation du public et de sécurité routière; renforcer la sensibilisation du public et promouvoir la sécurité routière; gérer les revenus tirés des produits et services liés aux permis de conduire et aux véhicules; se centrer sur la clientèle en créant des produits et services plus rapides, plus intelligents et plus efficaces; gérer et protéger les renseignements personnels et l'identité. Le programme soutient aussi l'exécution de programmes d'autres ministères.

Le programme établit des politiques et des normes et encadre la prestation des services de délivrance des permis de conduire, d'immatriculation des véhicules et autres fournis par notre administration et nos partenaires du secteur privé.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	62 928 121	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	10 188 093	Amortissement -	
Transports et communications.....	1 229 594	Loi sur l'administration financière.....	21 147 292
Services.....	48 110 174		<u>21 147 292</u>
Fournitures et matériel.....	960 139		
Paiements de transfert			
Sensibilisation à la		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
traite des personnes.....	24 000	PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
Subventions pour la		DES USAGERS DE LA ROUTE.....	<u>21 147 292</u>
sécurité publique.....	386 000		
Subventions de recherche.....	57 000		
Ceintures de sécurité dans		BIENS IMMOBILISÉS	
certains autobus scolaires.....	410,650	Sécurité des usagers de la route (Poste 3)	
	<u>877 650</u>	Logiciels d'application de	
	124 293 771	gestion – traitements et salaires.....	2 756 127
Moins : Recouvrements.....	4 231 716	Logiciels d'application de	
	<u>120 062 055</u>	gestion – avantages sociaux.....	341 416
		Logiciels d'application de	
Crédits législatifs		gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	34 412 860
Autres opérations			<u>37 510 403</u>
Créances irrécouvrables,			
Loi sur l'administration financière.....	41 558 221	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
	<u>41 558 221</u>	PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
		DES USAGERS DE LA ROUTE.....	<u>37 510 403</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ			
DES USAGERS DE LA ROUTE.....	<u>161 620 276</u>		

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	593 243 900	15 430 000	608 673 900	Opérations et entretien..... 587 862 581
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.... 448 800
	<u>593 244 900</u>	<u>15 430 000</u>	<u>608 674 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 588 311 381
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000	0	1 000	Gestion des routes provinciales..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	130 760 800	(39 430 000)	91 330 800	Génie des transports et construction..... 75 580 680
4	1 000	0	1 000	Travaux routiers en cours..... 0
6	1 000	0	1 000	Assainissement de l'environnement..... 0
L	1 138 840 000	0	1 138 840 000	Amortissement, Génie et construction Loi sur l'administration financière.... 1 046 317 899
	<u>1 269 602 800</u>	<u>(39 430 000)</u>	<u>1 230 172 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 1 121 898 579

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES				
2704				
BIENS IMMOBILISÉS				
3	2 293 899 000	12 394 600	2 306 293 600	Infrastructure de transport – actifs..... 2 117 606 122
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	2 293 899 000	12 394 600	2 306 293 600	DES ROUTES PROVINCIALES 2 117 606 122

Description du programme:

Le Programme de gestion des routes provinciales supervise le réseau routier de la province et les services de transport connexes (y compris l'entretien routier toute l'année) et protège les investissements publics dans l'infrastructure routière. Des stratégies de gestion des programmes sont élaborées et mises en œuvre pour optimiser l'efficacité des investissements dans cette infrastructure.

Le réseau routier provincial permet la circulation des personnes et des marchandises, et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Le programme réalise ces activités en recourant aux ressources internes, à des partenariats et à des fournisseurs de services du secteur privé.

Les activités comprennent notamment la planification des investissements, le génie, la conception, l'acquisition de propriétés, la réfection et le renouvellement des immobilisations, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, la gestion des couloirs (p. ex., la gestion de l'aménagement aux abords des routes), l'entretien en été et en hiver (p. ex., le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglaçage) pour le réseau routier de la province, les évaluations environnementales et la prestation de services d'information au public. Le programme est aussi responsable des aéroports éloignés dans le Grand Nord ontarien, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, du financement des routes et chemins des Premières nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des aires de service autoroutières (ONroute) et de la production de la carte routière de l'Ontario.

Le programme supervise également la Société de transport d'Owen Sound, une entreprise opérationnelle de la province qui fournit directement des services de transport pour l'exploitation de trois traversiers.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Opérations et entretien (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	68 580 247	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	13 808 107	Créances irrécouvrables -	
Transports et communications.....	3 119 889	Loi sur l'administration financière.....	448 800
Services.....	499 186 014		448 800
Fournitures et matériel.....	24 559 365		
Paiements de transfert			
Traversiers municipaux.....	4 166 880		
Paiements tenant lieu			
d'impôt aux municipalités.....	7 342 818		
Société de transport			
d'Owen Sound.....	5 594 902		
Transport actif.....	500 000		
	17 604 600		
	626 858 222		
Moins : Recouvrements.....	38 995 641		
	587 862 581		
<i>Exploitation et entretien des routes</i>			
Traitements et salaires.....	67 223 196		
Avantages sociaux.....	9 438 246		
Transports et communications.....	716 501		
Services.....	496 626 267		
Fournitures et matériel.....	21 632 197		
Paiements de transfert			
Traversiers municipaux.....	4 166 880		
Paiements tenant lieu d'impôt			
aux municipalités.....	7 342 818		
Société de transport			
d'Owen Sound.....	5 594 902		
Transport actif.....	500 000		
	613 241 007		
Moins : Recouvrements.....	38 643 643		
	574 597 364		
<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>			
Traitements et salaires.....	1 357 051		
Avantages sociaux.....	4 369 861		
Transports et communications.....	2 403 388		
Services.....	2 559 747		
Fournitures et matériel.....	2 927 168		
	13 617 215		
Moins : Recouvrements.....	351 998		
	13 265 217		
		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
		Génie des transports et construction (Poste 2)	
		Transports et communications.....	179 932
		Services.....	528 990
		Fournitures et matériel.....	174 021
		Paiements de transfert	
		Routes de raccordement.....	36 868 870
		Projets municipaux liés à	
		l'autoroute 407.....	4 295 000
		Société de transport	
		d'Owen Sound.....	1 511 327
		Améliorations municipales et	
		environnementales.....	250 726
		Premières Nations.....	5 598 290
			48 524 213
		Autres opérations.....	26 173 524
			75 580 680

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
<i>Paielements de transfert et autres dépenses pour les routes</i>			BIENS IMMOBILISÉS		
Services.....	(182 917)		Infrastructure de transport – actifs (Poste 3)		
Paielements de transfert			Terrains.....	245 730 017	
Routes de raccordement.....	36 868 870		Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	16 985 096	
Projets municipaux liés à l'autoroute 407.....	4 295 000		Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	2 373 305 214	
Société de transport d'Owen Sound.....	1 511 327		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	65 747	
Premières nations.....	5 598 290		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	4 559 298	
Améliorations municipales et environnementales.....	250 726		Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations.....	55 149 872	
	48 341 296		Améliorations locatives.....	65 232	
Autres opérations.....	26 173 524			2 695 860 476	
		74 514 820	Moins : Recouvrements.....	578 254 354	
				2 117 606 122	
<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
Transports et communications.....	179 932		PROGRAMME DE GESTION		
Services.....	711 907		DES ROUTES PROVINCIALES		
Fournitures et matériel.....	174 021			2 117 606 122	
		1 065 860			
<i>Travaux routiers en cours (Poste 4)</i>					
Traitements et salaires.....	90 644 316				
Avantages sociaux.....	12 462 861				
Transports et communications.....	1 010 356				
Services.....	5 409 024				
Fournitures et matériel.....	563 456				
Autres opérations.....	442 545				
	110 532 558				
Moins : Recouvrements.....	110 532 558				
		0			
<i>Crédits législatifs</i>					
Autres opérations					
Amortissements, Génie et construction, Loi sur l'administration financière.....	1 046 317 899				
		1 046 317 899			
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –					
PROGRAMME DE GESTION					
DES ROUTES PROVINCIALES					
	1 121 898 579				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Le Groupement du travail et des transports offre aux ministères du Travail et des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI). Le Groupement est également le fournisseur central de solutions technologiques .NET dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur mandat en soutenant une gestion efficace de leurs ressources en ITI. De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI de manière à en optimiser la valeur et à aider les ministères à préserver de manière socialement responsable la confiance du public.

En soutenant la modernisation des pratiques des ministères en matière d'information, le Groupement améliore la prestation des programmes, génère de nouveaux débouchés et améliore le service à la clientèle.

En tant que membre de la communauté de l'ITI au sein de la FPO, le Groupement harmonise ses programmes et ses priorités avec la Stratégie de 2016-2020 en matière d'ITI pour la FPO, laquelle repose sur une vision d'un partenaire d'ITI moderne et axé sur la clientèle qui soutient la transformation par l'innovation et des activités inspirées par la valeur.

Le Groupement est structuré de manière à se conformer aux exigences ministérielles en matière de programmes et de services afin de fournir à nos clients des services modernes, de haute qualité, accessibles, économiques et durables, notamment des conseils et de la planification, et de soutenir leurs programmes opérationnels.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	32 620 773
Avantages sociaux.....	4 278 097
Transports et communications.....	294 328
Services.....	58 677 552
Fournitures et matériel.....	39 300
	<u>95 910 050</u>
Moins : Recouvrements.....	29 142 447
	<u>66 767 603</u>
Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	829 139
Avantages sociaux.....	107 562
Transports et communications.....	2 200
Services.....	7 821 481
	<u>8 760 382</u>
Moins : Recouvrements.....	8 667 170
	<u>93 212</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU GROUPEMENT DU	
TRAVAIL ET DES TRANSPORTS.....	<u>66 860 815</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur la relance sécuritaire.....	1 182 730 000	0
Fonds pour l'infrastructure de transport en commun.....	364 934 282	186 437 580
Fonds Chantiers Canada.....	20 585 663	16 076 229
Fonds pour l'infrastructure frontalière.....	8 089 628	8 089 628
Programme stratégique d'infrastructures routières.....	6 720 142	6 720 142
Autres Infrastructure.....	4 124 827	6 602 030
Validations des véhicules de défense.....	3 078 024	1 945 251
Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	2 451 853	2 451 853
Code nationale de sécurité.....	1 123 234	1 123 200
Paieement du gouvernement fédéral.....	0	552 430
Autres.....	75 374 764	30 470 365
	<u>1 669 212 417</u>	<u>260 468 708</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>619 485</u>	<u>108 771</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules.....	1 886 166 155	1 845 164 278
Frais pour chèques refusés.....	13 104	9 548
Autres.....	119 156 938	281 389 472
	<u>2 005 336 197</u>	<u>2 126 563 298</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution.....	4 014 714	8 627 756
Autres.....	14 136	0
	<u>4 028 850</u>	<u>8 627 756</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Immobilisations.....	2 903 072	9 608 161
Ventes et locations – Fonctionnement.....	2 865 103	9 614 677
Ventes et locations – Autres.....	4 956 671	0
	<u>10 724 846</u>	<u>19 222 838</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>38 778 467</u>	<u>36 216 816</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	60 990	125 913
Autres.....	239 326	152 747
	<u>300 316</u>	<u>278 660</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>3 729 000 578</u>	<u>2 442 859 091</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

EXERCICE 2020-2021

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-440
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-442
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	2-445
RELATIONS DE TRAVAIL.....	2-447
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	2-454
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	2-456
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-444, 2-455, 2-458
ÉTAT DES RECETTES.....	2-460

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
23 490 830	Administration du ministère	25 567 014	24 268 611
2 918 418	Commission de l'équité salariale	3 499 500	2 401 490
24 481 277	Relations de travail	23 801 700	22 788 434
203 139 261	Santé et sécurité au travail	224 924 400	219 964 982
40 140 293	Droits et responsabilités en matière d'emploi	41 665 000	39 394 592
1 193 985 302	Emploi Ontario	1 514 999 000	1 423 170 497
1 488 155 381	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 834 456 614	1 731 988 606
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
533 324	Emploi Ontario	2 000 000	0
533 324	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	2 001 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
394 000	Santé et sécurité au travail	3 859 800	564 638
589 241	Droits et responsabilités en matière d'emploi	972 400	874 008
15 156 255	Emploi Ontario	14 495 000	14 397 239
16 139 496	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	19 329 200	15 835 885

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES -
BUDGET DES DÉPENSES**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

2019-2020		2020-2021	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
2 011 933	Santé et sécurité au travail	1 597 600	644 044
2 857 985	Droits et responsabilités en matière d'emploi	499 000	497 843
0	Emploi Ontario	1 000	0
4 869 918	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	2 098 600	1 141 887

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	20 160 300	5 341 700	25 502 000	Administration du ministère..... 24 194 735
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 7 908
	<u>20 225 314</u>	<u>5 341 700</u>	<u>25 567 014</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 24 268 611
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	0	1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	11 764 263		Traitements et salaires.....	3 181 518	
Avantages sociaux.....	1 660 228		Avantages sociaux.....	497 978	
Transports et communications.....	174 499		Transports et communications.....	30 222	
Services.....	10 529 239		Services.....	828 094	
Fournitures et matériel.....	66 506		Fournitures et matériel.....	8 645	
	<u>24 194 735</u>				<u>4 546 457</u>
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	4 028 345		Transports et communications.....	21 492	
Avantages sociaux.....	557 888		Services.....	8 004 642	
Transports et communications.....	94 211		Fournitures et matériel.....	6 466	
Services.....	202 290				<u>8 032 600</u>
Fournitures et matériel.....	14 870		<i>Systèmes informatiques</i>		
	<u>4 897 604</u>		Services.....	165 696	
<i>Services financiers et administratifs</i>					<u>165 696</u>
Traitements et salaires.....	1 728 533		<i>Crédits législatifs</i>		
Avantages sociaux.....	221 556		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Transports et communications.....	15 570		Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Services.....	641 814		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Fournitures et matériel.....	32 706		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
	<u>2 640 179</u>		Autres opérations		
<i>Services ministériels</i>			Créances irrécouvrables, Loi sur		
Traitements et salaires.....	1 239 330		l'administration financière.....		7 908
Avantages sociaux.....	179 912				<u>73 876</u>
Transports et communications.....	6 714		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services.....	578 752		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
	<u>2 004 708</u>				<u>24 268 611</u>
<i>Activités stratégiques des ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	1 586 537				
Avantages sociaux.....	202 894				
Transports et communications.....	6 290				
Services.....	107 951				
Fournitures et matériel.....	3 819				
	<u>1 907 491</u>				

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	3 033 300	0	3 033 300	Bureau de l'équité salariale..... 2 220 741
2	466 200	0	466 200	Tribunal de l'équité salariale..... 180 749
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE LA COMMISSION
				DE L'ÉQUITÉ SALARIALE..... 2 401 490
	3 499 500	0	3 499 500	

Description du programme :

Le rôle de la Commission de l'équité salariale est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Cet objectif est mis à exécution par le Bureau de l'équité salariale (BES) et le Tribunal de l'équité salariale (TES).

Le mandat du BES est d'administrer et de faire appliquer la Loi sur l'équité salariale de l'Ontario. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de la formation et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la Loi sur l'équité salariale.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 565 763
Avantages sociaux.....	203 293
Transports et communications.....	12 757
Services.....	434 317
Fournitures et matériel.....	4 611
	<u>2 220 741</u>
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	126 166
Avantages sociaux.....	11 592
Transports et communications.....	726
Services.....	38 243
Fournitures et matériel.....	4 022
	<u>180 749</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA COMMISSION	
DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	<u><u>2 401 490</u></u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1603				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL
1	12 173 900	200 000	12 373 900	Commission des relations de travail de l'Ontario..... 12 282 188
2	2 485 700	0	2 485 700	Commission de règlement des griefs..... 2 310 273
3	8 635 900	306 200	8 942 100	Services de règlement des différends..... 8 195 973
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
	23 295 500	506 200	23 801 700	RELATIONS DE TRAVAIL..... 22 788 434

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, des services modernisés d'information sur les négociations collectives, le renforcement des relations et la formation.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, la fourniture d'information sur les négociations collectives, l'établissement de relations et la formation.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	8 395 937
Avantages sociaux.....	1 118 843
Transports et communications.....	101 301
Services.....	2 600 712
Fournitures et matériel.....	65 395
	<u>12 282 188</u>
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	454 202
Avantages sociaux.....	73 157
Transports et communications.....	12 414
Services.....	3 491 685
Fournitures et matériel.....	324
	<u>4 031 782</u>
Moins : Recouvrements.....	<u>1 721 509</u>
	<u>2 310 273</u>
Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	6 106 010
Avantages sociaux.....	788 678
Transports et communications.....	43 590
Services.....	1 248 164
Fournitures et matériel.....	9 531
	<u>8 195 973</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES	
RELATIONS DE TRAVAIL.....	<u>22 788 434</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	88 460 100	3 476 600	91 936 700	Santé et sécurité au travail..... 89 047 080
				Administration du Programme de
				consultation portant sur la sécurité
				professionnelle et l'assurance
2	606 300	0	606 300	contre les accidents du travail.. 605 300
				Bureau des conseillers
3	11 364 800	584 200	11 949 000	des travailleurs..... 11 715 988
				Bureau des conseillers
4	3 626 000	(15 200)	3 610 800	des employeurs..... 3 204 921
7	116 241 400	580 200	116 821 600	Bureau de la prévention..... 115 391 693
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 219 964 982
	220 298 600	4 625 800	224 924 400	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	3 131 000	0	3 131 000	Santé et sécurité au travail..... 30 000
				Bureau de la prévention –
8	490 000	105 000	595 000	Immobilisations..... 534 638
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	133 800	0	133 800	<i>l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 564 638
	3 754 800	105 000	3 859 800	

		<u>Crédits autorisés</u>			
CRÉDIT et	Prévisions	par le	Total		Dépenses réelles
poste		Conseil			
	\$	\$	\$		\$
1604				PROGRAMME DE SANTÉ ET	
BIENS IMMOBILISÉS				SÉCURITÉ AU TRAVAIL	
5	<u>1 000</u>	<u>1 596 600</u>	<u>1 597 600</u>	Santé et sécurité au travail.....	<u>644 044</u>
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
				- PROGRAMME DE SANTÉ	
	<u>1 000</u>	<u>1 596 600</u>	<u>1 597 600</u>	ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.	644 044

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale en matière de santé et de sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également des programmes de subventions à l'innovation et à la recherche sur la prévention qui financent des bénéficiaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Santé et sécurité au travail (Poste 1)			Bureau de la prévention (Poste 7)		
Traitements et salaires.....	60 891 696		Traitements et salaires.....	7 917 143	
Avantages sociaux.....	9 484 456		Avantages sociaux.....	1 196 902	
Transports et communications.....	1 237 085		Transports et communications.....	51 751	
Services.....	15 969 718		Services.....	3 595 550	
Fournitures et matériel.....	1 370 595		Fournitures et matériel.....	16 399	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Subventions pour la promotion			Associations en santé		
de l'amélioration des pratiques			et sécurité.....	93 462 338	
de santé et sécurité	93 530		Recherche en matière		
		93 530	de prévention.....	7 932 815	
		89 047 080	Subventions aux programmes		
			de prévention.....	1 218 795	
					102 613 948
					115 391 693
Administration du Programme de consultation			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
portant sur la sécurité professionnelle et			PROGRAMME DE SANTÉ		
l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)			ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....		
					219 964 982
Traitements et salaires.....	505 200		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Avantages sociaux.....	75 900		Santé et sécurité au travail (Poste 6)		
Transports et communications.....	8 200		Autres opérations.....		
Services.....	5 600			30 000	
Fournitures et matériel.....	10 400			30 000	
		605 300	Bureau de la prévention – Immobilisations (Poste 8)		
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)			Paiements de transfert		
Traitements et salaires.....	7 709 479		Associations en santé et sécurité		
Avantages sociaux.....	2 210 137		– Immobilisations.....	534 638	
Transports et communications.....	118 153			534 638	
Services.....	1 645 206		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Fournitures et matériel.....	33 013		PROGRAMME DE SANTÉ		
		11 715 988	ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
					564 638
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)					
Traitements et salaires.....	2 391 701				
Avantages sociaux.....	616 061				
Transports et communications.....	32 159				
Services.....	149 233				
Fournitures et matériel.....	15 767				
		3 204 921			

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS					
Santé et sécurité au travail (Poste 5)					
Machines et équipement – coûts relatifs					
immobilisations.....		644 044			
		<u>644 044</u>			
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –					
PROGRAMME DE SANTÉ					
ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....		<u>644 044</u>			

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	46 409 900	(4 744 900)	41 665 000	
				Normes d'emploi..... 39 394 592
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
				MATIÈRE D'EMPLOI..... 39 394 592
	46 409 900	(4 744 900)	41 665 000	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	Normes d'emploi..... 0
				Amortissement -
L	971 400	0	971 400	<i>Loi sur l'administration..... 874 008</i>
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
				MATIÈRE D'EMPLOI..... 874 008
	972 400	0	972 400	
BIENS IMMOBILISÉS				
3	499 000	0	499 000	Normes d'emploi..... 497 843
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
				MATIÈRE D'EMPLOI..... 497 843
	499 000	0	499 000	

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la Loi de 2000 sur les normes d'emploi et de ses règlements, ainsi que de la Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi et de la Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Normes d'emploi (Poste 1)		Normes d'emploi (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	27 322 283	Logiciels d'application de gestion – coûts	
Avantages sociaux.....	5 076 610	relatifs aux immobilisations.....	497 843
Transports et communications.....	347 032		<u>497 843</u>
Services.....	6 575 484		
Fournitures et matériel.....	73 183		
	<u>39 394 592</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES DROITS		PROGRAMME DES DROITS	
ET RESPONSABILITÉS EN		ET RESPONSABILITÉS EN	
MATIÈRE D'EMPLOI.....	<u>39 394 592</u>	MATIÈRE D'EMPLOI.....	<u>497 843</u>
 CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement,			
Loi sur l'administration financière.....	874 008		
	<u>874 008</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME DES DROITS			
ET RESPONSABILITÉS EN			
MATIÈRE D'EMPLOI.....	<u>874 008</u>		

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1607				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				EMPLOI ONTARIO
1	1 265 122 100	231 270 900	1 496 393 000	Système Emploi Ontario..... 1 411 532 358
2	1 803 500	0	1 803 500	Commissaire à l'équité de l'Ontario..... 1 286 309
				Programme ontarien des candidats
3	9 802 500	500 000	10 302 500	à l'immigration..... 9 748 055
				Créances irrécouvrables – Prêts pour
S	503 600	0	503 600	l'acquisition d'outils de travail,
				<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				Créances irrécouvrables – autres,
S	5 996 400	0	5 996 400	<i>Loi sur l'administration financière</i> 603 775
	1 283 228 100	231 770 900	1 514 999 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– EMPLOI ONTARIO..... 1 423 170 497
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	2 000 000	0	2 000 000	Système Emploi Ontario..... 0
	2 000 000	0	2 000 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– EMPLOI ONTARIO..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	14 001 000	0	14 001 000	Système Emploi Ontario..... 13 903 225
				Amortissement,
S	494 000	0	494 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 494 014
	14 495 000	0	14 495 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– EMPLOI ONTARIO..... 14 397 239

MINISTRY OF LABOUR, TRAINING AND SKILLS DEVELOPMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1607				
BIENS IMMOBILISÉS				
				Système Emploi Ontario,
6	1 000	0	1 000	Biens immobilisés.....
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	- EMPLOI ONTARIO.....
				<u>0</u>

Program Description

Emploi Ontario (EO), le réseau d'emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d'œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir. Les programmes et les services d'Emploi Ontario relèvent de cinq catégories : apprentissage, soutiens et services à l'emploi, formation professionnelle, éducation des adultes, développement du marché du travail et fonctions du système.

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, des collèges publics, des bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe et des agents responsables de la formation, entre autres. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario. Le secteur de programme dirige également l'élaboration des politiques et stratégies d'analyse du marché du travail et de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter l'établissement de liens entre l'économie, les établissements d'enseignement et de formation, les employeurs et les personnes à la recherche d'un emploi.

Le Bureau du commissaire à l'équité travaille avec les professions réglementées et les métiers à accréditation obligatoire en Ontario pour veiller à ce que les pratiques d'inscription soient transparentes, objectives, impartiales et équitables. Le travail du Bureau contribue à veiller à ce que les gens soient traités équitablement et puissent mettre leurs compétences et leur expérience à profit, qu'ils aient étudié au Canada ou à l'étranger, et concerne à la fois les Canadiens qui ont étudié à l'étranger et les immigrants.

Le Programme ontarien des candidats à l'immigration est offert en partenariat avec le gouvernement du Canada par l'entremise d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour désigner les candidats à la résidence permanente qui ont les compétences et l'expérience dont l'économie ontarienne a besoin.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

EMPLOI ONTARIO – VOTE 1607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Système Emploi Ontario (Poste 1)			Système Emploi Ontario (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		71,449,027	Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....		11,558,502	Fonds pour l'amélioration des installations		
Transports et communications.....		23,047,735	d'apprentissage.....	13,903,225	
Services.....		1,081,701		<u>13,903,225</u>	
Fournitures et matériel.....		166,275			
Paiements de transfert			Crédits législatifs		
Crédit d'impôt de l'Ontario pour					
la formation en apprentissage	24,243,400		Autres opérations		
Crédit d'impôt de l'Ontario pour			Amortissement,		
l'éducation coopérative.....	73,467,200		Loi sur l'administration financière.....	494,014	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour				<u>494,014</u>	
la formation.....	65,000,000				
Emploi et formation.....	<u>1,141,518,518</u>		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		1,304,229,118	EMPLOI ONTARIO.....		14,397,239
		<u>1,411,532,358</u>			
Commissaire à l'équité de l'Ontario (Poste 2)					
Traitements et salaires.....		963,233			
Avantages sociaux.....		130,639			
Transports et communications.....		176,395			
Services.....		13,015			
Fournitures et matériel.....		3,027			
		<u>1,286,309</u>			
Programme ontarien des candidats à l'immigration (Poste 3)					
Traitements et salaires.....		6,680,477			
Avantages sociaux.....		991,406			
Transports et communications.....		37,821			
Services.....		2,032,717			
Fournitures et matériel.....		5,634			
		<u>9,748,055</u>			
Crédits législatifs					
Autres opérations					
Créances irrécouvrables – autres,					
Loi sur l'administration financière.....		603,775			
		<u>603,775</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
EMPLOI ONTARIO.....		1,423,170,497			

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail.....	741 361 740	0
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	417 046 504	0
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire.....	31 374	31 121
	<u>1 158 439 618</u>	<u>31 121</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail - CSPAAT.....	221 960 610	204 833 175
Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail – CSPAAT.....	15 525 809	15 862 137
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO.....	1 931 753	2 153 604
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur.....	377 377	395 340
Recouvrement auprès des clients des coûts de médiation pour des griefs (services de règlement des différends).....	1 500	32 685
	<u>239 797 049</u>	<u>223 276 941</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Programme ontarien des candidats à l'immigration	17 543 000	0
Laboratoire de manipulation de matériaux.....	1 016 787	1 073 425
Demande de renseignements – <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et la protection de la vie privée.....	7 197	6 155
Application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée	3 764	10 368
Frais pour chèques refusés	40	0
Programme de perfectionnement des arbitres.....	0	70
	<u>18 570 788</u>	<u>1 090 018</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi – Frais administratifs (Ordonnance de versement).....	696 296	1 098 664
Pénalité monétaire (Avis de contravention).....	114 530	329 124
Amendes et pénalités – Amendes administratives.....	5 000	0
	<u>815 826</u>	<u>1 427 788</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
VENTES ET LOCATIONS		
Abonnements.....	1 600	7 400
Publications, imprimés, photocopies etc.....	0	116
	<u>1 600</u>	<u>7 516</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>40 736 884</u>	<u>742 053</u>
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction.....	511 500	415 625
Autres.....	427 465	31 172
	<u>938 965</u>	<u>446 797</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>1 459 300 730</u>	<u>227 022 234</u>

COMPTE DE LIQUIDATION DU PROGRAMME DE PLAFONNEMENT ET D'ÉCHARGE
Au 31 mars 2021

Sorties de fonds					
Autorisation d'engager des dépenses 1 ^{er} avril 2020	Revenus*	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2021
9 620 722 \$	-	-	-	-	9 620 722 \$

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la *Loi de crédit*.
2. Les revenus, les charges et les investissements faits dans des immobilisations à partir du Compte de liquidation de plafonnement et d'échARGE figurent dans les états du ministère de l'Environnement de la protection de la nature et des parcs.

Section 3

Annexe – Dette

DETTE À LONG TERME**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021**

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-11 à 3-37 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

DMTN245	1,75	8 septembre 2025	6 250 000 000
DMTN244	1,85	1 ^{er} février 2027	2 750 000 000
DMTN234	2,60	2 juin 2027	750 000 000
DMTN247	1,05	8 septembre 2027	2 000 000 000
DMTN248	1,35	2 décembre 2030	7 000 000 000
DMTN243	2,05	2 juin 2030	8 900 000 000
DMTN242	2,65	2 décembre 2050	3 300 000 000
DMTN246	1,90	2 décembre 2051	7 700 000 000

			38 650 000 000

AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

– EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS.....	38 650 000 000

DETTE À LONG TERME – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

G87	0,625	21 janvier 2026.....	3 500 000 000
G85	1,05	21 mai 2027.....	1 750 000 000
G86	1,125	7 octobre 2030	1 250 000 000
G88	1,60	25 février 2031	1 500 000 000
			8 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,30611 \$			10 448 860 000

PAYABLE SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS EN EUROS

EMTN117	0,375	8 avril 2027	1 000 000 000
EMTN120	0,01	25 novembre 2030	2 500 000 000
EMTN118	0,70	2 octobre 2040	50 000 000
			3 550 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,55414 \$			5 517 189 286

DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN EN LIVRES STERLING			
EMTN119	0,50	15 décembre 2023	1 000 000 000
EMTN121	0,25	15 décembre 2026	1 750 000 000

			2 750 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,71310 \$			4 711 017 553
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			20 677 066 839

DETTE À LONG TERME – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères.....			(358 569 155)
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour les obligations à rendement réel			23 861 360

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			58 992 359 044
Consolidation nette et autres ajustements – Autres organisations gouvernementales			0

REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			58 992 359 044
Dette contractée ou réévaluée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			9 058 000

TOTAL – DETTE À LONG TERME			59 001 417 044
			=====

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

CP675	6,47	3 avril 2020	73 749 000
CP676	6,38	13 avril 2020	50 000 000
CP677	6,56	1 ^{er} mai 2020	60 000 000
CP678	6,63	5 mai 2020	60 000 000
CP679	6,67	8 mai 2020	21 714 000
CP680	6,64	2 juin 2020	60 000 000
CP681	6,56	5 juin 2020	102 273 000
CP682	6,51	6 juillet 2020	102 564 000
CP683	6,33	10 août 2020	79 534 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
Société canadienne d'hypothèque et de logement			
CMHC	9,50 to 15,75	1 ^{er} avril 2020 – 31 mars 2021.....	2 238 117
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC 169	1,40	24 avril 2020.....	398 010
OIIC 170	1,62	22 mai 2020.....	132 670
OIIC 171	1,3875	25 juin 2020.....	403 716
OIIC 172	1,30	24 juillet 2020.....	1 214 002
OIIC 173	1,42	25 août 2020.....	272 337
OIIC 174	1,42	25 août 2020.....	403 716
OIIC 175	1,51	24 septembre 2020.....	265 340
OIIC 176	1,56	22 octobre 2020.....	530 680
OIIC 177	1,58	20 novembre 2020.....	403 716
OIIC 178	1,48	22 décembre 2020.....	1 417 407
OIIC 179	1,395	22 janvier 2021.....	985 564
OIIC 180	1,51	19 février 2021.....	565 759
OIIC 181	1,40	23 mars 2021.....	139 935
REMBOURSEMENTG DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES			
MARCHÉS PUBLICS.....			619 204 969

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

DMTN200	4,20	7 mai 2020 – 2 juin 2020	10 025 000 000
DMTN140	4,85	2 juin 2020	562 000 000
LY	6,30	4 septembre 2020	15 000 000
DMTN230	3M CBA + 0,44	16 mars 2021	1 364 600 000

			11 966 600 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1 ^{er} mars 2000	2 000
1996	Divers	21 juin 2001	4 500
1997	Divers	21 juin 2000 – 21 juin 2004	7 600
1998	Divers	21 juin 2001 – 21 juin 2005	13 900
1999	Divers	21 juin 2002 – 21 juin 2006	6 200
2000	Divers	21 juin 2003 – 21 juin 2007	24 000
2001	Divers	21 juin 2004 – 21 juin 2008	138 400
2002	Divers	21 juin 2005 – 21 juin 2009	100 600
2003	Divers	21 juin 2006 – 21 juin 2010	90 000
2004	Divers	21 juin 2007 – 21 juin 2011	67 300
2005	Divers	21 juin 2008 – 21 juin 2012	90 900
2006	Divers	21 juin 2009 – 21 juin 2013	347 000
2007	Divers	21 juin 2010 – 21 juin 2014	162 600
2008	Divers	21 juin 2011 – 21 juin 2015	50 300
2009	Divers	21 juin 2012 – 21 juin 2016	114 300
2010	Divers	21 juin 2013 – 21 juin 2020	67 245 400
2011	Divers	21 juin 2014 – 21 juin 2021	283 400
2012	Divers	21 juin 2015 – 21 juin 2022	506 600
2013	Divers	21 juin 2016 – 21 juin 2023	385 700
2014	Divers	21 juin 2017 – 21 juin 2024	2 595 900
2015	Divers	21 juin 2018 – 21 juin 2025	12 632 400
2016	Divers	21 juin 2019 – 21 juin 2026	422 100
2017	Divers	21 juin 2020 – 21 juin 2027	6 315 600
2018	Divers	21 juin 2021 – 21 juin 2028	1 217 100

			92 823 800

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G48	4,40	14 avril 2020	2 000 000 000
G70	1,875	21 mai 2020	2 000 000 000
G78	2,55	12 février 2021	3 000 000 000

			7 000 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,21826 \$			8 527 798 500

PAYABLE IN AUSTRALIA IN AUSTRALIAN DOLLARS			
AUD2	6,25	29 septembre 2020	500 000 000

			500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,01231 \$			506 154 720

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

PAYABLE SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS EN EUROS

EMTN107	3,00	28 septembre 2020	1 250 000 000

1 250 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,32123 \$	1 651 535 000

PAYABLE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN EN YEN JAPONAIS

EMTN105	1,65	8 juin 2020	36 900 000 000

36 900 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,012704 \$	468 775 368

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN EN LIVRES STERLING			
EMTN113	3M GBP Libor +0.09	10 novembre 2020	500 000 000
			----- 500 000 000 -----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,76510 \$			882 550 000 -----
PAYABLE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN EN FRANCS SUISSES			
EMTN101	2,375	7 mai 2020.....	400 000 000
			----- 400 000 000 -----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,35378 \$			541 510 602 -----
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVICES ÉTRANGÈRES			12 578 324 190 -----

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires et rendement.....			23 145 152
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			25 280 098 111
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux.....			42 656 920
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS...			25 322 755 031
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			1 360 885 000
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME			26 683 640 031

VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Aux fins de la province			
Bons du Trésor			4 856 493 000
Effets de commerce américains			(3 891 234 985)
			965 258 015
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor			(2 077 000)
			(2 077 000)
Redressement net de consolidation et autres redressements –			
Autres organismes gouvernementaux			67 900 631
TOTAL – AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA DETTE À COURT TERME ...			1 031 081 646

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
Dettes contractées aux fins de la province :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	8 477 747 000	9 087 581 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	1 977 766	9 110 618
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	66 451 817	2 304 585
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	8 546 176 583	9 098 996 203
Investisseurs publics	364 972 129 369	330 464 602 024
Obligations d'épargne de l'Ontario	270 788 700	363 612 500
Bons du Trésor	23 753 495 000	18 897 002 000
Effets de commerce américains	-	3 891 234 985
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	388 996 413 069	353 616 451 509
Dettes de la School Board Trust	560 568 141	583 713 293
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	398 103 157 793	363 299 161 005
Redressement net de consolidation et autres redressements ..	1 769 088 924	1 810 230 562
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	399 872 246 717	365 109 391 567
Dettes contractées aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	211 091 000	230 466 000
Investisseurs publics	10 110 324 911	10 907 567 465
Bons du Trésor	652 990 000	655 067 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...	10 974 405 911	11 793 100 465
Dettes directes de la SFIEO	5 287 870 000	5 825 380 000
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO	16 262 275 911	17 618 480 465
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	416 134 522 628	382 727 872 032
Moins : Détention d'Obligations d'épargne		
..... et de bons du Trésor de l'Ontario	(11 122 585 000)	(9,937,593,000)
TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE	405 011 937 628	372 790 279 032
Dettes contractées aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	1 677 516 013	1 677 516 013
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	6 803 516 013	6 803 516 013

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin**Au 31 mars 2021**

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OICPP assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFI) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFI, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux. La dette comprend 66,4 millions de dollars de dette de la SCHL transférée de la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) lors de la dissolution de cette dernière durant l'EF2020-2021.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en dollars australiens, en euros, en francs suisses et en livres sterling du Royaume-Uni.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Elles sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la majorité des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : les obligations à taux variable, les obligations à taux accélérateur et les obligations à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Il n'y a plus d'émission d'obligations d'épargne de l'Ontario depuis 2019.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours. Il n'y a aucun encours à la fin de l'exercice.

La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée par d'autres organismes gouvernementaux auprès de tiers après l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province emprunte, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), des fonds à l'Office d'investissement du régime de pensions du

Canada et émet sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1^{er} avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la Loi sur la concurrence dans le secteur de l'énergie pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars). Le changement de valeur de la dette contractée pour Hydro One Inc. est le résultat des produits de la vente de parts de Hydro One en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2019-2020.

ENCOURS DE LA DETTE**Au 31 mars 2021**

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE**DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS****PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS****À l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada :**

Exercice se terminant le 31 mars

2022	2002	RPC	6,22 – 6,47.....	330 994 000	
2024	2004	RPC	5,26 – 5,97.....	688 007 000	
2025	2005	RPC	5,15 – 5,79.....	1 133 182 000	
2026	2006	RPC	4,67 – 5,19.....	574 612 000	
2031	2009	RPC	4,79.....	43 880 000	
2032	2009	RPC	4,75.....	52 000 000	
2036	2006-2014	RPC	3,41 – 4,73.....	725 953 000	
2037	2007	RPC	4,50 – 4,76.....	351 269 000	
2038	2008-2017	RPC	2,64 – 4,68.....	375 952 000	
2039	2009	RPC	4,70 – 5,48.....	493 439 000	
2040	2010-2012	RPC	4,36 – 5,03.....	1 179 395 000	
2041	2011	RPC	4,20 – 4,86.....	799 613 000	
2042	2012	RPC	4,23 – 4,56.....	954 179 000	
2043	2013	RPC	3,36 – 3,62.....	775 272 000	
				8 477 747 000	(3)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
À la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2022	2017	OIIC182-188	1,212 – 1,709	1 827 947	
2023	2018	OIIC189	2,015	149 819	

				1 977 766	(4)

Société canadienne d'hypothèque et de logement					
Exercice se terminant le 31 mars					
2022	1982	CMHC	9,75 – 15,75	66 467	
2022	1999	CMHC	6,089	7 670 717	
2023	1999	CMHC	6,089	11 724 458	
2024	1999	CMHC	6,089	13 830 009	
2025	1999	CMHC	6,089	15 185 340	
2026	1999	CMHC	6,089	7 601 633	
2027	1999	CMHC	6,089	8 870 932	
2028	1999	CMHC	6,089	1 502 261	

				66 451 817	(5)

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				8 546 176 583	
				=====	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(6)
2 juin 2021	12 janvier 2011	DMTN207	4,00	8 915 000 000	
27 octobre 2021	27 octobre 2016	DMTN233	TCAB 3M + 0,26.....	1 200 000 000	(6)
8 mars 2022	23 août 2016	DMTN232	1,35	6 750 000 000	
2 juin 2022	8 novembre 2011	DMTN212	3,15	11 771 700 000	
27 juin 2022	27 juin 2017	DMTN235	TCAB 3M + 0,15.....	1 601 500 000	(6)
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	9 322 700 000	
21 août 2023	21 août 2018	DMTN239	TCAB 3M + 0,05.....	2 650 000 000	(6)
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
8 septembre 2023	8 février 2018	DMTN237	2,60	4 750 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	10 000 000 000	
8 septembre 2024	21 février 2019	DMTN241	2,30	2 750 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	12 550 000 000	
8 septembre 2025	24 février 2020	DMTN245	1,75	9 050 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE PUBLIQUE (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2026	3 février 2016	DMTN229	2,40	7 500 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(7)
1 ^{er} février 2027	14 février 2020	DMTN244	1,85	3 250 000 000	
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1 ^{er} avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	9 février 2017	DMTN234	2,60	8 400 000 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	
8 septembre 2027	24 août 2020	DMTN247	1,05	2 000 000 000	
2 juin 2028	6 avril 2018	DMTN238	2,90	9 550 000 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
2 juin 2029	7 février 2019	DMTN240	2,70	9 258 201 000	
2 juin 2030	27 janvier 2020	DMTN243	2,05	11,650,000,000	
2 décembre 2030	13 octobre 2020	DMTN248	1,35	7 000 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	5,85	188 000 000	
8 mars 2033	23 juillet 2004	DMTN116	5,85	100 000 000	(6)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE PUBLIQUE (Suite)					
PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(8)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
10 janvier 1995 au					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(9)
“	“	JA	9,4688	2 315 904	(9)
“	“	JB	9,4688	8 482 324	(9)
“	“	JC	9,4688	4 764 354	(9)
“	“	JD	9,4688	3 171 134	(9)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	7 338 509 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	5,35	150 000 000	
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1 ^{er} décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel..	2 763 916 161	(10)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	
2 décembre 2037	1 ^{er} février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(11)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE PUBLIQUE (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	223 858 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	11 000 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(12)
1 ^{er} mars 2045	1 ^{er} mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2045	10 mai 2013	DMTN220	3,45	15 525 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	14 550 250 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	
2 juin 2048	21 juin 2016	DMTN231	2,80	12 049 000 000	
2 juin 2049	30 novembre 2017	DMTN236	2,90	12 624 500 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE PUBLIQUE (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 décembre 2050	28 mai 2019	DMTN242	2,65	14 073 900 000	
2 décembre 2051	20 août 2000	DMTN246	1,90	7 700 000 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
2 juin 2062	8 novembre 2012	DMTN216	3,25	475 000 000	

				295 561 262 957	

Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC	(83 470 614)	(10)

	295 477 792 343	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

21 juin 2021	21 juin 2011	Annuel	3,80	11 012 000
21 juin 2021	21 juin 2011	Composé	3,80	12 613 600
21 juin 2021	21 juin 2016	Annuel	Accélérateur	3 590 500
21 juin 2021	21 juin 2016	Composé	Accélérateur	5 629 100
21 juin 2021	21 juin 2018	Annuel	Variable	1 478 700
21 juin 2021	21 juin 2018	Composé	Variable	1 943 700
21 juin 2021	21 juin 2018	Annuel	2,10	4 990 700
21 juin 2021	21 juin 2018	Composé	2,10	2 455 000
21 juin 2022	21 juin 2012	Annuel	2,80	3 696 000
21 juin 2022	21 juin 2012	Composé	2,80	4 972 200
21 juin 2022	21 juin 2017	Annuel	Accélérateur	5 514 200
21 juin 2022	21 juin 2017	Composé	Accélérateur	4 376 500
21 juin 2023	21 juin 2013	Annuel	3,10	10 398 100
21 juin 2023	21 juin 2013	Composé	3,10	7 050 300
21 juin 2023	21 juin 2018	Annuel	Accélérateur	57 705 600
21 juin 2023	21 juin 2018	Composé	Accélérateur	22 131 800
21 juin 2024	21 juin 2014	Annuel	3,10	18 215 900
21 juin 2024	21 juin 2014	Composé	3,10	9 394 100
21 juin 2025	21 juin 2015	Annuel	2,35	3 829 100
21 juin 2025	21 juin 2015	Composé	2,35	2 737 500
21 juin 2026	21 juin 2016	Annuel	2,20	5 961 100
21 juin 2026	21 juin 2016	Composé	2,20	5 119 800

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)

21 juin 2027	21 juin 2017	Annuel	2,15	4 024 900	
21 juin 2027	21 juin 2017	Composé	2,15	2 736 900	
21 juin 2028	21 juin 2018	Annuel	2,85	711 200	
21 juin 2028	21 juin 2018	Composé	2,85	1 125 100	

Séries en circulation				213 413 600	(13)
Séries arrivées à échéance				57 375 100	(14)

TOTAL – OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO				270 788 700	

TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				295 748 581 043	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

27 janvier 2023	29 janvier 2016	G72	1,95	1 550 000 000
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000
5 février 2025	5 février 2018	G77	2,65	2 700 000 000

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS.....				5 356 700 000

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				300 000 000

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
Dettes en devises étrangères					(15)
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
22 août 2024	22 août 2014	ADI3	4,25	350 000 000	
26 août 2025	26 février 2015	ADI4	3,10	365 000 000	
27 janvier 2027	27 janvier 2017	ADI5	3,50	315 000 000	
12 octobre 2028	12 avril 2018	ADI6	3,20	80 000 000	
26 octobre 2029	26 avril 2019	ADI7	2,70	40 000 000	
3 octobre 2034	3 octobre 2019	ADI8	2,00	320 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				1 470 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU					
TAUX DE CHANGE DE 0,96615 \$				1 420 246 000	(15a)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE PUBLIQUE (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN EUROS

21 mai 2024	21 mai 2014	EMTN110	1,875	1 750 000 000	
14 juin 2024	14 juin 2017	EMTN114	0,375	1 500 000 000	
21 janvier 2025	21 janvier 2015	EMTN111	0,875	1 250 000 000	
17 avril 2025	17 avril 2018	EMTN116	0,625	1 500 000 000	
8 avril 2027	8 avril 2020	EMTN117	0,375	1 000 000 000	
25 novembre 2030	24 novembre 2020	EMTN120	0,01	2 500 000 000	
2 octobre 2040	6 mai 2020	EMTN118	0,699	50 000 000	
28 juin 2041	29 janvier 2016	EMTN112	1,82	52 000 000	

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				9 602 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU					
TAUX DE CHANGE DE 1,56374 \$				15 015 038 535	(15b)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS EN LIVRES STERLING

15 décembre 2023	3 juin 2020	EMTN119	0,50	1 000 000 000	
15 décembre 2026	13 janvier 2021	EMTN121	0,25	1 750 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				2 750 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,71310 \$				4 711 017 553	(15c)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

29 juin 2029	28 juin 2017	EMTN115	0,25	400 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				400 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,3294 \$				531 760 724	(15d)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

10 septembre 2021	11 septembre 2014	G67	2,50	2 000 000 000
8 février 2022	8 février 2017	G74	2,40	2 500 000 000
25 avril 2022	25 avril 2019	G81	2,55	1 750 000 000
18 mai 2022	18 mai 2017	G76	2,25	2 000 000 000
29 juin 2022	29 juin 2012	G58	2,45	1 000 000 000
3 octobre 2022	3 octobre 2017	G75	2,20	2 000 000 000
24 janvier 2023	24 janvier 2020	G82	1,75	3 000 000 000
17 octobre 2023	17 octobre 2018	G80	3,40	2 500 000 000
29 janvier 2024	29 janvier 2019	G79	3,05	2 500 000 000
16 mai 2024	16 mai 2014	G66	3,20	1 250 000 000
21 janvier 2026	21 janvier 2021	G87	0,625	3 500 000 000
27 avril 2026	27 avril 2016	G69	2,50	1 000 000 000
15 juin 2026	20 juin 2019	G83	2,30	1 750 000 000
21 mai 2027	21 mai 2020	G85	1,05	1 750 000 000
2 octobre 2029	2 octobre 2019	G84	2,00	1 250 000 000
7 octobre 2030	7 octobre 2020	G86	1,125	1 250 000 000
25 février 2031	25 février 2021	G88	1,60	1 500 000 000

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

EN DOLLARS AMÉRICAINS	32 500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU

TAUX DE CHANGE DE 1,29691 \$	42 149 647 700

(15e)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – OBLIGATIONS.....				365 232 991 555	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				9 926 514	

TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				365 242 918 069	
BONS DU TRÉSOR				23 753 495 000	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....				388 996 413 069	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS				397 542 589 652	
				=====	
DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST					
Exercice se terminant le 31 mars					
2034	2004		5,90	891 000 000	
Fonds d'amortissement				(330 431 859)	

				560 568 141	(16)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				398 103 157 793	
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....				1 977 000	(4)
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Fair Hydro Trust.....				1 764 706 000	
Infrastructure Ontario.....				300 000 000	
Commission des parcs du Niagara				21 753 255	
Ornge.....				227 710 026	
Centre des congrès d'Ottawa				1 023 788	
TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :					
Obligations.....				(238 850 766)	
Bons du Trésor				(309 230 379)	
TOTAL – REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				1 769 088 924	(17)
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				399 872 246 717	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

**DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE
L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS****Office d'investissement du régime de pensions du Canada :**

2022	2002	RPC	6,17 – 6,29	172 961 000	
2023	2003	RPC	6,16	38 130 000	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				211 091 000	(3)

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

2 juin 2021	15 avril 2011	DMTN207	4,00	85 000 000	
2 juin 2022	3 mai 2012	DMTN212	3,15	478 300 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	2 777 300 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	1 550 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	1 050 000 000	
2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25	78 600 000	
2 juin 2029	30 août 2019	DMTN240	2,70	66 799 000	
1 ^{er} décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	902 398 000	(10)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite
Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE PUBLIQUE (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADINES EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2037	1 ^{er} septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50	200 000 000	
2 juin 2045	1 octobre 2013	DMTN220	3,45	525 000 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	149 750 000	
2 juin 2048	19 juin 2017	DMTN231	2,80	651 000 000	
2 juin 2049	25 janvier 2018	DMTN236	2,90	625 500 000	
2 décembre 2050	21 août 2019	DMTN242	2,65	26 100 000	
TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				10 098 247 000	
TOTAL – OBLIGATIONS.....				10 098 247 000	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				12 077 911	
TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES)					
SUR CHANGE NON AMORTIS				10 110 324 911	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2021

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
BONS DU TRÉSOR				652 990 000	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				10 763 314 911	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO				10 974 405 911	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				5 287 870 000	
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO				16 262 275 911	
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE				416 134 522 628	
Moins : DÉTENTION D'OBLIGATIONS D'ÉPARGNE ET DE BONS DU TRÉSOR DE L'ONTARIO				(11 122 585 000)	
TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE				405 011 937 628	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite**Au 31 mars 2021**

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*

ONTARIO POWER GENERATION INC.	5 126 000 000
HYDRO ONE INC.....	1 677 516 013
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT.....	6 803 516 013

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite**Au 31 mars 2021**

Références :

1. Aucune émission obligataire n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli, habituellement rajusté tous les trois mois (3M). Ces indices à taux variables sont les suivants : TCAB – taux canadien d'acceptations bancaires et TIOL – taux interbancaire offert à Londres.
2. Les séries de dettes suivantes ont été contractées aux fins de la province et de la SFIEO : DMTN207, DMTN212, DMTN215, HP, DMTN223, DMTN227, KJ, LQ, DMTN240, DMTN158, DMTN164, DMTN182, DMTN204, DMTN214, DMTN220, DMTN228, DMTN231, DMTN236 et DMTN242.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1^{er} avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. OIIC (SOGFIL) : Le montant total de l'encours de la province est de 2 millions de dollars.
5. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis. La dette comprend 66,4 millions de dollars de dette de la SCHL transférée de la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) lors de la dissolution de cette dernière durant l'EF2020-2021.
6. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations canadiennes afin de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements conformément à sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants : DMTN180 4,52 %, DMTN233 1,31 %, DMTN235 1,70 %, DMTN239 2,61 % et DMTN116 4,22 %.
7. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 25 % du montant principal dû doit être versé à la date d'échéance.
8. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
9. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers prédéterminés, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2035. Au cours de l'exercice 2020-2021, le principal remboursé s'est élevé à zéro million de dollars. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée de ces obligations est de 1 092 millions de dollars.
10. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (« IPC »), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 4 octobre 2005. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,23%. L'encours représente la valeur indexée du principal.
11. DMTN117 : L'obligation a été émise avec une forte prime en 2004 et offre un rendement de 5,74 %.
12. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.

13. OSB (OEO) : Les obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14^e jour civil suivant la date de rachat du 21 juin et du 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Depuis 2009, les obligations à taux variable ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
Les OEO ne sont plus émises depuis 2019.
OEO – Taux fixe :
En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, de trois et de cinq ans. En 2010 et en 2011, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de trois, de sept et de dix ans. En 2012, en 2013, en 2014, en 2015, en 2016 et en 2018, les obligations à taux fixe émises avaient uniquement des termes de trois et de dix ans.
OEO – Taux accélérateur :
Série 2016 : l'intérêt est payable au taux de 0,60 %, de 0,75 %, de 1,0 %, de 1,25 % et de 1,5 %
Série 2017 : l'intérêt est payable au taux de 0,60 %, de 0,8 %, de 1,05 %, de 1,3 % et de 1,65 %
Série 2018 : l'intérêt est payable au taux de 1,50 %, de 1,8 %, de 2,15 %, de 2,3 % et de 2,55 %
les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.
OEO – Taux variable :
Depuis 2009, le taux d'intérêt sur ces obligations à taux variable n'est rajusté qu'une seule fois par an, le 21 juin.
14. OSB (OEO) : Le montant de l'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. L'intérêt n'est payable sur ces obligations que jusqu'à la date d'échéance.
15. Le montant total de la dette en devises étrangères a été converti en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsque la dette était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. Au 31 mars 2021, 99,2 % de la dette en devises étrangères étaient couverts. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2021 sont les suivants : dollar australien – 0,955319, euro – 1,473791, yen japonais – 0,011350 franc suisse – 1,329402, livre sterling – 1,731739, dollar américain – 1,25675. La province a également conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants :
(a) Australie en AUD 2,55 % (1 420 millions \$)
(b) EMTN en euros : 2,37 % (11 590 millions \$), 3M CBA + 0,62 % (1 512 millions \$), 0,76 % (1 913 millions \$)
(c) EMTN en GBP : TCAB 3M + 0,18 % (3 676 millions \$), 1,02 % (1 035 millions \$)
(d) EMTN en CHF : 532 millions \$ non couverts au taux de 0,29 %
(e) Sur les marchés internationaux en dollars américains : 2,02 % (17 424 millions \$), 3M CBA + 0,21 (14 627 millions \$), 0,51 % (7 467 millions \$), 1,94 % (2 632 millions \$)
16. SBT : La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.
17. Le montant total du redressement de consolidation comprend la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes. Les titres de l'Ontario faisant partie de la dette provinciale détenue par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :
Obligations d'épargne de l'Ontario :
Fonds de reboisement : DMTN215 – 3 millions de dollars, DMTN229 – 2 millions de dollars et DMTN240 – 5 millions de dollars.
Infrastructure Ontario : DMTN223 – 88 millions de dollars, DMTN237 – 62 millions de dollars et DMTN241 – 17 millions de dollars.
Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN207 – 12 millions de dollars, DMTN215 – 6 millions de dollars, DMTN232 – 12 millions de dollars, DMTN233 – 19 millions de dollars, et DMTN237 – 12 millions de dollars.
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : OIIC 182-189 – 2 millions de dollars.
Bons du Trésor :
Fonds de reboisement : 2 millions de dollars; Société ontarienne de financement de la croissance : 207 millions de dollars; Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : 38 millions de dollars; et Fondation Trillium de l'Ontario : 62 millions de dollars.

**OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE
DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

	2021	2020
	\$	\$
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(804 000 000)	(900 000 000)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions		
du Canada	(19 375 000)	0
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	9 058 000	113 759 000
Variation nette des emprunts à court terme	(2 077 000)	(701 000)
	-----	-----
Augmentation/(diminution) nette en		
déventures et billets aux fins de la SFIEO	(816 394 000)	(786 942 000)
	=====	=====
Dette garantie par la Province	(537 510 000)	(484 239 000)
	=====	=====
Intérêts sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	335 441 123	369 697 651
À court terme	947 552	10 844 086
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du		
régime de pensions du Canada.....	14 310 702	14 310 702
	-----	-----
	350 699 377	394 852 439
	-----	-----
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	804 000 000	900 000 000
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime e pensions		
..... du Canada	19 375 000	0
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(9 058 000)	(113 759 000)
Variation nette des emprunts à court terme	2 077 000	701 000
	-----	-----
Recouvrements/(avances) nets.....	816 394 000	786 942 000
	=====	=====

Dette garantie par la Province	537 510 000	484 239 000
	=====	=====
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(335 441 123)	(369 697 651)
À court terme	(947 552)	(10 844 086)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du		
régime de pensions du Canada.....	(14 310 702)	(14 310 702)
	-----	-----
	(350 699 377)	(394 852 439)
	-----	-----

section 4

autres annexes

supplémentaires

(non vérifié)

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	Solde au 1 ^{er} avril 2020	Prêts ¹	Remboursements ²	Autres ³	Solde au 31 mars 2021
	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation / Affaires rurales:					
Débitures pour drainage au moyen de tuyaux	12 282 567	1 736 500	2 819 421	-	11 199 646
Débitures pour drainage au moyen de tuyaux – Intérêts à recevoir	303 001	-	-	(25 837)	277 164
	12 585 568	1 736 500	2 819 421	(25 837)	11 476 810
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	112 287	34 300	15 654	-	130 933
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités – Intérêts à recevoir	3 005	-	-	787	3 792
	115 292	34 300	15 654	787	134 725
Ministère du Développement économique, Création d'emplois et Commerce					
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	138 556 937	-	197 938	-	138 358 999
Moins: Escompte non amorti	(89 224 565)	-	-	1 836 199	(87 388 366)
	49 332 372	-	197 938	1 836 199	50 970 632
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	18 745 760	-	3 009 890	(1 099 871)	14 635 999
Moins: Escompte non amorti	0	-	-	-	0
	18 745 760	-	3 009 890	(1 099 871)	14 635 999
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	14 939 523	1 155 000	405 128	-	15 689 394
Moins: Escompte non amorti	-	-	-	-	-
	14 939 523	1 155 000	405 128	-	15 689 394
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario	2 725 291	2 101 653	-	-	4 826 943
Moins: Escompte non amorti	(52 124)	-	-	(66 650)	(118 774)
	2 673 167	2 101 653	-	(66 650)	4 708 169
Fonds pour l'emploi et la prospérité	16 259 318	6 207 270	1 457 060	-	21 009 528
Moins: Escompte non amorti	(746 534)	-	-	89 913	(656 622)
	15 512 784	6 207 270	1 457 060	89 913	20 352 906
MaRS Phase 2.....	83 911 654	-	1 079 359	1 515 866	84 348 161

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	Solde au 1 ^{er} avril 2020	Prêts ¹	Remboursements ²	Autres ³	Solde au 31 mars 2021
	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines:					
Hydro One	7 579 059 072	-	-	-	7 579 059 072
Ontario Power Generation	5 912 720 000	-	-	-	5 912 720 000
Commission de transport Ontario Northland.....					
Développement économique	161 975 641	234 800 000	1 517 304	-	395 258 337
Développement économique – Intérêts à recevoir.	-	-	-	2 815 919	2 815 919
	161 975 641	234 800 000	1 517 304	2 815 919	398 074 256
Ministère des Finances:					
Société ontarienne de travaux d'infrastructure					
Prêt à long terme.....	2 094 680 827	-	375 000 000	-	1 719 680 827
Amortissement du prêt	3 738 327 151	549 513 729	135 526 134	-	4 152 314 746
Crédit renouvelable à court terme	295 000 000	1 376 000 000	1 357 000 000	-	314 000 000
Gouvernement du Canada – Secteur de l'automobile	54 626 699	-	-	-	54 626 699
Prêts de l'Office ontarien de financement:					
Conseils scolaires	4 786 301 008	-	247 538 912	-	4 538 762 096
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	32 282 879	99 912 717	69 823 443	-	62 372 153
Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	2 754 222	320 101 177	322 855 399	-	-
Musée royal de l'Ontario	23 533 613	-	100 000	-	23 433 613
Corporation de la ville de Windsor	2 236 982	-	2 236 982	-	-
Commission de transport Ontario Northland	1 340 697	-	96 190	-	1 244 507
Commission des parcs du Niagara	3 483 659	11 362 363	393 343	-	14 452 679
Société ontarienne de vente du cannabis	81 405 413	-	7 162 910	-	74 242 503
Centre des congrès d'Ottawa	45 114 847	-	1 000 000	-	44 114 847
Collèges d'arts appliqués et de technologie.....	331 396 332	33 159 352	18 947 449	-	345 608 235
Unity Health Toronto	98 959 094	-	2 128 745	-	96 830 349
Arnprior Regional Health.....	2 773 000	11 744 162	-	-	14 517 162
Régie des alcools de l'Ontario	-	4 533 300	-	-	4 533 300
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.....	-	400 000 000	190 000 000	-	210 000 000
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	-	-	-	-	-
	5 411 581 746	880 813 071	862 283 373	-	5 430 111 444
Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)					
	154 000 000	-	11 000 000	-	143 000 000
Moins : Escompte non amorti	(75 418 280)	-	-	5 387 020	(70 031 260)
	78 581 720	-	11 000 000	5 387 020	72 968 740
Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario ...	195 273	-	-	-	195 273

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	Solde au 1 ^{er} avril 2020	Prêts ¹	Remboursements ²	Autres ³	Solde au 31 mars 2021
	\$	\$	\$	\$	\$
Power Workers' Union	67 607 506	-	1 286 669	-	66 320 836
Society of United Professionals	33 002 749	-	944 073	-	32 058 677
OFN Power Holdings LP	246 593 980	-	1 728 734	-	244 865 245
Autorité ontarienne de réglementation des services financiers	46 906 244	4 500 000	1 874 888	139 177	49 670 533

Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs:

Office du secteur des condominiums	5 170 463	-	988 612	-	4 181 851
Office du secteur des condominiums – Intérêts à recevoir	275 837	-	-	152 701	428 538
	5 446 300	-	988 612	152 701	4 610 389

Ministère des Affaires municipales et du Logement:

Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	142 780	-	6 450	-	136 330

Ministère des Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture:

Science Nord – Cinéma IMAX	75 837	-	-	-	75 837

Ministère de Collèges et Universités:

Prêts étudiants non remboursés	429 566 455	125 392	49 406 446	25 933 044	406 218 445
Principal des prêts	2 045 244 655	197 513 415	219 906 548	(22 526 417)	2 000 325 105
Principal des prêts – Intérêts à recevoir	7 102 047	-	-	(847 550)	6 254 497
	2 052 346 703	197 513 415	219 906 548	(23 373 967)	2 006 579 603

Ministère de l'Infrastructure:

Infrastructure communautaire - Prêts	12 000 000	-	-	-	12 000 000

Ministère de Transports:

Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	-	35 207 935

TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT

LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 mars 2021

28 693 811 683

=====

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 mars 2021

(815 405 528)

=====

1. Comprend les montants d'amortissement.

2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation.

3. Comprend l'intérêt couru à recevoir et les redressements aux escomptes non amortis.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021****Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation / Affaires rurales**

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour la construction afin de financer des prêts destinés aux propriétaires de terres agricoles pour l'installation d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission. Ces prêts, que les propriétaires remboursent à la municipalité, sont garantis par des privilèges prioritaires.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Ministère du Développement économique, Création d'emplois et Commerce

Le Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile verse du financement su titre d'investissements stratégiques dans le secteur de l'automobile, pour soutenir l'avancement des capacités en conception et fabrication de véhicules, les technologies de fabrication novatrices et la formation. Les demandes ne sont plus acceptées. La Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe accordait des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques s'étale sur plusieurs années et consiste en subventions et prêts visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets novateurs pour favoriser la transition de l'économie de l'Ontario et en assurer la compétitivité à l'échelle internationale et la prospérité à long terme. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario est un fonds pluriannuel qui offre des subventions et des prêts visant à favoriser la création d'emplois, l'investissement, l'innovation, la mise sur pied de grappes industrielles et la collaboration dans le Sud-Ouest de l'Ontario. Ce programme est devenu le Programme pour le développement régional.

L'ancien Fonds pour l'emploi et la prospérité a été annoncé dans le budget de l'Ontario de 2014 et lancé officiellement le 7 janvier 2015. Le FPE, étalé sur dix ans, était doté de 2,7 milliards de dollars et visait à favoriser un climat d'affaires dynamique et novateur ainsi qu'à améliorer la productivité et l'accès au marché pour les entreprises et les secteurs de l'Ontario. Le Fonds pour l'emploi et la prospérité comprend quatre volets : le volet Nouvelle économie, le volet Partenariats stratégiques, le Fonds de développement du secteur des aliments et des boissons et le Fonds de développement du secteur forestier. Les nouvelles demandes ne sont plus acceptées pour ces quatre volets. En 2020-2021, le Programme d'investissement et d'innovation dans le secteur forestier et le Programme pour le développement régional ont été lancés.

Le Programme pour le développement régional est le premier programme lancé dans le cadre de l'initiative de transformation des soutiens aux entreprises. Par l'entremise de ce programme, l'Ontario investira plus de 100 millions de dollars sur quatre ans dans les entreprises et les collectivités de l'Est et du Sud-Ouest de l'Ontario, tout en adoptant une nouvelle approche pour soutenir la croissance économique dans ces secteurs. En vertu de ce nouveau programme, les entreprises et les collectivités peuvent recevoir du soutien financier par l'entremise du Fonds de développement de l'Est de l'Ontario et du Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario, et ont accès à un éventail de services et de soutiens complémentaires. Le Programme pour le développement régional contribuera à faire en sorte que l'Est et le Sud-Ouest de l'Ontario soient ouverts aux affaires et aux emplois, que les contribuables en aient pour leur argent et que des occasions viables soient offertes aux entreprises et aux collectivités de la province pour des années à venir.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Le Programme d'investissement et d'innovation dans le secteur forestier prévoit du financement pour les investissements stratégiques dans le secteur forestier qui améliorent la productivité et l'innovation, augmentent la compétitivité, soutiennent l'accès aux nouveaux marchés, procurent des avantages au secteur forestier de l'ensemble de l'Ontario et renforcent les économies régionales.

Le programme MaRS Phase 2 est un programme de prêt pluriannuel visant à soutenir la tour ouest du projet MaRS. Un prêt de 94 millions de dollars a été consenti pour terminer la location de la tour ouest du projet MaRS et remplir les obligations imposées par les tiers bailleurs de fonds. Ce prêt sera entièrement remboursé d'ici la fin de 2035.

Ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines

La province détient 282 412 648 actions ordinaires dans Hydro One Limited, représentant au total une valeur comptable de 1 248 millions de dollars.

La province détient 256 300 010 actions ordinaires et 18 343 815 actions de catégorie A dans Ontario Power Generation (OPG), représentant au total une valeur comptable de 5 913 millions de dollars.

À la fin de l'exercice 2021, un montant de 398 millions de dollars était dû au ministère pour soutenir la croissance économique et l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

Ministère des Finances

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier. Au 31 mars 2021, il existe un billet à ordre de 279,7 millions de dollars (279,7 millions de dollars en 2020) qui arrive à échéance le 31 mars 2053. L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. Au 31 mars 2021, le solde était de 1 444,0 millions de dollars (1 815,0 millions de dollars en 2020).

En mai 2015, le programme ci-dessus a été remplacé par un programme de prêts qui correspond mieux au financement du programme de prêts de la SOII. Au 31 mars 2021, le solde impayé de ce programme était de 4 152,3 millions de dollars (3 738,3 millions de dollars en 2020).

La SOII a reçu une facilité de crédit renouvelable à court terme pouvant atteindre 600,0 millions de dollars. Au 31 mars 2020, le solde impayé du crédit était de 314,0 millions de dollars (295,0 millions en 2020) à des taux d'intérêt variant entre 0,17 % et 0,25 %.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario a reçu une facilité de crédit à long terme de 400,0 millions de dollars à un taux d'intérêt de 1,14 % et remboursable en mars 2024. Au 31 mars 2021, le solde impayé était de 400,0 millions de dollars (400 millions de dollars en 2020).

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, pour la restructuration de leurs opérations. Au 31 mars 2021, le solde était de 54,6 millions de dollars (54,6 millions de dollars en 2020).

Des prêts sont accordés aux conseils scolaires dans le cadre de différents programmes depuis 2006. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2021, les conseils scolaires ont fait deux paiements semestriels en principal et intérêts, réduisant l'encours total à 4 538,8 millions de dollars (4 786,3 millions de dollars en 2020). Ces prêts, qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,43 % et 5,38 %, arrivent à échéance entre 2021 et 2042.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, a obtenu des prêts pour financer plusieurs projets. Au 31 mars 2021, le solde impayé de ce prêt était de 62,4 millions de dollars (32,3 millions de dollars en 2020).

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité, une société établie en vertu de la Loi de 1998 sur l'électricité, a reçu des facilités de crédit renouvelables à court terme pour financer un projet dans le cadre du Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées (PPTRRE) jusqu'à concurrence de 475,0 millions, de la grille tarifaire réglementée, jusqu'à concurrence de 950,0 millions de dollars, et d'une liquidité générale, jusqu'à concurrence de 100,0 millions de dollars. Au 31 mars 2021, toutes les avances avaient été remboursées et le solde impayé était de 0 \$ (2,8 millions de dollars en 2020).

Au cours de l'exercice, la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO), une société établie en vertu de la Loi sur les alcools, a reçu un prêt pour un montant principal maximum de 51,2 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer les coûts en capital associés au déménagement de son siège social. Au 31 mars 2021, le solde de la facilité de crédit était de 4,5 millions de dollars (0 \$ en 2020). Tous les prêts en souffrance devraient être remboursés en avril 2022.

Le Musée royal de l'Ontario (le « Musée ») est un organisme établi par la province de l'Ontario, en vertu d'une loi spéciale de l'Assemblée législative de l'Ontario. Il a contracté un emprunt de 26,0 millions de dollars à un taux variable, qui est actuellement de 0,53 %. Au 31 mars 2021, le solde se chiffrait à 23,4 millions de dollars (23,5 millions de dollars en 2020). Tous les prêts en cours seront remboursés d'ici mars 2027.

La cité de Windsor, une municipalité au sens de la Loi sur les municipalités, a reçu du financement pour l'acquisition, la conception et la construction du palais de justice de Windsor, comprenant un tribunal de la division provinciale et le siège social de la police municipale. Le prêt de 20 ans était entièrement remboursé en mars 2021.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Le solde impayé du prêt à terme de la CTON au 31 mars 2021 était de 1,2 million de dollars (1,3 million de dollars en 2020) et porte intérêt de 4,9 %, et arrivera à échéance en mars 2031.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme provincial de la Couronne régi par la Loi sur les parcs du Niagara, a reçu un prêt pour financer les coûts d'immobilisations supplémentaires engagés pour le réaménagement de la phase I de la Table Rock House dans le parc de la Reine Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027. En outre, un autre prêt à taux d'intérêt variable pouvant atteindre 25,0 millions de dollars a été consenti pour le réaménagement de la Centrale électrique Canadian Niagara Power. Au 31 mars 2021, le solde impayé était de 14,5 millions de dollars (3,5 millions de dollars en 2020).

La Société ontarienne de vente du cannabis, une succursale de la Régie des alcools de l'Ontario et une société provinciale de la Couronne régie par la Loi de 2017 sur la Société ontarienne de vente du cannabis, a reçu une facilité de prêt de 150 millions de dollars pour déployer ses activités en Ontario. Le solde du prêt à terme au 31 mars 2021 était de 74,2 millions de dollars (81,4 millions de dollars en 2020).

Le Centre des congrès d'Ottawa (CCO) est un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la Loi de 1993 sur le plan d'investissement. L'Office ontarien de financement (OOF) lui a consenti un prêt de 40 millions de dollars le 11 août 2011 pour refinancer une dette qui avait été engagée pour réaménager l'établissement. Au cours de l'exercice 2016-2017, l'OOF a constitué une provision de 47,1 millions de dollars contre ce prêt, comprenant les intérêts accumulés. Le CCO a fait le troisième paiement de 1,0 million de dollars aux termes de l'entente conclue entre la province et l'OOF. Au 31 mars 2021, le solde impayé était de 44,1 millions de dollars (45,1 millions de dollars en 2020).

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 345,6 millions de dollars (331,4 millions de dollars en 2020) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 2,15 % et 5,75 % et arrivent à échéance entre 2024 et 2049.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Unity Health Toronto (autrefois appelé Providence St. Joseph's et St. Michael's Healthcare), un organisme sans but lucratif établi en vertu de la Loi sur les personnes morales de l'Ontario, a reçu un prêt d'un montant principal maximum de 100,0 millions de dollars portant intérêt de 2,99 % pour financer ses projets d'immobilisations et ses obligations opérationnelles. Au 31 mars 2021, le solde impayé était de 96,8 millions de dollars (99,0 millions de dollars en 2020).

Arnprior Regional Health, une société établie en vertu de la loi sur les compagnies de 1937, a reçu un prêt d'un montant principal maximum de 25,8 millions de dollars assorti d'intérêts capitalisés pour financer sa part proportionnelle des coûts de construction et de financement du projet à long terme. Au 31 mars 2021, le solde impayé de la facilité de crédit était de 14,5 millions de dollars (2,8 millions de dollars en 2020).

Conformément au paragraphe 82 (4) de la Loi sur les régimes de retraite, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1er décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a pris en charge les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution initiale le 31 mars 1987.

La province a consenti, à certaines conditions, des prêts distincts à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et à la fiducie de la Society of Energy Professionals (Société) afin de financer leur achat respectif d'actions ordinaires d'Hydro One Limited et certaines dépenses connexes. Le montant total du principal des prêts accordés aux fiducies s'élevait à 111 millions de dollars : 75 millions de dollars à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et 36 millions de dollars à la fiducie de la Société. Chaque fiducie emprunteuse a utilisé son prêt pour acheter des actions ordinaires d'Hydro One Limited et payer certaines dépenses connexes.

Un remboursement partiel des prêts consentis à la fiducie de syndicats du secteur de l'électricité à l'appui de l'achat d'actions dans Hydro One en 2015 s'est traduit par un profit réalisé de 976 552,45 \$ en 2020-2021.

La province a consenti à OFN Power Holdings LP un prêt assorti de conditions pour aider les Premières Nations participantes à financer l'achat d'actions ordinaires de Hydro One Limited. Le principal du prêt était de 259 millions de dollars.

Le remboursement partiel du prêt consenti à l'emprunteur pour l'aider à acheter des actions de Hydro One s'est traduit par un gain réalisé de 153 665,28 \$ pour 2020-2021.

En juin 2019, l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF) a remplacé la Commission des services financiers de l'Ontario et la Société ontarienne d'assurance-dépôts à titre d'organisme de réglementation des services financiers, des services d'assurance et des régimes de retraite en Ontario.

Les coûts administratifs et opérationnels initiaux de l'ARSF ont été financés au moyen d'un prêt à terme du gouvernement de 40 000 000 \$, qui est devenu remboursable en août 2019. Le solde impayé de cette facilité de prêt 1B au 31 mars 2021 était de 38 477 620,89 \$.

L'ARSF a également reçu une augmentation du prêt initial de 20 000 000 \$ sur trois ans pour soutenir les dépenses en immobilisations que l'ARSF fera pour moderniser ses systèmes et ses installations de base. L'ARSF remboursera le plein montant du prêt de façon à minimiser le coût annuel important pour les secteurs. L'ARSF a reçu 6 853 000 \$ en mars 2020 et 4 500 000 \$ en mars 2021 de ce prêt. Au 31 mars 2021, le solde impayé de ce prêt était de 11 192 912,23 \$, comprenant une facilité 2B de 6 692 912,23 \$ et une facilité 3B de 4 500 000 \$.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021****Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs**

Ce prêt a été consenti à l'Office ontarien du secteur des condominiums (l'Office) pour financer ses coûts de démarrage. Aux termes de l'entente actuelle, l'Office rembourserait le prêt sur une période de 10 ans à partir du 1er avril 2019. Jusqu'au 1er avril 2019, le taux d'intérêt est variable et les intérêts courent quotidiennement, à un taux d'intérêt annuel égal au taux des bons du Trésor de l'Ontario de 90 jours majoré de 50 points de base, composé et recalculé le premier jour ouvrable en janvier, en avril, en juillet et en octobre. À compter du 1er avril 2019, lorsque l'Office commencera à rembourser le prêt, le taux d'intérêt sera fixe et correspondra au coût de financement d'une obligation de dix ans de la province de l'Ontario, y compris les frais et commissions, tel que déterminé par le MSGSC majoré de 200 points de base, composé semestriellement. Les intérêts courront quotidiennement. Les remboursements seraient faits conformément à un tableau de remboursement fourni par le MSGSC, à compter du 1er avril 2019.

Ministère des Affaires municipales et du Logement

Ce programme a été autorisé en vertu de la Municipal and School Tax Credit Assistance Act, 1967. Il prévoyait le paiement des impôts fonciers et scolaires applicables aux résidences principales appartenant à des aînés et occupés par eux. Chaque personne pouvait recevoir le moindre des montants suivants : 150 \$ ou 50 % des impôts fonciers et scolaires perçus pour le bien imposable et les bénéficiaires pouvaient recevoir ces fonds pour un seul bien foncier par année.

La municipalité ou le conseil scolaire devait enregistrer l'intérêt de la province au moyen d'un avis de privilège sur le bien foncier à l'égard duquel le crédit d'impôt avait été versé. Le programme a pris fin en 1980. Le montant du privilège est exigible au moment de la vente ou de la cession du bien foncier à toute personne autre que la conjointe ou le conjoint de l'auteur de la demande. Ce programme ne comporte pas d'intérêt.

Ministère des Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture

En 1993, Science Nord a reçu un prêt sans intérêt de 500 000 \$ de l'ancien MTCS (maintenant le MIPSTC) pour l'aménagement d'un cinéma IMAX. Ce prêt consistait en un prêt direct de 140 000 \$ du MIPSTC et un prêt de 360 000 \$ consenti par le MIPSTC par l'entremise de l'OOF. Science Nord a remboursé 64 163 \$ du prêt direct du MIPSTC, laissant un solde de 75 837 \$ dans les livres du MIPSTC qui est toujours dû au ministère.

Ministère de Collèges et Universités

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts au ministère par l'entremise d'un fournisseur de services commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de paiement, l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

Ministère de l'Infrastructure

En mai 2018, le ministère de l'Infrastructure, de concert avec la SCHL, a conclu une entente conjointe de prêt d'un montant de 24 millions de dollars au YMCA d'Ottawa. La part du prêt relative à l'infrastructure communautaire assumée par la province est de 12 millions de dollars à un taux d'intérêt de 3 % par année. La date d'échéance est le 24 avril 2022.

Ministère des Transports

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est une agence de la Couronne de la province établie en vertu de la Loi sur la Commission de transport Ontario Northland. La CTON exploite des services de transport par autobus et train entre les régions du Nord de l'Ontario et vers celles-ci. Au 1er avril 2020, le MTO est le ministère chargé de la consolidation de la CTON. Le transfert des placements en actions du MEDNM était de 35 208 000 million de dollars.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	Solde au 1 ^{er} avril 2020 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2021 \$
Ministère du Procureur général:			
Dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis	13 299 028	(2 698 983)	10 600 045
Fonds d'aide aux victimes	28 579 875	(21 136 130)	7 443 745
Produits de la criminalité	9 569 902	(3 965 057)	5 604 845
Ministère des Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires:			
Bureau des obligations familiales.....	40 934 414	3 394 782	44 329 196
Ministère des Formation et Collèges et Universités:			
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	15 324 633	(1 138 522)	14 186 111
Ministère du Développement économique, Création d'emplois et Commerce :			
Retenues sur les paiements de transfert.....	40 022 560	10 204 805	50 227 365
Ministère du Énergie, du Développement du Nord et des Mines:			
Fonds de réhabilitation des mines.....	39 925 870	3 023 684	42 949 554
Fin des contrats d'énergie renouvelable.....	106 741 415	(22 776 829)	83 964 586
Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs:			
Fonds en fiducie d'assurance.....	110 222 192	833 460	111 055 652
Parcs Ontario – Loi sur les parcs provinciaux (CFP)	39 767 834	33 876 281	73 644 115
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs:			
Caisse d'assurance des sûretés mobilières.....	22 097 779	889 568	22 987 347
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.....	64 289 505	7 486 253	71 775 758
Réserve de fonds non réclamés (programme).....	12 581 629	838 303	13 419 932

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	Solde au 1 ^{er} avril 2020 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2021 \$
Ministère de la Santé:			
Réserve pour chèques en circulation	15 878 479	3 574 437	19 452 916
Initiatives reliées aux engagements de conformité volontaire de l'Alliance pancanadienne pharmaceutique.....	44 969 191	(3 972 745)	40 996 446
Règlements relatifs à l'hépatite C.....	18 284 994	(275 000)	18 009 994
Ministère des Richesses naturelles et des Forêts:			
Pêche et faune (CFP).....	27 917 395	(9 374 591)	18 542 804
Ministère de la Solliciteur général			
Produits de la criminalité	17 319 599	(1 239 066)	16 080 533
Produits de la criminalité survivants d'agents de sécurité publique.....	5 460 942	(5 516)	5 455 426
Ministère des Transports:			
Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité	17 753 922	869 179	18 623 101
Fonds réservés au transport en commun	11 229 616	(3 057 210)	8 172 406
Réclamations de construction.....	64 816 843	65 273 192	130 090 035
Expropriations.....	56 413 729	23 105	56 436 834
Retenue de 10 % prévue dans la loi ¹	118 081 949	2 926 600	121 008 549
TVH perçue, remise	3 407 291	1 852 262	5 259 553
Ministère du Secrétariat du Conseil du Trésor:			
Pensions et prestations supplémentaires:			
Caisse de retraite des juges provinciaux ²	646 286 632	(18 895 492)	627 391 140
Compte des prestations supplémentaires des sous- ministres – Dépôts ²	42 369 391	(2 069 160)	40 300 231
Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	467 116 102	38 950 337	506 066 439
Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO ²	24 449 542	(1 138 599)	23 310 943
Au-delà des prestations suppl. max. – CMM	7 338 297	3 085 646	10 243 943
Régime complémentaire des juges de paix	23 532 983	2 428 767	25 961 750
Autres:	188 575 240	(94 560 007)	94 015 233

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021****Ministère du Procureur général**

Les dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis ont été établis en vertu de la Loi de 1996 sur la réglementation des alcools, du cannabis et des jeux et la protection du public qui permet à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario de fixer des droits et d'autres frais pour l'application des lois suivantes : Loi sur les permis d'alcool, Loi de 1992 sur la réglementation des jeux, Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux et Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis. En vertu de l'article 14.1 de la Loi, des amendes peuvent être imposées à titre de mesure administrative pour assurer l'observation des lois et règlements par toutes les entités que régit la Commission dans les industries des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et de la vente au détail du cannabis, et elles peuvent être utilisées uniquement à des fins de sensibilisation, d'information et de formation. Depuis le 30 septembre 2013, les auteurs de demande n'ont plus à payer de frais puisque les avis sont maintenant affichés dans le site Web de la Commission. Aux termes de l'article 12 de la Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables associés aux demandes de renseignements ou aux enquêtes, ou encore fournir une garantie sous une forme acceptable pour le registrateur. En vertu de l'article 9 de la Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables liés à une enquête ou fournir une garantie au registrateur sous une forme que ce dernier juge acceptable. Dans tous les cas, les dépôts servent à assumer les coûts en question. Au 31 mars 2021, les dépôts pour amendes étaient de 1 021 868 \$, les dépôts pour le jeu étaient de 8 300 067 \$, les dépôts pour l'alcool étaient de 554 792 \$, les dépôts pour les courses de chevaux étaient de 693 763 \$ et les dépôts pour le cannabis étaient de 0 \$, pour un total de 10 570 490 \$.

Le Fonds d'aide aux victimes est un compte à des fins particulières établi en vertu de la Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels. La majorité (90 %) des revenus de ce fonds provient d'amendes supplémentaires pour les victimes imposées en vertu de la Loi sur les infractions provinciales. Grâce au Ministère du Procureur général, on peut veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. Il est possible de garder un compte séparé de ces fonds et de reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Solliciteur général (SOLGEN) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte spécial pour l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. Conformément à la Loi sur l'administration des biens saisis (1993), au Règlement sur le partage du produit de l'aliénation des biens confisqués (1995), à la Partie XII.2 du Code criminel (Canada) (1995) et à la Loi sur les procureurs de la Couronne (1990), l'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province d'utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d'application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le SOLGEN en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

Ministère des Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires

Le ministère des Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires tient un compte spécial pour recevoir et verser les pensions alimentaires entre des tiers, comme cela est autorisé aux termes de la Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments (LOFEAA). L'article 5 de la LOFEAA autorise le directeur à exécuter les ordonnances alimentaires, à retenir les pensions alimentaires et à verser les montants recouvrés à la personne à qui ils sont dus.

Ministère des Formation et Collèges et Universités

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel (Loi). Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel avec l'aide du Conseil consultatif du Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, dont les membres sont nommés par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois que la sûreté financière aura été éliminée, les réclamations des étudiants en souffrance seront payées à partir du FAAF.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021****Ministère du Développement économique, Création d'emplois et Commerce**

Cela concerne de multiples programmes de paiements de transfert du ministère. Les montants retenus sont déterminés conformément aux modalités des ententes de paiement de transfert.

Ministère d'Énergie, du Développement du Nord et des Mines

En vertu de la *Loi sur les mines* de l'Ontario, L.R.O. 1990, chap. M. 14 (article 145), le Fonds de réhabilitation des mines est un compte spécial établi en 1994, au sein du Trésor, aux fins de la gestion des rentrées d'argent provenant des sociétés minières à des fins de garantie financière pour appuyer les activités d'un plan de fermeture pour la réhabilitation d'un site ou pour un risque minier.

Coûts associés à la réduction de plus de 750 contrats de tarifs de rachat garantis et de gros contrats d'approvisionnement en énergie renouvelable qui n'avaient pas encore atteint les étapes contractuelles avancées. Le gouvernement a adopté une loi pour s'assurer que les coûts associés à la résiliation de ces contrats ne sont pas supportés par les contribuables d'électricité.

Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Les contributions de garantie financière fournies sont en espèces et produisent des intérêts pendant qu'elles sont déposées auprès du ministre des Finances. Ces dépôts en espèces et les intérêts sont remboursables.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs

En vertu du Règlement 913 pris en application de la Loi sur les sûretés mobilières, 1 % des droits perçus en vertu de la Loi pour l'enregistrement des états est versé à la Caisse d'assurance des sûretés mobilières, laquelle est maintenue pour indemniser les personnes qui peuvent subir une perte ou des dommages à cause de renseignements incorrects dans un certificat.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied.

La réserve de fonds non réclamés comprend les montants détenus en fiducie concernant des transactions immobilières annulées que le Conseil ontarien de l'immobilier a transférés au ministre des Finances conformément à la Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier. Le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs est chargé de l'administration des fonds non réclamés.

Ministère de la Santé

La réserve pour les chèques en circulation s'applique aux chèques émis par le gouvernement de l'Ontario qui n'avaient pas été encaissés au 31 mars 2021.

Paievements liés aux obligations de la province en vertu des règlements relatifs à l'hépatite C.

L'Alliance pancanadienne pharmaceutique (APP) négocie les prix des médicaments sur ordonnance au nom des régimes de médicaments publics. Des comptes à des fins particulières ont été créés pour suivre les initiatives d'engagements de conformité volontaire de l'APP, et en rendre compte.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021****Ministère des Richesses naturelles et des Forêts:**

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

Ministère du Solliciteur général

Le ministère du Solliciteur général (SOLGEN) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte spécial pour l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. Conformément à la Loi sur l'administration des biens saisis (1993), au Règlement sur le partage du produit de l'aliénation des biens confisqués (1995), à la Partie XII.2 du Code criminel (Canada) (1995) et à la Loi sur les procureurs de la Couronne (1990), l'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province d'utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d'application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le SOLGEN en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

Dans le budget de mai 1997, en reconnaissance de l'énorme sacrifice fait par nos agents de sécurité publique pour que l'Ontario demeure un endroit sûr, un décret instituait le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique à titre de compte à fin déterminée doté de 5 millions de dollars (portant des intérêts de 5 % par année lorsque le principal est inférieur à 5,5 millions de dollars). La bourse d'études fournit des fonds aux enfants et aux conjoints d'agents de sécurité publique morts dans l'exercice de leurs fonctions. Le financement est recommandé par un comité consultatif, qui a aussi été établi selon les directives du décret. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies et selon les directives du ministre, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Ministère des Transports

Le compte du programme des routes dans les territoires non érigés en municipalité représente les fonds déposés dans le compte à des fins particulières (CFP) qui se compose d'encaissements provenant notamment des régies de routes locales et des conseils des corvées locales ou faits en vertu d'ententes d'entretien spéciales. Le CFP comprend également les contributions provinciales correspondantes ainsi que le financement reçu dans le cadre du programme fédéral de la taxe sur l'essence applicable aux travaux routiers que le ministère n'a pas encore effectués. Les conseils visés par le programme des routes dans les territoires non érigés en municipalité comprennent quelque 300 propriétaires de terrains situés dans des territoires non érigés en municipalité. Les travaux routiers à effectuer sont déterminés lors de la réunion annuelle entre les représentants des conseils et ceux du ministère, et peuvent comprendre les réparations d'urgence, les travaux d'entretien général et la modernisation des immobilisations. Les coûts engagés pendant l'exercice dans ce dernier cas sont considérés comme des retraits du compte à des fins particulières précitées.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

Le ministère administre le Programme de financement des transports en commun par la taxe sur l'essence. En 2004, la province a commencé à accorder une part des revenus provinciaux générés par la taxe sur l'essence correspondant à un cent le litre, montant qui est passé à 1,5 centimes le litre en octobre 2005 et à 2 cents le litre en octobre 2006. Ce programme procure une source durable de financement à long terme qui permet aux municipalités de l'Ontario d'améliorer et d'accroître les transports en commun. Le financement de 2 centimes le litre est devenu permanent lors de l'adoption de la Loi de 2013 réservant des fonds aux transports en commun par l'entremise du budget de l'Ontario de 2013. Un compte spécial, le « Fonds réservés aux transports en commun » a été créé et des fonds, déterminés à l'aide d'une formule énoncée dans la Loi, y sont déposés et ultérieurement versés aux bénéficiaires. En 2013-2014, le ministère a changé l'année du programme de la taxe sur l'essence pour qu'elle corresponde à l'exercice provincial. Pour 2020-2021, conformément à la loi, 378,6 millions de dollars ont été déposés dans le compte à fin déterminée. Au total, 109 municipalités desservant 144 communautés de la province qui représentent 92 % de la population totale de l'Ontario recevront des fonds de la taxe sur l'essence dans le cadre du programme de 2020-2021.

Un examen de toutes les réclamations en cours dans le domaine de la construction est effectué chaque année pour déterminer le passif que le ministère devrait enregistrer pour tenir compte de la résolution éventuelle de la réclamation à l'avenir.

Un passif est établi pour tenir compte des coûts des expropriations immobilières qui ont fait des offres en vertu de l'article 25 aux propriétaires fonciers touchés par une expropriation.

Conformément à la *Loi sur la construction*, une retenue est une exigence que tous les propriétaires, entrepreneurs et sous-traitants retiennent 10% du coût des services ou des matériaux qu'ils fournissent pour un projet. Cela permet de s'assurer qu'il y a suffisamment d'argent pour satisfaire les réclamations de privilège qui pourraient survenir.

Le compte de la TVH perçue et remise est utilisé pour consigner la TVH perçue sur les biens et services fournis par le gouvernement de l'Ontario et remise à l'ARC au moment opportun.

Ministère du Secrétariat du Conseil du Trésor

La convention de retraite et le régime complémentaire des juges provinciaux, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres, d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires et le régime complémentaire des juges de paix font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO
Au 31 mars 2021

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2021	Références
		%	\$	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES

Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	Permanent	Préférentiel	14 864 392	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	Permanent	Divers	24 428 643	(2)

TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES			39 293 035	

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:

Catégorie C	Divers	Préférentiel + 1	6 500 000	

TOTAL, MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			6 500 000	

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO - Suite
Au 31 mars 2021

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPMENT DES COMPÉTENCES

Plan d'action contre la COVID-19 :

Report du paiement des cotisations de l'employeur à la WSIB	2020-21	0,14	210 000 000

TOTAL, MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPMENT DES COMPÉTENCES			210 000 000

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DUE LOGEMENT

Programme de logement spécial	Divers	Divers	2 804 543 259

TOTAL, MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			2 804 543 259

TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			3 060 336 294
			=====

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin**

Au 31 mars 2020

AUTRE GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2021	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Facilité de prêt offerte par la United Communities Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association	2010	2,89	600 000	(3)
Garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones..	2011-2012 à 2019-2020	Divers	148 624 590	(4)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES.....			149 224 590	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			149 224 590	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			3 209 560 884	

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 14 864 392 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 24 428 643 \$.
3. La province a garanti le remboursement d'une facilité de prêt de 600 000 \$ que la United Communities Credit Union Limited a consentie à la Pelee Island Cooperative Association pour une période débutant le 11 mai 2010 et se terminant le 1er avril 2015 ou lorsque tous les emprunts auront été remboursés, selon l'éventualité qui surviendra en premier. La garantie devrait être prolongée en conséquence, jusqu'au 1^{er} avril 2035 au plus tard. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
4. Au 31 mars 2021, dans le cadre du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones, la province a accordé dix garanties d'emprunt, et un des emprunts accordés a été remboursé intégralement. La garantie n'est donc plus en vigueur. Le principal maximum total des prêts garantis est de 470 millions de dollars. Il est à noter que ce ne sont pas tous les montants des emprunts qui peuvent être retirés et qui seraient garantis s'il avaient été retirés. Les emprunts auxquels ces garanties s'appliquent arriveront à échéance entre 2026-2027 et 2049-2050, et les garanties respectives expireront. Jusqu'ici, on n'a pas eu recours à ces garanties.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE*Au 31 mars 2021**

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Mallory, Richard, et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : demande en dommages-intérêts pour arrestation, condamnation et incarcération injustifiées.
2. Quinte, Elaine, et al. c. Algoma Central Properties – Écroulement du centre commercial Algo d'Elliot Lake : Recours collectif découlant de l'écroulement du centre commercial Algo le 23 juin 2012.
3. Confinement solitaire - recours collectif en regard des établissements de justice pour la jeunesse de l'Ontario : l'avis allègue qu'il y a eu négligence et violation du devoir de fiduciaire de la part de l'Ontario dans l'exploitation et la gestion des établissements.
4. Johnson, Glenn et autres c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Ébauche de demande en recours collectif pour dommages-intérêts envisagée par un groupe de détenus du EMDC entre le 1er janvier 2010 et le 25 août 2013.
5. Wright, Gregory c. Ontario. Recours collectif proposé en lien avec les conditions de détention au centre de détention Elgin-Middlesex, à savoir allégations de violence, surpopulation carcérale, confinements cellulaires et manque de traitements médicaux.
6. Kanani, Alykhan, et autres c. la compagnie d'assurances Economical, et autres : négligence à l'endroit de la supervision de l'avocat du demandeur dont les services ont été retenus pour qu'il agisse comme gardien.
7. Dadzie, Godday, et al v SMRCO: avis de recours collectif intenté au nom de tous les immigrants détenus par l'ASFC.
8. Lapple c. SMR : recours collectif proposé : tous les prisonniers incarcérés ou détenus dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario.
9. Recours collectif concernant des listes d'attente anormalement longues (Leroux, tutrice de Leroux, Briana) et portant sur la négligence, le manquement à l'obligation fiduciaire et la violation des droits garantis par la Charte.
10. Francis, Conrey c. SMRCO : avis de recours collectif proposé concernant le recours excessif systématique à l'isolement dans les établissements correctionnels.
11. Cirillo, Robin c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : recours collectif concernant les retards dans les audiences sur la libération sous caution : recours collectif possible pour les retards dans le système de libération sous caution.
12. Minotar Holdings Inc. : allègue une faute dans l'exercice d'une charge publique relativement à l'inclusion continue de 60 acres du bien-fonds du plaignant dans la secteur de la ceinture de verdure.
13. Recours collectif proposé relativement au déraillement d'un train près de Gogama (Ontario).
14. Ontario First Nations Limited Partnership; Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) : cette affaire concerne une entente de partage des revenus entre OLG et l'Ontario.
15. Ontario First Nations (2008) Limited Partnership (« OFNLP ») - Nouveaux systèmes de loteries, nouvel avis d'opposition concernant l'entente de partage des revenus de 2008 entre l'OFNLP (dont les commanditaires englobent presque toutes les Premières Nations de l'Ontario), OLG et l'Ontario.
16. Jones, Kiwayne c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, recours collectif proposé de 200 millions de dollars en dommages-intérêts pour manquement à une obligation, défaut de maintenir des politiques et des procédures pour protéger le statut d'immigrant des membres du groupe; défaut de conserver des dossiers de leur statut d'immigrant; et refus d'aider.
17. Keeping, Kirk (recours collectif au sujet d'écoles de formation) : responsabilité du fait d'autrui, négligence et manquement au devoir fiduciaire.
18. Warssama, Abdirahmaan pour contraventions à la Charte : séquestration, négligence et manquement au devoir fiduciaire.
19. 1668153 Ontario Inc. : Déclaration de réclamation en dommages-intérêts contre la Reine (MEACC) et un ingénieur de district du MEACC, entre autres. Selon la réclamation, le MEACC et le cité de Vaughan ont fait une déclaration inexacte et agit de mauvaise foi en retardant délibérément le projet de développement résidentiel des plaignants.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE - Suite**Au 31 mars 2021**

20. Bowman, Dana et al. c. Ontario, ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires : recours collectif proposé concernant l'annulation du Projet pilote portant sur le revenu de base réclamant dommages-intérêts, déclarations ou ordonnances de rectifier une violation anticipative de contrat, négligence et abus de pouvoir dans une charge publique.
21. Mieyette, Jeanette c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, et al., et 14 dossiers connexes, recours collectif proposé contre la CSFO concernant l'application de la TVH sur les indemnités d'accident légales. Le recours vise à démontrer que l'application de la TVH se traduit par une baisse des prestations.
22. Niyonzima, Prosper. Une déclaration a été signifiée à l'Ontario à l'appui de dommages-intérêts de 75 millions de dollars réclamés pour enquête négligente, séquestration, poursuite malveillante et un certain nombre d'infractions à la Charte contre Sa Majesté la Reine.
23. Quantz c. Ontario, recours collectif proposé réclamant des dommages-intérêts pour négligence alléguée de la Couronne en lien avec la divulgation non autorisée de renseignements concernant des prestataires du POSPH.
24. La compagnie de brassage Labatt Limitée et Molson Canada. Objet : contestation prévue des dispositions législatives liées au projet de loi 115.
25. Betty Wei et Lawrence Vanderklei c. Ontario, Brian Mills, Anatol Monid, et al. : Les demandeurs ont entamé un recours collectif proposé en dommages-intérêts pour des torts subis en raison de la réglementation, par la Commission des services financiers de l'Ontario, d'entités engagées dans la commercialisation et la vente de placements hypothécaires consortiaux relatifs à un projet de développement résidentiel à Kingston.
26. Banfi, Erwin c. Ontario, ville d'Oakville, et al., 14 août 2020 – On a signifié à l'Ontario une déclaration réclamant des dommages-intérêts de 900 millions de dollars au nom de quiconque possède (ou possédait entre le 23 juin 2018 et aujourd'hui) une propriété à Oakville pour les pertes ou les dommages éventuels subis à la suite d'un événement météorologique répondant à une des normes de gestion des zones susceptibles d'être inondées, dont le secteur entouré en gros par Burloak Drive, le lac Ontario, le boulevard Winston Churchill et la rue Dundas (la "plaine inondable réglementaire"). Le 11 septembre 2019, l'Ontario a reçu un avis de recours collectif proposé au nom des résidents d'Oakville, en vertu de la Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant, demandant des dommages-intérêts en lien avec les approbations d'aménagement et le risque accru d'inondation, qui affectent le bassin hydrographique et causent des dommages aux propriétés ou la perte de celles-ci.
27. SFF Solar Ltd., Sunshine Solar 2016 Inc., et al. c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : Avis de créance au nom de 16 entreprises ayant conclu 3, 4 et 5 contrats avec la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) dans le cadre du Programme de tarifs de rachat garantis entre 2016 et 2018. Les demandeurs éventuels allèguent que la SIERE a reçu des directives du nouveau gouvernement conservateur avant le 29 juin 2018 exigeant que soit retardée la délivrance des ordres de démarrage des travaux (c.-à-d. approbation de la phase de construction des projets d'énergie solaire ou éolienne) ou que soient différées ces décisions.
28. 2387276 Ontario Inc. et al. c. SIERE et al. : Poursuite au nom de 16 entreprises fournisseurs de services qui ont conclu une entente dans le cadre du Programme de tarifs de rachat garantis avec la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) entre 2016 et 2018. Les plaignants allèguent qu'une directive ministérielle prise le 5 juillet 2018 pour mettre fin graduellement au Programme était illégale.
29. Chandra, Adrian c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le 28 juillet 2020, on a signifié à l'Ontario une déclaration visant un nouveau recours collectif proposé. La poursuite est fondée sur la négligence systémique et la violation des articles 7 et 12 de la Charte relativement à des détenus qui, entre le 18 septembre 2018 et aujourd'hui, (i) ont été placés en isolement, quelle qu'en fût la durée, et à l'égard desquels un diagnostic de maladie mentale grave a été posé avant ou pendant leur incarcération; (ii) ont été placés en isolement administratif pendant 15 jours consécutifs ou plus.
30. Robertson et al. c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le 15 juillet 2020, on a signifié à l'Ontario un avis de recours collectif concernant des éclosions de COVID-19 dans des établissements de soins de longue durée conformément à la Loi de 1992 sur les recours collectifs.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE - Suite**Au 31 mars 2021**

31. Ruben Stolove, et al. c. le Centre de santé mentale Waypoint de l'Ontario. Le 22 juillet 2020, on a signifié à l'Ontario un avis de demande en dommages-intérêts, conformément à la Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant, indiquant qu'un recours collectif pourrait être fait au nom de tous les patients involontaires du Centre Waypoint concernant les abus allégués qu'ils auraient subis de 2000 à aujourd'hui.
32. Fareau et al. c. Bell Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Recours collectif proposé concernant le système de gestion des téléphones destinés aux délinquants. Les demandeurs proposés allèguent qu'une entente conclue en 2013 entre Bell Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario prévoit une commission illégale pour les appels à frais virés, ce qui génère pour l'Ontario des revenus importants auxquels il n'a pas droit.
33. Recours collectif concernant la Loi de 2018 annulant le programme de plafonnement et d'échange pour abus de pouvoir dans une charge publique. Les participants au recours collectif proposé allèguent que la promulgation de la Loi de 2018 annulant le programme de plafonnement et d'échange et le fait que l'Ontario ne les ait pas indemnisés pour leurs actes d'émissions s'est soldé par une violation de contrat.
34. Perte due à un incendie au York Memorial Collegiate – 2690, av. Eglinton Ouest : Le 20 juin 2019, le Toronto District School Board a signifié son intention de déposer une réclamation contre le Bureau du commissaire des incendies à la suite d'un incendie survenu le 7 mai 2019, lequel a détruit une importante partie de l'école secondaire York Memorial Collegiate et un centre communautaire adjacent appartenant à la ville de Toronto.
35. Dell, James et al. c. Ontario, MEPP, AGO et al. Avis de réclamation déposé à titre de requête contre SMR pour négligence par plusieurs personnes qui demeurent près d'une installation d'élimination des déchets au 2021 Four Milk Creek Road, Niagara.
36. Poorkid Investment Inc., Coach Pyramids Inc. et Brian Haggith c. Ontario, sollicitrice générale Sylvia Jones, commissaire de la Police provinciale de l'Ontario Thomas Carrique, chef de police de la Police provinciale de l'Ontario John Caine et inspecteur de la Police provinciale de l'Ontario Philip Carter. Les plaignants réclament des dommages-intérêts pour abus de pouvoir dans une charge publique, omission délictueuse et négligence de la part des défendeurs en raison de leur incapacité alléguée à appliquer la loi et à maintenir la paix dans la région de Caledonia.
37. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
38. Première Nation des Missanabie Cree c. Ontario et Canada; les plaignants allèguent qu'ils n'étaient pas parties au traité 9 et que, partant, ils ont un titre ancestral non éteint. Par ailleurs, les plaignants soutiennent que s'ils sont parties au traité 9, ils doivent encore recevoir leurs droits fonciers issus des traités.
39. Six Nations of the Grand River; les plaignants demandent une comptabilisation concernant la gestion et la vente de terres par la Couronne qui leur avaient attribuées dans les années 1780 et 1790 et concernant les produits de la vente subséquente de portions de ces terres.
40. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
41. La Première Nation Begetikong Anishnabe (aussi connue sous le nom d'Ojibways de Pic River) et le chef Roy Michano, le conseiller Duncan Nichano et le conseiller Arthur H. Fisher. La Première Nation, le plaignant, prétend détenir un titre autochtone sur une large bande de terre sur la rive nord-est du lac Supérieur.
42. Première nation no 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
43. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
44. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
45. Première nation Pic Moberg : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
46. Première Nation Pays Plat c. Canada et Ontario : revendication par laquelle les plaignants allèguent détenir le titre autochtone exclusif sur un secteur le long de la rive du lac Supérieur.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE - Suite**Au 31 mars 2021**

47. Les Premières Nations White Sand et Red Rock - Revendication liée à une rente. Les plaignants réclament une mesure de redressement déclaratoire pour une rente payable en vertu du Traité Robinson-Lac Supérieur de 1850 qui n'a pas été versée.
48. Première Nation Aundek Omni Kaning et al. : revendication modifiée réclamant toujours la reconnaissance du titre autochtone sur les eaux entourant l'île Manitoulin. Litige en attente pendant que les parties tentent de trouver une solution négociée.
49. Première Nation de Northwest Angle (réserve no 33) : Demande concernant les dommages causés par les inondations et des dommages connexes et déclaration d'obligations fiduciaires aux demandeurs.
50. Restoule et al. c. Canada et Ontario : Les demandeurs désirent obtenir une mesure de redressement déclaratoire reconnaissant une obligation de la Couronne, actuelle et antérieure, d'augmenter les annuités du traité [Robinson Huron de 1850] dans la mesure où la Couronne peut le faire à partir des revenus générés par les terres cédées, sans subir de perte. Ils désirent aussi obtenir une reddition de comptes et des dommages.
51. Grand Chef Coon Come, Mathew : avis d'action pour la reconnaissance du titre et des droits autochtones sur le territoire traditionnel.
52. Première Nation de Gull Bay c. Canada et Ontario : le demandeur allègue que les Crow n'ont pas arpenté la réserve à laquelle le demandeur a droit en vertu du traité Robinson Superior de 1850 au moment opportun, ce qui a résulté en une réserve plus petite que ce qui était convenu.
53. Kitigan Zibi Anishinabeg et al. c. procureur général du Canada, Commission de la capitale nationale et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : au nom de la Nation Algonquine Anishinabeg, les plaignants réclament un titre ancestral relativement à des terres situées à Ottawa, le long de la rivière des Outaouais, à l'extrémité ouest du centre-ville.
54. Première Nation Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek c. Canada et Ontario. Le demandeur revendique des droits fonciers issus de traités en vertu du Traité Robinson-Supérieur alléguant que la communauté qu'il représente a adhéré au traité en 1850 en acceptant les rentes.
55. Première Nation Red Rock et Première Nation Whitesand First Nation c. Canada et Ontario : Les demandeurs revendiquent des droits fonciers issus de traités en vertu du Traité Robinson-Supérieur alléguant que les communautés qu'ils représentent ont adhéré au traité en 1850 en acceptant les rentes.
56. Première Nation indépendante Iskatewizaagegan No. 39 c. la cité de Winnipeg et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le demandeur réclame une indemnité de Winnipeg en lien avec un décret de l'Ontario daté de 1913 autorisant Winnipeg à accéder au lac Shoal, où les réserves du demandeur sont situées, et à en détourner les eaux. Le demandeur réclame également des dommages-intérêts de l'Ontario pour violation de devoir judiciaire.
57. Les Chippewas des Premières Nations de Saugeen et de Nawash, concernant la péninsule Bruce, avaient l'intention d'inclure les lits des plans d'eau internes à la péninsule des rivages de ces plans d'eau ou le long des rives du lac Huron ou de la baie Georgienne.
58. Foxgate Developments Inc. et al. c. SMRCO : Avis de demande pour dommages-intérêts découlant de pertes alléguées subies par les plaignants concernant la perturbation de leurs activités immobilières dans la région de Caledonia en raison des protestations.
59. Première Nation Ginoogaming c. Ontario et al. : Poursuite par une Première Nation du Traité no 9 pour dommages-intérêts, déclarations et injonctions concernant un permis d'exploration minérale délivré en juin 2019 et en attendant la demande de permis.
60. La Première Nation des Mississaugas de Credit réclame un titre autochtone relativement à des portions du lac Ontario, du lac Érié et des plans d'eau (ainsi que des plaines inondables) situés entre les deux. Elle demande également une indemnisation financière pour les plans d'eau en possession d'une tierce partie.
61. OECTA c. ON; FEESO c. ON; ETFO/AEFO c. ON; SEFPO c. ON; AMAPCEO c. ON; UNIFOR c. ON; OFL Coalition c. ON; ERFPO c. ON; CUASA c. ON; Society of United Professionals c. ON; PWU c. ON. Contestation portant que le projet de loi 124, Loi de 2019 visant à préserver la viabilité du secteur public pour les générations futures, et la conduite de la Couronne en 2019 lors des négociations centrales avec les syndicats des enseignants contreviennent aux alinéas 2 d) et 2 b).
62. La société Sifto Canada c. le ministre des Finances. Multiples appels fiscaux déposés par le même contribuable pour plusieurs années d'imposition. Le litige principal porte sur la méthodologie que Sifto doit utiliser pour comptabiliser ses « bénéfices » aux fins de la Loi.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE - Fin**Au 31 mars 2021**

63. Bemco Confectionary and Sales Ltd., Colabor Management Inc. et al c. ministre des Finances. L'imposition qui fait l'objet de l'appel a trait à la vente de cigares et d'autres produits du tabac qui remontent aussi loin qu'avril 2010.
64. Tennant Energy LLC. c. gouvernement du Canada. Tennant Energy LLC. allègue que les mesures prises par le gouvernement de l'Ontario en lien avec le Programme de tarifs de rachat garantis et l'Entente d'investissement dans l'énergie violent les droits que lui confère le chapitre 11 de l'ALENA.
65. Windstream Energy LLC c. gouvernement du Canada. Windstream Energy LLC allègue que les mesures que le gouvernement de l'Ontario a prises en lien avec le Programme de tarifs de rachat garantis et, plus précisément, celles visant à retarder le développement du projet d'énergie éolienne en mer, et l'annulation subséquente du contrat de Windstream violent les droits de Windstream prévus dans l'ALENA, chapitre 11.
66. Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario, Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, Ontario English Catholic Teachers' Association, Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens. Les fédérations et associations ont déposé des appels à la CRTC demandant des ordonnances concernant la santé et la sécurité dans les écoles publiques, notamment pour limiter le nombre d'élèves par classe à 15-20 et les cohortes d'élèves à 50, établir des normes pour la ventilation dans les écoles, et accroître les normes de transport et les passer régulièrement en revue.
67. Requête déposée par Access Copyright à la Commission du droit d'auteur Canada pour déterminer le taux tarifaire concernant une licence autorisant la reproduction de documents pédagogiques. La requête porte sur les années 2020 à 2022. Le Consortium du droit d'auteur s'est opposé au taux proposé par Access Copyright.
68. Margaret Hierlihy et John Doe (recours collectif). Déclaration signifiée le 6 février 2013 par Merchant Law Group demandant plus de 75 millions de dollars en dommages-intérêts en lien avec l'atteinte à la vie privée survenue en avril 2012.

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication du Rapport annuel.

PERTES RADIÉES DES COMPTES

(En vertu de la Loi sur l'administration financière)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021

PERTES RADIÉES DES COMPTES(en vertu de la *Loi sur l'administration financière*)

pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2021

	\$
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES	1 355
PROCUREUR GÉNÉRAL	13 523 361
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES	15 230 593
DÉVELOPPMENT ÉCONOMIQUE, CRÉATION D'EMPLOIS ET COMMERCE	354 722
ÉDUCATION	106 282
ÉNERGIE, DÉVELOPPEMENT DU NORD ET MINES	25 256
FINANCES	65 414 108
SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET SERVICES AUX CONSOMMATEURS	4 214 480
SANTÉ	140 740
TRAVAIL	7 908
RICHESSSES NATURELLES ET FORÊTS	1 566 336
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	42 983
ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS	7 835
COLLÈGES ET UNIVERSITÉS	39 327 015
TRANSPORTS	462 761
TOTAL	140 425 735

REMISES DE REVENUS

Détails sur les remises accordées en vertu de la Loi sur l'administration financière pour les revenus et autres dettes pour l'exercice clos le 31 mars 2021

Description d'une remise par le ministre des Finances

En vertu du paragraphe 5.1 (3) de la Loi sur l'administration financière de l'Ontario, le ministre des Finances a fait remise à Mitchell Boyd de la taxe perçue en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu de l'Ontario pour l'année d'imposition 2007 à hauteur de 2 263,50 \$ plus les intérêts connexes.	2 263,50 \$



Vous pouvez accéder au document en ligne à **[Ontario.ca/comptespublics](https://ontario.ca/comptespublics)**

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2021 | ISSN 0833-1189 (Imprimé) | ISSN 1913-5564 (En ligne)